



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

L^e Année

Tome II N^o 6 - Décembre 1975

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 Cent vingt-cinquième anniversaire de la Banque Nationale de Belgique — Discours prononcés à la Séance Académique du 10 décembre 1975.**
- 27 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale - Résultats d'octobre et de novembre 1975.**
- 1 Statistiques.**
- 131 Législation économique.**
- 137 Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

CENT VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
DISCOURS PRONONCES
A LA SEANCE ACADEMIQUE
DU 10 DECEMBRE 1975

A l'occasion du 125^e anniversaire de la Banque, une séance académique, qui était rehaussée de la présence de Sa Majesté le Roi, a eu lieu le 10 décembre 1975 au Palais des Congrès à Bruxelles. Le Gouverneur de la Banque, d'abord, le Premier Ministre, ensuite, y ont pris la parole. Le texte de leurs discours est reproduit ci-après.

*
* *

DISCOURS
DE MONSIEUR C. DE STRYCKER,
GOUVERNEUR DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Sire,

La Banque Nationale de Belgique remercie vivement Votre Majesté de vouloir bien rehausser de Sa Présence la célébration de son 125^e anniversaire. Cette cérémonie a pour objet non seulement de porter témoignage de l'œuvre accomplie par la Banque au cours de cette longue existence, mais aussi de situer sa place et sa fonction dans les structures économiques actuelles et face aux problèmes d'aujourd'hui et de demain. En assistant à cette séance, Votre Majesté lui confère la solennité et le relief que justifient l'importance de cette fonction et la gravité de ces problèmes.

*Messieurs les Ministres,
Messieurs les Ambassadeurs,
Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames,
Messieurs,*

La Banque vous est très reconnaissante d'être venus marquer, par votre participation à cette cérémonie, l'intérêt que vous portez à son action.

Celle-ci prend son départ il y a cent vingt-cinq ans lors de la création de la Banque à l'initiative du Ministre des Finances de l'époque, Frère-Orban. Trois tâches principales lui sont confiées : l'émission des billets de banque, l'octroi de crédits, le service de Caissier de l'Etat. Au cours des décennies, ces fonctions subissent des évolutions profondes. A en suivre les étapes, on se perdrait dans les détails. Il faut se contenter d'en schématiser les grandes lignes en s'accrochant aux ruptures que les deux grandes guerres ont infligées à l'Histoire.

1850-1914. La circulation des billets de banque qui n'est, au départ, qu'un complément, moins encombrant, de la circulation métallique, devient graduellement l'élément prépondérant du total des moyens de paiement en refoulant l'or et l'argent à un rôle accessoire. L'évolution est si marquée qu'à la veille de la première guerre mondiale la circulation des billets de la Banque est en pouvoir d'achat aussi élevée qu'aujourd'hui. La Banque a donc pleinement

répondu, dans sa fonction d'émission, aux besoins de temps nouveaux. Ceux-ci font cependant apparaître une autre évolution non moins spectaculaire : à côté des monnaies métalliques et des billets de la banque d'émission se développe en Belgique comme dans les autres pays industriels une circulation nouvelle, la monnaie de banque, la monnaie scripturale. Mais pour cette nouvelle monnaie se répète en quelque sorte le phénomène qui avait justifié la fondation de la Banque Nationale : elle se crée de manière empirique, sans règles, sans garanties. Il faudra longtemps pour qu'on reconnaisse son caractère de monnaie et qu'on constate le besoin d'en subordonner la création à certains contrôles; ce sera l'œuvre de la réforme bancaire de 1935. Mais n'anticipons pas.

Dans le domaine du crédit, l'évolution est assez semblable à celle qu'a connue la circulation monétaire. La Banque, à travers ses comptoirs d'escompte, répand le crédit à travers tout le pays; mais bientôt les banques commerciales se développent puissamment et multiplient leurs bureaux; le crédit bancaire s'étend partout, anime et soutient l'essor de l'économie, dépasse et de beaucoup celui de la Banque Nationale et revêt des modalités plus variées. Mais ici encore nulle règle, nulle discipline, si ce n'est celles que s'imposent à eux-mêmes les établissements bancaires; on ne s'en apercevra que plus tard, parfois trop tard, et il faudra attendre également la réforme bancaire de 1935 pour que soit imposé un certain ordre au nom de l'intérêt général.

Entre-temps est intervenu le grand fracas de la guerre 1914-1918. Elle bouleverse toutes les règles établies; la convertibilité en or des billets de la Banque Nationale doit être suspendue. Ce que l'on croit encore un accident passager est en réalité une réforme profonde, définitive; la circulation métallique est disparue à jamais. Du coup sont nés tous les problèmes de change et de taux de change qui figurent désormais parmi les soucis majeurs du Gouvernement et de la Banque.

La guerre balaie aussi les limites précautionneusement mises à l'émission de monnaie par la Banque : les besoins du Trésor et plus tard l'échange des monnaies ayant circulé en territoire occupé imposent à la Banque la mise en circulation d'une masse de billets sans commune mesure avec les émissions antérieures.

Mais la Banque se trouve aussi confrontée à deux autres phénomènes nouveaux qui vont impressionner toute la suite de son histoire : d'une part, le financement d'une partie des besoins des pouvoirs publics et, d'autre part, ce phénomène dont on commence à l'époque à reconnaître les multiples aspects, mais sans lui donner son nom et qui, démesurément gonflé, est responsable aujourd'hui de la plupart de nos tourments : l'inflation.

Instabilité des changes et inflation; tels sont les fléaux monétaires auxquels la Belgique doit faire face pendant les premières années qui suivent la guerre. Au Gouvernement comme à la Banque, on va s'efforcer inlassablement, pendant des années, de redresser le courant, de rétablir les conditions antérieures, sans

toutefois discerner avec suffisamment de clarté les causes profondes du mal et le caractère irréversible de certaines évolutions.

Cependant, l'année 1926 marque une étape décisive : la stabilisation du franc à un niveau fortement déprécié sonne le glas des espoirs trop longtemps entretenus d'un retour à l'avant-guerre; on regarde désormais vers l'avenir.

A la Banque aussi, la page est tournée; l'équipe dirigeante est renouvelée; on réforme les Conseils de la Banque, on introduit notamment au Conseil de régence des représentants des divers secteurs de l'économie. C'est que l'économie réclame de la Banque une vision nouvelle : l'émission de billets de banque n'est plus la simple mise en circulation d'une monnaie complémentaire, elle est devenue un facteur important de la vie économique et son maniement requiert une connaissance plus approfondie de cette vie toujours plus complexe. En même temps, le rôle croissant des pouvoirs publics dans le déroulement de l'activité économique et l'influence désormais massive des finances publiques compliquent singulièrement le rôle régulateur de la politique monétaire. Celle-ci est désormais mieux définie : la Banque est invitée à renoncer dans une large mesure à la fonction de dispensateur direct de crédit qui lui avait été assignée à l'origine. En effet, les besoins de crédits sont largement satisfaits par les banques et par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie qui a été créée entretemps. La Banque peut dès lors se consacrer essentiellement à son rôle de prêteur en dernier ressort. Elle se voit confier aussi la tâche difficile de maintenir, grâce à ses réserves de moyens de paiements internationaux, la stabilité du cours de change du franc. On lui impose même à cette fin des coefficients de couverture, dans la pensée, encore inspirée d'un passé cependant déjà éloigné, que les réserves sont la meilleure garantie du maintien de la parité de la monnaie. Cette illusion sera vite dissipée par les faits.

En effet, le monde est bientôt plongé dans la grande dépression des années trente. Une fois de plus, la Banque est confrontée à des situations nouvelles. Ce n'est plus l'inflation cette fois qui menace l'économie et la monnaie, mais la déflation. Comme les autres pays, la Belgique est lente à reconnaître le phénomène et, comme eux, elle s'épuise trop longtemps à combattre la crise sans bien en distinguer les causes. Elle se heurte aux bouleversements monétaires internationaux que constituent l'ébranlement de la livre sterling et le flottement du dollar.

Mais, en 1935, la dévaluation du franc permet, comme en 1926, de se dégager du passé. On s'efforce de faire face à l'avenir avec des idées nouvelles.

Ainsi, le dépôt bancaire, la monnaie scripturale, est désormais reconnu comme instrument monétaire; les banques sont soumises à certaines disciplines : leurs fonctions de banques de dépôt sont mieux définies et sont séparées de leurs activités de sociétés financières; une mission de contrôle est confiée à un organisme nouveau créé en dehors de la Banque, la Commission bancaire; mais les disciplines et le contrôle sont inspirés bien davantage du souci de protéger les

déposants que de régulariser la création de monnaie, dans le cadre d'une politique monétaire globale.

D'autre part, on crée un organisme monétaire nouveau, l'Institut de Rées-compte et de Garantie, chargé d'accorder aux établissements bancaires des possibilités de refinancement dans les périodes de difficultés ou de tensions; cet Institut deviendra progressivement, avec le concours de la Banque, un élément essentiel et original des structures monétaires du Pays.

Deux ans plus tard, la Banque est investie du pouvoir de régulariser les liquidités par des opérations d'open market; l'usage de cet instrument nouveau est cependant subordonné à des limitations trop étroites.

L'immense hiatus de la guerre 1940-1945 place la Belgique et la Banque devant une situation monétaire quelque peu comparable à celle qui a suivi la guerre précédente : une inflation de guerre énorme, une monnaie ébranlée, un pays à restaurer. La réaction à ce nouveau défi est toutefois à l'opposé de la précédente; la leçon a porté : plus d'illusions d'un retour à l'avant-guerre; plus d'espoirs placés dans des réparations imaginaires; on fait face aux dures réalités; il faut avant tout résorber l'inflation et c'est la fameuse opération d'assainissement monétaire à laquelle est attaché le nom du Ministre Gutt. La Banque, sous son Gouverneur de l'époque, Maurice Frère, donne à cette action son appui complet. Elle la prolonge par une politique monétaire rigoureuse qui, contrairement aux idées reçues dans d'autres pays, s'efforce de proportionner la liquidité aux possibilités réelles de l'économie au lieu de stimuler par la création monétaire un ensemble de dépenses que ne peuvent satisfaire des ressources réelles insuffisantes.

L'équilibre monétaire interne assuré par cette politique, conjugué à la rapide remise en état du potentiel de production, permet de retrouver au bout de peu de temps l'équilibre sur le plan des paiements extérieurs et de se dégager plus tôt qu'ailleurs des restrictions et rationnements imposés au lendemain de la guerre.

Le rétablissement d'une grande liberté dans les importations et les paiements, autorisée conjointement par les autorités gouvernementales et par l'Institut belgo-luxembourgeois du Change que gère la Banque, vaut d'ailleurs à l'Union Economique belgo-luxembourgeoise le sobriquet de « fool's paradise ». Son redressement remarquable dans les années d'après-guerre lui permet, lors de la grande vague des rajustements de change opérés en 1949, de ne dévaluer les francs belge et luxembourgeois vis-à-vis de l'or et du dollar que de 12,34 p.c., alors que les monnaies des pays voisins subissent une amputation beaucoup plus importante. En fait, à l'égard de ses partenaires européens, l'Union Economique belgo-luxembourgeoise enregistre une importante réévaluation, sans entraver d'aucune manière son expansion économique.

Dans le même temps, l'action de nos pays et de la Banque sur le plan international se situe dans un contexte entièrement rénové.

L'interdépendance des économies est pleinement reconnue, la portée internationale des décisions nationales est admise. A l'inspiration des Etats-Unis d'Amérique, un ordre monétaire et financier nouveau est créé sous l'égide des institutions de Bretton Woods. La coopération devient un élément capital de la vie internationale. La Banque y participe pleinement. Elle prête au Gouvernement le concours des moyens monétaires que lui reconnaît la loi, pour financer les accords bilatéraux et multilatéraux de coopération monétaire. Il est impossible de mentionner tous ces accords, mais je voudrais souligner spécialement la coopération qui est organisée entre les trois pays de Benelux.

Le temps est loin où la tâche de la Banque dans le domaine des paiements internationaux se bornait à rapatrier des pièces d'argent de l'Union latine ou même à régulariser quelque peu le cours d'une monnaie flottante; elle contribue désormais, à la mesure de la Belgique bien sûr, à la création des moyens monétaires internationaux requis par la formidable explosion des échanges sur le plan mondial.

Chacun a présent à la mémoire le concours que notre pays apporte à cette vaste entreprise de solidarité que constitue l'Union européenne de paiements et le rôle capital qu'y joue celui qui allait devenir plus tard Gouverneur de la Banque, le baron Ansiaux. Il fallait du courage et une foi solide dans la coopération internationale pour consentir les très larges crédits que justifiait la situation excédentaire de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, mais dont le remboursement paraissait à beaucoup très aléatoire. Le dénouement de ces opérations après quelques années, grâce au progrès économique de l'Europe que le Plan Marshall et les crédits réciproques avaient grandement facilité, devait donner raison a posteriori aux artisans de la coopération.

J'en viens à présent à la tranche de vie la plus récente de la Banque, les années qui se sont déroulées depuis son Centenaire. Il s'agit d'une période de profondes transformations. Certes, des phases de mutations, voire de bouleversements, — j'entends dans les domaines socio-économiques — n'ont pas manqué dans l'histoire. Mais celle-ci est typique, tout d'abord parce que les changements affectent le monde entier — en tous cas le monde non communiste — et ensuite parce que le rythme de ces évolutions est particulièrement rapide. Si j'étais obligé de synthétiser en quelques mots l'histoire économique de ce dernier quart de siècle, je dirais qu'elle est faite de la succession de trois phases : l'espoir, la certitude, le doute.

Par exemple le phénomène de croissance. La période de restauration, en s'achevant, avait fait naître dans tous les pays non communistes l'espoir d'un « welfare state », qui pourrait être réalisé grâce non seulement à des revenus réels accrus par l'amélioration de la productivité, mais aussi grâce à une répartition plus équitable de ces revenus. L'espoir s'est mué en certitude en ce qui concerne le progrès matériel : celui-ci a atteint une allure sans précédent; dans notre pays, le niveau de vie moyen par habitant a été multiplié par 2,4 en vingt-quatre ans. Et cependant, l'état d'abondance n'a pas seulement secrété

l'euphorie, mais aussi des doutes et des inquiétudes. Doutes quant à la qualité d'une croissance fondée sur l'exaltation d'un matérialisme qui ne suffit pas à l'épanouissement de valeurs humaines. Inquiétudes de voir cette croissance atteindre ses limites physiques en raison des nuisances qu'elle provoque, des pénuries qu'elle entraîne et des déséquilibres qu'elle engendre.

Car l'espoir d'une croissance équilibrée a été déçu. Avec beaucoup d'optimisme, on avait eu foi dans les miracles de la politique économique. Il semblait que les acquis de plus en plus précis de la théorie économique, où dominait le courant de pensée dit keynésien, éclaireraient les responsables de cette politique économique dont les leviers affinés devaient permettre de régulariser les développements. Les faits des dernières années ont dissipé ces illusions et la révolution des monétaristes modernes de l'école de Chicago n'a pas restitué aux doctrines normatives des économistes leur crédit antérieur.

Faut-il rappeler aussi les espoirs qu'avait fait naître, pendant les années cinquante, l'évolution des relations économiques internationales ? L'ordre monétaire international se restaurait et le retour formel à la convertibilité des monnaies européennes, en 1958, paraissait consacrer une normalisation définitive. Autour du dollar convertible en or s'agençait une immense zone monétaire, facteur important de la libération et de l'expansion des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux; les institutions internationales poliaient les comportements des nations et les crédits qu'elles octroyaient concouraient à assurer le bon fonctionnement du système dit de Bretton Woods. Les mécanismes de celui-ci étaient l'objet de perfectionnements : en 1962, les Accords Généraux d'Emprunt renforçaient les ressources mises à la disposition du Fonds Monétaire International; en 1967, la décision était prise de créer cet instrument de réserve conventionnel qu'est le droit de tirage spécial. Il semblait que la situation extérieure de tous les pays industrialisés allait vers plus d'équilibre, grâce au renforcement des structures et grâce aux mesures de politique économique. On espérait que l'aide des nations riches assurerait le développement progressivement plus rapide des nations où le revenu par habitant était encore révélateur de paupérisme.

Cependant, la dernière décennie était à la fois le témoin d'un progrès extraordinaire dans l'internationalisation de la vie économique et des premières secousses qui allaient ébranler l'édifice. Car, depuis, que de déceptions ! Difficultés du développement des pays restés pauvres ou devenus plus pauvres depuis la crise pétrolière. Réapparition de déséquilibres fondamentaux dans les paiements extérieurs de ceux des pays industrialisés dont les structures ont été les plus perméables au virus de l'inflation. Apparition simultanée dans l'économie mondiale de certains goulets d'étranglement et de zones de suréquipement. Désorganisation monétaire, dont les étapes ont été si rapides qu'on peut les enfermer dans cette courte période qui va de l'hiver 1967-1968 — au moment de la seconde dévaluation d'après-guerre du sterling et de la ruée spéculative sur l'or — jusqu'au mois de mars 1973, lorsque se disloque la zone dollar inconvertible qui avait été créée en décembre 1971, à la conférence dite du Smithsonian.

A quarante ans de distance, deux crises de change ont été la conséquence de désordres économiques qu'elles-mêmes ont contribué à accentuer. En septembre 1931, le Gouvernement britannique déclare la livre inconvertible et abandonne le système des changes fixes; cette double décision est suivie par une aggravation de la crise mondiale. La suppression, en août 1971, de la convertibilité du dollar accélère la désorganisation des relations monétaires internationales, qui précède une contraction du volume des échanges mondiaux et le déclenchement de la crise économique la plus sévère du second après-guerre. Ce renouvellement de l'histoire, la répétition des mêmes séquences, ne sont pas une simple coïncidence. Il faut craindre, en effet, qu'en revenant à un système de change dont les cours fluctuent à la discrétion des autorités nationales, le monde non communiste ne soit ressaisi par les démons du nationalisme monétaire et même économique; le déchaînement de ce nationalisme est heureusement empêché jusqu'ici par la crainte qu'ont les pays importants de provoquer un effondrement essentiel s'ils se laissent aller à un égoïsme de courte vue et aussi, il faut s'en réjouir, par l'habitude aujourd'hui acquise, de la coopération internationale et, en tous les cas, de la concertation.

Les organes de cette concertation sont actifs et c'est heureux. Ils s'efforcent de réorganiser le fonctionnement des relations monétaires. A divers niveaux, dans plusieurs institutions, la Banque apporte son concours au Gouvernement; ses représentants siègent dans les organes techniques. Partout, nos compatriotes multiplient leurs efforts. Hélas, il est encore impossible de prévoir quand sera remis en place un système monétaire international cohérent, ordonné et policé. Il est même prématuré de le préfigurer : si l'on est d'accord pour qu'il ne s'agence plus autour d'une monnaie nationale, on ne voit pas encore comment le construire autour d'une unité abstraite, sorte de point fixe adopté par convention internationale et par rapport auquel se définiraient les unités monétaires nationales; de même on ne discerne pas encore quels seront les éléments qui constitueront les réserves des banques centrales : l'or sera-t-il ou non démonétisé, les monnaies nationales seront-elles exclues de ces réserves officielles, celles-ci comprendront-elles des instruments libellés dans cette unité monétaire abstraite créée par convention; suivant quelles procédures et selon quels critères seront décidées la création et la distribution de ces nouvelles liquidités internationales. Cette organisation internationale nouvelle devra tenir compte de la fluidité, énorme aujourd'hui, des mouvements de capitaux; comment pourra-t-elle, dans ces conditions, assurer à la fois une nécessaire stabilité des cours de change et une indispensable limitation de la création des réserves internationales.

Sans doute, une zone de stabilité des changes est-elle actuellement maintenue entre divers pays européens, qui appliquent les dispositions de cet accord que les spécialistes, dans leur jargon, ont appelé le « serpent ». Mais on sait fort bien que cette zone ne comprend pas tous les pays de la Communauté Economique Européenne. On sait aussi que l'inflation et la crise sont venues suspendre le progrès de la construction européenne. Dans cette grande entreprise, à laquelle les Belges de toutes opinions sont attachés autant par la foi d'un enthousiasme que par la logique d'un raisonnement, dans cette grande entreprise aussi, le

doute a succédé à la certitude qui avait couronné des espoirs. Espoirs de la décennie cinquante, qui vit la mise en place du traité créant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, de même que la signature du Traité de Rome. Certitudes des étapes de la réalisation rapide de l'Union douanière, aussi bien que de l'édification du marché agricole commun. Doutes résultant de l'échec de la tentative d'organiser les étapes précises et rapprochées de l'intégration économique et monétaire proposée dans le plan du Ministre Werner, auquel le baron Ansiaux avait apporté le concours de sa grande expérience et de son énergique confiance.

Aujourd'hui, avec tous ceux qui portent une part de responsabilité dans la conduite des économies nationales et dans l'organisation des relations internationales, les dirigeants de la Banque sont amenés à s'interroger sur l'essence même des difficultés rencontrées; dans le monde l'extrême abondance coexiste avec l'extrême pauvreté, les termes de l'échange ne sont pas toujours favorables aux plus déshérités, mais les sociétés industrielles complexes ne contrôlent pas leurs approvisionnements; en constituant une entente, un petit nombre de pays producteurs d'énergie parviennent à s'attribuer une énorme rente au détriment des moins forts. Dans les économies des pays industrialisés la poursuite du développement paraît être mise en cause par le dilemme inflation ou non-croissance, qui pourrait mener à des phases successives de prospérité factice et de sous-emploi démoralisant.

Remise en cause fondamentale ? Réorganisation structurelle ? Peut-être. Il appartient aux spécialistes de la théorie économique et de la sociologie d'analyser les enseignements du passé récent, de chercher à en tirer pour demain le fil conducteur qui semble aujourd'hui perdu, et d'éclairer la route de ceux qui sont chargés d'agir. Entre-temps ceux-ci doivent œuvrer difficilement, utilisant des instruments dont la manœuvre se révèle plus délicate et parfois moins efficace que jadis, inventant des méthodes nouvelles pour essayer de sauvegarder la prospérité de l'économie nationale et le bien-être de toutes les catégories de citoyens.

En Belgique aussi, les quinze dernières années sont marquées par une révision des bases de l'action de la Banque centrale et par une modernisation de ses pratiques. Elle consacre de grands efforts au développement de ses services d'analyse et d'études et des services spécialisés dans le traitement de l'information. Elle veille à être éclairée sur les changements structurels et sur les transformations institutionnelles qui se produisent à l'étranger, sur les courants de la pensée doctrinale dans les milieux académiques ou professionnels du pays et d'ailleurs. Elle peut ainsi apporter un concours important à l'ensemble des travaux de la Commission gouvernementale pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion qui, sous la conduite de son Président, le Vice-Gouverneur De Voghel, produit un ensemble de rapports; ceux-ci servent de base aux réformes adoptées au cours des dernières années par le Gouvernement pour rajeunir et perfectionner les organes du système financier belge, ainsi qu'aux trois lois récentes qui, dans plusieurs domaines, complètent les instruments de la politique

monétaire et financière; l'une d'elles dote la Banque d'un pouvoir de recommandation à l'endroit des intermédiaires financiers, la deuxième, qui doit encore être suivie d'une loi identique au Luxembourg, complète l'arsenal réglementaire de l'Institut belgo-luxembourgeois du Change, et la troisième — communément appelée loi Mammouth — apporte au statut légal des banques et des caisses d'épargne privées les aménagements qu'appellent à la fois le développement des opérations bancaires et la déspecialisation des intermédiaires financiers.

Le pouvoir de recommandation accordé à la Banque vient compléter utilement la gamme des instruments dont elle peut se servir pour assumer la tâche essentielle et globale qui lui incombe aujourd'hui en tant que Banque Centrale d'un pays hautement industrialisé : veiller à l'équilibre monétaire interne et externe. Toute son action doit, en effet, contribuer à rétablir dans toute la mesure du possible et à chaque instant un équilibre qu'ébranlent constamment les variations d'une activité économique extrêmement diversifiée et mouvante, soumise à des influences d'autant plus multiples que le Pays est largement ouvert à tous les courants extérieurs.

Déjà la Banque, sous l'impulsion de mes prédécesseurs les Gouverneurs Ansiaux et Vandeputte, avait recherché les moyens de mener une politique monétaire plus active. Elle avait complété, par la fixation de plafonds de réescompte et d'avances, ajustables suivant les circonstances, les moyens classiques d'influencer le montant du crédit qu'elle consent aux banques : les variations de ses taux d'intérêt et de ses modalités de réescompte. En outre, des coefficients de réserve monétaire avaient été établis avec la coopération des intermédiaires financiers pour réduire leurs facultés de crédit. Enfin, la Banque avait également entrepris de donner à ceux-ci des directives en vue de modérer dans les périodes de tension l'octroi des crédits. Le nouveau pouvoir de recommandation lui permet formellement de fixer, avec l'accord du Gouvernement, certaines limites ou restrictions directes aux crédits dispensés par l'ensemble des intermédiaires financiers. La Banque n'entend nullement renoncer aux possibilités qu'offre la concertation ni surtout intervenir à tout propos; elle ne veut pas tenter de diriger constamment l'économie à travers la politique monétaire, mais plutôt, lorsque les circonstances l'exigent, prévenir des développements qui risqueraient de rompre l'équilibre. A cette fin l'action doit être globale, c'est-à-dire embrasser tous les intermédiaires financiers et ne pas s'en tenir étroitement à une catégorie considérée parfois comme devant être soumise plus directement, sinon exclusivement, aux disciplines monétaires. C'est que d'une part les différentes catégories d'intermédiaires financiers diversifient de plus en plus leurs activités; d'autre part tous réalisent des financements qui alimentent une expansion des dépenses.

Cette action globale ne s'accommode pas non plus d'une recherche trop poussée de la sélectivité dans les directives en matière d'octroi de crédits. Idéalement, on serait tenté de favoriser les uns qui paraissent mieux correspondre aux besoins du moment, et d'en réduire d'autres qui semblent plus directement menacer l'équilibre d'ensemble. Mais dans la pratique, il faut reconnaître que

pareille discrimination est malaisée car généralement les critères et l'information manquent pour l'administrer correctement et, de plus, différents types de crédits tendent à se remplacer les uns les autres et alimentent tous ensemble les ressources de trésorerie des entreprises.

De même encore, le contrôle des crédits consentis à l'économie privée ne pourrait être dissocié de la régulation des crédits ou des financements absorbés par les pouvoirs publics. La Banque, en cette matière, doit à la fois apporter la contribution nécessaire à la couverture des besoins de trésorerie momentanés de l'Etat et éviter qu'un recours trop large ou mal à propos par celui-ci au financement monétaire ne vienne perturber la recherche de l'équilibre général. Mais les financements des pouvoirs publics peuvent aussi apporter un concours utile à la politique monétaire, notamment lorsqu'ils offrent à la banque centrale le moyen d'influencer la liquidité par des opérations d'open market. C'est pourquoi, la Banque insiste pour que soit organisé bientôt un vrai marché des effets publics à court terme.

Quels que soient les objectifs d'équilibre monétaire que se propose la banque centrale, elle se rend bien compte que son ambition en la matière doit être mesurée; d'une part, ces objectifs ne peuvent être définis avec grande précision, d'autre part, l'efficacité de tous les instruments d'intervention ne peut être appréciée mathématiquement; enfin, la gestion des affaires publiques est sollicitée par des besoins multiples et souvent contradictoires, qui requièrent souplesse et compréhension. Ainsi, pour assurer l'équilibre, il faut surveiller l'évolution de la masse de monnaie, mais l'expérience montre qu'une croissance normale des liquidités n'assure pas toujours le plein emploi et que le degré d'inflation n'est pas nécessairement proportionnel au rythme de la création de monnaie. De même, si les variations du taux d'intérêt sont un instrument de la régulation de la création interne de liquidités, elles peuvent aussi susciter des mouvements de capitaux avec l'extérieur qui agissent sur la masse monétaire en sens opposé à l'orientation désirée tout en désorganisant l'équilibre extérieur.

Enfin, s'il est vrai que les cours de change, les réserves de moyens de paiement internationaux, les taux d'intérêt et la masse des liquidités sont des repères significatifs qui doivent être suivis avec attention, aucun d'entre eux ne peut constituer l'unique critère.

Dès lors, l'action de la Banque ne se laisse pas enfermer dans des règles simples. Elle doit, au contraire, s'inspirer de pragmatisme. Celui-ci se base avant tout sur les réalités, tient compte de la complexité des situations, demeure attentif aux changements des données et accepte les enseignements de l'expérience.

*

**

La Banque, je l'ai souligné, a la charge de veiller à l'équilibre monétaire. Elle est dotée, à cette fin, de pouvoirs spéciaux qu'elle exerce avec l'accord du Gouvernement. Elle ne peut à aucun moment se laisser distraire de cette tâche.

La politique monétaire n'a cependant pas la prétention d'assurer un développement harmonieux de l'économie, et moins encore de combattre efficacement à elle seule l'inflation. Cette action est désormais un élément de la politique économique générale et s'insère dans l'ensemble des efforts accomplis par le Pays. Elle doit se conjuguer également avec les politiques mises en œuvre tout autour de nous dans les pays qui nous entourent et dans ce monde où la coopération est devenue une nécessité toujours plus évidente.

Sire,

La Banque, ses Conseils, sa Direction et son Personnel tiennent à donner à Votre Majesté, en cet anniversaire, l'assurance que leurs efforts pour œuvrer dans cet esprit seront poursuivis sans défaillance.

*
**

DISCOURS DE MONSIEUR L. TINDEMANS, PREMIER MINISTRE

Sire,

La présence de Votre Majesté à la célébration du 125^e anniversaire de la Banque Nationale de Belgique confère à cette cérémonie un éclat tout particulier. Elle rend témoignage du rôle considérable que joue cette institution dans notre économie nationale. Je tiens à exprimer à Votre Majesté la vive gratitude du Gouvernement pour l'intérêt qu'elle porte à cet anniversaire.

*Messieurs les Ministres,
Messieurs les Ambassadeurs,
Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames,
Messieurs,*

Il m'est tout particulièrement agréable de rendre publiquement hommage à la Banque Nationale de Belgique à l'occasion de la cérémonie d'aujourd'hui. Cette institution assume une mission essentielle dans le système économique et monétaire de la Belgique. Au cours de son histoire, elle a rendu à notre pays des services exceptionnels dont la portée réelle n'est pas toujours perçue.

Au cours de ses 125 années d'existence, la Banque Nationale de Belgique a connu de profondes mutations. Cette évolution s'est manifestée dans différents domaines et a porté à la fois sur l'organisation, sur les tâches et sur les instruments de gestion de la Banque. Une constante sous-tend tout ce processus de développement et d'adaptation : l'accentuation toujours plus nette du caractère public des tâches confiées à l'institution. A l'analyse, on peut constater d'ailleurs que cette constante n'est que la manifestation particulière d'un processus plus général de mutation de notre société, qui a vu s'étendre sans cesse le champ d'action des pouvoirs publics dans la vie économique.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, un large consensus s'est affirmé sur la nécessité d'une intervention accrue des pouvoirs publics dans la vie économique. Cet état d'esprit trouvait sa justification dans la volonté d'éviter à tout prix le retour d'une crise économique semblable à celle des années trente, en tirant parti des dures leçons du passé.

Cette préoccupation essentielle explique la place prépondérante de l'économie dans la politique générale des pouvoirs publics. Certains objectifs fondamentaux ont été mis résolument à l'avant-plan : croissance économique équilibrée, plein-emploi et meilleur emploi, amélioration de la prospérité et du bien-être, meilleure répartition des revenus et, plus récemment, protection de l'environnement. Dans les orientations de la politique à court terme, d'autres objectifs ont été fixés, notamment un renforcement du contrôle de l'évolution des prix et, sur le plan extérieur, l'équilibre de la balance des paiements.

Il convient de souligner que, grâce à une politique des pouvoirs publics axée sur la réalisation de ces objectifs, la période d'après-guerre s'est caractérisée par une croissance économique impressionnante et une augmentation sans précédent du bien-être. Le produit national brut en volume représentait en 1974 près de deux fois et demie celui de 1953.

Un indice de l'augmentation du bien-être dans notre pays est le développement du parc des voitures automobiles privées : il a atteint 2,5 millions d'unités en 1974, ce qui représente une voiture pour 4 habitants, alors qu'en 1954 on ne comptait qu'une voiture pour 20 habitants.

La dernière enquête sur le budget des ménages en Belgique permet de constater qu'en douze ans, le revenu moyen par ménage a pratiquement triplé en termes nominaux et approximativement doublé en termes réels.

La solidité du franc belge a résulté notamment d'une évolution favorable de la balance des paiements. Depuis 1960, ce n'est qu'à deux reprises (en 1966 et en 1968) que le solde global de la balance des paiements a été négatif. Nous appartenons aujourd'hui au petit nombre de pays industrialisés qui disposent encore d'un solde positif de leurs comptes extérieurs. A cet égard, il est remarquable qu'au cours des vingt dernières années, la relation de nos exportations au produit national brut soit passée de 27 p.c. en 1954 à plus de 50 p.c. en 1974. En outre, la part de notre commerce extérieur dans le commerce mondial, qui lui-même a connu une très vive expansion, s'est accrue de plus de 20 p.c. depuis 1954.

Dans l'euphorie du rythme de croissance, l'attention n'a sans doute pas été suffisamment portée sur les tensions qu'engendrait progressivement un processus d'expansion économique continue. L'expérience, principalement celle de ces dernières années, a clairement démontré que les différents objectifs de la politique économique ne sont pas toujours conciliables et peuvent même, dans une certaine mesure, être contradictoires. La poursuite d'un objectif de croissance économique maximum peut, dans certains cas, compromettre les

équilibres monétaires interne et externe, menacer la stabilité des prix et provoquer, sous la pression de cette politique d'expansion, un déficit de la balance des paiements. Au cours des dernières années, il est apparu que la réalisation du plein-emploi devient de plus en plus difficile si l'on veut, en même temps, maintenir dans certaines limites le rythme de la hausse des prix. La conjoncture actuelle met en relief, de manière particulièrement aiguë, les contradictions que rencontre la politique économique. Dans la plupart des pays occidentaux, les pouvoirs publics sont confrontés avec la situation paradoxale de la conjonction d'un chômage croissant et de l'inflation. Ces deux phénomènes ont, pour ainsi dire, conclu une alliance qui, vue sous l'angle de notre formation keynésienne, pourrait apparaître contre nature. La persistance d'un taux élevé d'inflation, malgré la profonde récession qui frappe notre économie, a amené le Gouvernement à ne pas engager prématurément un programme de relance générale qui n'eût pas manqué de fournir aux tensions inflationnistes un aliment supplémentaire.

Indépendamment des incompatibilités, voire même des contradictions dans les objectifs, dont tous les pays doivent tenir compte dans leurs décisions socio-économiques, la politique économique de la Belgique est rendue particulièrement difficile par un certain nombre de contraintes et d'entraves spécifiques qui affectent notamment le choix des moyens d'action.

En premier lieu, dans l'élaboration de notre politique économique, nous ne pouvons ignorer que la Belgique est un petit pays dépourvu de matières premières et ne possédant qu'un marché intérieur limité qui absorbe moins de 50 p.c. de la production de ses industries manufacturières. La promotion de nos exportations est, dès lors, d'une importance capitale pour assurer à nos entreprises une taille et une productivité optimales. Cette large ouverture sur l'étranger rend la Belgique, plus dépendante que d'autres pays des événements extérieurs : je pense au désordre monétaire international, aux problèmes de l'énergie, à l'inflation importée, aux conséquences de la réduction de la demande étrangère sur l'emploi.

Sur le plan intérieur, les pouvoirs publics sont confrontés avec des données d'ordre structurel. Dans tous les pays, la nécessité de répondre à des besoins collectifs de plus en plus nombreux s'affirme toujours davantage. La consommation et les investissements publics, les transferts de revenu et de capital sont générateurs de bien-être. Mais, lorsque les responsables de la politique socio-économique envisagent une augmentation, jugée nécessaire, des dépenses publiques ils ne peuvent ignorer les contraintes de leur financement. Interviennent alors différents choix rendus nécessaires par la prise en considération du poids de la fiscalité sur les agents économiques, des effets négatifs d'une trop forte pression fiscale et aussi de la capacité des marchés financiers et de la nécessité de permettre le financement des autres secteurs de l'économie.

Les limites acceptables seraient facilement dépassées, si l'Etat devait donner simultanément satisfaction à toutes les revendications des groupes sociaux, des universités, des divers secteurs de l'économie et des différentes régions du pays.

Tous les secteurs demandent à la fois des avantages accrus et des charges réduites en vue de favoriser la croissance économique, le bien-être, l'emploi et les exigences légitimes de la justice sociale. Plusieurs secteurs de l'économie, notamment ceux qui sont en difficulté, demandent, au nom du plein-emploi, l'aide des pouvoirs publics. Les régions, enfin, souhaitent que l'Etat oriente en leur faveur sa politique économique et sociale.

Les pouvoirs publics doivent, en dernier ressort, arbitrer ces conflits d'objectifs et les revendications parfois contradictoires tout en tenant compte de l'intérêt général. Une telle politique doit également prendre en considération les intérêts des groupes les moins bien organisés pour faire prévaloir leurs aspirations. Je pense notamment aux nombreux groupes oubliés parmi lesquels les handicapés et les membres les plus faibles de la société. Les options politiques finales des pouvoirs publics sont nécessairement composites; elles ne satisfont totalement aucun des groupes de pression tout en tenant compte autant que possible des intérêts divergents.

C'est le propre des régimes démocratiques.

Dans nos pays industrialisés, les pouvoirs publics disposent de nombreux moyens d'action pour réaliser leur politique économique générale. Lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, certains développements menacent de devenir incontrôlables, l'Etat peut être amené, en tant que puissance publique, à intervenir dans la vie économique par voie d'autorité. Il peut renforcer le contrôle des prix et, ce qui est plus exceptionnel encore prendre des mesures assurant une modération des revenus. Les pouvoirs publics disposent, bien sûr, dans le cadre de leur politique économique générale, d'instruments classiques plus traditionnels fournis par la politique budgétaire et monétaire. Par ses dépenses budgétaires, l'Etat exerce avant tout une influence essentielle sur la demande globale. En outre, par la répartition de ses dépenses, il peut favoriser une évolution conjoncturelle plus équilibrée et poursuivre des objectifs d'ordre social. Le mode de financement des dépenses budgétaires peut influencer de manière significative le comportement des individus et des entreprises. Le financement par l'impôt retentira sur les dépenses des ménages, sur les décisions d'investissement des entreprises et sur le prix de leurs produits finis. Quant aux effets du financement par l'emprunt sur le niveau des taux d'intérêt et sur la création de monnaie, ils seront fonction de l'importance et de la nature de l'emprunt.

Il est incontestable que lorsque l'Etat fait appel aux institutions créatrices de monnaie et, par exemple, qu'il utilise sa marge de crédit auprès de la banque centrale, la politique budgétaire influence la politique monétaire. Partie intégrante de la politique économique générale, la politique monétaire doit, en principe, être axée sur la réalisation des objectifs généraux de croissance, d'emploi, de stabilité des prix, d'équilibre extérieur, etc. A l'inverse de la politique budgétaire, la politique monétaire tente d'orienter indirectement l'économie. Sa contribution spécifique consiste à influencer des variables réelles, tels la

consommation et les investissements, l'exportation et l'importation, en agissant sur les facteurs monétaires et financiers susceptibles d'influer sur les comportements des agents économiques. Cette action s'exerce par la politique des taux d'intérêt du crédit et des changes.

Par sa politique des taux, les autorités monétaires s'efforcent d'influencer l'épargne financière, le coût des crédits et des emprunts et, par conséquent, la demande de fonds et les dépenses financées par ceux-ci. L'efficacité de la politique nationale des taux d'intérêt peut être entravée par l'évolution des taux sur les marchés étrangers. Elle dépend, en outre, dans une large mesure, des appréciations du public quant à l'évolution conjoncturelle. Ainsi, il est caractéristique de constater combien la propension à épargner des ménages s'est développée en 1975, en raison de l'incertitude de l'avenir.

La politique du crédit permet aux autorités monétaires d'agir sur le volume des fonds disponibles auprès des institutions financières et, en même temps, sur le volume des dépenses financées par cette voie.

Malgré le caractère nettement spécifique des objectifs poursuivis, la politique des changes peut également, à certains égards, être considérée comme partie intégrante de la politique monétaire, notamment en raison de ses répercussions possibles sur la création des liquidités. On peut prétendre, non sans raison, que depuis l'effondrement du système de Bretton Woods, la liaison entre la politique des changes et la politique monétaire s'est affaiblie. Toutefois, on ne peut pas perdre de vue que cette liaison conserve une signification réelle pour notre pays en raison de l'accord dit du « serpent » conclu entre certains membres de la Communauté Economique Européenne.

Dans la mise en œuvre de la politique monétaire, la Banque Nationale joue un rôle essentiel. L'exposé de M. le Gouverneur de Strycker démontre clairement que la Banque rejette tout dogmatisme théorique qui fixerait à la gestion d'une banque centrale un seul objectif, par exemple le contrôle de la quantité de monnaie, ou qui accorderait un rôle privilégié à certains instruments d'intervention. Partant de la réalité économique changeante et de ses aspects complexes, la Banque adopte une attitude pragmatique dans l'application de sa politique. Selon les circonstances et les situations concrètes, son action s'appuie sur certaines variables monétaires plutôt que sur d'autres. La même conception préside au choix des moyens d'action qu'elle décide d'utiliser.

Pour ce faire, la Banque Nationale s'est progressivement dotée de nouveaux instruments. A défaut de base légale, elle se voyait, tout au moins jusqu'à la fin de 1973, contrainte à utiliser ses compétences de fait comme « lender in the last resort » et à conclure des conventions avec les différents intermédiaires financiers. Cette procédure a permis de prendre des mesures relatives à la formation de réserves monétaires et de limiter le rythme d'expansion des crédits accordés aux entreprises et aux particuliers. La loi du 28 décembre 1973 a mis fin à cette situation confuse et peu satisfaisante. Elle a adapté les bases juridiques de la

politique monétaire et a conféré à la Banque Nationale, outre la compétence de fixer ses propres taux d'intérêt, le droit d'initiative dans la proposition de mesures de politique monétaire.

Cette législation trouve son origine dans trois évolutions qui avaient considérablement affaibli les possibilités de la Banque d'influencer la situation monétaire intérieure par ses moyens d'action traditionnels.

Je citerai en premier lieu le développement croissant des mouvements internationaux de capitaux. Ces déplacements massifs peuvent entraîner d'importantes variations du montant des liquidités intérieures. Pour éviter ces déplacements, les moyens traditionnels de la politique d'escompte étaient devenus insuffisants. Par ailleurs, les modifications de taux nécessaires pour régulariser les flux de capitaux peuvent parfois contrecarrer les objectifs inspirés par la situation intérieure. En outre, ces mouvements ont provoqué des modifications de taux de change de diverses monnaies. Je dois toutefois ajouter que, mise à part la réévaluation du franc, de faible ampleur d'ailleurs, lors de l'accord de Washington de la fin de 1971, la Belgique a pu maintenir la stabilité de sa monnaie. Le système pragmatique du double marché des changes a incontestablement joué un rôle positif à cet égard.

Une deuxième cause de la moindre efficacité des moyens d'action traditionnels de la Banque réside dans la déspecialisation dans le secteur des intermédiaires financiers, qui permet de plus en plus à des organismes non bancaires de pratiquer les mêmes types d'opérations que les banques. Il convenait donc d'étendre la portée des instruments de politique monétaire à toutes les catégories d'intermédiaires financiers.

Enfin, bien que relativement élevée en Belgique, la part de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire total marque une tendance continue à se réduire. Cette évolution affaiblit incontestablement la dépendance des intermédiaires financiers à l'égard de la banque centrale dans la mesure où la nécessité de se procurer des billets par la voie du réescompte est de moins en moins impérieuse.

Concrètement, la loi du 28 décembre 1973 a élargi les moyens d'action dont dispose traditionnellement la Banque Nationale, de la manière suivante : les banques, les caisses d'épargne privées, les intermédiaires financiers du secteur public et les autres intermédiaires financiers peuvent être soumis à l'obligation :

1. de respecter certains rapports entre divers éléments de leurs actifs et passifs;
2. de respecter des limites pour certains éléments de ces actifs et passifs;
3. de constituer des dépôts spéciaux auprès de la banque centrale;
4. de respecter des taux d'intérêt maxima applicables aux diverses catégories de fonds recueillis dans le public.

La fixation de rapports déterminés entre certains éléments des actifs et passifs permet notamment à la Banque Nationale d'imposer aux intermédiaires

financiers des limites en matière de position créditrice ou débitrice en devises ou à l'égard de l'étranger. Certains mouvements de capitaux entre la Belgique et l'étranger peuvent ainsi être soumis à des limitations.

L'imposition de limites pour certains éléments de ces actifs et passifs donne notamment à la Banque Nationale la possibilité de soumettre les intermédiaires financiers à un encadrement quantitatif de leurs crédits.

Quant aux dépôts spéciaux auprès de la banque centrale, ils permettent une stérilisation directe des liquidités jugées excédentaires des intermédiaires financiers. Je rappelle à cet égard qu'en vue de limiter la capacité de crédit de ces intermédiaires, la réserve monétaire sur les engagements de ces institutions a donné lieu à la stérilisation auprès de la Banque Nationale d'un montant atteignant plus de 33 milliards en janvier 1974. Ce montant a été progressivement réduit jusqu'à sa libération complète au 3 juillet 1975.

Enfin, la Banque a désormais la faculté de fixer des maxima aux taux d'intérêt créditeurs applicables aux diverses catégories d'engagements. Elle a ainsi une possibilité supplémentaire d'agir sur l'évolution générale des taux.

Sans doute, la concertation entre la Banque et les intermédiaires financiers demeure la procédure la plus souhaitable et la Banque ne manque pas d'y recourir. Mais si une solution négociée s'avère impossible, la Banque peut, après consultation des intermédiaires financiers intéressés et moyennant l'accord du Ministre des Finances, formuler des recommandations.

A la demande de la Banque, force obligatoire peut être conférée à ces recommandations de politique monétaire par les autorités de contrôle et de tutelle.

L'ensemble de ces nouveaux moyens d'action a accru l'efficacité de la politique monétaire. Cela ne signifie nullement que la Banque ne rencontre pas d'obstacles dans le contrôle des développements monétaires et financiers. La politique monétaire est en premier lieu soumise aux mêmes contraintes que la politique économique générale dont elle fait partie. A cet égard, j'ai déjà mis l'accent sur les conséquences de la forte dépendance internationale de notre économie. La politique monétaire a, en outre, ses propres contraintes spécifiques, liées en premier lieu au rôle de « lender in the last resort » de la Banque. En cette qualité, elle doit s'efforcer d'assurer le déroulement normal des transactions financières. Concrètement, cela signifie que la Banque n'est pas en mesure de s'opposer à une demande de billets venant du public, même si cette demande est la conséquence d'une explosion inflationniste des crédits accordés par le système bancaire. Mais les autorités monétaires doivent pouvoir exercer une action préventive et éviter, à temps, que les intermédiaires financiers ne soient en mesure de répondre à des demandes de crédit inflationnistes.

Une seconde contrainte spécifique de la politique monétaire est la nécessité d'assurer le financement du solde du budget de l'Etat. La couverture de ce solde, abstraction faite des titres d'emprunts souscrits par le public, doit être assurée par les intermédiaires financiers et, en dernier ressort, par les avances de la banque centrale au Trésor.

Vous savez que, par la convention du 23 juillet 1974, le plafond de ces avances a été porté à 20,6 milliards de francs. En fait, le recours moyen de l'Etat aux avances a été très sensiblement inférieur. Pour les neuf premiers mois de 1975, l'encours journalier moyen a été de 4 milliards. Il va de soi qu'un souci de cohérence dans les objectifs exige que le Gouvernement soit attentif à éviter que la politique budgétaire ne conduise à une expansion monétaire au moment même où une action restrictive s'impose.

Ceci dit, le budget correspond à un programme d'action traduisant la volonté de l'autorité démocratique supérieure, c'est-à-dire le Parlement. Il serait dès lors difficilement concevable qu'une autre instance soit fondée à décider dans quelles limites et dans quelle mesure ce programme doit être exécuté.

Nous abordons ici le problème des relations entre l'autorité politique et la Banque Nationale de Belgique. En établissant un contrôle sur l'ensemble des activités de l'institution, la loi organique de la Banque marque nettement la hiérarchie des responsabilités de l'autorité politique et de la banque centrale.

La loi du 28 décembre 1973 a précisé la répartition des responsabilités entre le pouvoir politique, la Banque Nationale et les autorités de contrôle et de tutelle.

Selon l'exposé des motifs de cette loi, c'est au Gouvernement qu'il appartient de déterminer la politique économique d'ensemble et, pour assurer la réalisation de celle-ci, les orientations de la politique monétaire.

A la Banque est reconnu, outre le pouvoir de fixer ses propres taux d'intérêt, le droit de proposer d'initiative des mesures de politique monétaire qui correspondent aux objectifs généraux de la politique économique, en vue de la régulation des flux financiers.

Les recommandations que la Banque entend adresser aux intermédiaires financiers doivent cependant recevoir l'accord préalable du Ministre des Finances et, pour certains organismes, du ou des Ministres dont la compétence s'étend à ces organismes.

Enfin, c'est aux autorités de contrôle et de tutelle qu'appartient le pouvoir réglementaire. Ce sont donc elles qui, à la demande de la Banque, donnent force obligatoire à ses recommandations.

On peut donc dire que le Gouvernement exerce la haute surveillance sur les décisions de politique monétaire et veille à ce qu'elles concourent aux objectifs de politique économique générale qu'il définit.

De son côté, la Banque doit disposer, dans le cadre de sa mission essentielle de gestion technique de la monnaie, de l'indépendance nécessaire pour pouvoir, à partir de ses propres analyses, communiquer à l'autorité publique le résultat de ses réflexions, déterminer les mesures les plus adéquates, choisir les instruments les plus indiqués et apprécier l'intensité de l'action à mener.

En dépit de sa mission essentiellement technique, la Banque a pu éviter d'apparaître comme une cellule technocratique grâce notamment à un de ses organes majeurs : le Conseil de Régence.

Créé en 1926, celui-ci délibère sur les questions générales relatives à la Banque, à la monnaie, au crédit et au développement économique du pays. En font partie, outre les membres du Comité de Direction, des représentants du monde de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, des organisations syndicales, ainsi que les institutions financières d'intérêt public.

Cette composition du Conseil de Régence permet de resserrer les contacts entre la Banque et la vie extérieure. La Banque peut ainsi, dans la définition de sa politique, s'appuyer sur un large éventail d'opinions particulièrement autorisées. Le dialogue direct ainsi ouvert permet une information et une meilleure compréhension réciproques.

Il est incontestable que les délibérations sur les mesures de politique monétaire au sein d'un Conseil représentatif des diverses tendances, sont de nature à éviter un excès de technicité et à assurer une meilleure appréciation des divers aspects de l'action à mener.

Dans l'exercice de sa mission, la Banque doit pouvoir disposer d'un personnel hautement qualifié pour remplir ses tâches diverses et complexes d'analyse et de conception.

La qualité de ses travaux témoigne à suffisance qu'elle a pu rencontrer cette préoccupation de la manière la plus satisfaisante.

Au cours de son histoire, la Banque a toujours su s'entourer d'éminentes personnalités. Elle peut d'ailleurs être fière de compter parmi celles-ci des hommes qui se sont non seulement illustrés dans notre pays mais qui ont aussi acquis une renommée internationale solide.

Parmi ces figures remarquables, je tiens tout particulièrement à rendre hommage au baron Franz de Voghel dont le nom évoque tout naturellement la réforme de notre régime financier et monétaire, au baron Hubert Ansiaux, dont j'ai apprécié le travail préparatoire à l'union économique et monétaire européenne au cours de la mission que m'a confiée la Communauté, et, enfin, à M. Robert Vandeputte qui, depuis plus de trente ans, joue un rôle considérable dans la vie financière de notre pays.

Il n'est pas douteux que la présence à la Banque Nationale de personnalités d'un tel format, d'une telle envergure ait renforcé le prestige de la Maison où elles ont joué un si grand rôle.

Grâce à la qualité de son travail d'analyse économique et financière, la Banque a acquis depuis des années une réputation flatteuse. Elle est devenue le conseiller naturel du Gouvernement dans les matières telles que la politique des changes, celle des taux d'intérêt, l'analyse conjoncturelle, et bien d'autres encore... Par son Bulletin et ses Rapports annuels, elle a su se dégager de son cadre technocratique. Par la voie de ces publications, la Banque communique et justifie les mesures de politique monétaire. Elle poursuit en outre une œuvre éducative importante dans les domaines monétaire et financier.

La Banque Nationale a joué un rôle majeur dans notre développement économique. Aussi peut-elle aujourd'hui célébrer avec une fierté bien légitime ses 125 années d'existence. En parfaite collaboration avec le pouvoir et dans le respect des principes démocratiques, la Banque a pu remplir, avec le sens de l'intérêt public qui la caractérise, la mission qui lui a été confiée.

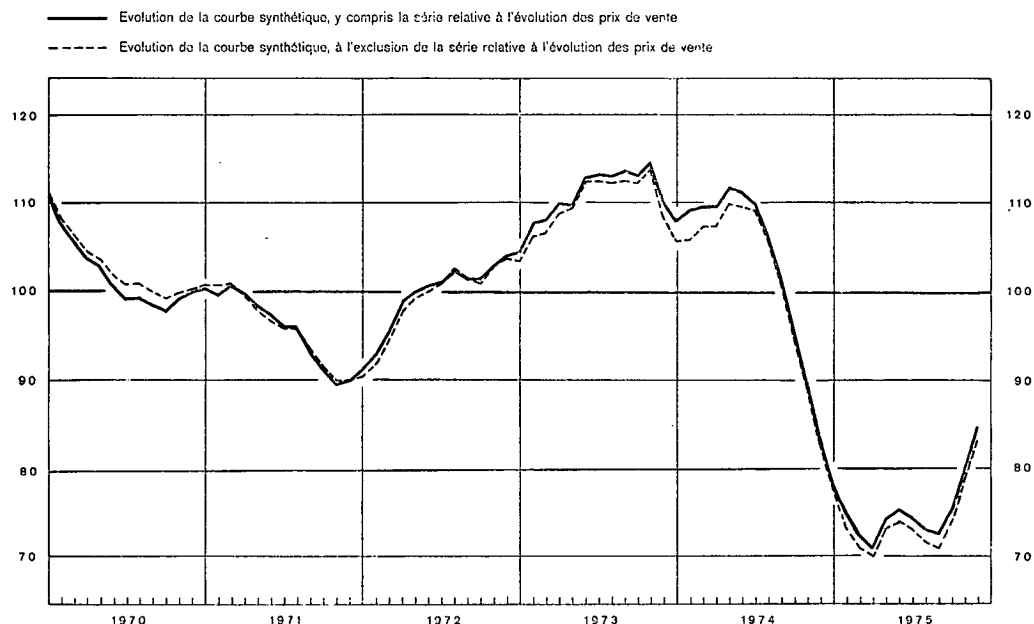
Le Gouvernement que je préside a, lui aussi, pu apprécier la collaboration de la Banque Nationale. Face à une conjoncture difficile caractérisée par la récession et l'inflation, les pouvoirs publics et la Banque Nationale devront plus que jamais unir leurs efforts afin de sauvegarder et d'améliorer les acquis de notre population.

Monsieur le Gouverneur, Messieurs les Directeurs et membres du personnel de la Banque Nationale de Belgique, en conclusion de cette cérémonie, je tiens à vous féliciter de tout cœur en mon nom et au nom des membres du Gouvernement. Nous vous souhaitons de poursuivre fructueusement votre action pour le plus grand bien de la communauté nationale.

COURBE SYNTHETIQUE

DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS D'OCTOBRE ET DE NOVEMBRE 1975.



Commentaire de l'évolution du mois d'octobre 1975 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'indicateur sur l'évolution des prix a augmenté, passant de 75,76 points en septembre dernier à 79,90 points en octobre.

Cet accroissement résulte d'une amélioration notable de la valeur chiffrée de la plupart des indicateurs concernant l'industrie manufacturière. La valeur chiffrée de ceux concernant l'industrie de la construction et le commerce de gros est restée inchangée.

La courbe synthétique dans laquelle l'indicateur sur l'évolution des prix n'est pas inclus (trait interrompu) a enregistré une augmentation à peu près équivalente (de 74,34 à 78,55 points).

Commentaire de l'évolution du mois de novembre 1975 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'indicateur sur l'évolution des prix est passée de 79,90 points en octobre dernier à 84,67 points en novembre.

Ce progrès résulte aussi bien de l'accroissement de la valeur chiffrée de la plupart des indicateurs concernant le climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière que de l'augmentation de la valeur chiffrée des indicateurs concernant l'industrie de la construction et le commerce de gros.

La courbe synthétique qui ne comprend pas l'indicateur sur l'évolution des prix (trait interrompu) a moins augmenté (de 78,55 à 82,99 points).

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demands et offres d'emploi	II	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 3
Production agricole	III - 1	4. Marché du dollar U.S.A. à Bruxelles	X - 4
Pêche maritime	III - 2		
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
Indices de la production industrielle	IV - 1	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
Indices de la production manufacturière par secteur	IV - 2	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
Energie	IV - 3	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
Construction	IV - 5	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6		
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972	XII - 1a
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	Y - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1973	XII - 1b
b) Navigation maritime	Y - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1973	XII - 2
c) Navigation intérieure	Y - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972 (totaux sectoriels)	XII - 3a
Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	Y - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1973 (totaux sectoriels)	XII - 3b
Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1973 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	Y - 3a		
b) Ventes à tempérament	Y - 3b	XIII. — Organismes monétaires.	
Activité des chambres de compensation	Y - 4	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
VI. — Revenus.		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
Rémunérations des travailleurs	VI - 1	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
		d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
VII. — Indices de prix.		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
Indices des prix mondiaux	VII - 1	4. Stock monétaire	XIII - 4
Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
Indices des prix à la consommation en Belgique :		— Destination économique apparente	XIII - 6
a) Base 1966 = 100	VII - 4a	— Forme et localisation	XIII - 7
b) Base 1971 = 100	VII - 4b	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
Tableau général	VIII - 1		
Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
Orientation géographique	VIII - 5		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays ...

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers .

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions—chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agriculture Organization.
F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Institut de Recherches économiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.P.E.	Office Central de la Petite Epargne.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
	(à fin d'année)							
Population totale	9.606	9.632	9.660	9.651 ³	9.695	9.727	9.757	9.788
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.058	6.071	6.088	6.109	6.116	6.148		
dont : Hommes	3.016	3.023	3.032	3.045	3.049	3.068		
Femmes	3.042	3.048	3.056	3.064	3.067	3.080		
	(estimations à fin juin)							
Population active ¹ :	3.698	3.715	3.761	3.814	3.854	3.866	3.906	
dont : Agriculture	209	201	191	181	168	158	150	
Industries extractives	74	67	60	52	49	47	42	
Industries manufacturières	1.220	1.202	1.236	1.264	1.267	1.248	1.266	
Bâtiments et construction	304	304	307	311	313	301	298	
Transports	263	268	272	282	290	297	303	
Commerce, banques, assurances et services	1.483	1.510	1.554	1.594	1.640	1.672	1.700	
Chômeurs complets ²	92	110	88	76	75	92	96	
Ouvriers frontaliers	53	53	53	54	52	51	51	

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle

³ Population recensée.

I . 2 . — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1978	1974
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	269,6	285,5	317,5	368,1	418,7	468,4	543,0	660,8
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	18,8	20,7	22,6	22,4	23,6	24,9	29,5	34,4
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	59,4	63,5	71,3	84,4	97,6	114,1	132,1	157,6
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	114,3	121,9	132,3	139,3	159,8	189,6	213,7	258,0
5. Corrections et compléments	18,9	23,2	25,5	25,9	28,9	33,3	36,6	43,8
Ajustement statistique	1,0	- 2,8	- 1,7	- 4,5	- 6,1	1,4	3,5	- 6,1
Total ...	482,0	512,0	567,5	635,6	722,5	831,7	958,4	1.148,5
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	26,5	30,2	34,6	29,6	32,0	45,1	49,1	38,5
2. Professions libérales ¹	24,0	26,3	28,7	32,3	35,2	39,7	45,4	50,0
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	114,4	122,3	130,5	139,5	141,6	148,5	158,2	169,1
4. Revenu des sociétés de personnes ²	8,3	8,9	10,1	10,8	10,8	11,6	13,1	14,0
Ajustement statistique	0,4	- 1,0	- 0,6	- 1,5	- 1,9	0,4	0,9	- 1,5
Total ...	173,6	186,7	203,3	210,7	217,7	245,3	266,7	270,1
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	39,1	43,1	51,4	60,9	67,2	72,9	86,3	114,5
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	38,9	40,8	43,1	44,1	45,1	47,1	48,7	51,4
3. Dividendes, tantièmes, dons	18,6	22,1	27,2	36,6	41,1	43,1	58,8	82,0
Total ...	96,6	106,0	121,7	141,6	153,4	163,1	193,8	247,9
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	15,7	21,4	26,6	31,2	25,3	30,6	37,4	40,8
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	18,8	21,0	25,9	30,9	36,2	41,6	54,6	65,2
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	4,5	4,8	5,1	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	4,7	3,9	4,0	6,3	1,7	- 3,6	- 6,3	- 5,0
Total ...	9,2	8,7	9,1	12,1	8,5	3,8	1,9	5,6
G. Intérêts de la dette publique	-28,9	-31,7	-37,6	-43,1	-46,4	-51,7	-58,9	-72,3
Revenu national net au coût des facteurs	767,0	824,1	916,5	1.019,0	1.117,2	1.264,4	1.453,9	1.705,8
H. Amortissements	92,4	98,9	108,9	124,6	138,1	149,6	161,5	185,5
Revenu national brut au coût des facteurs	859,4	923,0	1.025,4	1.143,6	1.255,3	1.414,0	1.615,4	1.891,3
I. Impôts indirects	130,6	138,9	153,1	165,2	177,2	185,6	206,3	238,8
J. Subventions	-12,7	-16,0	-18,8	-17,0	-17,5	-20,4	-25,4	-24,5
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

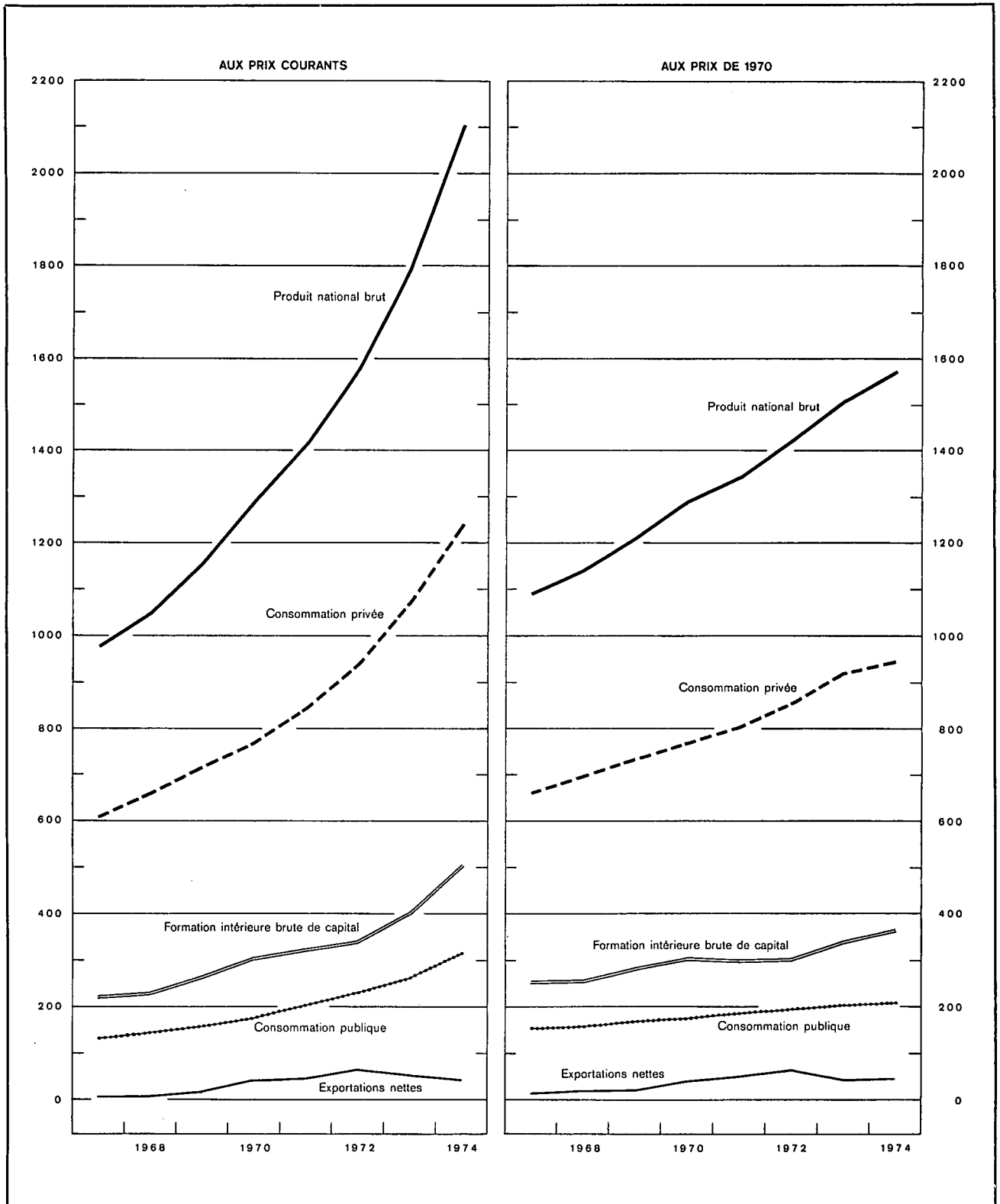
Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
1. Agriculture, sylviculture et pêche	42,5	46,7	51,2	46,0	48,8	63,0	68,6	58,1
2. Industries extractives	12,2	11,2	11,0	12,0	13,4	13,1	12,2	13,7
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	59,1	64,2	69,8	75,7	79,5	88,6	97,3	111,1
b) Textiles	22,2	23,8	26,0	27,6	29,1	32,1	35,6	38,2
c) Vêtements et chaussures	13,2	14,0	15,4	16,5	17,9	21,8	21,6	24,3
d) Bois et meubles	14,3	15,1	17,2	18,1	19,9	23,4	28,5	33,6
e) Papier, impression, édition	15,9	17,1	19,0	20,6	22,3	24,0	28,0	35,1
f) Industrie chimique et activités connexes	23,1	26,8	33,4	38,8	42,6	48,3	55,8	66,4
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	16,5	16,6	18,9	21,2	22,0	24,0	27,2	31,3
h) Fer, acier et métaux non ferreux	25,1	26,8	38,6	43,4	35,4	39,1	56,5	75,6
i) Fabrications métalliques et constructions navales	74,0	81,5	93,6	110,7	115,2	125,4	137,5	161,6
j) Industries non dénommées ailleurs	28,1	31,4	36,3	38,9	39,7	46,5	56,1	65,9
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>291,5</i>	<i>317,3</i>	<i>368,2</i>	<i>411,5</i>	<i>423,6</i>	<i>473,2</i>	<i>544,1</i>	<i>643,1</i>
4. Construction	69,0	67,0	71,8	88,6	94,9	102,8	119,6	145,4
5. Electricité, gaz et eau	23,4	25,1	27,9	29,4	36,0	40,0	46,2	58,2
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	171,5	181,7	201,5	222,9	265,2	288,3	324,3	375,8
b) Services financiers et assurances	29,8	33,2	37,6	41,1	43,9	50,0	61,0	73,5
c) Immeubles d'habitation	51,8	54,6	58,0	61,3	64,2	68,8	74,1	82,8
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>253,1</i>	<i>269,5</i>	<i>297,1</i>	<i>325,3</i>	<i>373,3</i>	<i>407,1</i>	<i>459,4</i>	<i>532,1</i>
7. Transports et communications	67,6	76,1	83,3	92,6	104,9	119,2	137,2	172,7
8. Services	216,9	234,9	256,6	285,0	322,5	369,6	426,1	500,1
9. Correction pour investissements par moyens propres	2,2	2,1	2,4	2,9	3,1	3,2	3,3	4,2
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 8,5	- 9,2	-10,5	-11,7	-12,4	-14,8	-18,0	-22,2
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	—	-10,4	-14,9	-22,1	-27,8
Ajustement statistique	- 0,2	- 3,2	- 7,7	- 0,7	5,0	0,3	1,4	3,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	969,7	1.037,5	1.151,3	1.280,9	1.402,7	1.561,8	1.778,0	2.081,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,6	8,4	8,4	10,9	12,3	17,4	18,3	24,5
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

I . 4 . — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	154,5	161,5	173,4	185,4	195,0	210,8	233,9	265,6
2. Boissons	31,9	34,0	36,8	40,9	44,7	49,3	56,8	59,2
3. Tabac	13,2	14,4	14,9	15,4	17,1	18,3	20,3	22,8
4. Vêtements et effets personnels ...	54,5	59,0	63,0	65,8	74,3	82,3	92,5	106,7
5. Loyers, taxes, eau	64,8	68,3	72,6	77,7	83,5	89,8	98,1	112,2
6. Chauffage et éclairage	30,3	33,7	35,4	39,5	41,4	46,5	52,5	61,3
7. Articles ménagers durables	52,8	58,7	65,6	72,1	87,2	99,7	122,6	146,4
8. Entretien de la maison	28,1	30,6	33,3	35,5	39,1	42,3	49,7	60,0
9. Soins personnels et hygiène	44,8	49,6	53,6	60,4	67,4	77,4	90,6	105,3
10. Transports	58,1	64,0	70,5	73,9	80,6	95,1	107,5	123,6
11. Communications P.T.T.	4,4	4,8	5,3	5,8	6,3	7,3	8,2	8,9
12. Loisirs	52,0	54,9	59,6	66,0	75,5	85,4	98,2	109,4
13. Enseignement et recherches	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1	2,5
14. Services financiers	14,9	16,4	18,8	20,0	21,2	24,4	30,6	36,0
15. Services divers	4,3	4,5	4,9	5,2	5,9	6,9	8,1	8,7
16. Dépenses personnelles à l'étranger	15,4	16,6	18,9	20,5	23,8	26,5	34,5	37,8
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 13,1	- 14,9	- 17,1	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7
Ajustement statistique	- 0,8	5,2	7,3	2,0	2,1	- 1,6	- 4,2	2,9
Total ...	611,5	662,8	718,4	769,0	846,9	941,3	1.075,2	1.239,6
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	94,5	101,1	112,0	125,1	142,4	167,9	193,9	233,7
2. Achats courants de biens et services	31,6	34,9	39,1	40,3	48,2	52,0	56,1	62,8
3. Loyer imputé des bâtiments admini- stratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	4,5	4,8	5,2	5,8	6,7	7,4	8,2	10,6
4. Loyer payé	0,7	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5	1,6	2,0
5. Amortissement des bâtiments admini- stratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,2	1,2	1,3	1,5	1,8	2,0	2,1	2,8
6. Amortissement mobilier et matériel	0,9	1,0	1,1	1,3	1,4	1,6	1,8	2,2
Total ...	133,4	144,0	159,8	175,3	201,8	232,4	263,7	314,1
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	5,8	6,3	6,9	7,5	6,1	8,3	10,9	12,9
2. Industries extractives	1,5	1,9	2,1	2,2	2,6	2,8	2,3	2,7
3. Industries manufacturières	54,0	49,3	57,7	73,5	76,9	73,1	80,7	105,9
4. Construction	6,9	6,5	6,6	8,5	6,0	6,3	8,4	9,3
5. Electricité, gaz et eau	15,0	13,4	13,5	15,7	19,6	23,7	19,4	22,2
6. Commerce, banques, assurances ...	18,0	19,3	22,0	26,3	33,1	35,8	42,2	48,7
7. Immeubles d'habitation	59,3	58,1	62,4	71,8	61,8	70,6	97,6	129,0
8. Transports et communications ...	23,7	23,8	25,0	27,4	31,9	35,5	42,5	48,7
9. Pouvoirs publics et enseignement .	29,0	34,7	38,0	45,4	56,5	62,4	59,6	67,6
10. Autres services	5,4	5,5	7,0	8,8	10,9	11,6	13,4	17,8
11. Variations de stocks	5,3	8,9	20,1	19,6	18,4	10,4	27,9	42,3
Ajustement statistique	- 0,3	1,8	2,7	0,8	0,8	- 0,6	- 1,6	1,2
Total ...	223,6	229,5	264,0	307,5	324,6	339,9	403,3	508,3
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	24,6	28,5	38,2	54,1	61,3	67,6	96,3	170,0
2. Exportations de biens et services ...	352,2	401,6	482,7	561,9	609,3	681,7	846,5	1.132,0
Exportations totales ...	376,8	430,1	520,9	616,0	670,6	749,3	942,8	1.302,0
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	17,0	20,1	29,8	43,2	49,0	50,2	78,0	145,5
4. Importations de biens et services ...	351,0	400,4	473,6	532,8	579,9	633,5	810,7	1.112,9
Importations totales ...	368,0	420,5	503,4	576,0	628,9	683,7	888,7	1.258,4
Exportations nettes ...	+ 8,8	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 41,7	+ 65,6	+ 54,1	+ 43,6
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	92	94	96	100	103	104	107	111
2. Boissons	81	85	92	100	106	112	122	120
3. Tabac	94	95	98	100	104	108	112	111
4. Vêtements et effets personnels ...	90	96	99	100	108	114	120	125
5. Loyers, taxes, eau	93	95	98	100	103	106	109	111
6. Chauffage et éclairage	82	90	94	100	100	115	126	121
7. Articles ménagers durables	78	85	94	100	112	124	146	160
8. Entretien de la maison	92	95	98	100	104	107	112	118
9. Soins personnels et hygiène	83	89	94	100	106	114	125	131
10. Transports	83	90	98	100	101	113	118	121
11. Communications P.T.T.	84	90	96	100	105	108	110	115
12. Loisirs	87	88	94	100	105	110	119	121
13. Enseignement et recherches	92	95	97	100	103	105	108	111
14. Services financiers	85	93	98	100	103	114	133	137
15. Services divers	92	94	98	100	109	122	135	132
16. Dépenses personnelles à l'étranger	81	84	96	100	105	109	134	136
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	75	83	95	100	96	95	113	116
Total ...	86	91	96	100	105	112	120	123
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	89	90	95	100	104	112	119	123
2. Achats courants de biens et services	87	95	103	100	109	112	113	108
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amor- tissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	81	87	92	100	110	116	121	141
Total ...	88	91	97	100	106	112	117	121
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	89	96	99	100	74	95	115	120
2. Industries extractives	81	96	105	100	110	117	93	97
3. Industries manufacturières	85	77	87	100	98	91	97	112
4. Construction	93	86	83	100	68	70	89	88
5. Electricité, gaz et eau	111	98	96	100	116	136	106	105
6. Commerce, banques, assurances ...	80	84	92	100	117	124	139	139
7. Immeubles d'habitation	93	89	92	100	79	85	109	120
8. Transports et communications ...	103	102	101	100	110	118	135	136
9. Pouvoirs publics (à l'excl. de l'en- seignement)	73	87	91	100	115	120	100	93
10. Enseignement	90	97	97	100	100	104	103	108
11. Autres services	71	72	88	100	114	116	127	144
Total ...	84	84	93	100	98	99	111	120
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	51	57	74	100	108	113	149	235
2. Exportations de biens et services ...	70	79	91	100	107	117	134	145
Exportations totales ...	68	77	89	100	107	117	135	153
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	44	51	72	100	108	105	151	252
4. Importations de biens et services ...	72	81	93	100	105	114	136	148
Importations totales ...	70	79	92	100	105	114	137	155
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1970)	84,6	88,2	93,9	100,0	104,1	110,3	117,1	121,8

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1973 ».*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruzelles (DULBEA). — Service mensuel de Conjoncture de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹							Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	insatisfaites ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus							
1967			38,9	85,3	6,7			11,9	4,4
1968			44,1	102,7	7,0			13,4	4,9
1969	11,0	28,0	46,3	85,3	6,5	3,1	2,8	16,0	11,6
1970	8,9	17,2	45,2	71,3	6,3	2,7	2,4	17,8	23,9
1971	10,5	15,9	44,5	70,9	6,8	3,2	2,5	14,9	13,4
1972	15,9	24,4	46,5	86,8	6,9	3,9	2,9	14,8	8,5
1973	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	3,6	2,8	14,9	14,2
1974	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	3,2	2,3	13,0	13,5
1973 3 ^e trimestre	15,0	24,4	47,4	86,8	8,8	3,8	2,6	13,6	16,5
4 ^e trimestre	21,5	26,6	48,7	96,8	8,0	4,0	3,0	13,2	15,3
1974 1 ^{er} trimestre	21,8	28,6	49,9	100,3	7,6	2,5	2,2	15,6	14,3
2 ^e trimestre	17,0	26,3	48,6	91,9	8,7	1,9	1,8	14,4	17,6
3 ^e trimestre	21,4	29,4	48,6	99,4	9,0	3,9	2,3	10,9	14,9
4 ^e trimestre	37,3	39,1	50,9	127,3	8,5	4,5	3,0	11,0	7,2
1975 1 ^{er} trimestre	47,0	51,4	54,0	152,4	8,3	3,9	3,2	11,2	5,0
2 ^e trimestre	47,5	58,5	55,2	161,2	10,5	3,3	3,2	11,9	4,2
3 ^e trimestre	54,5	67,5	55,6	177,6	12,1	6,2	4,1	8,4	3,7
1974 Novembre	36,0	38,5	50,9	125,4	8,5	4,6	3,1	9,7	7,0
Décembre	43,6	44,4	52,1	140,1	8,0	4,0	3,1	8,7	5,7
1975 Janvier	46,0	48,4	53,4	147,8	8,0	4,1	3,2	12,0	5,3
Février	47,6	51,7	54,0	153,3	8,1	3,9	3,4	10,2	4,8
Mars	47,5	54,1	54,4	156,0	8,8	3,6	3,1	11,5	4,9
Avril	48,0	57,3	55,0	160,3	9,7	3,5	3,3	12,8	4,3
Mai	47,3	58,5	55,3	161,1	10,5	3,3	3,1	11,3	4,2
Juin	47,2	59,6	55,2	162,0	11,3	3,3	3,1	11,6	4,2
Juillet	51,5	65,1	55,7	172,3	11,8	4,9	3,5	6,4	3,4
Août	52,3	66,8	55,3	174,4	12,1	6,2	4,0	8,2	4,0
Septembre	59,7	70,6	55,7	186,0	12,3	7,6	4,7	10,6	3,8
Octobre	77,0	75,6	56,3	208,9	12,5	7,0	4,9	13,4	3,5
Novembre	79,0	81,0	57,2	217,2	12,6	6,5	4,8	9,5	3,2

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

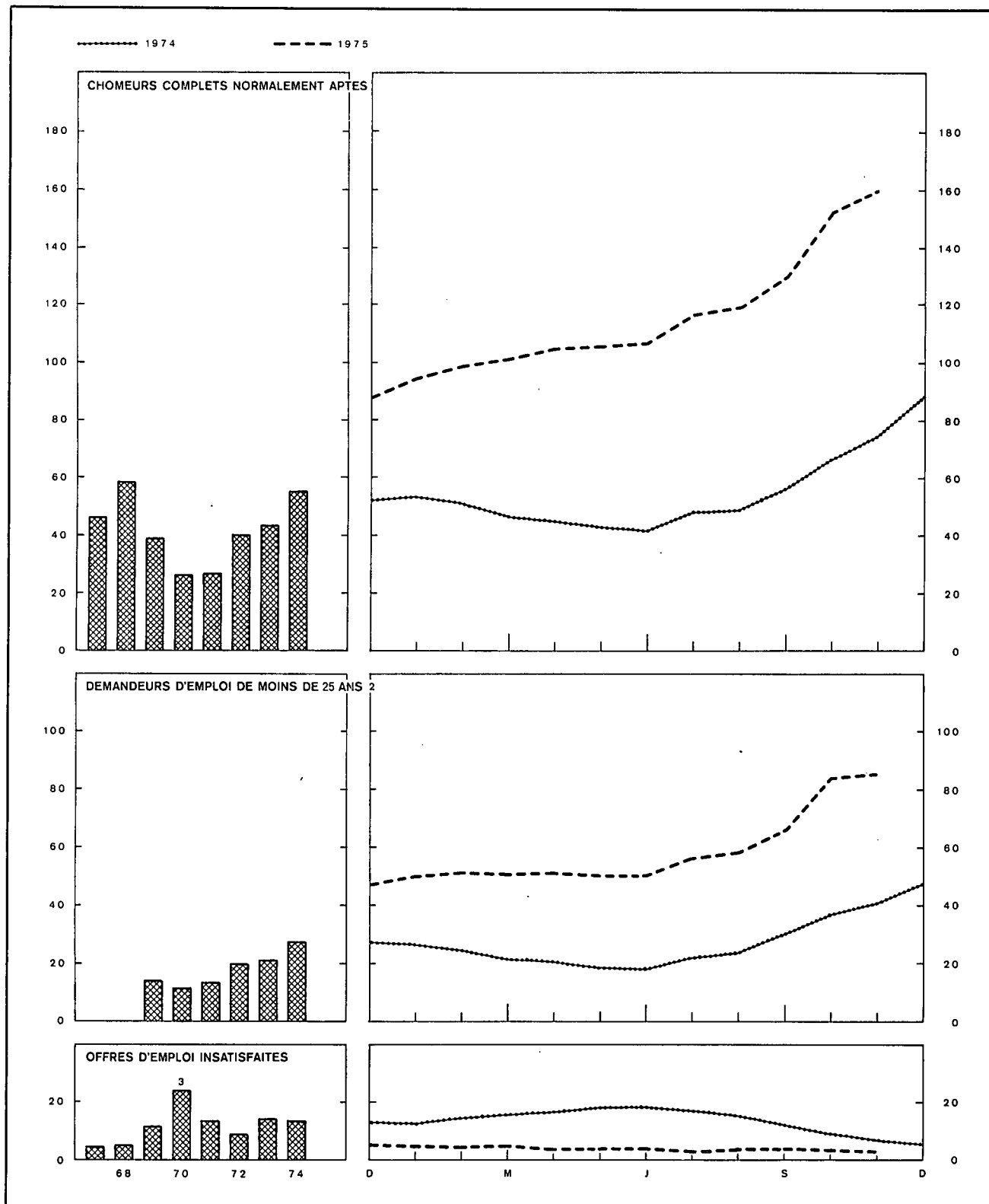
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel de l'ONEM. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Service mensuel de la Conjoncture de Louvain.

Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975 p
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Froment	201	197	181	193	204	193	190	178
Autres céréales panifiables	31	27	26	32	30	25	22	19
Céréales non panifiables	249	249	255	229	228	230	224	200
Betteraves sucrières	90	90	90	93	101	104	105	124
Autres plantes industrielles	17	19	11	16	11	11	12	12
Pommes de terre	47	43	46	42	37	43	40	36
Autres plantes et racines tuberculifères ...	34	34	34	31	28	27	27	22
Prés et prairies	791	788	795	782	768	762	753	740
Cultures maraîchères	20	23	25	25	24	27	29	148
Cultures fruitières	27	26	20	19	18	17	16	
Divers	57	57	57	64	72	73	79	
Total ...	1.564	1.553	1.540	1.529	1.521	1.512	1.497	1.479
Production végétale ² (milliers de tonnes)								
Froment	839	754	708	878	916	976	1.004	
Avoine	315	281	194	278	244	246	222	
Orge	574	555	525	588	637	716	699	
Autres céréales	144	132	123	168	149	156	142	
Betteraves sucrières	4.108	4.217	3.868	4.873	4.319	5.136	4.465	
Pommes de terre	1.566	1.253	1.373	1.373	1.106	1.201	1.460	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Vaches laitières			997	967	964	994	1.003	1.003
Autres bovidés	2.799	2.839	1.890	1.873	1.801	1.968	2.041	1.982
Porcs	2.479	2.780	3.722	3.912	4.283	4.630	5.026	4.581
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.585	2.475	2.355	2.339	2.510	2.480	2.581	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	576	599	695	729	753	798	884	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Flotte de pêche ¹ (tonnage brut)	30,7	31,3	29,5	32,2	24,1	23,2	22,8	24,0
Produits de la pêche débarqués en Belgique par la flotte belge :								
Harengs et assimilés	0,9	0,6	1,0	1,3	0,7	1,5	2,2	0,7
Poissons ronds	28,6	36,4	31,4	27,3	29,5	30,7	22,9	22,0
Poissons plats	12,3	11,9	10,2	10,8	9,3	9,2	9,7	9,1
Autres	3,8	5,0	4,9	4,4	3,9	3,8	4,5	3,5
Crustacés et mollusques	2,0	1,9	2,3	2,5	1,8	2,1	2,9	2,9

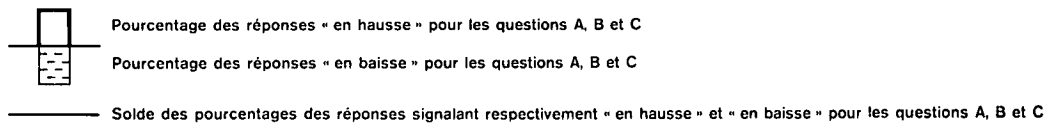
¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture) — Statistiques agricoles (I.N.S.) — Annuaire statistique de la Belgique. — Statistiques Economiques belges 1960-1970.

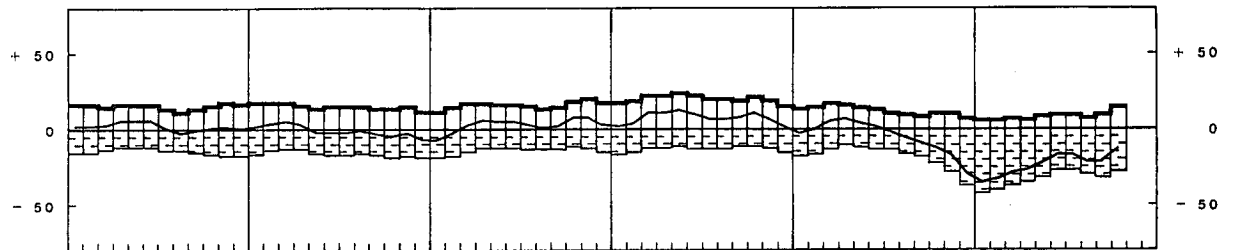
IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

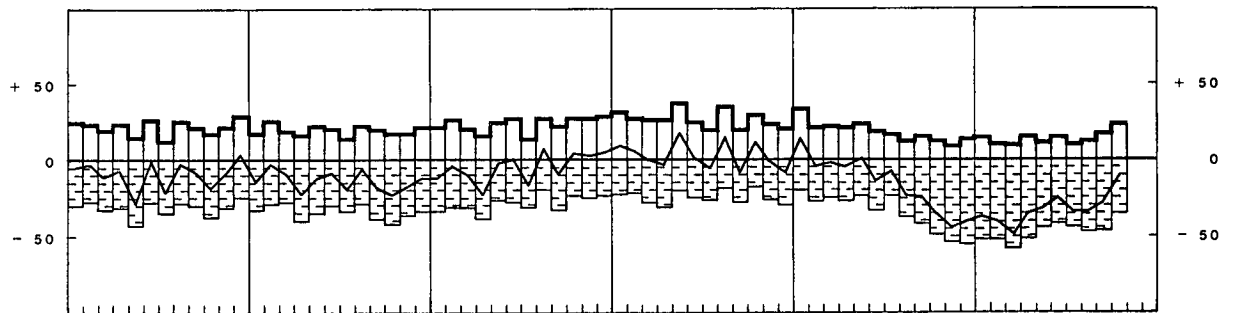
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



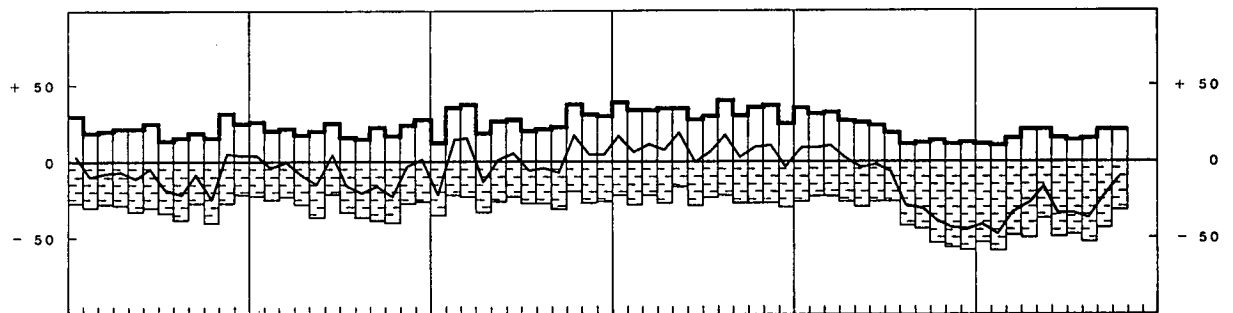
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



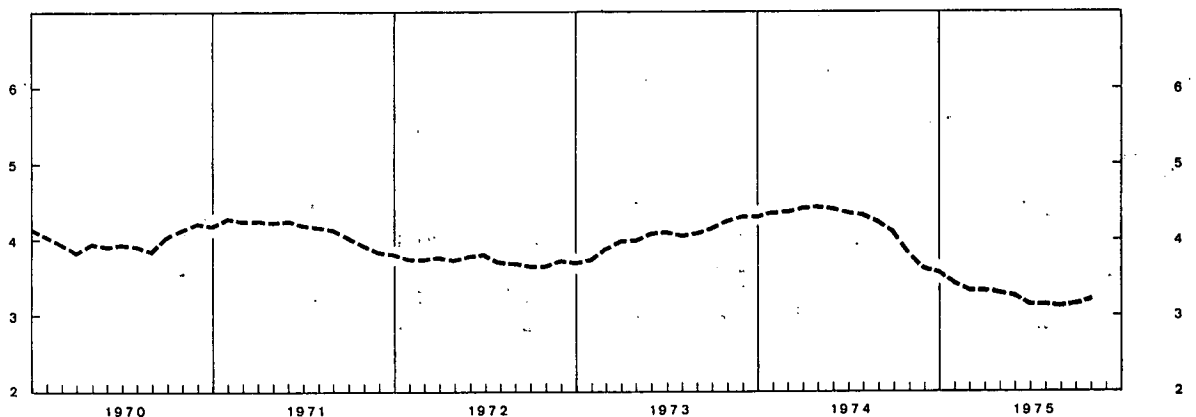
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

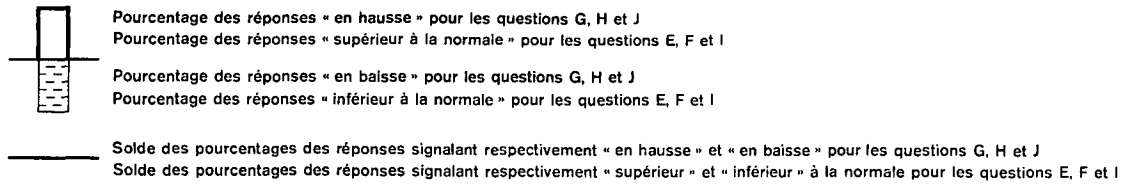


* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

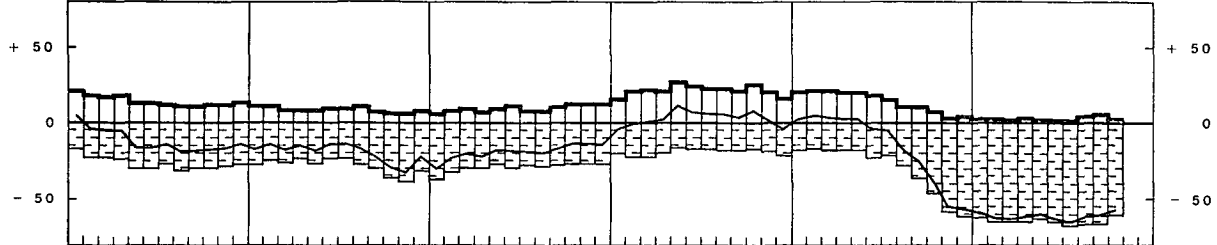
pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

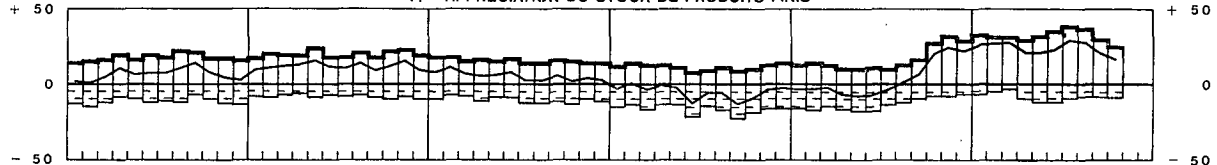
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



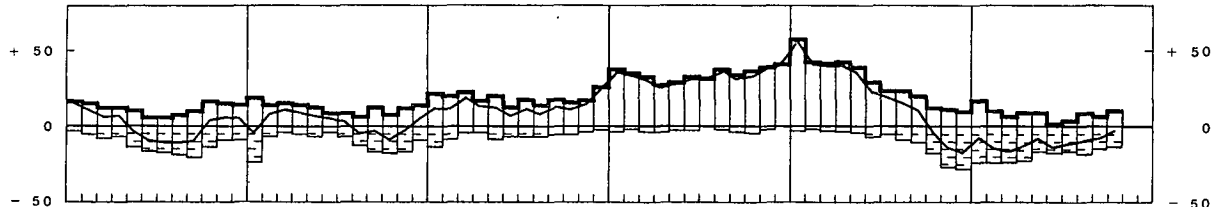
E. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



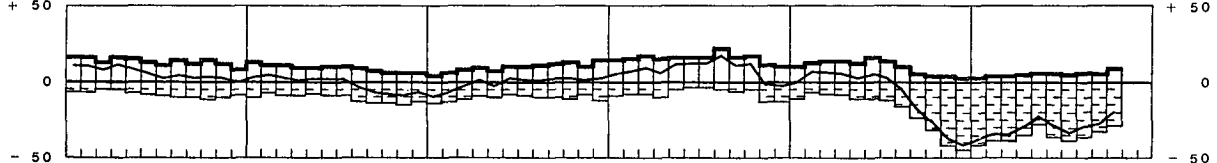
F. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



G. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



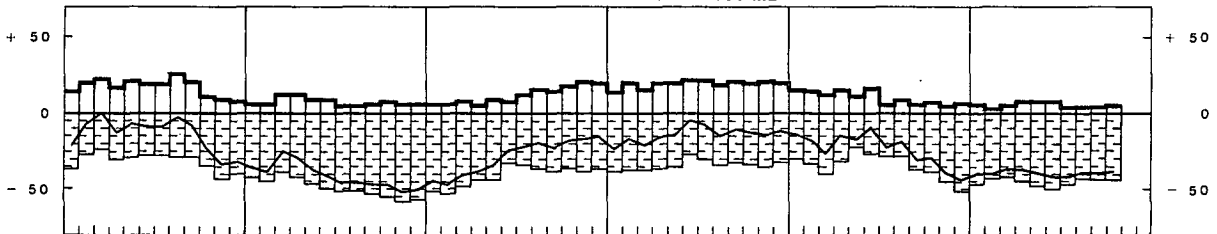
H. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS



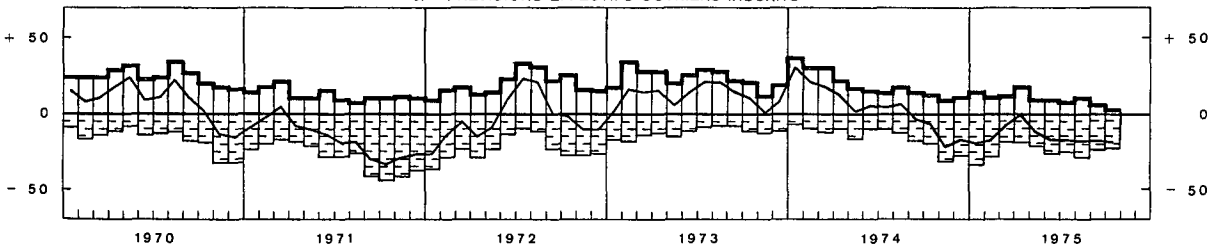
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Travaux de gros œuvre de bâtiments

I. - APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



J. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source :
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Agéfi :
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	Indice général
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1974 et 1975	100,0	95,9	4,1	59,3	15,2	14,1	11,4	
1967	83	81	132	84	89	82	77	82
1968	88	86	120	90	92	86	78	90
1969	97	96	110	98	97	96	92	97
1970	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	103	103	99	100	103	107	97	102
1972	109	110	96	106	108	115	104	108
1973	116	118	80	112	116	120	113	111
1974	p 120	p 123	75	p 119	119	p 124	p 123	108
1973 3 ^e trimestre	107	110	65	102	114	108	108	108
4 ^e trimestre	123	126	79	120	121	126	124	113
1974 1 ^{er} trimestre	124	127	77	124	120	129	123	108
2 ^e trimestre	124	127	79	123	123	127	121	110
3 ^e trimestre	112	115	67	110	117	112	116	109
4 ^e trimestre	p 122	p 124	76	p 119	118	p 126	p 132	107
1975 1 ^{er} trimestre	p 113	p 116	72	p 109	113	p 123	p 125	96
2 ^e trimestre	p 111	p 113	73	p 106	p 114	p 117	p 123	97
3 ^e trimestre	p 96	p 98	p 60	p 89	p 106	p 105	p 105	p 89
1974 Novembre	p 118	p 120	76	p 116	116	117	p 127	107
Décembre	p 113	p 115	67	p 111	107	p 123	p 126	101
1975 Janvier	p 117	p 120	75	p 113	120	p 120	p 131	100
Février	p 110	p 112	68	p 105	108	p 123	p 124	93
Mars	p 113	p 115	73	p 109	110	p 124	p 119	95
Avril	p 116	p 118	82	p 109	p 121	p 127	p 128	94
Mai	p 103	p 106	66	p 100	p 105	p 106	p 114	98
Juin	p 113	p 116	72	p 109	p 116	p 119	p 126	99
Juillet	p 80	p 82	p 49	p 75	p 98	p 77	p 84	86
Août	p 92	p 94	p 57	p 84	p 104	p 102	p 105	84
Septembre	p 115	p 117	p 74	p 107	p 116	p 136	p 127	p 95
Octobre	p 122	p 124	p 80	p 115	p 121	p 140	p 135	p 101
Novembre								p 94

¹ Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

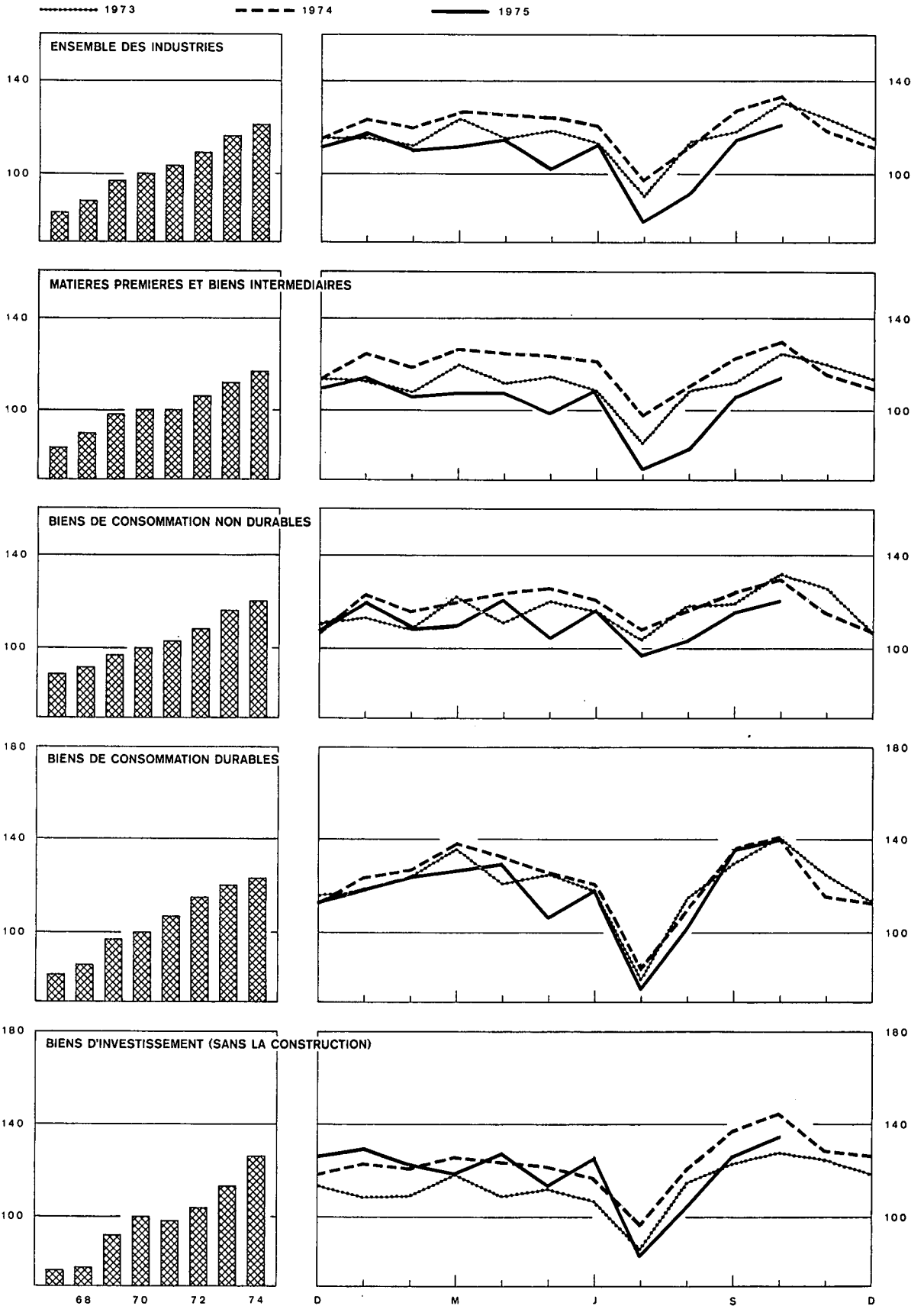
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrica- tions métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimen- taires et fabrica- tion des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrica- tion d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distri- bution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étrirage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1974 et 1975 ¹	29,0	10,5	2,9	2,1	11,7	8,7	7,6	6,3	5,9	5,1	3,9	2,7	1,1	1,1
1967	79	80	81	83	71	88	87	86	78	80	89	77	58	89
1968	81	92	89	91	82	90	94	87	87	90	92	87	77	97
1969	94	103	100	93	96	95	101	93	95	96	99	95	96	98
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	98	98	92	97	109	104	105	100	109	113	108	101	101	106
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	p 119	127	p 106	117	142	121	101	108	141	161	116	122	101	119
1973 3 ^e trimestre	103	110	87	111	127	119	91	102	123	131	105	105	123	120
4 ^e trimestre	119	128	103	123	146	128	111	110	149	161	114	121	131	115
1974 1 ^{er} trimestre	120	134	110	127	152	114	114	109	147	169	121	131	84	115
2 ^e trimestre	117	137	107	123	151	125	112	115	134	172	116	127	90	123
3 ^e trimestre	111	117	97	106	131	124	84	102	131	143	110	114	113	121
4 ^e trimestre	p 126	118	p 109	110	135	122	94	106	152	162	115	117	119	116
1975 1 ^{er} trimestre	p 118	104	p 106	106	127	111	90	96	141	157	124	109	82	119
2 ^e trimestre	p 118	95		114	123	118	86	100	126	159	108	109	92	121
3 ^e trimestre	p 101				116	112	72	89	114	132	110	88	94	119
1974 Octobre	p 136	130	117	121	151	130	107	116	160	179	144	137	119	123
Novembre	p 122	118	p 109	108	132	121	89	104	149	145	108	115	118	115
Décembre	p 120	105	p 100	102	122	114	86	97	146	160	94	100	119	110
1975 Janvier	p 123	112	p 116	105	131	123	89	97	147	153	111	118	89	126
Février	p 115	99	p 102	104	123	104	90	92	133	158	127	100	87	116
Mars	p 114	100	p 99	110	126	106	91	101	142	161	134	110	71	116
Avril	p 123	87	104	118	130	123	97	97	135	168	126	110	68	119
Mai	p 110	97	94	107	114	109	79	100	119	141	92	98	102	121
Juin	p 121	101		116	125	121	81	104	123	166	107	120	108	124
Juillet	p 78	63			106	101	58	75	104	99	73	71	99	119
Août	p 101	43			118	111	66	89	110	121	106	88	90	124
Septembre	p 123				122	123	93	104	127	175	151	106	92	115
Octobre	p 130				129	132	101	109	152	184	146	105	111	117

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,4 p.c. et 0,8 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)] — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité	
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importa- tions de gaz naturel	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion		Consom- mation intérieure
		Total	Dont :									
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel							
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)		
1967	1.440	1.225	142	448	414	23	571	573	1.370	1.632	1.884	
1968	1.913	1.383	155	526	474	100	604	656	1.234	1.661	2.088	
1969	2.379	1.538	168	573	534	249	604	694	1.100	1.565	2.303	
1970	2.485	1.721	184	660	566	351	593	653	947	1.474	2.413	
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	598	913	1.214	2.633	
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972	
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260	
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397	
1973 3 ^e trimestre	3.066	1.590	210	481	615	652	644	668	581	1.096	2.967	
4 ^e trimestre	3.251	2.075	223	866	735	994	653	728	721	1.347	3.590	
1974 1 ^{er} trimestre	2.079	1.831	198	844	587	1.151	674	770	742	1.415	3.540	
2 ^e trimestre	2.233	1.536	201	649	501	811	686	799	684	1.278	3.223	
3 ^e trimestre	2.801	1.605	217	518	609	786	676	711	583	1.396	3.163	
4 ^e trimestre	2.948	1.937	235	771	746	1.105	646	691	695	1.294	3.663	
1975 1 ^{er} trimestre	2.047	1.846	211	836	631	996	584	648	687	1.284	3.393	
2 ^e trimestre	2.294	1.559	242	651	459	956	521	534	639	1.042	3.035	
3 ^e trimestre							p 374	p 407	525	p 758	2.740	
1974 Novembre	2.938	1.630	207	560	693	955	637	706	685	1.357	3.600	
Décembre	2.952	2.102	263	878	799	932	631	666	647	1.284	3.522	
1975 Janvier	2.204	2.209	231	1.035	794	992	612	705	726	1.230	3.551	
Février	2.174	2.103	193	702	1.025	903	542	632	664	1.350	3.205	
Mars	1.764	1.227	209	770	73	1.092	599	606	671	1.273	3.423	
Avril	1.688	1.804	262	895	431	1.022	544	521	756	1.111	3.252	
Mai	2.525	1.472	231	586	445	950	521	566	551	980	2.879	
Juin	2.670	1.400	233	471	500	889	497	514	611	1.034	2.974	
Juillet	2.468	1.135	227	375	391	704	p 357	p 369	467	p 722	2.519	
Août	2.224	1.302	239	545	375	699	p 333	p 285	491	p 711	2.647	
Septembre							p 432	p 568	617	p 840	3.054	
Octobre							p 426	p 474	699	p 970		
Novembre									632			

1 Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — *Fabrimétal* [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			Expéditions totales
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1967	810	626	6,7	6,7	13,4	13,7
1968	964	722	7,3	8,6	15,9	14,7
1969	1.070	819	8,6	11,5	20,1	18,2
1970	1.051	775	9,3	13,0	22,3	21,3
1971	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1973 3 ^e trimestre	1.178	837	11,4	18,6	30,0	26,7
4 ^e trimestre	1.361	1.012	14,9	23,3	38,2	33,4
1974 1 ^{er} trimestre	1.426	1.079	14,1	23,4	37,5	33,2
2 ^e trimestre	1.465	1.092	14,6	23,3	37,9	35,9
3 ^e trimestre	1.250	937	12,5	19,7	32,2	30,8
4 ^e trimestre	1.269	944	15,3	23,7	39,0	38,3
1975 1 ^{er} trimestre	1.209	756	p 15,6	p 24,5	p 40,1	p 35,9
2 ^e trimestre	1.058	708				
3 ^e trimestre	p 670	481				
1974 Novembre	1.298	926	12,8	24,3	37,1	35,7
Décembre	1.133	803	17,2	21,9	39,1	38,7
1975 Janvier	1.287	835	p 16,6	p 23,4	p 40,0	p 34,3
Février	1.147	739	p 16,6	p 22,0	p 38,6	p 36,2
Mars	1.194	693	p 13,4	p 28,3	p 41,7	p 37,2
Avril	998	657	p 15,6	p 24,3	p 39,9	p 39,8
Mai	1.070	723	p 11,0	p 25,5	p 36,5	p 35,6
Juin	1.106	744				
Juillet	699	461				
Août	413	375				
Septembre	p 899	608				
Octobre	p 922					
Novembre	p 891					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 1
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1967		5,8	2.773				0,7	2.154			89
1968	2,7	5,3	2.598	3,9	2.004	1,4	0,6	1.994	0,4	1.376	84
1969	3,3	6,1	3.074	4,7	2.374	1,6	0,9	2.426	0,6	1.721	87
1970	2,5	5,0	2.506	3,6	1.861	1,3	0,7	2.799	0,5	1.949	100
1971	2,0	3,9	1.992	3,5	1.839	0,9	0,4	2.268	0,5	2.225	99
1972	3,5	6,2	3.231	4,3	2.321	1,0	0,6	2.801	0,5	2.290	99
1973	3,8	6,7	3.483	5,1	2.677	1,1	0,7	3.034	0,5	2.281	93
1974	3,9	7,4	3.844	5,4	2.890	1,1	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1973 3 ^e trimestre	3,5	6,9	3.463	4,9	2.587	1,1	0,8	3.666	0,5	1.985	—
4 ^e trimestre	3,4	5,7	3.039	4,4	2.258	1,2	0,7	2.671	0,4	1.962	—
1974 1 ^{er} trimestre	3,8	7,4	3.881	4,8	2.599	1,1	0,7	3.878	0,4	1.938	—
2 ^e trimestre	4,6	8,9	4.691	7,2	3.807	1,2	0,8	3.330	0,6	3.354	—
3 ^e trimestre	4,0	8,1	4.133	5,6	2.982	1,1	0,6	3.227	0,5	2.273	—
4 ^e trimestre	3,0	5,0	2.676	4,5	2.171	0,9	0,4	3.406	0,4	2.528	—
1975 1 ^{er} trimestre	2,9	5,9	3.251	7,0	3.302	0,8	0,4	2.945	0,6	3.068	—
2 ^e trimestre	3,5	6,5	3.508	8,0	4.331	0,9	0,5	2.241	0,7	3.116	—
3 ^e trimestre	3,2					0,9					—
1974 Octobre	3,4	5,4	2.972	4,6	2.452	1,2	0,5	3.116	0,4	1.794	98
Novembre	2,9	5,0	2.624	4,2	2.251	0,7	0,4	2.918	0,4	3.133	98
Décembre	2,6	4,7	2.433	3,6	1.810	0,8	0,4	4.184	0,3	2.656	99
1975 Janvier	3,0	5,2	3.151	5,0	2.438	0,8	0,4	1.955	0,3	1.010	99
Février	3,0	6,3	3.519	6,8	3.315	0,9	0,4	1.911	0,6	3.255	99
Mars	2,8	6,2	3.082	9,3	4.152	0,8	0,5	4.968	1,0	4.938	99
Avril	3,4	7,2	3.898	9,5	5.102	1,0	0,5	2.858	0,9	3.949	98
Mai	3,3	5,8	3.238	7,7	4.195	0,8	0,5	2.204	0,8	2.753	98
Juin	3,7	6,6	3.387	6,7	3.696	1,0	0,5	1.660	0,5	2.646	98
Juillet	4,0	5,4	3.041	4,8	2.587	1,0	0,5	1.867	0,4	1.587	99
Août	2,7					0,9					98
Septembre	2,8					0,8					98
Octobre	3,7					0,9					

1 Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non dessaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyennes de l'indice de la production non dessaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1970 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République fédérale d'Allemagne 2		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	112	116	+ 3,6	115	123	+ 7,0	113	114	+ 1,4
2 ^e trimestre	114	117	+ 2,6	114	122	+ 7,0	113	113	+ 0,1
3 ^e trimestre	115	116	+ 0,9	115	121	+ 5,2	113	112	- 1,3
4 ^e trimestre	117	111	- 5,1	118	117	- 0,8	115	109	- 5,8
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	116	109	- 6,0	123	112	- 8,9	114	106	- 7,7
2 ^e trimestre	117	105	- 10,3	122	107	- 12,3	113	103	- 9,1
3 ^e trimestre	116			121			112		
4 ^e trimestre	111			117			109		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	118	125	+ 5,9	111	105	- 5,4	105	123	+ 17,0
2 ^e trimestre	120	126	+ 5,0	111	110	- 0,9	114	125	+ 9,6
3 ^e trimestre	122	126	+ 3,3	111	110	- 0,9	118	119	+ 0,9
4 ^e trimestre	122	118	- 3,3	111	107	- 3,6	120	111	- 7,6
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	125	114	- 8,8	105	106	+ 1,0	123	110	- 10,6
2 ^e trimestre	126	111	- 11,9	110	101	- 8,2	125	106	- 14,8
3 ^e trimestre	126			110			119		
4 ^e trimestre	118			107			111		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	115	122	+ 6,1	119	127	+ 6,7	114	124	+ 8,8
2 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	120	124	+ 3,3	112	119	+ 6,1
3 ^e trimestre	119	123	+ 3,4	119	121	+ 1,7	115	120	+ 4,6
4 ^e trimestre	121	120	- 0,8	120	119	- 0,8	120	114	- 5,4
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	122	116	- 4,9	127	116	- 8,7	124	103	- 17,0
2 ^e trimestre	122	114	- 6,6	124	116	- 6,5	119	92	- 23,2
3 ^e trimestre	123			121			120		
4 ^e trimestre	120			119			114		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni,

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain.* — *Agence Econo-*

mique et financière. — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.)

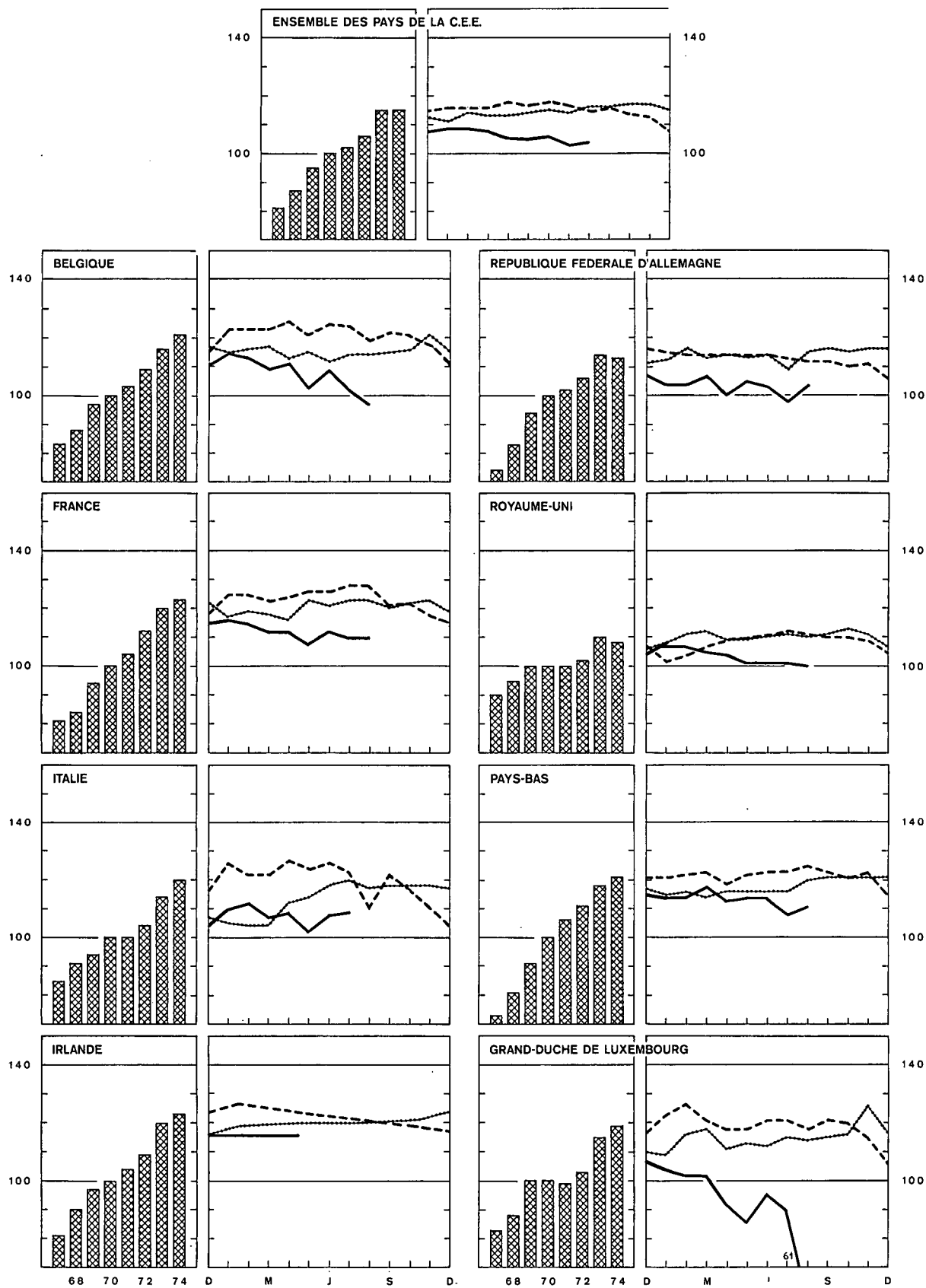
IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1970 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

----- 1973 - - - - 1974 ——— 1975



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total	dont		
	(millions)				(milliers de tonnes)	combustibles et huiles minérales	minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1967	711	507	4.925	1.576	1.259	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	304,1	48,0
1974	690	762	6.841	1.697	1.846	331,3	54,4
1973 3 ^e trimestre	645	635	5.822	1.403	1.656	409,2	57,1
4 ^e trimestre	686	704	6.448	1.620	1.666	252,7	42,9
1974 1 ^{er} trimestre	695	729	6.749	1.688	1.795	257,0	46,1
2 ^e trimestre	709	784	7.127	1.692	1.890	342,1	56,2
3 ^e trimestre	664	750	6.613	1.649	1.854	438,9	63,8
4 ^e trimestre	691	775	6.875	1.759	1.847	286,9	51,4
1975 1 ^{er} trimestre	695	662	5.850	1.572	1.640	272,6	48,9
2 ^e trimestre	708	589	5.145	1.339	1.375	303,9	50,5
3 ^e trimestre		451	3.817				
1974 Octobre	701	847	7.531	1.858	2.008	320,0	54,9
Novembre	697	718	6.398	1.720	1.671	243,4	47,4
Décembre	675	759	6.695	1.699	1.861	297,4	51,9
1975 Janvier	695	668	5.971	1.678	1.770	291,9	48,7
Février	686	665	5.941	1.617	1.620	223,4	42,1
Mars	705	652	5.639	1.422	1.529	302,5	55,8
Avril	702	654	5.563	1.535	1.433	284,3	49,5
Mai	709	565	4.959	1.359	1.320	290,5	49,6
Juin	713	547	4.912	1.124	1.371	337,0	52,5
Juillet	674	480	4.026	1.053	926	416,8	58,6
Août	634	345	2.813	817	420	416,4	59,7
Septembre		527	4.612				
Octobre		604	5.389				

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation Intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse zeevaartinrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	381	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.505	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1973 2 ^e trimestre ..	5.313	3.466	2.564	568	682	340	1.709	881	105	7.978	474
3 ^e trimestre ..	5.362	3.528	2.386	773	687	440	1.661	861	108	8.695	563
4 ^e trimestre ..	5.270	3.645	2.566	723	995	517	1.645	796	88	8.780	560
1974 1 ^{er} trimestre ..	5.050	3.534	2.583	671	749	309	1.499	477	130	8.778	568
2 ^e trimestre ..	5.550	3.500	2.726	790	879	537	1.980	717	135	9.282	611
3 ^e trimestre ..	5.365	3.833	3.042	847	925	322	1.887	958	139	8.947	557
4 ^e trimestre ..	5.323	3.223	2.800	750	857	428	1.892	637	114	8.620	549
1975 1 ^{er} trimestre ..	5.254	3.093	2.634	759	874	498	1.788	451	118	8.107	516
2 ^e trimestre ..	5.185	2.746	2.264	572	672	253	1.857	397	118		
1974 Août	5.452	3.606	2.735	894	949	531	1.817	678	145	8.477	542
Septembre ...	5.265	3.416	3.318	774	958	114	1.818	627	108	9.574	588
Octobre	5.471	3.746	3.193	720	791	632	1.825	504	151	9.069	594
Novembre ...	5.536	3.195	2.519	793	907	390	1.906	603	107	8.848	537
Décembre ...	4.961	2.723	2.689	737	874	262	1.945	804	85	7.943	515
1975 Janvier	5.307	2.528	2.484	874	677	581	1.833	633	143	8.013	505
Février	5.153	3.517	2.887	678	976	483	1.879	239	106	8.075	509
Mars	5.301	3.235	2.532	725	968	431	1.653	480	104	8.234	533
Avril	5.111	3.206	2.761	617	973	329	1.519	277	132	8.462	542
Mai	5.413	2.437	2.197	554	534	208	1.971	298	130	7.451	488
Juin	5.032	2.594	1.834	544	508	223	2.081	615	91		
Juillet		2.148	1.805		559	509	2.300	1.052	123		
Août							2.264				

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.167	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.236	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.288	1.661	98	145	104	99	43
1972	2.163	1.600	97	142	87	93	41
1973	2.267	1.667	91	143	90	105	43
1974	2.282	1.671	86	148	84	110	48
1973 2 ^e trimestre	2.154	1.500	103	114	126	133	50
3 ^e trimestre	5.874	4.623	182	407	177	219	68
4 ^e trimestre	614	339	42	29	33	39	31
1974 1 ^{er} trimestre	460	204	39	24	29	36	42
2 ^e trimestre	2.212	1.580	90	122	115	114	54
3 ^e trimestre	5.804	4.561	166	410	155	250	64
4 ^e trimestre	652	337	48	37	36	40	31
1975 1 ^{er} trimestre	535	253	47	30	43	40	25
2 ^e trimestre	2.230	1.589	83	137	121	122	46
1974 Juin	3.060	2.207	100	212	130	181	69
Juillet	8.122	6.509	144	822	161	223	72
Août	7.361	5.892	247	320	190	411	59
Septembre	1.928	1.281	107	88	114	117	61
Octobre	736	344	55	48	52	55	44
Novembre	611	294	51	31	31	37	29
Décembre	609	373	39	33	24	29	21
1975 Janvier	430	193	48	26	27	28	25
Février	447	200	40	28	30	33	23
Mars	728	367	52	37	72	60	28
Avril	1.536	1.131	57	41	86	62	32
Mai	2.385	1.649	115	154	150	115	48
Juin	2.770	1.987	78	215	126	188	57

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indices général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1967	82	79	95	55	60	83	78	74	74	78	85
1968	87	82	97	67	68	87	83	81	81	83	89
1969	94	90	98	83	84	92	94	91	91	92	95
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	105	107	100	120	120	104	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	128	113	115	140	126	120	113
1973	129	137	97	161	155	124	135	171	141	138	121
1974	152	156	97	191	184	141	155	205	175	162	127
1973 2 ^e trimestre	133	134	98	159	149	122	151	171	143	140	124
3 ^e trimestre	122	128	91	150	156	121	119	164	133	130	114
4 ^e trimestre	145	165	104	189	180	141	162	197	155	157	135
1974 1 ^{er} trimestre	132	133	95	169	159	127	124	179	156	142	118
2 ^e trimestre	156	152	98	186	180	139	168	207	181	165	131
3 ^e trimestre	147	154	94	189	189	141	143	203	173	159	121
4 ^e trimestre	169	186	101	222	209	158	185	232	191	183	136
1975 1 ^{er} trimestre	p 152	147	93	201	197	p 144	p 146	p 199	p 188	p 164	p 120
2 ^e trimestre	p 172	164	100	221	213	p 160	p 182	p 222	p 204	p 184	p 132
1974 Août	141	151	96	187	198	145	125	194	165	154	118
Septembre	155	152	92	191	178	140	158	214	179	164	124
Octobre	166	166	103	221	194	149	197	223	189	179	135
Novembre	148	178	93	203	204	145	159	199	175	164	122
Décembre	192	214	108	242	230	180	201	275	211	206	153
1975 Janvier	p 150	147	94	204	193	p 145	p 143	p 194	p 186	p 162	p 120
Février	p 141	137	88	186	187	p 136	p 123	p 186	p 179	p 153	p 112
Mars	p 164	155	98	212	210	p 152	p 170	p 215	p 199	p 177	p 128
Avril	p 171	156	99	226	206	p 154	p 189	p 220	p 211	p 183	p 133
Mai	p 171	173	103	227	224	p 166	p 186	p 224	p 196	p 186	p 133
Juin	p 172	163	98	211	209	p 159	p 171	p 223	p 205	p 183	p 130
Juillet	p 155	165	96	213	220	p 153	p 155	p 211	p 184	p 171	p 120
Août	p 153	156	97	211	223	p 162	p 129	p 201	p 181	p 168	p 117

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1972 2 ^o semestre ...	1.598	936	202	460	33,2	10,5	12,4	10,3	13,5	4,7	4,3	4,5
1973 1 ^{er} semestre ...	1.590	906	218	466	35,9	11,1	13,7	11,1	13,3	4,4	4,7	4,2
2 ^o semestre ...	1.726	1.061	215	450	35,3	10,3	13,4	11,6	11,9	3,7	4,2	4,0
1974 1 ^{er} semestre ...	1.634	978	222	434	36,6	10,1	14,3	12,2	13,8	4,3	4,8	4,7
2 ^o semestre ...	1.550	907	219	424	36,4	9,7	14,3	12,4	12,0	3,8	3,9	4,3
1975 1 ^{er} semestre ...	1.490	864	206	420	36,9	9,4	14,7	12,8	13,5	3,9	4,4	5,2

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 8 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1972 1 ^{er} semestre	60	40	3	17	145	64	18	63
2 ^o semestre	57	40	2	15	151	62	17	72
1973 1 ^{er} semestre	63	40	2	21	254	79	43	132
2 ^o semestre	53	38	2	13	305	89	71	145
1974 1 ^{er} semestre	62	46	2	14	342	92	74	176
2 ^o semestre	54	38	2	14	343	94	67	182

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1972 2 ^o semestre ...	901	4	1	2	79	22	9	243	91	7	433	10
1973 1 ^{er} semestre ...	849	4	1	1	78	21	8	177	109	6	424	20
2 ^o semestre ...	859	4	1	2	58	16	9	192	112	6	438	21
1974 1 ^{er} semestre ...	801	5	1	2	67	16	8	145	118	7	412	20
2 ^o semestre ...	824	4	1	1	55	11	7	159	114	6	452	14
1975 1 ^{er} semestre ...	765	4	1	1	65	13	7	129	116	6	407	16
Crédits accordés (milliards de francs)												
1972 1 ^{er} semestre ...	13,0	1,0	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,3	0,1	1,1	3,0	0,1
2 ^o semestre ...	13,5	0,9	0,1	0,3	6,5	1,0	0,1	0,3	0,1	1,0	3,0	0,2
1973 1 ^{er} semestre ...	13,3	1,2	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,2	0,2	1,1	2,5	0,7
2 ^o semestre ...	11,9	1,2	0,1	0,3	4,4	0,6	0,1	0,3	0,2	1,5	2,4	0,8
1974 1 ^{er} semestre ...	13,8	1,5	0,2	0,3	5,2	0,7	0,1	0,3	0,3	1,9	2,5	0,8
2 ^o semestre ...	12,0	1,3	0,1	0,3	4,2	0,5	0,1	0,3	0,3	1,6	2,7	0,6
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1972 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,7	0,9	1,2	47,1	7,0	0,7	2,4	1,1	8,2	23,3	0,4
2 ^o semestre ...	100,0	6,6	0,9	2,1	47,5	7,3	0,8	2,3	1,0	7,6	22,3	1,5
1973 1 ^{er} semestre ...	100,0	8,8	1,0	1,7	45,8	6,7	0,8	1,5	1,4	8,5	18,3	5,5
2 ^o semestre ...	100,0	9,8	1,0	2,9	36,9	5,3	0,9	2,2	1,7	12,5	20,3	6,5
1974 1 ^{er} semestre ...	100,0	11,2	1,2	2,1	38,2	4,8	0,8	1,9	1,9	13,5	18,6	5,8
2 ^o semestre ...	100,0	10,8	1,2	2,8	35,1	3,9	0,8	2,3	2,1	13,4	22,6	5,0

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1973 3 ^e trimestre	40	3	522	6.490	1.759	6.493	2.281	2.380	268	8.873	2.549
4 ^e trimestre	40	4	439	7.274	1.939	7.278	2.378	2.825	295	10.103	2.673
1974 1 ^{er} trimestre	39	3	434	7.651	2.246	7.654	2.680	2.890	308	10.544	2.988
2 ^e trimestre	39	3	380	7.761	2.263	7.764	2.643	3.055	329	10.819	2.972
3 ^e trimestre	37	3	422	8.064	1.902	8.067	2.324	3.003	330	11.070	2.654
4 ^e trimestre	37	4	633	8.948	1.828	8.952	2.461	3.359	348	12.311	2.809
1975 1 ^{er} trimestre	36	4	619	8.600	1.935	8.604	2.554	3.165	339	11.769	2.893
2 ^e trimestre	35	4	626	8.866	1.915	8.870	2.541	3.306	366	12.176	2.907
3 ^e trimestre	35	4	576	8.541	1.823	8.545	2.399	3.015	344	11.560	2.743
1974 Novembre	37	4	690	8.142	1.655	8.146	2.345	2.966	300	11.112	2.645
Décembre	37	4	769	9.238	1.864	9.242	2.633	3.600	374	12.842	3.007
1975 Janvier	36	4	544	9.422	1.932	9.426	2.476	3.399	360	12.825	2.836
Février	36	3	602	8.233	2.140	8.236	2.742	2.975	325	11.211	3.067
Mars	36	4	711	8.145	1.734	8.149	2.445	3.123	330	11.272	2.775
Avril	35	4	573	9.478	2.038	9.482	2.611	3.544	392	13.026	3.003
Mai	35	4	677	8.480	1.945	8.484	2.622	3.192	339	11.676	2.961
Juin	35	4	628	8.640	1.761	8.644	2.389	3.183	368	11.827	2.757
Juillet	35	4	599	9.070	2.125	9.074	2.724	3.189	375	12.263	3.099
Août	35	4	540	7.598	1.572	7.602	2.112	2.685	309	10.287	2.421
Septembre	35	4	589	8.955	1.773	8.959	2.362	3.170	347	12.129	2.709
Octobre	35	4	752	10.142	2.463	10.146	3.215	3.533	391	13.679	3.606
Novembre	35	3	678	8.597	1.863	8.600	2.541	2.869	329	11.469	2.870

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

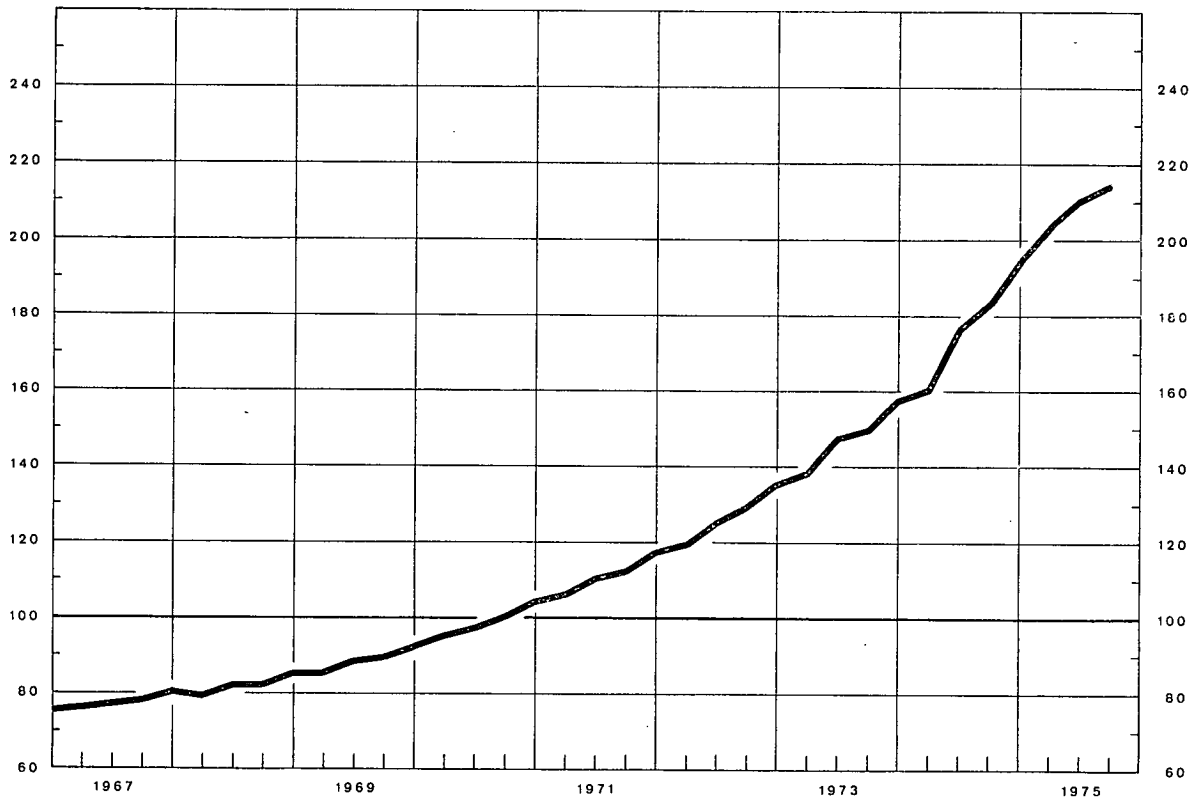
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle*

du trafic international des ports (I.N.S.). — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Eurostat* (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée
Base 1970 = 100



Indices base 1970 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels †			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Salaire-coût horaire 2	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
	B.N.B.		I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail				
1967	79	80	78	77	80,0	80,4	83,5	82,3
1968	83	84	83	81	83,9	84,5	87,6	85,9
1969	89	90	90	88	90,6	91,9	92,7	90,6
1970	100	100	100	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	182	176,6	177,8	166,0	158,0
1973 Septembre	150	145	148	153	147,6	149,4	141,1	133,5
Décembre	158	149	152	160	152,3	153,6	143,7	136,0
1974 Mars	162	157	161	164	160,3	162,1	152,8	147,6
Juin	177	168	175	179	172,1	173,3	160,8	151,2
Septembre	184	178	185	186	182,4	183,7	171,5	161,6
Décembre	196	187	193	198	191,3	192,2	178,9	171,3
1975 Mars	p 205	p 195	p 204	p 211	200,5	200,8	187,2	180,9
Juin	p 211	p 201	p 211	p 217	207,6	207,4	192,2	184,6
Septembre	p 216	p 207	p 216	p 223	213,3	212,7	198,8	188,8

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1969 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,813; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

3 Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1972 octobre	1973 avril	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	120,24	132,45	140,51	156,12	169,25
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	89,45	97,80	103,50	115,10	126,29
Total des industries extractives	107,41	114,71	123,23	137,36	149,87
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	108,07	118,41	120,40	137,07	149,34
Raffinage de pétrole	143,02	154,77	158,29	174,09	190,20
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz de vapeur et d'eau chaude	127,41	139,59	149,42	168,15	175,63
Production et première transformation des métaux	113,16	126,91	128,05	146,79	162,63
Industrie des produits minéraux non métalliques	89,95	100,72	103,28	116,79	129,20
Industrie chimique	99,18	109,44	111,32	129,29	139,94
Production de fibres artificielles et synthétiques	100,27	109,80	114,18	130,07	141,15
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et de matériel de transport)	88,99	98,96	102,41	112,58	128,28
Construction de machines et de matériel mécanique	94,23	104,40	107,99	118,19	133,94
Construction de machines de bureau et de machines et installations pour le traitement de l'information	78,98	88,76	91,49	100,12	116,92
Construction électrique et électronique	86,96	97,79	100,59	112,12	126,83
Construction d'automobiles et pièces détachées	104,33	114,96	120,08	131,71	146,54
Construction d'autre matériel de transport	102,11	112,95	115,78	128,62	144,76
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	79,03	88,28	91,43	101,77	117,18
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	80,06	84,83	91,23	100,78	114,63
Industrie textile	74,68	81,93	85,20	93,87	107,06
Industrie du cuir	72,66	78,01	82,04	89,51	98,11
Industrie des chaussures et de l'habillement	60,21	65,93	68,32	77,97	85,44
Industrie du bois et du meuble en bois	80,39	84,27	88,45	99,16	115,35
Industrie du papier, imprimerie et édition	88,85	96,85	101,94	112,90	129,86
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	85,05	92,09	97,89	110,87	122,94
Total des industries manufacturières	87,58	96,34	99,83	111,45	125,28
dont : hommes	95,35	104,88	108,51	121,00	136,00
femmes	64,94	71,43	74,54	83,76	94,20
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	89,71	98,26	103,26	114,64	130,07
<i>Moyenne générale pour l'industrie</i> :					
Total ²	88,71	97,38	101,33	112,97	127,01

¹ Hommes seulement.

² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYES DANS L'INDUSTRIE¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1972 octobre	1973 avril	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	26.874	28.544	30.708	34.166	38.503
Total des industries extractives	26.140	27.882	29.759	33.024	37.082
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	27.890	30.765	31.157	34.602	38.817
Raffinage de pétrole	31.068	34.466	35.352	39.894	42.787
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	31.801	34.696	35.757	40.091	44.027
Production et première transformation des métaux	27.561	29.718	31.502	34.226	39.533
Industrie des produits minéraux non métalliques	23.354	25.404	26.645	29.621	32.847
Industrie chimique	26.347	28.280	29.434	32.963	35.982
Production de fibres artificielles et synthétiques	32.918	35.785	36.399	39.970	42.932
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et de matériel de transport)	22.952	24.931	26.085	28.777	32.639
Construction de machines et de matériel mécanique	24.695	26.349	27.431	30.013	33.846
Construction de machines de bureau et de machines et installations pour le traitement de l'information	18.491	20.255	21.672	24.658	29.143
Construction électrique et électronique	23.959	25.873	26.839	28.736	33.627
Construction d'automobiles et pièces détachées	26.585	28.701	29.853	31.700	35.001
Construction d'autre matériel de transport	25.177	26.999	28.493	31.212	35.205
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	23.206	25.304	26.496	28.284	31.603
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	21.769	23.336	24.906	26.661	29.750
Industrie textile	21.128	22.880	23.792	26.481	28.878
Industrie du cuir	20.875	22.426	23.925	27.046	30.286
Industrie des chaussures et de l'habillement	17.086	18.673	19.723	21.867	23.940
Industrie du bois et du meuble en bois	19.728	21.870	22.551	25.102	27.635
Industrie du papier, imprimerie et édition	22.376	24.198	25.609	27.901	31.626
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	23.482	25.370	26.506	29.206	31.900
Total des industries manufacturières	23.841	25.711	26.953	29.458	33.097
dont : hommes	26.541	28.581	29.972	32.706	36.761
femmes	15.007	16.323	17.078	18.839	21.112
<i>Bâtiment et génie civil</i>	22.796	24.429	25.338	27.766	31.041
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	23.744	25.593	26.802	29.302	32.903

¹ Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. —

Statistiques économiques belges 1960-1970. — *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « Indice des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1967	78,1	89,5	87,8	86,9	88,1	89,3	102,8	79,6
1968	88,4	88,5	87,4	85,9	88,1	90,2	99,5	80,3
1969	95,4	96,3	94,1	91,9	95,3	90,1	98,4	97,6
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	177,5 ⁴ 205,9 ⁵	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1973 3 ^e trimestre	205,2	156,5	181,5	189,1	178,2	145,2	235,3	178,6
4 ^e trimestre	224,0	162,4	204,2	198,8	206,8	181,4	232,5	215,3
1974 1 ^{er} trimestre	254,8	180,0	257,0	238,3	265,4	324,2	226,6	231,3
2 ^e trimestre	238,3	173,7 ⁶ 196,8 ⁷	296,1	257,9	313,0	438,8	208,9	252,0
3 ^e trimestre	223,4	204,6	289,8	278,6	294,8	438,3	189,0	219,5
4 ^e trimestre	218,8	210,1	298,7	339,1	281,1	440,7	169,6	194,3
1975 1 ^{er} trimestre	196,7	187,2	278,4	281,0	277,4	444,8	171,6	180,9
2 ^e trimestre	192,1	178,1	258,0	220,1	274,6	437,5	185,8	174,0
3 ^e trimestre	204,2	192,8	252,7	212,2	270,6	435,7	188,9	164,4
1974 Novembre	221,3	216,2	307,4	372,1	279,1	438,2	166,3	193,4
Décembre	213,3	202,6	295,0	327,4	280,9	446,0	167,9	190,0
1975 Janvier	202,1	191,1	287,1	302,7	280,2	447,0	168,0	187,7
Février	195,2	188,7	277,8	282,5	275,9	443,7	170,4	179,0
Mars	192,8	181,9	270,4	257,7	276,0	443,9	176,6	176,1
Avril	194,8	181,5	264,9	246,7	272,8	435,8	183,1	172,4
Mai	191,9	177,7	257,3	215,1	275,9	438,3	188,2	175,1
Juin	189,6	175,0	251,7	198,4	275,1	438,4	186,0	174,3
Juillet	195,3	186,7	252,1	205,4	272,5	436,6	186,2	169,7
Août	210,4	195,8	255,2	219,7	270,9	435,4	188,8	165,5
Septembre	207,0	196,0	250,9	211,7	268,3	435,2	191,8	158,1
Octobre	204,7	190,8	248,1	208,0	265,9	436,1	192,3	151,5
Novembre	202,8	181,0	247,9	204,4	267,0	437,0	197,6	150,7

1 Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

2 Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

3 Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

4 Moyenne de janvier à mai 1974.

5 Moyenne de juin à décembre 1974.

6 Moyenne d'avril-mai 1971.

7 Mois de juin 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHESES WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées colo-niales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caout-chouc	Sidé-rurgie	Métaux non-ferreux
1967	108,4	70,8	90,0	91,9	95,5	66,0	98,3	110,2	96,6	85,1	81,3	95,6	67,8	83,3
1968	103,5	70,7	94,2	92,0	93,2	66,0	99,5	107,9	88,8	80,4	80,6	108,2	65,2	87,3
1969	97,7	88,2	90,9	92,8	93,7	66,8	98,9	102,3	101,6	88,7	92,3	123,8	89,3	100,3
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1973 3 ^e trimestre	216,4	173,7	198,3	185,1	182,4	153,8	142,1	268,4	256,2	128,4	214,4	195,9	189,1	150,9
1973 4 ^e trimestre	243,4	178,2	206,0	189,5	181,4	156,3	191,5	265,1	229,9	138,8	268,3	207,3	234,9	178,3
1974 1 ^{er} trimestre	254,0	247,9	273,2	183,3	169,2	194,5	375,3	253,7	191,6	159,8	265,1	232,3	257,7	197,0
1974 2 ^e trimestre	251,4	292,2	270,7	184,3	178,2	227,8	520,8	227,9	182,6	191,2	274,3	187,2	289,0	230,1
1974 3 ^e trimestre	245,0	347,7	268,2	171,9	171,5	226,2	520,0	192,0	175,8	191,2	264,0	155,3	285,1	168,3
1974 4 ^e trimestre	265,0	474,5	261,8	172,3	179,2	235,1	519,7	166,0	120,7	203,6	257,6	135,2	248,4	140,2
1975 1 ^{er} trimestre	238,1	364,3	209,5	192,8	197,8	255,9	517,5	161,2	94,9	236,6	263,6	138,5	196,7	138,6
1975 2 ^e trimestre	212,1	240,9	172,9	215,1	210,5	227,4	518,3	174,6	164,6	236,8	250,9	138,4	193,3	130,7
1975 3 ^e trimestre	215,4	232,6	170,4	184,6	191,3	222,9	517,6	179,6	167,8	234,0	230,5	154,5	177,7	125,5
1974 Novembre	265,4	549,3	262,2	171,5	179,4	228,0	519,1	164,9	123,7	191,2	260,2	124,5	243,4	142,3
1974 Décembre	265,1	451,7	244,5	171,2	183,0	251,0	521,0	158,2	97,2	228,3	257,1	137,1	239,6	135,9
1975 Janvier	256,1	402,8	221,1	184,2	189,4	254,5	521,0	157,5	80,3	236,0	267,2	132,4	222,9	136,8
1975 Février	231,1	373,9	218,8	185,9	196,7	256,4	515,6	160,1	86,3	236,8	271,2	140,1	183,8	138,1
1975 Mars	227,2	316,2	188,6	208,2	207,3	256,8	515,8	166,1	117,9	236,8	252,2	142,9	183,2	140,8
1975 Avril	224,8	289,7	188,4	221,1	208,9	226,9	516,3	172,4	147,7	236,8	248,8	135,8	181,5	136,3
1975 Mai	212,3	230,3	169,9	212,1	212,6	227,6	519,4	177,3	171,0	236,8	251,6	135,6	199,5	129,7
1975 Juin	199,3	202,8	160,4	212,2	210,0	227,7	519,4	174,0	175,1	236,8	252,4	143,8	199,0	126,1
1975 Juillet	202,1	222,6	166,8	192,9	195,8	224,8	518,1	175,0	175,9	234,0	240,0	159,0	188,9	125,0
1975 Août	219,4	247,7	175,8	177,6	188,8	222,4	517,4	179,9	162,4	234,0	229,0	157,5	177,6	128,2
1975 Septembre	224,8	227,6	168,5	183,4	189,3	221,6	517,4	183,9	165,0	234,0	222,6	146,9	166,6	123,2
1975 Octobre	224,6	219,1	159,9	185,1	197,9	225,0	517,4	184,2	169,1	234,0	207,3	143,2	160,5	119,8
1975 Novembre	218,6	214,2	151,2	191,8	201,9	228,2	517,4	190,1	187,4	234,0	205,0	146,3	159,7	119,2

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1967	90,7	91,8	97,7	86,7	90,5	90,1	91,5	92,1	82,9	93,7	96,6	91,6	91,4	89,0	90,9
1968	90,9	90,8	100,2	82,8	91,0	91,2	90,2	92,0	83,3	95,0	96,6	93,7	91,1	90,4	91,4
1969	95,4	98,2	103,7	93,4	94,8	94,3	94,9	93,8	89,0	96,4	98,3	96,2	93,7	96,7	94,2
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 ¹	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2	146,4	147,9	126,8
1973 3 ^e trimestre ..	117,9	124,9	129,4	120,8	116,3	115,0	119,5	108,2	108,1	134,3	105,4	115,1	126,6	119,0	108,7
4 ^e trimestre ...	121,3	124,1	128,1	120,6	120,7	118,6	127,1	112,0	114,6	140,6	108,8	115,7	131,7	126,8	110,6
1974 1 ^{er} trimestre ...	131,8	129,8	128,6	130,9	132,5	129,0	145,2	134,3	125,0	154,6	116,2	118,7	147,7	143,6	117,2
2 ^e trimestre ...	136,3	127,0	122,8	131,0	138,9	135,5	153,2	149,8	138,0	150,6	118,9	125,6	147,2	153,1	125,5
3 ^e trimestre .	137,0	124,5	119,7	129,3	140,5	140,8	146,9	160,9	137,6	145,8	122,3	129,1	147,7	148,8	131,0
4 ^e trimestre ...	137,4	129,2	127,1	131,2	139,7	141,9	142,4	164,6	136,3	140,2	127,2	131,5	143,1	145,9	133,6
1975 1 ^{er} trimestre ...	135,7	124,0	136,9	113,1	139,0	142,1	138,9	169,9	132,0	136,0	129,5	134,4	141,7	143,2	134,6
2 ^e trimestre ...	135,4	126,1	142,6	112,4	138,0	141,7	136,4	168,5	129,0	135,2	130,8	135,3	140,1	140,2	135,2
3 ^e trimestre ..	137,9	135,0	143,7	127,4	138,8	142,8	136,8	169,0	127,7	137,4	132,1	137,8	142,5	140,5	135,4
1974 Octobre	137,9	130,3	124,9	135,6	140,0	141,8	144,1	164,7	136,8	141,5	125,8	130,7	144,9	146,0	133,2
Novembre	137,6	129,9	126,6	133,0	139,8	142,0	142,7	165,1	136,4	140,8	127,3	131,5	142,9	146,5	133,5
Décembre	136,7	127,4	129,8	125,1	139,3	142,0	140,5	164,1	135,8	138,4	128,6	132,2	141,6	145,3	134,1
1975 Janvier	136,3	125,1	134,7	116,9	139,4	142,9	139,1	168,5	134,7	137,0	128,9	133,9	142,6	144,7	134,1
Février	135,3	122,3	135,3	111,3	139,0	141,7	139,2	170,5	131,8	136,1	129,2	133,9	141,9	143,0	134,6
Mars	135,5	124,5	140,6	111,1	138,6	141,6	138,3	170,8	129,6	134,8	130,4	135,3	140,7	141,8	135,1
Avril	135,9	126,1	142,0	112,9	138,6	141,2	138,9	170,2	130,0	135,3	129,5	135,3	141,1	141,1	135,3
Mai	135,5	126,3	143,5	112,3	138,0	141,8	137,2	168,0	129,2	135,4	131,5	135,3	140,6	140,0	135,2
Juin	134,8	125,8	142,4	112,1	137,4	142,0	133,3	167,2	127,8	134,8	131,4	135,3	138,7	139,5	135,1
Juillet	136,7	131,8	141,1	123,7	138,1	142,2	135,9	167,7	127,8	136,8	131,5	135,3	141,1	140,5	134,7
Août	138,1	134,6	143,3	127,0	139,1	142,9	137,9	169,9	128,1	137,2	132,1	138,3	143,5	140,8	135,3
Septembre ...	138,9	138,5	146,6	131,4	139,2	143,4	136,7	169,4	127,2	138,3	132,9	139,7	142,7	140,1	136,4
Octobre	139,4	140,8	148,0	134,5	139,2	143,7	136,4	169,3	126,2	139,0	133,6	140,5	142,9	139,7	136,7

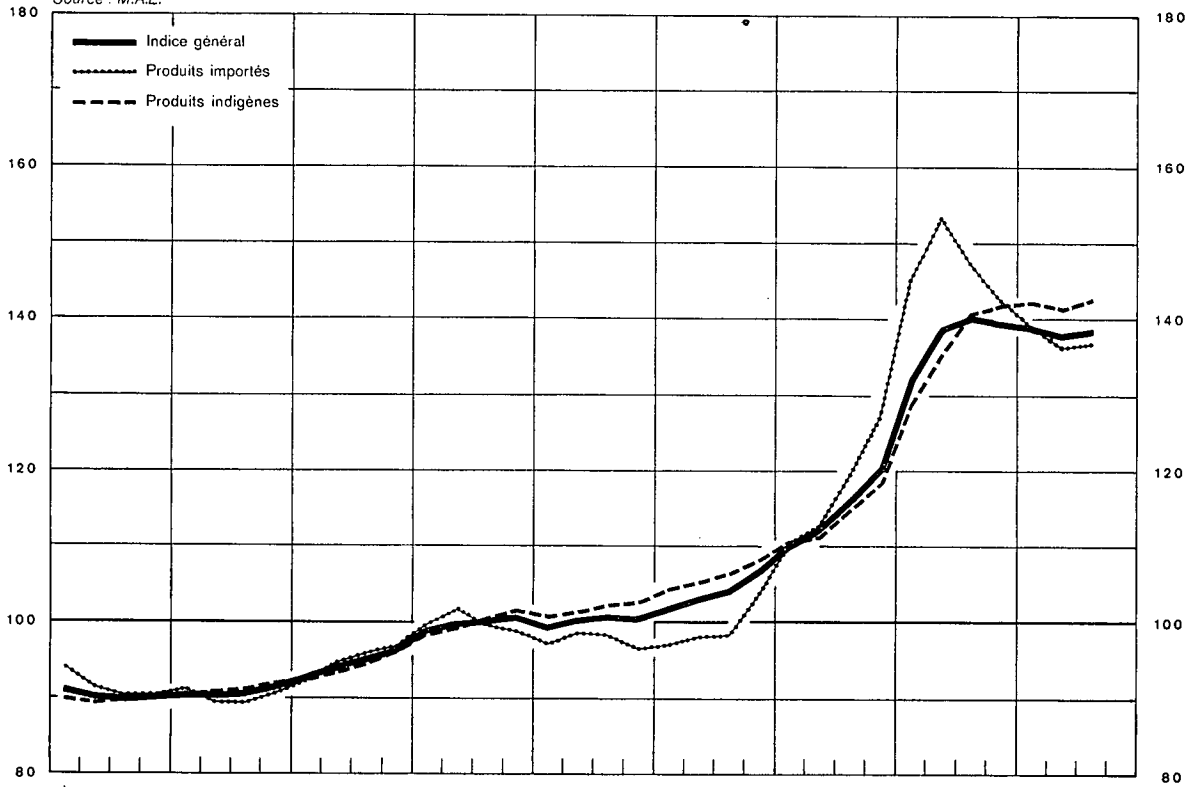
¹ Nouvelle série. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

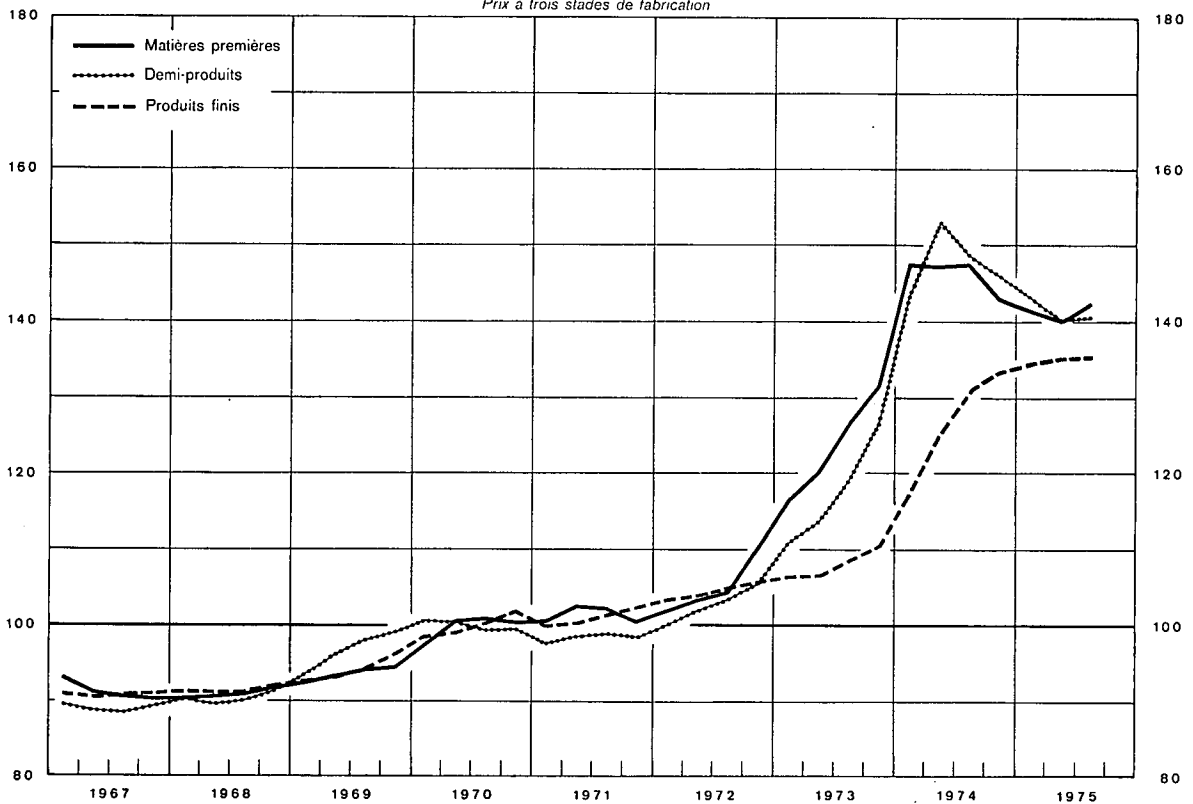
Base 1970 = 100

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



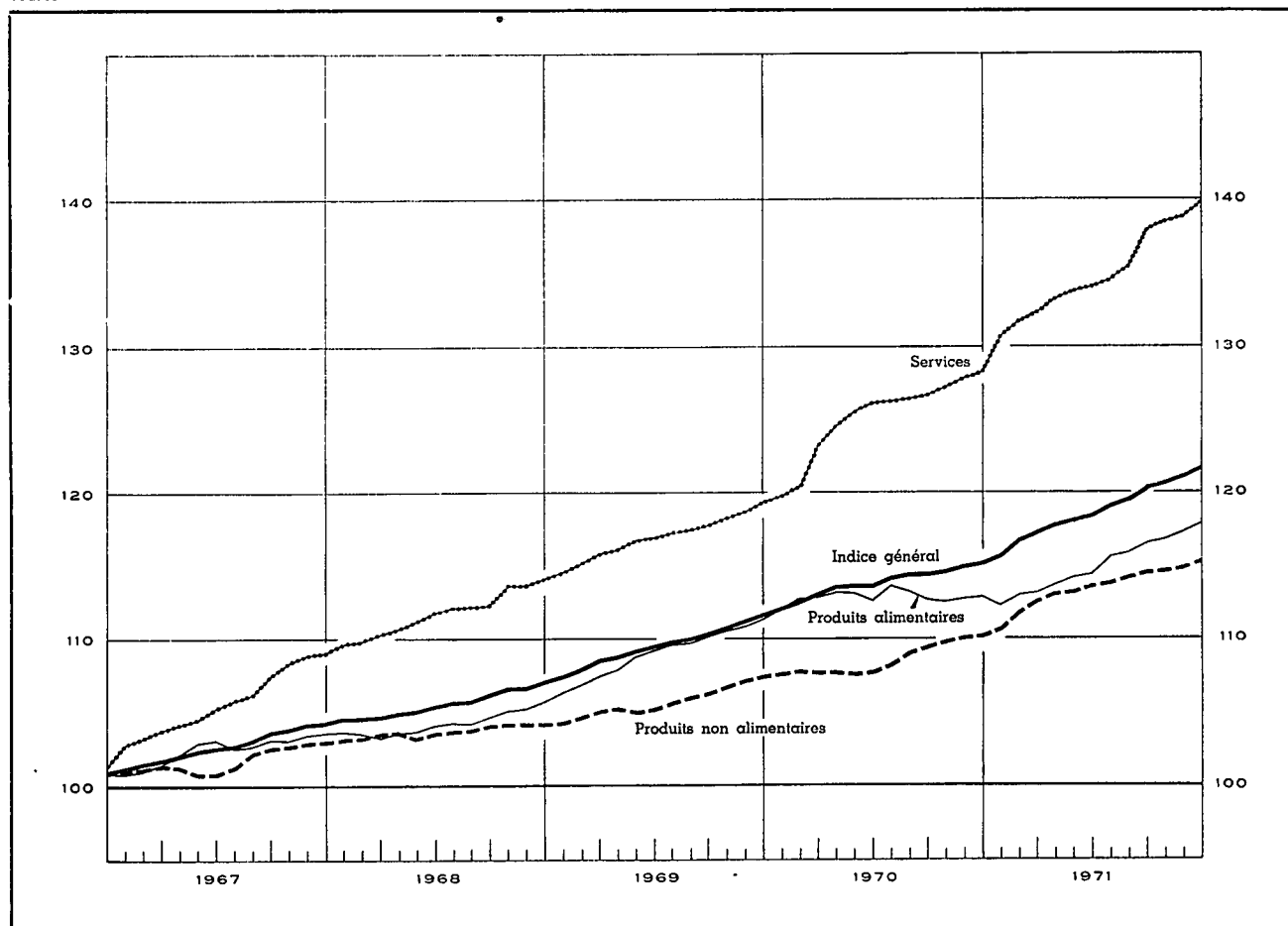
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES Prix à trois stades de fabrication



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100 *

Source : M.A.E.



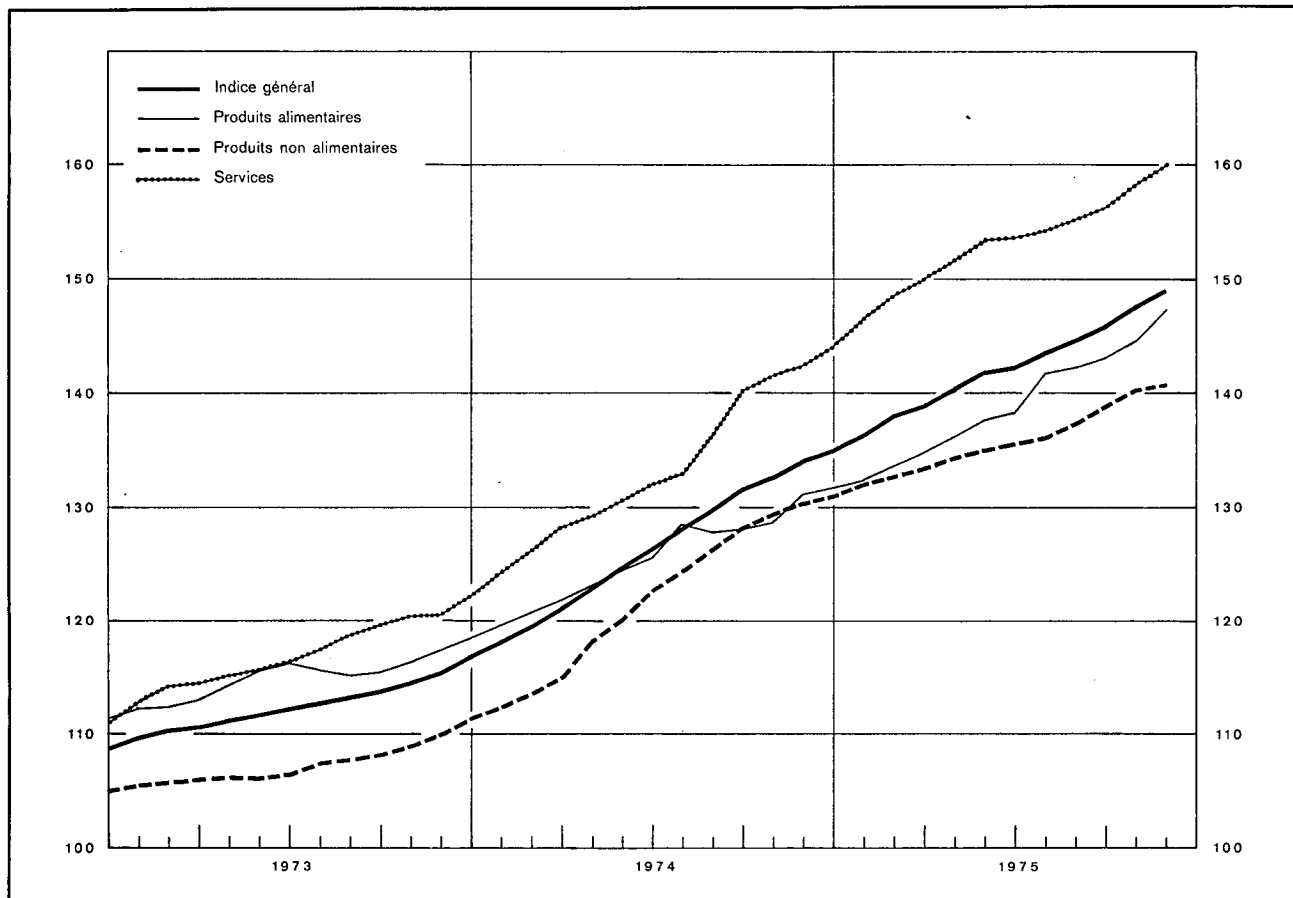
Moyennes mensuelles	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1966	100,00	100,00	100,00	100,00
1967	102,91	102,52	101,84	105,83
1968	105,69	104,28	103,81	111,79
1969	109,65	109,10	105,81	116,97
1970	113,94	112,90	108,64	125,17
1971	118,89	115,05	113,56	135,04

* Pour convertir l'indice général base 1966 = 100 en indice base 1971 = 100 il suffit de multiplier le chiffre par le coefficient 0,8411.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100 *

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1974	1975	1974	1975	1974	1975	1974	1975
1971	100,00		100,00		100,00		100,00	
1972 ¹	105,45		106,60		102,80		107,61	
1973	112,78		115,15		107,58		117,28	
1974	127,08		125,94		122,69		134,02	
1 ^{er} trimestre	119,65	137,92	120,73	133,65	113,72	132,82	126,25	148,49
2 ^e trimestre	124,68	141,55	124,39	137,35	120,41	135,11	130,61	152,76
3 ^e trimestre	129,95	144,79	128,11	142,36	126,36	137,53	136,54	155,26
4 ^e trimestre	134,04		130,55		130,27		142,70	
Janvier	118,13	136,59	119,67	132,31	112,49	132,13	124,17	146,75
Février	119,66	138,13	120,72	133,74	113,65	132,89	126,24	148,72
Mars	121,16	139,04	121,79	134,89	115,02	133,43	128,34	149,99
Avril	122,89	140,59	123,01	136,18	118,31	134,50	129,19	151,63
Mai	124,69	141,77	124,60	137,62	120,10	135,08	130,62	153,27
Juin	126,47	142,28	125,55	138,26	122,81	135,74	132,01	153,38
Juillet	128,27	143,65	128,38	141,82	124,49	136,12	132,95	154,31
Août	129,91	144,74	127,91	142,14	126,49	137,46	136,45	155,27
Septembre	131,67	145,98	128,05	143,13	128,10	139,00	140,22	156,21
Octobre	132,79	147,64	128,67	144,63	129,39	140,34	141,62	158,28
Novembre	134,19	149,23	131,23	147,33	130,37	140,86	142,47	160,08
Décembre	135,13		131,75		131,06		144,00	

* Pour convertir l'indice général base 1971 = 100 en indice base 1966 = 100, il suffit de multiplier ce chiffre par le coefficient 1,1889.

¹ A partir de mars 1972, la pondération des différentes composantes de l'indice a été adaptée aux changements survenus dans la structure des

dépenses de consommation des ménages. La pondération des produits alimentaires est ramenée de 41,55 p.c. à 30 p.c., celle des produits non alimentaires passe de 37,02 p.c. à 40 p.c. et celle des services de 21,43 p.c. à 30 p.c.

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*.

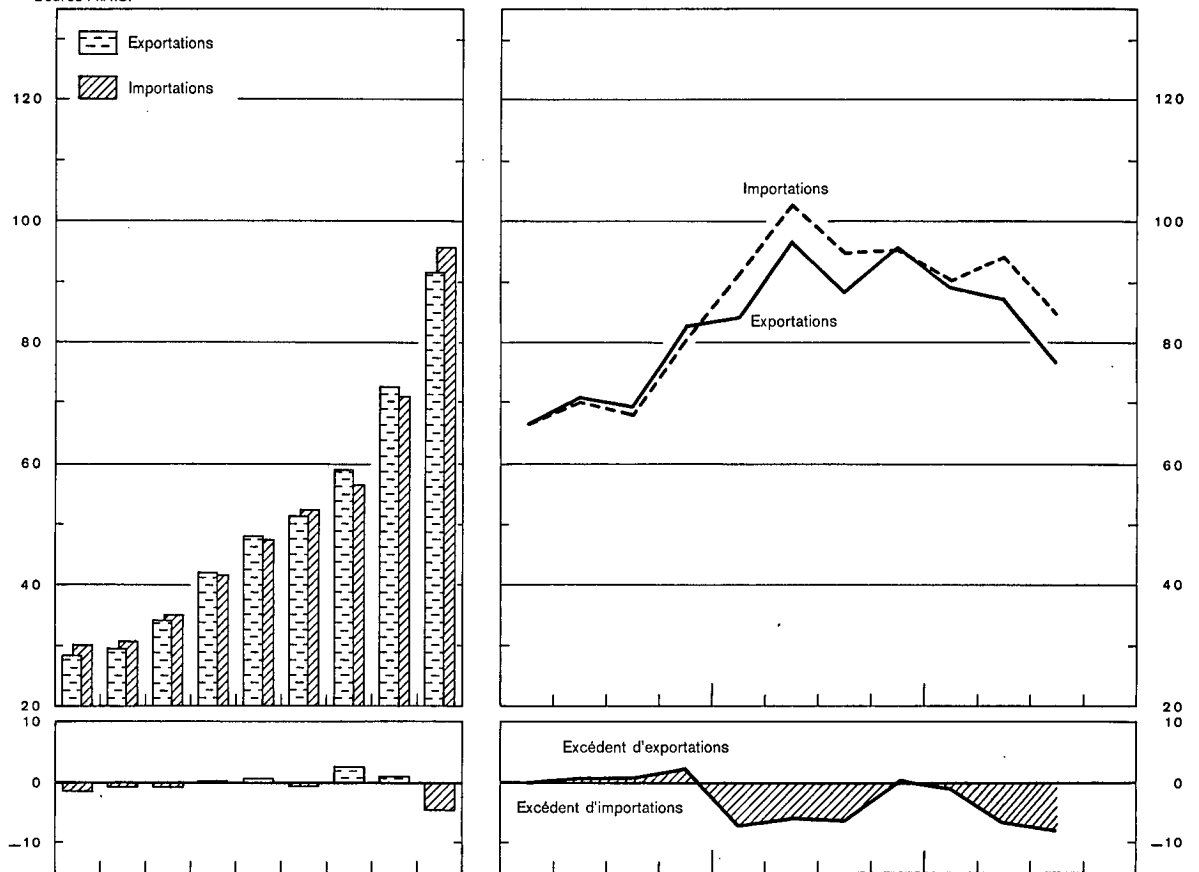
— *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

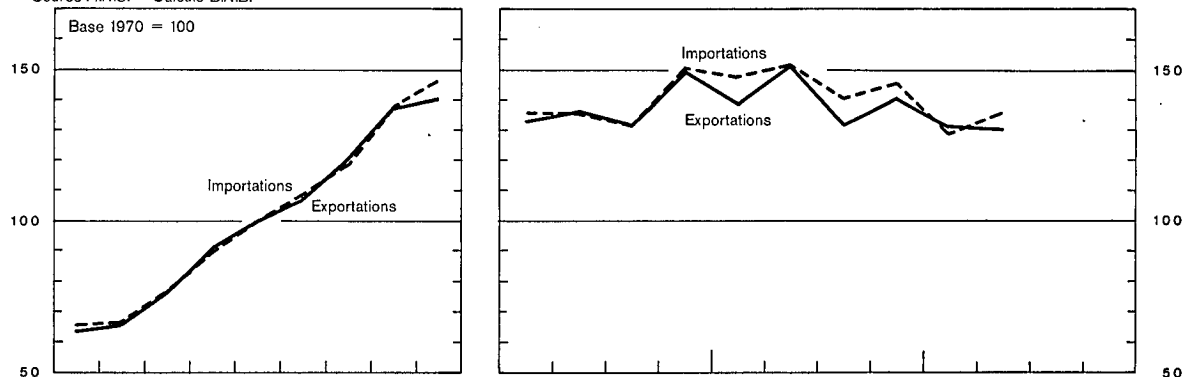
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

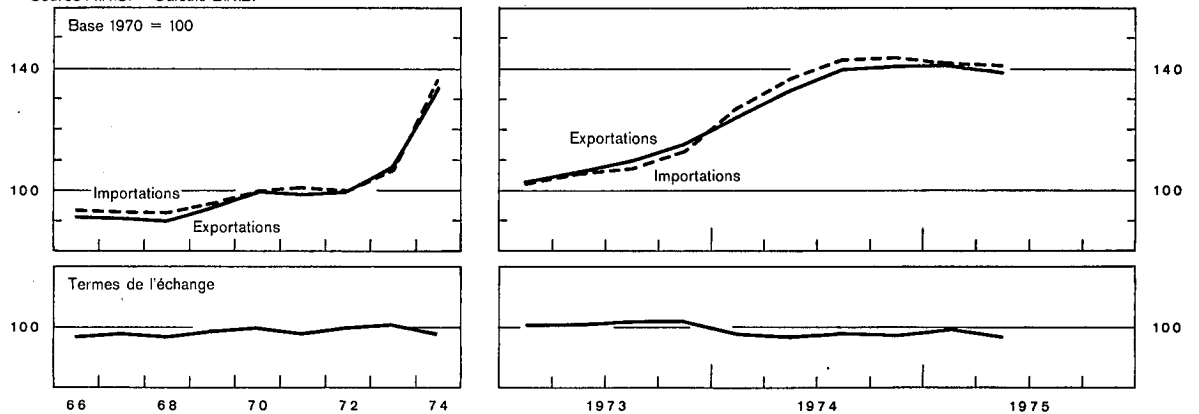
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1967	30,4	29,5	- 0,9	97	66,7	65,8	93,1	91,2	98,0
1968	35,0	34,0	- 1,0	97	77,2	76,9	93,0	90,4	97,2
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	89,9	91,2	95,6	94,7	99,1
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,2	91,4	- 4,8	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1973 3 ^e trimestre	68,1	69,2	+ 1,1	102	132,1	131,8	107,4	109,8	102,2
4 ^e trimestre	80,7	83,1	+ 2,4	103	151,0	149,9	113,0	115,6	102,3
1974 1 ^{er} trimestre	91,4	84,3	- 7,1	92	147,8	138,9	127,4	125,0	98,1
2 ^e trimestre	102,9	97,2	- 5,7	94	152,2	151,9	136,9	133,2	97,3
3 ^e trimestre	95,1	88,9	- 6,2	93	141,4	132,2	142,7	139,9	98,0
4 ^e trimestre	95,4	95,7	+ 0,3	100	145,7	141,2	144,0	140,7	97,7
1975 1 ^{er} trimestre	90,5	89,4	- 1,1	99	128,9	131,7	142,0	141,7	99,8
2 ^e trimestre	94,3	87,6	- 6,7	93	136,1	130,4	141,4	139,5	98,7
3 ^e trimestre	84,8	78,0	- 6,8	92					
1974 10 premiers mois	97,4	91,5	- 5,9	94					
11 premiers mois	96,9	91,5	- 5,4	95					
12 mois	96,2	91,4	- 4,8	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975 1 ^{er} mois	90,3	91,2	+ 0,9	101					
2 premiers mois	89,5	89,4	- 0,1	100					
3 premiers mois	90,5	89,4	- 1,1	99	128,9	131,7	142,0	141,7	99,8
4 premiers mois	92,5	89,9	- 2,6	97					
5 premiers mois	91,7	88,5	- 3,2	97					
6 premiers mois	92,4	88,5	- 3,9	96	132,5	131,1	141,7	140,6	99,2
7 premiers mois	91,1	87,6	- 3,5	96					
8 premiers mois	89,1	84,6	- 4,5	95					
9 premiers mois	89,9	85,0	- 4,9	95					
10 premiers mois		86,3							

$$1 \text{ Termes de l'échange} = \frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$$

N. B En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Mater. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1973 3 ^e trimestre	18,02	10,13	7,41	8,43	5,06	4,09	2,65	2,13	2,54	1,67	1,58	1,13	0,55	0,51	0,32	0,31	0,28	0,10	0,19	0,12	2,21	69,43
4 ^e trimestre	22,13	11,75	9,11	9,98	6,31	5,37	3,41	2,11	2,95	2,13	2,02	1,28	0,62	0,72	0,34	0,33	0,30	0,14	0,20	0,13	2,37	83,73
1974 1 ^{er} trimestre	20,87	11,76	9,43	12,00	6,46	4,61	3,13	1,77	3,14	2,16	1,91	1,24	0,63	0,68	0,33	0,32	0,33	0,12	0,20	0,13	3,04	84,26
2 ^e trimestre	24,68	14,85	9,96	14,59	8,09	4,42	3,08	2,23	3,40	2,62	2,12	1,24	0,68	0,87	0,41	0,37	0,31	0,12	0,23	0,13	3,20	97,60
3 ^e trimestre	20,59	14,32	7,96	13,76	6,00	4,56	2,96	4,00	3,23	1,81	1,71	1,21	0,55	0,73	0,38	0,32	0,35	0,14	0,22	0,16	3,43	88,40
4 ^e trimestre	24,54	16,15	9,44	12,91	5,53	4,75	2,85	3,52	3,35	2,49	1,98	1,20	0,64	0,90	0,40	0,35	0,36	0,24	0,21	0,12	3,57	95,49
1975 1 ^{er} trimestre	24,25	13,46	8,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
2 ^e trimestre	26,43	10,83	8,42	11,82	3,88	4,61	2,72	3,65	3,56	1,94	1,96	0,95	0,54	0,96	0,40	0,34	0,38	0,20	0,23	0,11	3,55	87,49
3 ^e trimestre	23,24	7,82	7,57	10,85	3,20	4,63	2,82	3,96	3,15	1,90	1,58	0,89	0,48	0,84	0,34	0,29	0,28	0,12	0,21	0,11	3,23	77,52
1974 9 premiers mois	22,05	13,64	9,12	13,45	6,85	4,53	3,06	2,67	3,25	2,20	1,91	1,23	0,62	0,76	0,37	0,34	0,33	0,13	0,21	0,14	3,22	90,09
10 premiers mois	22,39	14,02	9,27	13,59	6,84	4,61	3,05	2,91	3,26	2,26	1,93	1,23	0,63	0,79	0,38	0,34	0,33	0,13	0,22	0,14	3,31	91,56
11 premiers mois	22,41	14,20	9,24	13,47	6,69	4,59	3,03	2,88	3,26	2,26	1,91	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,14	0,21	0,14	3,30	91,44
12 mois	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975 1 ^{er} mois	21,52	13,57	8,56	13,14	4,40	5,12	2,88	3,84	3,46	2,11	1,61	1,07	0,52	0,84	0,36	0,30	0,33	0,25	0,19	0,11	4,32	88,43
2 premiers mois	23,01	14,19	8,68	12,27	4,31	5,32	2,63	3,55	3,61	2,08	1,75	1,07	0,53	0,87	0,36	0,31	0,39	0,23	0,19	0,11	3,86	89,31
3 premiers mois	24,25	13,46	8,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
4 premiers mois	24,96	13,07	9,00	12,19	4,05	5,07	2,44	3,38	3,65	2,06	1,91	1,05	0,55	0,91	0,37	0,33	0,40	0,22	0,21	0,12	3,60	89,54
5 premiers mois	24,68	12,52	8,69	12,03	4,01	4,98	2,85	3,38	3,49	2,02	1,88	1,02	0,54	0,90	0,37	0,33	0,37	0,21	0,21	0,11	3,54	88,13
6 premiers mois	25,34	12,15	8,67	11,97	3,96	4,89	2,76	3,40	3,56	2,00	1,91	1,01	0,54	0,92	0,38	0,33	0,38	0,21	0,22	0,11	3,57	88,30
7 premiers mois	25,16	11,77	8,52	11,84	3,88	4,76	2,45	3,73	3,53	2,00	1,85	0,99	0,54	0,91	0,38	0,32	0,37	0,20	0,22	0,11	3,51	87,03
8 premiers mois	24,31	11,04	8,17	11,54	3,73	4,71	2,79	3,76	3,44	1,94	1,77	0,96	0,51	0,89	0,37	0,32	0,35	0,19	0,21	0,11	3,42	84,53
9 premiers mois	24,64	10,71	8,31	11,60	3,71	4,80	2,78	3,59	3,42	1,97	1,80	0,97	0,52	0,89	0,37	0,32	0,35	0,18	0,22	0,11	3,46	84,71

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs R.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers ¹	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux		
1967	19,32	6,56	1,56	2,17	1,40	0,39	0,22	0,33	0,18	0,50	0,12	1,23	0,47	0,83	1,50	0,62	1,24	6,43	0,96	1,38	0,59	3,50	4,12	0,03	29,90
1968	23,12	8,18	1,80	2,23	1,90	0,40	0,24	0,35	0,15	0,54	0,16	1,71	0,56	1,00	1,83	0,60	1,47	7,23	1,03	1,42	0,71	4,07	4,28	0,09	34,72
1969	27,94	10,15	2,03	2,54	2,41	0,52	0,30	0,43	0,17	0,68	0,24	2,01	0,47	1,19	2,20	0,78	1,82	8,53	1,15	1,60	0,85	4,93	5,10	0,05	41,62
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,13	1,97	11,77	11,98	0,72	96,19
1973 3 ^e trimestre ..	42,87	14,76	2,43	4,62	3,30	0,94	0,31	0,70	0,19	1,40	0,34	3,21	0,66	1,78	3,95	1,27	3,01	15,70	2,50	2,58	1,35	9,27	8,86	0,27	67,70
4 ^e trimestre ..	51,93	18,56	2,99	4,89	3,53	1,16	0,36	0,76	0,25	1,61	0,47	3,49	1,44	2,40	4,85	1,53	3,64	18,15	2,45	3,13	1,78	10,79	10,91	0,34	81,33
1974 1 ^{er} trimestre ..	58,03	18,02	3,52	5,87	3,18	1,33	0,50	1,04	0,26	1,77	0,53	5,68	1,00	2,74	6,31	1,81	4,47	19,51	2,49	2,98	1,93	12,11	11,41	0,77	89,72
2 ^e trimestre ..	69,34	21,82	3,53	5,51	4,98	1,31	0,48	1,08	0,24	2,17	0,62	6,04	3,45	2,97	8,12	1,98	5,04	19,34	2,50	3,11	1,93	11,80	12,91	0,66	102,25
3 ^e trimestre ..	64,42	17,56	2,63	5,31	2,74	0,96	0,33	1,23	0,24	2,05	0,62	9,49	3,52	3,69	7,54	1,82	4,69	18,46	2,17	3,13	1,80	11,36	11,06	0,70	94,64
4 ^e trimestre ..	65,12	18,91	2,37	6,35	2,60	0,92	0,35	1,23	0,27	2,12	0,63	8,63	3,27	3,72	6,68	1,94	5,13	19,73	2,39	3,54	2,00	11,80	12,55	0,76	98,16
1975 1 ^{er} trimestre ..	54,11	16,11	2,49	5,94	2,58	0,84	0,41	1,03	0,27	1,83	0,53	5,70	1,44	3,54	5,10	1,93	4,37	20,14	2,49	3,10	2,00	12,55	11,44	1,26	86,95
2 ^e trimestre ..	57,08	17,24	2,40	5,55	3,21	0,94	0,36	0,94	0,30	2,11	0,53	6,28	1,73	3,42	5,39	1,96	4,74	20,67	2,67	3,70	1,89	12,41	12,31	1,42	91,48
3 ^e trimestre ..	52,24	14,77	2,10	5,17	2,58	0,79	0,28	0,76	0,24	1,90	0,44	7,59	1,90	2,60	4,39	1,67	4,62	20,27	2,49	3,50	1,86	12,41	10,85	1,47	84,83

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES °

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1973			1974				1975	
									2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.
									IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits								
Biens de production	93,0	93,0	95,5	100,0	100,7	97,5	106,0	148,4	104,4	106,4	112,7	135,2	149,2	156,2	157,4	150,9	149,0
Biens de consommation	94,9	93,8	96,6	100,0	101,7	104,3	109,4	120,9	108,0	109,7	113,7	116,3	118,6	122,0	127,1	127,8	127,9
Biens d'équipement	92,2	92,0	96,1	100,0	104,3	107,0	110,4	118,0	109,7	110,6	115,3	116,6	116,9	120,3	121,2	125,8	128,6
Ensemble ...	93,1	93,0	95,6	100,0	101,2	100,1	107,1	136,9	105,6	107,4	113,0	127,4	136,9	142,7	144,0	142,0	141,6
EXPORTATIONS (F.O.B) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	76,9	75,7	83,4	100,0	95,4	94,2	109,2	149,8	104,7	112,9	121,6	132,0	144,9	156,5	165,1	158,3	144,1
Fabrications métalliques	92,0	91,1	94,0	100,0	103,1	105,4	109,6	124,3	108,2	110,9	114,5	118,8	121,9	126,9	130,5	137,2	136,9
Métaux non ferreux	79,4	85,2	93,9	100,0	79,9	75,6	93,7	129,6	86,6	97,1	108,4	125,5	144,3	129,0	116,8	97,6	92,8
Textiles	104,2	99,4	100,8	100,0	98,5	101,7	108,6	126,7	106,8	109,7	112,2	119,8	127,6	129,2	131,2	129,6	125,4
Produits chimiques	100,0	98,9	99,6	100,0	98,7	97,9	101,7	141,2	101,5	101,5	107,6	129,8	141,5	148,1	144,7	149,8	147,8
Industrie houillère	56,0	60,0	67,2	100,0	89,8	80,8	79,8	118,8	79,2	72,2	87,3	95,7	111,0	114,0	144,3	163,2	116,3
Industrie pétrolière	106,6	107,1	103,2	100,0	111,6	107,6	118,6	218,8	113,3	120,5	128,8	158,3	184,8	256,4	244,9	225,1	254,9
Verres et glaces	110,0	107,4	106,6	100,0	99,6	97,3	101,9	110,1	100,6	102,7	105,8	105,8	108,0	112,3	115,4	137,5	119,6
Produits agricoles	96,0	94,8	104,6	100,0	105,3	111,0	120,7	126,0	120,2	117,3	127,1	128,5	125,9	121,7	126,9	130,4	132,8
Ciments	103,3	100,9	92,9	100,0	112,9	119,6	124,7	155,5	127,3	126,1	131,8	140,3	150,5	167,8	166,5	158,3	160,0
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	96,1	100,6	98,4	100,0	100,1	102,1	105,7	117,9	104,6	105,2	109,8	111,2	111,0	119,2	125,3	129,6	134,2
Carrières	90,8	91,7	95,8	100,0	104,6	107,1	111,1	124,8	112,8	111,1	112,6	117,0	121,2	128,1	132,7	131,5	133,9
Céramiques	92,1	94,6	93,6	100,0	110,6	117,7	127,6	150,1	125,6	131,8	133,1	140,2	148,5	157,5	160,8	171,9	173,4
Bois et meubles	96,8	93,8	95,5	100,0	99,6	103,0	110,8	128,1	108,0	111,5	117,1	120,8	126,9	131,2	134,0	134,4	134,6
Peaux, cuirs et chaussures ...	97,3	92,8	103,4	100,0	96,1	106,4	119,1	116,0	114,0	122,5	111,6	107,3	117,8	126,6	116,7	118,1	113,3
Papier et livres	98,2	94,7	96,6	100,0	102,2	99,9	104,8	137,7	102,8	102,9	110,2	117,0	131,1	147,9	152,7	152,3	150,8
Tabacs manufacturés	89,7	100,5	97,9	100,0	94,5	111,6	140,6	137,4	148,5	150,0	130,8	133,1	134,4	143,1	138,9	145,1	151,4
Caoutchouc	101,5	101,7	98,4	100,0	103,3	107,0	112,8	133,9	111,4	112,5	117,5	123,5	133,1	138,4	140,4	144,3	143,4
Industries alimentaires	95,1	92,3	96,2	100,0	105,1	103,7	114,6	136,4	108,8	117,6	125,2	126,5	133,2	137,5	148,1	150,9	146,5
Divers	69,6	73,3	85,6	100,0	127,5	119,3	129,2	163,6	125,9	125,1	133,1	161,2	154,4	185,1	178,8	197,3	202,7
Ensemble ...	91,2	90,4	94,7	100,0	99,6	100,2	108,3	134,7	106,0	109,8	115,6	125,0	133,2	139,9	140,7	141,7	139,5
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	98,0	97,2	99,1	100,0	98,4	100,1	101,1	98,4	100,4	102,2	102,3	98,1	97,3	98,0	97,7	99,8	98,5

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1973			1974				1975	
									2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	65,6	77,5	90,4	100,0	105,4	114,5	132,7	136,9	127,8	125,8	145,4	136,2	142,3	132,7	133,9	114,7	121,8
Biens de consommation	71,5	81,0	93,5	100,0	116,7	134,6	157,8	168,5	157,8	153,6	169,5	179,3	173,1	162,1	166,3	168,8	172,0
Biens d'équipement	63,5	67,9	79,6	100,0	111,0	113,2	133,8	158,7	136,9	126,7	147,2	153,5	165,5	148,3	168,5	141,1	151,2
Ensemble ...	66,7	77,2	89,9	100,0	108,8	118,8	138,4	146,8	135,8	132,1	151,0	147,8	152,2	141,4	145,7	128,9	136,1
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	77,5	88,7	100,5	100,0	97,8	114,1	127,8	133,6	119,5	124,3	133,8	124,6	143,5	128,6	137,3	119,0	105,1
Fabrications métalliques	62,2	71,3	89,2	100,0	115,3	122,0	137,7	140,9	137,3	127,9	149,8	134,8	154,9	126,3	146,5	136,5	147,8
Métaux non ferreux	77,6	88,4	95,0	100,0	92,6	99,9	120,6	117,6	124,5	121,4	136,6	120,5	130,4	108,8	110,2	102,3	103,7
Textiles	67,4	79,8	94,5	100,0	112,2	123,8	134,3	130,1	138,0	123,6	148,6	141,3	140,9	110,8	128,7	129,6	119,8
Produits chimiques	52,6	68,1	85,2	100,0	116,3	139,1	175,5	190,1	162,7	170,5	186,7	187,3	208,8	188,1	175,7	164,4	161,0
Industrie houillère	154,2	122,3	111,8	100,0	97,4	95,4	93,1	85,4	92,4	90,6	108,0	80,3	70,8	80,6	114,7	90,4	111,9
Industrie pétrolière	56,3	78,1	108,4	100,0	95,8	130,1	144,4	114,2	152,2	155,7	143,9	97,8	105,6	133,4	126,5	121,3	124,9
Verres et glaces	65,9	75,6	80,9	100,0	97,6	118,9	120,1	115,3	122,9	119,3	136,7	121,7	118,8	111,3	107,8	95,7	86,7
Produits agricoles	62,7	72,2	79,8	100,0	109,4	123,9	139,6	141,4	134,7	138,6	167,3	146,7	137,8	148,4	150,9	130,4	139,1
Ciments	79,7	82,2	85,1	100,0	103,0	99,3	106,8	106,2	94,9	118,3	109,1	111,8	107,2	113,0	87,3	89,7	66,4
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	71,4	75,7	84,9	100,0	113,1	126,4	148,4	141,3	172,5	141,9	147,5	140,7	158,8	127,2	130,6	129,6	124,1
Carrières	84,9	91,2	94,1	100,0	99,8	109,3	118,4	127,9	117,6	120,2	126,1	119,9	142,1	125,7	125,6	118,2	126,7
Céramiques	72,5	77,4	93,8	100,0	105,2	122,0	131,8	125,2	139,7	124,9	131,9	125,2	136,7	121,5	114,4	98,3	120,4
Bois et meubles	60,1	74,3	93,6	100,0	127,9	152,1	176,3	166,1	182,7	156,4	190,3	173,7	184,4	143,7	163,8	134,4	159,0
Peaux, cuirs et chaussures ...	73,5	80,9	98,0	100,0	113,1	121,1	118,6	128,9	119,5	107,7	131,9	141,4	139,4	106,3	128,2	118,1	114,8
Papier et livres	55,2	69,7	90,9	100,0	105,2	122,1	142,4	144,7	143,7	131,7	156,8	147,7	161,9	135,6	143,1	152,3	114,2
Tabacs manufacturés	100,4	113,9	100,7	100,0	111,8	124,0	151,0	193,4	146,8	154,5	181,5	191,3	183,8	193,0	205,1	145,1	196,5
Caoutchouc	56,1	67,7	89,2	100,0	115,5	133,2	173,7	200,3	182,0	153,3	197,3	188,5	222,9	181,0	214,2	144,3	226,7
Industries alimentaires	60,7	70,8	86,4	100,0	109,1	135,1	150,8	163,2	165,5	149,4	160,1	168,6	174,5	160,0	154,0	150,9	163,5
Divers	75,5	78,5	78,6	100,0	76,0	88,8	105,9	120,0	116,1	100,0	111,9	109,9	128,8	119,7	122,6	197,3	111,6
Ensemble ...	65,8	76,9	91,2	100,0	107,2	120,7	137,8	140,7	137,0	131,8	149,9	138,9	151,9	132,2	141,2	131,7	130,4

* Voir N.B. en tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,37	19,65	- 1,72	16,63	18,29	+ 1,66	15,59	15,72	+ 0,13
1973 3 ^e trimestre	16,63	16,54	- 0,09	12,14	13,72	+ 1,58	10,43	11,98	+ 1,55
4 ^e trimestre	20,60	18,85	- 1,75	15,02	17,80	+ 2,78	12,87	14,44	+ 1,57
1974 1 ^{er} trimestre	21,44	18,24	- 3,20	16,73	17,97	+ 1,24	14,96	14,38	- 0,58
2 ^e trimestre	21,97	21,16	- 0,81	17,26	19,85	+ 2,59	17,57	16,43	- 1,14
3 ^e trimestre	20,90	19,82	- 1,08	15,48	17,14	+ 1,66	15,41	15,16	- 0,25
4 ^e trimestre	21,38	19,93	- 1,45	17,30	18,15	+ 0,85	16,39	17,06	+ 0,67
1975 1 ^{er} trimestre	20,14	19,08	- 1,06	16,10	16,03	- 0,07	13,73	14,98	+ 1,25
2 ^e trimestre	20,88	19,88	- 1,00	17,15	16,97	- 0,18	13,21	15,39	+ 2,18
3 ^e trimestre	18,99	18,00	- 0,99	14,43	14,54	+ 0,11	16,78	13,37	- 3,41
1974 9 premiers mois	21,37	19,55	- 1,82	16,41	18,34	+ 1,93	15,32	15,27	- 0,05
10 premiers mois	21,65	19,76	- 1,89	16,73	18,46	+ 1,73	15,62	15,59	- 0,03
11 premiers mois	21,54	19,73	- 1,81	16,66	18,30	+ 1,64	15,30	15,64	+ 0,34
12 mois	21,37	19,65	- 1,72	16,63	18,29	+ 1,66	15,59	15,72	+ 0,13
1975 1 ^{er} mois	19,23	18,21	- 1,02	15,80	15,29	- 0,51	13,59	15,04	+ 1,45
2 premiers mois	19,59	18,84	- 0,75	16,11	15,77	- 0,34	13,10	14,81	+ 1,71
3 premiers mois	20,14	19,08	- 1,06	16,10	16,03	- 0,07	13,73	14,98	+ 1,25
4 premiers mois	20,76	19,46	- 1,30	16,59	16,21	- 0,38	14,08	15,39	+ 1,31
5 premiers mois	20,33	19,32	- 1,01	16,36	16,05	- 0,31	13,76	15,06	+ 1,30
6 premiers mois	20,51	19,48	- 1,03	16,63	16,50	- 0,13	13,47	15,18	+ 1,71
7 premiers mois	20,07	19,32	- 0,75	16,50	16,47	- 0,03	13,11	14,85	+ 1,74
8 premiers mois	19,69	18,79	- 0,90	15,91	15,68	- 0,23	13,09	14,44	+ 1,35
9 premiers mois	20,00	19,00	- 1,00	15,89	15,85	- 0,04	14,57	14,58	+ 0,01
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	1,35	1,17	- 0,18	2,09	1,39	- 0,70	18,97	20,25	+ 1,28
1968	1,50	1,29	- 0,21	2,51	1,49	- 1,02	21,87	23,77	+ 1,90
1969	1,68	1,80	+ 0,12	2,90	1,69	- 1,21	27,09	30,61	+ 3,52
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,02	+ 2,82
1974	3,61	4,11	+ 0,50	5,56	4,93	- 0,63	63,42	63,96	+ 0,54
1973 3 ^e trimestre	2,70	3,24	+ 0,54	4,26	3,38	- 0,88	46,48	49,76	+ 3,28
4 ^e trimestre	3,06	4,09	+ 1,03	5,05	3,82	- 1,23	56,94	60,25	+ 3,31
1974 1 ^{er} trimestre	3,38	4,26	+ 0,88	4,87	4,38	- 0,49	62,09	60,50	- 1,59
2 ^e trimestre	3,91	4,50	+ 0,59	6,79	4,83	- 1,96	68,12	68,08	- 0,04
3 ^e trimestre	3,56	3,85	+ 0,31	5,22	4,81	- 0,41	61,16	61,68	+ 0,52
4 ^e trimestre	3,62	3,80	+ 0,18	5,29	5,70	+ 0,41	64,71	65,85	+ 1,14
1975 1 ^{er} trimestre	3,43	3,20	- 0,23	5,33	5,74	+ 0,41	59,45	60,36	+ 0,91
2 ^e trimestre	3,52	3,18	- 0,34	5,89	5,24	- 0,65	61,31	61,88	+ 0,57
3 ^e trimestre	3,82	3,02	- 0,80	5,19	5,17	- 0,02	59,93	55,17	- 4,76
1974 9 premiers mois	3,60	4,21	+ 0,61	5,64	4,67	- 0,97	62,99	63,33	+ 0,34
10 premiers mois	3,62	4,24	+ 0,62	5,69	4,85	- 0,84	63,96	64,22	+ 0,26
11 premiers mois	3,63	4,16	+ 0,53	5,66	4,88	- 0,78	63,45	64,01	+ 0,56
12 mois	3,61	4,11	+ 0,50	5,56	4,93	- 0,63	63,42	63,96	+ 0,54
1975 1 ^{er} mois	3,03	3,07	+ 0,04	5,57	5,95	+ 0,38	57,96	59,03	+ 1,07
2 premiers mois	3,33	3,02	- 0,31	5,62	5,89	+ 0,27	58,51	59,71	+ 1,20
3 premiers mois	3,43	3,20	- 0,23	5,33	5,74	+ 0,41	59,45	60,36	+ 0,91
4 premiers mois	3,54	3,22	- 0,32	5,43	5,53	+ 0,10	61,11	61,13	+ 0,02
5 premiers mois	3,43	3,16	- 0,27	5,55	5,60	+ 0,05	60,11	60,48	+ 0,37
6 premiers mois	3,47	3,18	- 0,29	5,61	5,49	- 0,12	60,88	61,12	+ 0,24
7 premiers mois	3,52	3,20	- 0,32	5,48	5,34	- 0,14	59,38	60,42	+ 1,04
8 premiers mois	3,53	3,05	- 0,48	5,32	5,37	+ 0,05	58,23	58,56	+ 0,33
9 premiers mois	3,59	3,13	- 0,46	5,47	5,39	- 0,08	60,23	59,14	- 1,09

1 République fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Total métrop. européennes O.C.D.E. 1			Etats-Unis d'Amérique			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	20,66	22,47	+ 1,81	2,46	2,45	- 0,01	1,82	1,06	- 0,76
1968	23,73	26,20	+ 2,47	2,87	3,21	+ 0,34	1,91	1,09	- 0,82
1969	29,35	33,79	+ 4,44	3,19	2,90	- 0,29	2,31	1,24	- 1,07
1970	33,61	39,41	+ 5,80	4,15	2,90	- 1,25	2,33	1,39	- 0,94
1971	39,51	41,68	+ 2,17	3,34	3,44	+ 0,10	2,36	1,47	- 0,89
1972	43,66	48,43	+ 4,77	3,20	3,61	+ 0,41	2,29	1,45	- 0,84
1973	54,45	58,97	+ 4,52	4,03	4,07	+ 0,04	2,78	2,05	- 0,73
1974	69,24	71,81	+ 2,57	6,25	5,12	- 1,13	4,34	3,05	- 1,29
1973 3 ^e trimestre	50,65	55,85	+ 5,20	4,21	3,95	- 0,26	2,63	2,08	- 0,55
4 ^e trimestre	61,85	67,05	+ 5,20	4,47	4,49	+ 0,02	3,10	2,76	- 0,34
1974 1 ^{er} trimestre	67,53	67,95	+ 0,42	6,13	4,45	- 1,68	3,26	2,59	- 0,67
2 ^e trimestre	74,04	76,31	+ 2,27	7,53	5,61	- 1,92	4,67	3,25	- 1,42
3 ^e trimestre	69,95	68,94	- 1,01	5,91	5,12	- 0,79	4,71	3,07	- 1,64
4 ^e trimestre	71,37	74,24	+ 2,87	5,48	5,31	- 0,17	4,71	3,30	- 1,41
1975 1 ^{er} trimestre	65,63	68,44	+ 2,81	6,06	3,57	- 2,49	3,04	3,97	+ 0,93
2 ^e trimestre	67,59	69,24	+ 1,65	5,42	3,47	- 1,95	3,88	3,05	- 0,83
3 ^e trimestre	65,69	61,54	- 4,15	5,02	2,81	- 2,21	3,78	2,78	- 1,00
1974 9 premiers mois	68,52	71,00	+ 2,48	6,51	5,06	- 1,45	4,21	2,99	- 1,22
10 premiers mois	69,66	72,09	+ 2,43	6,39	5,19	- 1,20	4,28	3,01	- 1,27
11 premiers mois	69,24	71,84	+ 2,60	6,30	5,19	- 1,11	4,25	3,03	- 1,22
12 mois	69,24	71,81	+ 2,57	6,25	5,12	- 1,13	4,34	3,05	- 1,29
1975 1 ^{er} mois	64,35	67,71	+ 3,36	5,49	4,74	- 0,75	3,10	4,41	+ 1,31
2 premiers mois	64,57	68,07	+ 3,50	5,81	3,68	- 2,13	3,14	4,09	+ 0,95
3 premiers mois	65,63	68,44	+ 2,81	6,06	3,57	- 2,49	3,04	3,97	+ 0,93
4 premiers mois	67,39	69,26	+ 1,87	6,08	3,51	- 2,57	3,21	3,81	+ 0,60
5 premiers mois	66,29	68,29	+ 2,00	5,84	3,58	- 2,26	3,46	3,68	+ 0,22
6 premiers mois	66,61	68,84	+ 2,23	5,74	3,52	- 2,22	3,46	3,51	+ 0,05
7 premiers mois	65,51	68,01	+ 2,50	5,62	3,37	- 2,25	3,49	3,39	- 0,10
8 premiers mois	64,14	65,91	+ 1,77	5,49	3,35	- 2,14	3,49	3,34	- 0,15
9 premiers mois	66,30	66,41	+ 0,11	5,50	3,28	- 2,22	3,56	3,27	- 0,29
Moyennes mensuelles	Amérique latine 2			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972	1,20	1,17	- 0,03	1,10	0,47	- 0,63	0,97	0,99	+ 0,02
1973	1,55	1,33	- 0,22	1,92	0,49	- 1,43	1,26	1,62	+ 0,36
1974	1,88	2,43	+ 0,55	2,48	0,64	- 1,84	1,85	2,69	+ 0,84
1973 3 ^e trimestre	1,86	1,29	- 0,57	2,24	0,42	- 1,82	1,16	1,72	+ 0,56
4 ^e trimestre	1,52	1,71	+ 0,19	2,22	0,51	- 1,71	1,54	1,93	+ 0,39
1974 1 ^{er} trimestre	1,73	1,87	+ 0,14	1,92	0,54	- 1,38	1,77	2,14	+ 0,37
2 ^e trimestre	1,66	2,61	+ 0,95	3,72	0,57	- 3,15	1,71	2,82	+ 1,11
3 ^e trimestre	2,16	2,37	+ 0,21	2,46	0,67	- 1,79	1,81	2,74	+ 0,93
4 ^e trimestre	2,02	1,32	- 0,70	1,76	0,79	- 0,97	2,10	3,05	+ 0,95
1975 1 ^{er} trimestre	1,39	2,99	+ 1,60	1,08	0,75	- 0,35	1,99	3,25	+ 1,25
2 ^e trimestre	1,64	1,76	+ 0,12	1,51	0,46	- 1,05	1,90	2,70	+ 0,80
3 ^e trimestre	1,81	1,79	- 0,02	1,52	0,36	- 1,16	1,77	2,08	+ 0,31
1974 9 premiers mois	1,83	2,29	+ 0,46	2,72	0,59	- 2,13	1,76	2,57	+ 0,81
10 premiers mois	1,89	2,38	+ 0,49	2,61	0,62	- 1,99	1,79	2,64	+ 0,85
11 premiers mois	1,90	2,43	+ 0,53	2,47	0,63	- 1,84	1,80	2,66	+ 0,86
12 mois	1,88	2,43	+ 0,55	2,48	0,64	- 1,84	1,85	2,69	+ 0,84
1975 1 ^{er} mois	1,73	3,02	+ 1,29	1,02	0,96	- 0,06	2,36	3,07	+ 0,71
2 premiers mois	1,38	3,25	+ 1,87	0,74	0,78	+ 0,04	2,02	3,09	+ 1,07
3 premiers mois	1,39	2,99	+ 1,60	1,08	0,75	- 0,33	1,99	3,25	+ 1,26
4 premiers mois	1,38	2,77	+ 1,39	1,21	0,70	- 0,51	1,99	3,30	+ 1,31
5 premiers mois	1,48	2,66	+ 1,08	1,44	0,67	- 0,77	1,92	3,17	+ 1,25
6 premiers mois	1,51	2,38	+ 0,87	1,30	0,61	- 0,69	1,95	2,98	+ 1,03
7 premiers mois	1,52	2,32	+ 0,80	1,41	0,57	- 0,84	1,91	2,90	+ 0,99
8 premiers mois	1,54	2,18	+ 0,64	1,43	0,54	- 0,89	1,85	2,79	+ 0,94
9 premiers mois	1,61	2,18	+ 0,57	1,37	0,52	- 0,85	1,89	2,68	+ 0,79

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

2 Amérique du Sud, Amérique Centrale et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique 4, I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 12,1	- 4,6	+ 23,9	+ 20,8	+ 29,3	+ 27,4	933,0	921,7	+ 11,3
1.12 Travail à façon	+ 8,0	+ 9,0	+ 9,7	+ 13,9	+ 13,7	+ 17,0	25,8	8,9	+ 16,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,4	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	13,9	—	+ 13,9
1.2 Or non monétaire	- 1,3	- 0,4	...	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	10,6	17,9	- 7,3
1.3 Frets ²	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	52,8	49,1	+ 3,7
1.4 Assur. pour le transport de marchandises ² ...	...	- 0,1	...	- 0,2	- 0,2	- 0,5	1,1	1,6	- 0,5
1.5 Autres frais de transport	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	15,3	15,8	- 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	- 6,2	- 6,9	- 7,2	- 10,2	- 12,4	- 16,6	27,8	45,7	- 17,9
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	150,4	138,3	+ 12,1
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	22,9	9,7	+ 13,2
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,9	+ 4,2	+ 5,0	+ 4,9	11,6	6,5	+ 5,1
1.92 Autres	+ 1,6	+ 0,4	+ 1,8	+ 2,3	+ 0,4	+ 3,5	62,5	62,1	+ 0,4
Total 1 ...	+ 5,0	+ 10,0	+ 43,5	+ 49,3	+ 60,0	+ 57,1	1.327,7	1.277,3	+ 50,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 3,8	+ 5,8	+ 6,6	+ 6,8	+ 8,1	+ 11,5	21,9	15,1	+ 6,8
2.2 Transferts de l'Etat	- 7,4	- 12,1	- 14,4	- 14,8	- 16,9	- 23,6	2,8	24,2	- 21,4
Total 2 ...	- 3,6	- 6,3	- 7,8	- 8,0	- 8,8	- 12,1	24,7	39,3	- 14,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 2,1	- 2,1	- 1,8	- 2,0	- 2,5	- 1,4	—	1,5	- 1,5
3.112 Autres opérations	- 0,8	+ 1,3	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	- 1,5	...	0,9	- 0,9
3.12 Avoirs	- 0,3	- 1,1	- 0,6	- 1,2	- 1,6	- 1,5	0,1	1,6	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 3,4	- 2,1	- 0,7	- 11,0	- 10,7	- 4,4	0,1	4,0	- 3,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,4	+ 1,6	- 2,4	- 0,5	- 1,2	- 1,3	1,5	0,4	+ 1,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	- 0,2	+ 8,0	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	- 1,6	0,5	2,6	- 2,1
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 13,4	- 15,0	- 15,7	- 23,6	- 36,0	- 31,4	—	15,4	- 15,4
4.312 Investissements directs	- 2,6	- 0,7	- 7,8	- 8,8	- 6,5	- 6,7	6,1	20,6	- 14,5
4.313 Immeubles	- 1,2	- 1,3	- 0,9	- 1,2	- 1,5	- 3,6	1,8	5,6	- 3,8
4.314 Autres (chiffres nets)	+ 1,5	+ 3,1	- 2,7	- 1,3	- 1,5	- 6,6	—	12,6	- 12,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 0,5	- 1,1	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	—	2,9	- 2,9
4.322 Investissements directs	+ 12,5	+ 13,8	+ 15,9	+ 21,8	+ 17,7	+ 27,5	44,2	2,4	+ 41,8
4.323 Immeubles	- 0,1	- 0,3	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	3,1	1,0	+ 2,1
4.324 Autres (chiffres nets) .....	...	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	+ 4,0	1,2	—	+ 1,2
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets) .....	...	...	...	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	- 4,4	+ 14,2	- 13,8	- 9,3	- 20,2	- 13,1	58,4	63,5	- 5,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 1,9	+ 2,1	- 1,2	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	3,7	—	+ 3,7
Total 1 à 5 ...	- 4,5	+ 17,9	+ 20,0	+ 20,4	+ 19,8	+ 34,3	1.414,6	1.384,1	+ 30,5
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 0,8	+ 2,8	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	—	—	+ 5,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	+ 2,1	+ 5,9	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	- 13,8	—	—	+ 2,6
6.212 Monnaies étrangères ⁶	+ 8,1	+ 1,8	- 0,7	+ 10,6	+ 1,3	+ 10,9	—	—	+ 13,9
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,3	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	—	—	+ 0,6
6.23 B.N.B. ⁶	- 14,2	+ 5,4	+ 11,4	+ 17,5	+ 26,4	+ 36,4	—	—	+ 7,5
<i>p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes monétaires.

⁶ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1973		1974				1975 p		
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 5,9	+ 5,3	+ 1,3	- 2,6	+ 0,7	+11,9	+10,0	- 4,9	- 8,1
1.12 Travail à façon	+ 4,1	+ 4,8	+ 4,7	+ 3,2	+ 4,6	+ 4,4	+ 4,4	+ 4,2	+ 3,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 3,1	+ 0,6	+ 5,0	+ 0,4	+ 8,6	- 0,1	+ 2,6	+ 6,7	+ 2,2
1.2 Or non monétaire	- 0,4	- 0,7	+ 0,1	- 0,6	- 0,4	- 6,4	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,2
1.3 Frets ²	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,9	+ 1,3	+ 1,1	+ 1,7	+ 1,6	+ 1,9
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,1	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,1
1.5 Autres frais de transport .....	...	...	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	+ 0,6	+ 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger	- 8,0	- 1,5	- 2,9	- 5,0	- 7,9	- 2,1	- 3,7	- 5,0	- 9,6
1.7 Revenus d'investissements	+ 2,3	+ 2,2	+ 4,0	- 0,7	+ 3,9	+ 4,9	+ 4,3	+ 0,8	+ 6,1
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 2,2	+ 1,4	+ 2,9	+ 3,0	+ 3,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 5,1	+ 6,8
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,7	+ 1,6
1.92 Autres	+ 0,6	+ 1,0	- 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	+ 0,8	+ 0,9	- 0,4
Total 1 ...	+11,3	+14,2	+16,4	- 0,6	+15,9	+18,7	+26,3	+11,8	+ 4,8
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 2,6	+ 2,6	+ 3,2	+ 1,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3	+ 0,1	+ 2,3
2.2 Transferts de l'Etat	- 5,9	- 4,2	- 5,6	- 5,3	- 4,7	- 5,8	- 5,8	- 7,0	- 6,6
Total 2 ...	- 3,3	- 1,6	- 2,4	- 4,0	- 3,4	- 4,8	- 4,5	- 6,9	- 4,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,2	- 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,2
3.112 Autres opérations .....	...	...	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	- 0,4	- 0,6	+ 0,9	- 0,3
3.12 Avoirs	- 0,4	- 1,1	- 0,4	...	- 0,4	- 0,7	...	- 1,3	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,6	- 1,3	- 1,5	- 0,4	- 0,7	- 1,3	- 1,1	- 0,9	- 0,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation ..	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,2	...	+ 0,2	- 0,2	- 0,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	+ 0,4	- 0,3	- 0,9	- 0,5	- 0,5	- 0,2	+ 1,0	- 1,7	- 0,9
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 5,1	- 6,3	- 4,2	- 3,7	- 0,2	- 7,3	- 8,2	-11,1	- 4,7
4.312 Investissements directs	- 3,8	- 1,0	- 0,9	- 2,0	- 4,4	- 7,2	- 2,0	- 2,9	...
4.313 Immeubles	- 0,7	- 1,7	- 0,8	- 1,2	- 1,1	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,5
4.314 Autres	- 0,8	- 0,6	- 2,5	- 3,4	- 4,5	- 2,2	- 1,7	+ 0,1	- 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 0,1	+ 0,8	- 0,2	- 1,6	- 1,0	- 0,1	+ 0,9	- 0,1	+ 0,6
4.322 Investissements directs ..	+ 4,8	+ 8,6	+ 9,4	+11,8	+10,4	+10,2	+ 7,0	+ 6,8	+ 6,2
4.323 Immeubles	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,3
4.324 Autres	+ 0,7	+ 1,5	+ 1,1	+ 2,1	+ 1,3	- 3,3	+ 2,2	+ 0,2	+ 0,2
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	- 3,8	+ 1,6	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,7	- 9,9	- 1,0	- 9,5	+ 0,5
5. Erreurs et omissions	+ 6,9	+ 5,0	- 3,9	+ 8,4	+10,4	-11,2	+ 1,0	+ 5,1	- 3,4
Total 1 à 5 ...	+10,5	+17,9	+10,1	+ 6,0	+22,9	- 8,5	+20,7	- 0,4	- 3,0
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 1,3	- 2,4	+ 3,1	- 0,3	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 1,0	...
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. ...	- 8,8	+ 1,5	+ 2,9	+ 2,8	+ 3,2	- 6,3	+ 4,1	+ 0,8	- 4,4
6.212 Monnaies étrangères ⁵	+ 9,5	+17,3	+20,7	+ 4,8	+ 2,0	-13,6	+ 2,6	- 1,5	+ 1,4
6.22 Organismes monétaires divers	+ 2,4	- 2,4	...	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,1	- 1,4	+ 1,7
6.23 B.N.B. ⁵	+ 6,1	+ 3,9	-16,6	- 1,3	+16,3	+ 9,1	+10,1	+ 0,7	- 1,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1975			1975			1974	1975 p
	2 ^e trimestre p			3 ^e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde		
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	218,5	223,4	- 4,9	200,5	208,6	- 8,1	- 0,6 ⁶	- 3,0 ⁷
1.12 Travail à façon	6,9	2,7	+ 4,2	5,5	2,4	+ 3,1	+12,5	+11,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	6,7	—	+ 6,7	2,2	—	+ 2,2	+14,0	+11,5
1.2 Or non monétaire	4,0	3,6	+ 0,4	3,6	2,4	+ 1,2	- 0,9	+ 1,8
1.3 Frets ²	12,3	10,7	+ 1,6	11,3	9,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 5,2
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,3	0,6	- 0,3	0,3	0,4	- 0,1	- 0,2	- 0,5
1.5 Autres frais de transport	4,7	4,1	+ 0,6	4,6	4,5	+ 0,1	- 0,7	+ 0,6
1.6 Déplacements à l'étranger	8,0	13,0	- 5,0	9,1	18,7	- 9,6	-15,8	-18,3
1.7 Revenus d'investissements	37,1	36,3	+ 0,8	35,1	29,0	+ 6,1	+ 7,2	+11,2
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	7,4	2,3	+ 5,1	9,3	2,5	+ 6,8	+ 9,4	+16,7
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	3,7	2,0	+ 1,7	3,7	2,1	+ 1,6	+ 3,8	+ 4,7
1.92 Autres	19,0	18,1	+ 0,9	18,7	19,1	- 0,4	+ 0,4	+ 1,3
Total 1 ...	328,6	316,8	+11,8	303,9	299,1	+ 4,8	+31,7	+42,9
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	5,0	4,9	+ 0,1	6,6	4,3	+ 2,3	+ 5,8	+ 3,7
2.2 Transferts de l'Etat	0,9	7,9	- 7,0	0,8	7,4	- 6,6	-15,6	-19,4
Total 2 ...	5,9	12,8	- 6,9	7,4	11,7	- 4,3	- 9,8	-15,7
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,5	- 0,5	—	0,2	- 0,2	- 1,3	- 1,2
3.112 Autres opérations	1,1	0,2	+ 0,9	0,2	0,5	- 0,3	- 0,5	...
3.12 Avoirs .....	...	1,3	- 1,3	...	0,1	- 0,1	- 0,8	- 1,4
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	1,1	2,0	- 0,9	0,2	0,8	- 0,6	- 2,6	- 2,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,2	- 0,2	...	0,1	- 0,1	+ 1,1	- 0,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	...	1,7	- 1,7	0,1	1,0	- 0,9	- 1,9	- 1,6
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	11,1	-11,1	—	4,7	- 4,7	- 8,1	-24,0
4.312 Investissements directs	0,9	3,8	- 2,9	1,7	1,7	...	- 7,3	- 4,9
4.313 Immeubles	0,4	1,3	- 0,9	0,5	1,0	- 0,5	- 3,1	- 2,1
4.314 Autres (chiffres nets)	0,1	—	+ 0,1	—	0,6	- 0,6	-10,4	- 2,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	0,1	- 0,1	0,6	—	+ 0,6	- 2,8	+ 1,4
4.322 Investissements directs	7,6	0,8	+ 6,8	7,5	1,3	+ 6,2	+31,6	+20,0
4.323 Immeubles	0,5	0,2	+ 0,3	0,5	0,2	+ 0,3	+ 1,2	+ 0,9
4.324 Autres (chiffres nets)	0,2	—	+ 0,2	0,2	—	+ 0,2	+ 4,5	+ 2,6
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	9,7	19,2	- 9,5	11,1	10,6	+ 0,5	+ 4,8	-10,0
5. Erreurs et omissions (nettes)	5,1	—	+ 5,1	—	3,4	- 3,4	+14,9	+ 2,7
Total 1 à 5 ...	350,4	350,8	- 0,4	322,6	325,6	- 3,0	+39,0	+17,3
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 1,0	—	—	...	+ 4,0	+ 3,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises								
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	+ 0,8	—	—	- 4,4	+ 8,9	+ 0,5
6.212 Monnaies étrangères ⁵	—	—	- 1,5	—	—	+ 1,4	+27,5	+ 2,5
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	- 1,4	—	—	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,4
6.23 B.N.B. ⁶	—	—	+ 0,7	—	—	- 1,7	- 1,6	+ 9,1
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autre que les organismes monétaires.

⁵ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁶ Exportations = 683,1; importations = 683,7.

⁷ Exportations = 646,8; importations = 649,8.

IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES DES RESIDENTS AVEC LES ORGANISMES MONETAIRES BELGES ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME *

(milliards de francs)

	1971	1972	1973	1974	1974		1975 p		
					3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+49,3	+60,0	+ 57,1	+50,4	+15,9	+18,7	+26,3	+11,8	+ 4,8
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 8,0	- 8,8	- 12,1	-14,6	- 3,4	- 4,8	- 4,5	- 6,9	- 4,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	-11,0	-10,7	- 4,4	- 3,9	- 0,7	- 1,3	- 1,1	- 0,9	- 0,6
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	-18,1	- 6,4	- 0,3	+ 0,1	...	...	...	- 1,0	+ 0,4
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+18,3	+ 8,1	...	...	...	...	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	- 9,3	-20,2	- 13,1	- 5,1	+ 0,7	- 9,9	- 1,0	- 9,5	+ 0,5
4.2 Mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères .....	...	- 2,7	- 10,8	-21,7	- 2,9	+ 0,3	- 5,2	-30,5	-15,5
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	-15,4	-14,9	- 53,2	-13,9	+18,4	+ 3,3	- 4,8	+15,6	-10,7
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 9,1	+ 6,2	+ 11,8	+14,1	+ 3,3	+ 6,2	+ 3,3	+34,5	+ 9,4
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+12,9	+23,5	+ 46,7	+12,5	-11,0	- 3,0	- 2,6	-16,1	+ 9,5
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 3,9	- 7,6	- 5,7	-10,7	+ 2,8	- 6,4	- 0,4	+ 2,5	- 1,0
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 7,7	+ 4,8	+ 18,3	+ 6,5	- 2,2	+10,6	- 0,2	+ 1,0	+ 3,2
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	+ 5,7	- 8,2	- 0,3	-10,0	- 8,8	- 5,4	+ 8,7	+ 0,7	+ 7,3
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ³	- 0,3	+ 1,4	- 9,1	- 7,9	+ 0,7	+ 3,6	- 2,6	+ 1,7	+ 3,3
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 3,2	- 0,4	+ 5,4	+12,4	+ 1,6	+ 5,1	- 1,0	- 0,1	- 6,1
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	+10,4	-11,2	+ 1,0	+ 5,1	- 3,4
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	- 1,5	...	- 2,7	+ 1,5	- 3,1	+ 3,5	+ 1,9	- 3,2	+ 1,0
Total 1 à 7 ...	+31,7	+23,6	+ 34,4	+13,4	+21,7	+ 9,3	+17,8	+ 4,7	- 2,2
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	+ 3,7	- 1,8	- 1,6	...	...	...	...	...	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	+17,0	- 1,7	+ 3,9	- 1,3	+ 3,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,5	+ 3,2
8.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	-	-	+ 3,5	- 3,5	+ 3,3	- 3,7	+ 7,2	- 3,6	- 3,6
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	- 4,4	+17,4	+ 30,8	+17,7	+15,6	+12,7	+ 9,2	+ 6,5	- 0,6
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 2,8	+14,0	- 8,3	+15,3	+ 4,1	...	- 0,2	+ 0,7	...
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs au comptant ⁶	- 2,7	+ 1,8	- 0,6	- 0,5	- 1,0	- 0,2	+ 0,6	+ 0,2	- 1,2
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	+15,3	- 6,1	+ 6,7	-14,3	- 3,9	...	+ 0,5	- 0,6	...

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹ Autres que les organismes monétaires.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, n° 1, janvier 1965 ; Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » ; XLIIIe année, vol. II, n° 3, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allotiations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

« Statistiques » : Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIIIe année, vol. I, n° 1, : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » : Le année, vol. II, n° 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1974 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar E.-U.	1 fr. français	1 livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 mark allemand	100 lire ital.	1 cour. suéd.	1 cour. norv.	1 cour. dan.	1 dollar canadien	100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 mark finlandais	1 zaïre	100 yens
1967	49,69	10,10	{ 138,65 ¹ 119,68 ²	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	{ 7,17 ¹ 6,65 ²	46,06	172,87	192,30	{ 82,89 ¹ 71,35 ²	—	—	—
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,34	174,41	193,19	71,65	—	—	—
1969	50,13	{ 10,12 ³ 8,98 ⁴	119,85	13,84	11,63	{ 12,56 ⁵ 13,47 ⁶	7,99	9,70	7,02	6,67	46,56	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁷	—	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,60	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ⁸	—
1971 ¹⁰	49,65	9,00	120,00	{ 13,80 ⁹ 13,99 ¹¹	{ 11,54 ⁹ 12,15 ¹¹	{ 13,66 ⁹ 14,21 ¹¹	7,97	9,62	6,97	6,63	49,04	174,50	{ 191,99 ⁹ 199,07 ¹¹	71,38	11,89	100,01	—
1971 ¹²	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,61	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79	—
1971 ¹³	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,20	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22	—
1972	44,01	8,73	{ 114,62 ¹⁴ 105,88 ¹⁵	13,71	11,53	13,80	7,55	9,26	6,68	6,34	44,44	163,58	190,51	68,51	10,63	88,03	—
1973 ¹⁷	44,05	8,70	104,06	13,74	11,92	13,83	7,54	9,31	6,69	6,42	44,08	164,90	191,25	69,41	10,57	88,10	—
1973 ¹⁶	40,35	8,76	99,30	13,81	12,29	13,85	7,09	9,00	6,71	6,43	40,63	159,90	192,10	68,44	10,33	80,69	—
1973 ²²	38,05	8,76	93,72	{ 13,75 ²³ 14,48 ²⁴	12,37	{ 14,23 ²⁵ 15,17 ²⁵	6,53	8,87	{ 6,74 ²⁷ 7,11 ²¹	6,46	38,03	160,66	{ 194,99 ²⁸ 205,99 ²⁹	66,36	10,15	76,10	—
1974	38,95	{ 8,68 ³⁰ 8,07 ³²	91,09	14,50	13,10	15,06	5,99	8,78	7,05	6,40	39,84	154,72	208,83	67,62	10,34	77,91	13,3
1973 3 ^e trim.	36,46	8,71	90,38	{ 13,87 ³¹ 14,40 ³¹	12,43	15,24	6,37	8,83	6,71	6,46	36,35	160,22	206,77	63,96	9,95	72,92	—
4 ^e trim.	38,45	8,75	91,56	14,49	12,30	15,12	6,55	8,56	{ 6,70 ²⁰ 7,11 ²¹	6,49	38,48	159,23	205,18	67,57	10,25	76,91	—
1974 1 ^{er} trim.	41,26	{ 8,68 ³⁰ 8,29 ³¹	94,07	14,54	12,88	15,20	6,40	8,82	7,12	6,41	42,10	159,41	206,55	70,43	10,56	82,52	14,2
2 ^e trim.	38,16	7,83	91,51	14,47	12,83	15,26	5,98	8,79	7,05	6,40	39,54	155,92	209,30	66,21	10,33	76,32	13,6
3 ^e trim.	38,67	8,09	90,92	14,48	12,97	14,82	5,92	8,75	7,06	6,39	39,45	152,56	209,13	67,54	10,32	77,34	13,0
4 ^e trim.	37,73	8,12	87,94	14,50	13,72	14,97	5,69	8,78	6,97	6,40	38,28	151,19	210,31	66,29	10,14	75,47	12,0
1975 1 ^{er} trim.	34,89	8,14	83,42	14,46	14,00	14,93	5,47	8,77	6,96	6,31	34,97	144,39	210,63	62,30	9,92	69,78	11,9
2 ^e trim.	35,00	8,57	81,39	14,51	13,90	14,87	5,57	8,89	7,08	6,40	34,29	144,46	210,12	62,56	9,87	70,00	11,9
3 ^e trim.	38,09	8,75	81,05	14,52	14,29	14,93	5,73	8,88	7,04	6,45	36,97	145,61	211,83	65,44	10,12	76,18	12,7
1974 Nov.	37,68	8,07	87,74	14,50	13,74	15,03	5,66	8,75	6,94	6,42	38,18	151,24	210,36	66,10	10,11	75,36	12,5
Déc.	36,86	8,15	85,90	14,49	14,15	15,02	5,60	8,81	6,95	6,39	37,33	150,05	211,67	65,42	10,14	73,73	12,2
1975 Janv.	35,45	8,12	83,78	14,44	14,05	14,99	5,50	8,78	6,95	6,32	35,66	145,55	211,52	63,16	10,00	70,89	11,8
Févr.	34,80	8,13	83,32	14,45	14,06	14,94	5,46	8,75	6,95	6,30	34,78	143,94	210,94	62,01	9,95	69,60	11,9
Mars	34,34	8,18	83,10	14,49	13,88	14,83	5,45	8,77	7,00	6,33	34,36	143,41 ³³	209,26	61,62	9,81	68,68	11,9
Avril	35,15	8,38	83,32	14,51	13,75	14,80	5,55	8,85	7,05	6,37	34,82	144,24	208,98	62,50	9,86	70,30	12,0
Mai	34,89	8,63	81,01	14,53	13,95	14,87	5,57	8,89	7,07	6,41	33,94	143,87	210,12	62,52	9,84	69,79	12,0
Juin	34,94	8,73	79,71	14,51	14,02	14,94	5,59	8,93	7,13	6,43	34,06	145,23	211,30	62,68	9,90	69,88	11,9
Juill.	36,80	8,72	80,39	14,44	14,11	14,93	5,67	8,94	7,10	6,45	35,72	145,59	211,95	64,28	10,05	73,60	12,4
Août	38,28	8,75	80,96	14,49	14,27	14,86	5,73	8,87	7,01	6,43	37,00	145,19	211,02	65,67	10,12	76,56	12,8
Sept.	39,21	8,77	81,78	14,61	14,48	14,99	5,79	8,83	7,00	6,46	38,21	146,00	212,44	66,39	10,17	78,42	13,0
Oct.	38,94	8,84	80,11	14,66	14,63	15,09	5,74	8,87	7,05	6,47	38,02	146,47	213,22	65,83	10,07	77,89	12,9
Nov.	39,03	8,86	79,98	14,69	14,71	15,08	5,75	8,90	7,07	6,47	38,50	146,53	213,12	65,88	10,11	78,06	12,9

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

² Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

³ Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.

⁴ Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

⁵ Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. Les cotations ont été suspendues du 25 septembre au 24 octobre.

⁶ Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

⁷ Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.

⁸ Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.

⁹ Moyenne du 1^{er} janvier au 4 mai 1971.

¹⁰ Moyenne du 1^{er} janvier au 18 août 1971.

¹¹ Moyenne du 11 mai au 18 août 1971.

¹² Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971.

¹³ Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.

¹⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 22 juin 1972.

¹⁵ Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972.

¹⁶ Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 18 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 jusqu'au 28 février

pour les moyennes mensuelles et jusqu'au 1^{er} mars pour les moyennes trimestrielles.

¹⁷ Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

¹⁸ Moyenne du 17 au 30 septembre 1973.

¹⁹ Moyenne du 1^{er} juillet au 14 septembre 1973.

²⁰ Moyenne du 1^{er} octobre au 14 novembre 1973.

²¹ Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.

²² Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

²³ Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.

²⁴ Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.

²⁵ Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.

²⁶ Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.

²⁷ Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.

²⁸ Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.

²⁹ Moyenne du 1^{er} juillet au 31 décembre 1973.

³⁰ Moyenne du 1^{er} au 18 janvier 1974.

³¹ Moyenne du 22 janvier au 31 mars 1974.

³² Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974.

³³ La cotation a été suspendue du 14 au 17 mars 1975.

X - 3. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 30 novembre 1975

	100 francs belges		1 franc français		1 florin Pays-Bas		1 mark allemand		1 couronne danoise		1 couronne suédoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	8,5655	8,96	14,2865	14,7220	14,7755	15,4560	6,2775	6,5665	8,6485	9,0465	6,9235	7,2425
Banque de France (en francs français)	11,1610	11,6745	—	—	1,61865	1,6931	1,68665	1,76425	0,7166	0,7496	0,9872	1,03265	0,7527	0,78735
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7925	6,9995	0,590625	0,6178	—	—	1,01885	1,0657	0,432875	0,4528	0,59635	0,6238	0,4774	0,499375
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,470	6,768	0,5668	0,5929	0,93835	0,98150	—	—	0,4154	0,43455	0,57230	0,59865	0,45815	0,47925
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	15,229	15,93	1,33405	1,3955	2,2085	2,31015	2,30132	2,40723	—	—	1,3470	1,40895	1,07835	1,12795
Sveriges Riksbank (en couron- nes suédoises)	11,9540	11,5625	0,9684	1,01295	1,6031	1,6769	1,67045	1,74735	0,70975	0,7424	—	—	0,78275	0,81876
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	13,8075	14,4435	1,2701	1,32855	2,0025	2,09468	2,08665	2,18269	0,886548	0,927351	1,22135	1,27756	—	—

X - 4. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.A. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 8 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du marché au comptant 1)		
1967	49,69	50,09	50,05	+ 0,01	—
1968	49,93	50,74	50,66	- 1,33	—
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84 ²
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ⁶	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ⁷	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁸	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1973 3 ^e trimestre	36,46	36,83	36,82	- 3,92	- 3,36
4 ^e trimestre	38,45	38,66	38,44	- 2,49	- 1,96
1974 1 ^{er} trimestre	41,26	41,66	41,78	+ 3,41	+ 2,36
2 ^e trimestre	38,16	39,76	39,91	+ 5,64	+ 0,82
3 ^e trimestre	38,67	39,66	39,71	+ 0,96	- 0,42
4 ^e trimestre	37,73	37,98	38,05	+ 1,76	+ 1,21
1975 1 ^{er} trimestre	34,89	35,25	35,42	+ 2,82	+ 1,94
2 ^e trimestre	35,00	36,13	36,25	+ 1,08	+ 0,51
3 ^e trimestre	38,09	39,57	39,65	- 0,27	- 1,16
1974 Novembre	37,68	37,88	37,98	+ 2,13	+ 1,43
Décembre	36,86	37,37	37,42	+ 2,22	+ 1,39
1975 Janvier	35,45	35,77	35,94	+ 2,63	+ 2,07
Février	34,80	35,22	35,43	+ 3,37	+ 2,45
Mars	34,34	34,76	34,89	+ 2,47	+ 1,29
Avril	35,15	36,08	36,19	+ 1,49	+ 0,59
Mai	34,89	36,03	36,18	+ 1,17	+ 0,71
Juin	34,94	36,26	36,38	+ 0,58	+ 0,22
Juillet	36,80	38,61	38,75	+ 0,72	- 0,70
Août	38,28	39,57	39,66	- 0,13	- 1,14
Septembre	39,21	40,53	40,55	- 1,40	- 1,63
Octobre	38,94	40,13	40,20	- 1,01	- 1,04
November	39,03	40,12	40,19	- 0,62	- 0,40

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

4 Moyenne du 29 août au 17 décembre 1971.

5 Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

6 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1978.

7 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1978. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

8 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1978.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹
1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE
RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (8) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	36,3	- 36,1	- 38,2
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	42,3	- 41,7	- 46,8
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	44,2	- 43,9	- 49,0
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973	409,7	431,9	- 22,2	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4
1974 1 ^{er} mois	42,5	51,9	- 9,4	0,1	6,0	- 5,9	- 15,3
2 premiers mois	69,0	94,7	- 25,7	0,1	13,4	- 13,3	- 39,0
3 premiers mois	103,5	140,8	- 37,3	0,2	21,2	- 21,0	- 58,3
4 premiers mois	140,1	191,9	- 51,8	0,2	27,0	- 26,8	- 78,6
5 premiers mois	178,3	233,1	- 54,8	0,2	32,2	- 32,0	- 86,8
6 premiers mois	210,1	271,7	- 61,6	0,3	38,5	- 38,2	- 99,8
7 premiers mois	300,8	314,7	- 13,9	0,3	45,3	- 45,0	- 58,9
8 premiers mois	335,4	349,6	- 14,2	0,4	51,6	- 51,2	- 65,4
9 premiers mois	359,5	392,5	- 33,0	0,4	57,0	- 56,6	- 89,6
10 premiers mois	409,8	433,2	- 23,4	0,4	65,6	- 65,2	- 88,6
11 premiers mois	450,3	466,4	- 16,1	0,4	70,6	- 70,2	- 86,3
12 mois	488,8	508,7	- 19,9	0,7	77,9	- 77,2	- 97,1

Nouvelle série

Périodes	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire total (7) = (8) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1974 1 ^{er} mois	42,1	48,8	- 6,7	0,4	4,5	- 4,1	- 10,8
2 premiers mois	68,2	91,6	- 23,4	0,9	9,7	- 8,8	- 32,2
3 premiers mois	102,4	136,6	- 34,2	1,2	15,4	- 14,2	- 48,4
4 premiers mois	138,7	185,4	- 46,7	1,6	19,9	- 18,3	- 65,0
5 premiers mois	176,4	223,7	- 47,3	2,1	24,2	- 22,1	- 69,4
6 premiers mois	207,8	261,1	- 53,3	2,6	29,2	- 26,6	- 79,9
7 premiers mois	298,1	301,9	- 3,8	3,0	35,9	- 32,9	- 36,7
8 premiers mois	332,3	336,5	- 4,2	3,5	39,7	- 36,2	- 40,4
9 premiers mois	355,9	376,6	- 20,7	4,0	44,3	- 40,3	- 61,0
10 premiers mois	405,7	413,3	- 7,6	4,5	52,6	- 48,1	- 55,7
1975 1 ^{er} mois	49,0	54,4	- 5,4	0,8	8,5	- 7,7	- 13,1
2 premiers mois	91,4	112,5	- 21,1	1,3	13,7	- 12,4	- 33,5
3 premiers mois	117,3	167,9	- 50,6	1,7	18,2	- 16,5	- 67,1
4 premiers mois	176,2	229,9	- 53,7	2,4	26,3	- 23,9	- 77,6
5 premiers mois	210,5	273,8	- 63,3	2,9	30,6	- 27,7	- 91,0
6 premiers mois	254,4	325,8	- 71,4	3,5	38,8	- 35,3	-106,7
7 premiers mois	323,2	380,4	- 57,2	4,2	46,0	- 41,8	- 99,0
8 premiers mois	361,3	415,9	- 54,6	4,8	51,1	- 46,3	-100,9
9 premiers mois	399,3	464,9	- 65,6	5,4	57,4	- 52,0	-117,6
10 premiers mois	471,3	516,6	- 45,3	6,1	66,9	- 60,8	-106,1

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Depuis le début de 1973, les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures à 1973 ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissements de la dette 2	Résultat de caisse	Placements spéciaux 3	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	Financement						
							Produit net d'emprunts consolidés 4	Variations de la dette flottante 5					Total (13) = (8) à (12)
								Prélèvement sur la marge auprès de la Banque Nationale	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers 6	
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)		
1974 1 ^{er} mois	- 10,8	- 8,1	- 4,5	- 23,4	...	- 23,4	+	9,5	+ 4,2	+ 9,7	...	...	+ 23,4
2 premiers mois	- 32,2	- 11,3	- 6,8	- 50,3	...	- 50,3	+ 28,4	+ 13,2	- 1,1	+ 9,8	...	...	+ 21,9
3 premiers mois	- 48,4	- 3,3	- 10,0	- 61,7	...	- 61,7	+ 28,2	+ 12,8	+ 22,3	- 1,6	...	...	+ 33,5
4 premiers mois	- 65,0	- 4,1	- 13,6	- 82,7	...	- 82,7	+ 27,4	+ 13,4	+ 30,9	+ 10,7	...	+ 0,3	+ 55,3
5 premiers mois	- 69,4	- 7,5	- 17,4	- 94,3	...	- 94,3	+ 27,7	+ 15,4	+ 48,1	+ 2,9	...	+ 0,2	+ 66,6
6 premiers mois	- 79,9	+ 1,6	- 19,9	- 98,2	...	- 98,2	+ 62,4	+ 15,4	+ 17,2	+ 3,2	...	...	+ 35,8
7 premiers mois	- 36,7	- 0,7	- 22,2	- 59,6	...	- 59,6	+ 60,7	- 0,5	- 8,7	+ 4,0	...	+ 4,1	- 1,1
8 premiers mois	- 40,4	+ 2,5	- 25,0	- 62,9	...	- 62,9	+ 60,7	+ 0,6	- 0,2	- 4,1	...	+ 5,9	+ 2,2
9 premiers mois	- 61,0	+ 4,4	- 28,6	- 85,2	...	- 85,2	+ 87,9	- 0,5	- 7,5	- 0,7	...	+ 6,0	- 2,7
10 premiers mois	- 55,7	+ 4,3	- 32,9	- 84,3	- 2,6	- 86,9	+ 87,2	- 0,5	- 3,1	+ 2,2	...	+ 1,1	- 0,3
1975 1 ^{er} mois	- 13,1	+ 0,5	- 3,3	- 15,9	- 20,1	- 36,0	+ 41,0	- 5,1	- 1,3	+ 10,5	...	- 9,1	- 5,0
2 premiers mois	- 33,5	- 1,3	- 5,9	- 40,7	- 9,4	- 50,1	+ 37,8	- 5,1	+ 25,6	+ 0,9	...	- 9,1	+ 12,3
3 premiers mois	- 67,1	+ 3,0	- 8,3	- 72,5	...	- 72,5	+ 37,3	- 2,7	+ 37,5	+ 0,4	...	...	+ 35,2
4 premiers mois	- 77,6	- 1,0	- 11,1	- 89,7	- 13,0	- 102,7	+ 68,4	- 5,1	+ 33,7	+ 14,8	...	- 9,1	+ 34,3
5 premiers mois	- 91,0	+ 0,6	- 13,4	- 103,8	...	- 103,8	+ 67,0	- 1,5	+ 35,8	+ 5,4	...	- 3,0	+ 36,8
6 premiers mois	- 106,7	+ 7,9	- 16,3	- 115,1	...	- 115,1	+ 56,2	+ 15,4	+ 40,2	+ 5,4	...	- 2,1	+ 58,9
7 premiers mois	- 99,0	+ 3,9	- 19,1	- 114,2	...	- 114,2	+ 82,8	...	+ 27,3	+ 6,2	...	- 2,1	+ 31,4
8 premiers mois	- 100,9	+ 3,0	- 21,5	- 119,4	- 0,1	- 119,5	+ 82,8	- 5,1	+ 41,0	+ 3,5	...	- 2,7	+ 36,7
9 premiers mois	- 117,6	+ 5,9	- 25,1	- 136,8	...	- 136,8	+ 83,2	+ 6,3	+ 46,9	+ 2,9	...	- 2,5	+ 53,6
10 premiers mois	- 106,1	+ 3,5	- 29,0	- 131,6	- 7,1	- 138,7	+ 122,7	- 5,1	+ 23,7	+ 5,9	...	- 8,5	+ 16,0

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1 nouvelle série.

2 Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

3 Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

4 Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

5 Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.L., qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

6 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Routes.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3 (3) = (1) + (2)	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 4 (5) = (3) + (4)	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total (9) = (6) à (8)	
						de l'encours des emprunts consolidés (6)	des engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme 6 (8)		
1967	- 38,2	- 0,3	- 38,5	+ 15,5	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968	- 46,8	- 2,8	- 49,6	+ 15,5	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969	- 49,0	- 1,0	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7
1972	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9
1973	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0
1974	- 97,1	- 1,5	- 98,6	+ 39,3	- 59,3	+ 50,9	+ 3,8	+ 7,1	+ 61,8	- 2,5

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie (colonne (2) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » ; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

4 Cf. tableau XVI-8b.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

Nouvelle série

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4 (3) = (1) + (2)	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total (7) = (4) à (6)	
				de l'encours des emprunts consolidés (4)	des engagements à moyen terme (5)	des engagements à court terme 6 (6)		
1974 1 ^{er} mois	- 10,8	- 8,3	- 19,1	- 4,1	- 0,4	+ 24,2	+ 19,7	- 0,6
2 premiers mois	- 32,2	- 11,7	- 43,9	+ 22,4	- 1,6	+ 23,9	+ 44,7	- 0,8
3 premiers mois	- 48,4	- 4,6	- 53,0	+ 20,1	- 1,9	+ 35,7	+ 53,9	- 0,9
4 premiers mois	- 65,0	- 4,3	- 69,3	+ 14,8	- 2,0	+ 57,7	+ 70,5	- 1,2
5 premiers mois	- 69,4	- 8,7	- 78,1	+ 12,1	- 2,1	+ 69,5	+ 79,5	- 1,4
6 premiers mois	- 79,9	- 0,6	- 80,5	+ 45,6	- 2,1	+ 38,4	+ 81,9	- 1,4
7 premiers mois	- 36,7	- 3,3	- 40,0	+ 42,1	+ 3,9	- 4,3	+ 41,7	- 1,7
8 premiers mois	- 40,4	+ 0,1	- 40,3	+ 39,4	+ 3,9	- 1,3	+ 42,0	- 1,7
9 premiers mois	- 61,0	+ 1,2	- 59,8	+ 63,6	+ 3,8	- 5,9	+ 61,5	- 1,7
10 premiers mois			- 55,1	+ 59,2	+ 3,8	- 5,9	+ 57,1	- 2,0
1975 1 ^{er} mois	- 13,1	- 0,5	- 13,6	+ 39,0	...	- 24,3	+ 14,7	- 1,1
2 premiers mois	- 33,5	- 2,2	- 35,7	+ 33,3	...	+ 3,1	+ 36,4	- 0,7
3 premiers mois	- 67,1	+ 2,0	- 65,1	+ 30,5	...	+ 35,4	+ 65,9	- 0,8
4 premiers mois	- 77,6	- 2,8	- 80,4	+ 59,8	...	+ 21,3	+ 81,1	- 0,7
5 premiers mois	- 91,0	- 1,7	- 92,7	+ 56,6	- 0,2	+ 37,7	+ 94,1	- 1,4
6 premiers mois	- 106,7	+ 5,6	- 101,1	+ 43,1	- 0,3	+ 60,0	+ 102,8	- 1,7
7 premiers mois	- 99,0	+ 0,4	- 98,6	+ 68,2	- 1,5	+ 33,7	+ 100,4	- 1,8
8 premiers mois	- 100,9	- 0,4	- 101,3	+ 65,9	- 1,9	+ 38,9	+ 102,9	- 1,6
9 premiers mois	- 117,6	+ 2,8	- 114,8	+ 62,4	- 2,1	+ 56,2	+ 116,5	- 1,7
10 premiers mois			- 107,5	+ 99,9	+ 3,8	+ 5,0	+ 108,7	- 1,2

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Voir note 2 de la série précédente.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre

part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

4 Cf. tableau XVI-8b.

5 Voir note 5 de la série précédente.

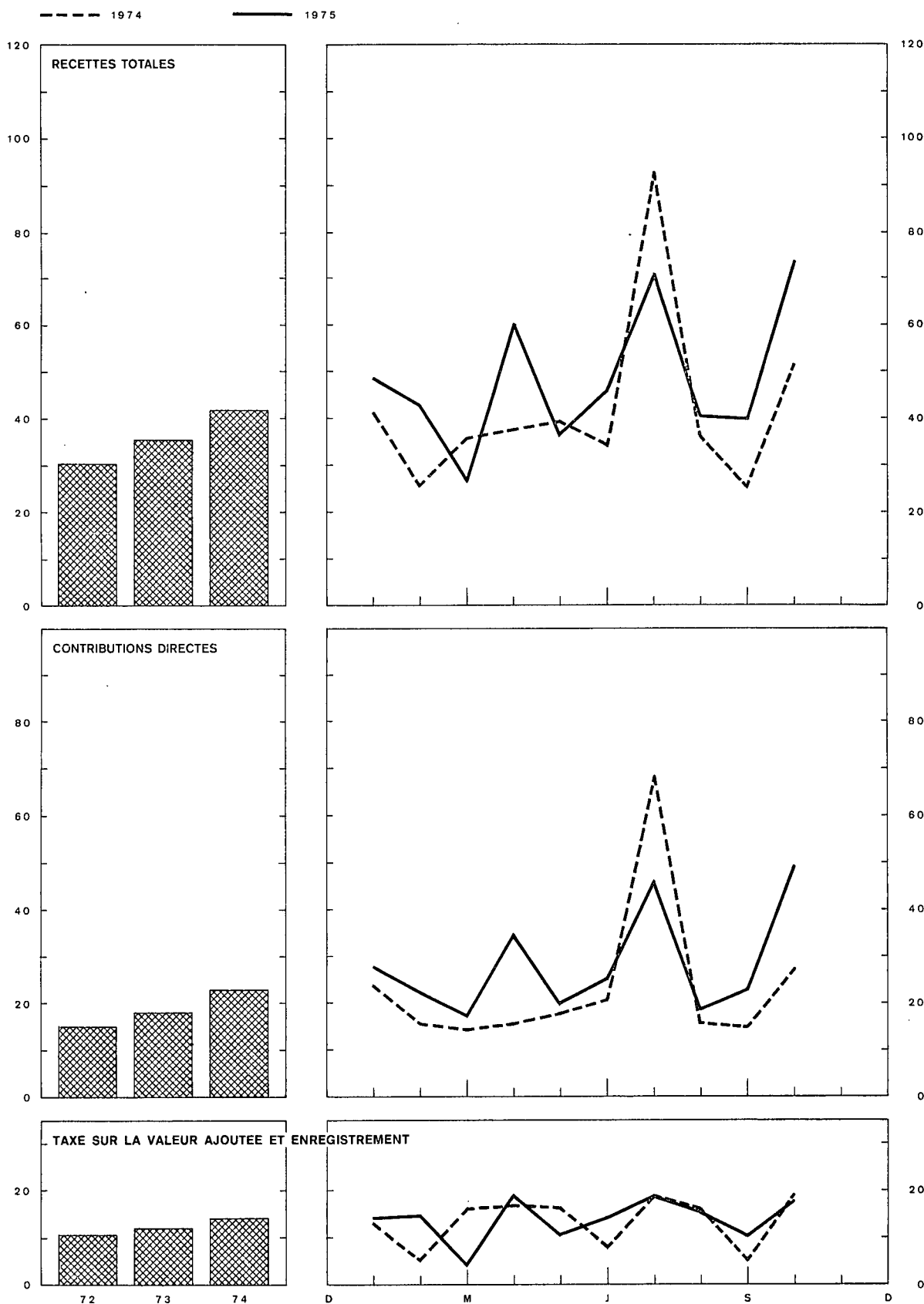
6 Voir note 6 de la série précédente.

7 Voir note 7 de la série précédente.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



XI - 4. - RECETTES FISCALES (par année civile) ¹
(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes totales ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales
	Contributions directes ²	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	dont versements anticipés		
1972	178,8	49,4	130,5	358,7	n.d.	5,1	363,8
1973	219,3	54,1	146,6	420,0	55,3	5,1	425,1
1974	275,3	52,5	168,3	496,1	62,1	5,1	501,2
1973 3 ^e trimestre	80,5	12,5	35,8	128,8	43,1	1,3	130,1
4 ^e trimestre	52,1	15,2	43,1	110,4	5,1	1,3	111,7
1974 1 ^{er} trimestre	54,2	12,7	35,6	102,5	4,5	1,0	103,5
2 ^e trimestre	55,0	12,8	42,4	110,2	3,3	1,3	111,5
3 ^e trimestre	99,4	12,7	41,5	153,6	48,9	1,3	154,9
4 ^e trimestre	66,7	14,3	48,8	129,8	5,4	1,5	131,3
1975 1 ^{er} trimestre	68,3	15,3	33,8	117,4	4,6	1,6	119,0
2 ^e trimestre	81,2	15,9	44,9	142,0	18,1	1,5	143,5
3 ^e trimestre	88,7	15,0	46,0	149,7	21,3	1,7	151,4
1974 Octobre	27,4	4,3	19,1	50,8	5,3	0,5	51,3
1975 Octobre	49,7	5,4	18,0	73,1	19,7	0,6	73,7

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds

des Routes, au Fonds Spécial des Communes et aux Communautés Européennes, mais à l'exclusion des droits de douane cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

⁴ Droits de Succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1974				1974 : octobre				1975 : octobre			
	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²
	(1)	(2)	(1) - (2)		(1)	(2)	(1) - (2)		(1)	(2)	(1) - (2)	
A. Recettes courantes :												
I. Contributions directes	275,3	8,1	267,2	252,5	27,4	0,7	26,7	24,1	49,7	1,3	48,4	48,5
précompte immobilier	1,4	...	1,4	1,3	0,4	...	0,4	0,3	0,4	...	0,4	0,4
précompte mobilier	24,8	...	24,8	23,9	1,6	...	1,6	2,0	1,8	...	1,8	1,7
versements anticipés	62,1	1,1	61,0	65,3	5,3	0,2	5,1	5,2	19,7	0,4	19,3	24,5
impôts de sociétés (rôles) ...	9,5	...	9,5	6,9	2,3	...	2,3	1,5	3,7	...	3,7	2,6
impôts des personnes physiques (rôles)	31,1	1,0	30,1	26,7	5,9	0,1	5,8	4,9	8,6	0,2	8,4	6,3
précompte professionnel	139,2	1,3	137,9	126,1	11,4	0,1	11,3	9,9	14,6	0,2	14,4	12,9
divers	7,2	4,7	2,5	2,3	0,5	0,3	0,2	0,3	0,9	0,5	0,4	0,1
II. Douanes et accises	52,5	7,3	45,2	49,7	4,3	0,7	3,6	4,5	5,4	...	5,4	4,5
III. T.V.A. et enregistrement	168,3	13,6	154,7	153,7	19,1	0,9	18,2	17,1	18,0	1,5	16,5	16,7
B. Recettes en capital	5,1	...	5,1	5,2	0,5	...	0,5	0,5	0,6	...	0,6	0,5

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Prévisions pour le budget proprement dit.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. XLVII^e année vol. II, no 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la pers-

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

pective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, vol. I, no 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le année, vol. I, no 4, avril 1975 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. - Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéter- minés et ajustements (12)
		Entreprises privées et particuliers (1)	Orga- nismes publics d'explo- itation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes moné- taires (7)		Fonds des Rentés (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
..... données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opérations non effectuées															
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	0,3	131,4	—	8,4	4,9	3,3	148,5
			Engagements en comptes courants ou d'avances	9,5	172,1	—	0,3	2,4	184,3
			Obligations	36,3	5,5	—	12,2	24,4	78,4
			Autres emprunts à plus d'un an	0,2	—	232,6	59,4	231,3	524,5
			Divers	5,1	7,5	43,9	—	1,8	20,5	1,2	80,0
			(Actions et parts)	(372,1)	(3,1)	(0,5)	(0,1)	(2,3)	(—)	(0,8)	(6,4)	(...)	(...)	(385,3)
		Total ...	45,8	5,5	7,5	...	44,9	0,3	309,0	—	255,3	104,3	239,8	3,3	1.015,7
		Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,1	1,3	—	0,4	0,6	2,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances		0,5	0,4	3,7	—	4,6
	Obligations accessibles à tout placeur		22,2	2,1	0,4	2,2	12,4	1,7	9,9	7,1	2,3	60,3
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,1	0,2	0,7	6,3	6,9	6,3	3,4	3,0	26,9
	Autres emprunts à plus d'un an	0,1	1,3	0,3	29,1	30,8
	Divers		12,7	0,2	6,8	0,7	4,4	0,1	—	2,9	27,7
		(Actions et parts)	(1,0)	(19,9)	(11,3)	(...)	(0,2)	(—)	(0,5)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(...)	(34,8)
		Total ...	35,4	2,4	6,8	1,0	0,4	9,1	23,8	1,7	17,2	13,7	35,3	5,9	152,7
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	3,9	2,3	2,3	64,4	0,1	12,5	85,5
	Certificats à un an au plus	1,0	0,2	8,5	20,1	8,3	14,7	6,6	59,4
	Obligations accessibles à tout placeur		180,8	3,6	2,5	5,4	4,3	146,8	8,9	61,3	59,8	26,6	2,8	502,8
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,2	4,3	66,5	6,6	1,4	3,0	82,0
		Divers	1,4	1,1	1,2	5,3	2,2	0,9	12,1
	Total ...	184,7	6,2	—	5,0	6,5	20,6	297,8	17,2	87,9	63,4	37,2	15,3	741,8	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....		—	—	.....	.....	.....	.....	0,1	.....	.....	.....	.....	.....	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances .....		.....	.....	.....	.....	.....	.....	21,3	.....	.....	.....	.....	.....	21,3
Obligations accessibles à tout placeur		48,7	0,2	.....	0,1	0,2	0,4	16,9	3,7	13,4	13,5	4,6	.....	101,7
Obligations non accessibles à tout placeur .....		—	.....	.....	.....	.....	.....	3,0	.....	16,7	0,8	2,5	0,3	23,3
Autres emprunts à plus d'un an .....		.....	7,6	.....	.....	.....	.....	.....	.....	11,2	.....	125,9	.....	144,7
	Divers	2,9	1,0	4,3	.....	.....	0,2	.....	.....	.....	0,4	6,5	15,3	
	Total ...	51,6	8,8	4,3	0,1	0,2	0,4	41,5	3,7	41,3	14,3	133,4	6,8	306,4	
	Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Engagements en comptes courants ou d'avances .....		.....	.....	.....	.....	.....	.....	0,5	.....	.....	.....	.....	.....	0,5
Réserves de sécurité sociale		28,1	.....	.....	.....	.....	.....	9,0	.....	.....	.....	.....	.....	37,1
Obligations accessibles à tout placeur .....		.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Obligations non accessibles à tout placeur .....		.....	.....	.....	.....	0,1	.....	1,2	.....	0,4	1,6	0,6	.....	3,9
	Divers	34,1	.....	2,7	.....	.....	0,3	.....	.....	1,0	2,6	0,4	7,3	48,5
	Total ...	62,2	.....	2,7	.....	0,1	9,3	1,8	.....	1,4	4,2	1,0	7,3	90,0
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	.....	.....	.....	6,3	.....	.....	.....	.....	.....	6,3
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		.....	.....	.....	.....	.....	0,7	44,0	.....	3,2	.....	5,8	0,4	54,1
Engagements en comptes courants ou d'avances .....		.....	.....	.....	.....	.....	.....	61,0	.....	.....	.....	.....	.....	61,0
Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....		.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Obligations		12,9	.....	.....	.....	0,2	.....	31,6	.....	1,0	4,6	.....	.....	50,3
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique .....		.....	.....	14,0	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Divers .....		.....	2,9	9,1	.....	1,3	.....	4,3	.....	0,4	.....	0,2	.....	18,2
(Actions et parts)	(0,3)	(0,5)	(—)	(4,3)	(—)	(0,2)	(1,4)	(—)	(...)	(6,6)

DETTE PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													(13) (1) à (12)			
		Organismes monétaires (7)			Fonds des Rentes (8)			Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)				Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)				Organismes publiques de crédit non monétaires (11)			Secteurs indéterminés et ajustements (12)
Organismes monétaires (7)		Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20,8
		Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	400,9
		Dépôts en devises des résidents	9,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,2
		Dépôts sur livrets des résidents	133,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	133,9
		Dépôts à terme des résidents	105,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	110,8
		Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	70,1
		Obligations (y compris les bons de caisse)	35,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,8
		Divers	0,2	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	57,6
		(Actions et parts)	(20,5)	—	(0,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(23,2)
		Total ...	759,1	6,9	0,7	36,6	1,6	415,4	81,7	2,5	12,5	2,4	4,6	45,3				1.369,3
Fonds des Rentes (8)		Argent à très court terme	—	—	—	0,1	—	2,4	3,4	—	2,3	—	0,8	—	—	—	—	9,0
		Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	5,1	—	5,3	—	0,5	—	—	—	—	10,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,5	—	—	—	—	—	—	—	—	2,5
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,9
		Total ...	—	—	2,8	0,1	—	2,4	11,0	—	7,6	—	1,3	0,1				25,3
Intermédiaires financiers (9)		Dépôts à vue	12,6	—	—	1,7	2,5	—	—	—	—	—	2,7	0,6	0,1	—	—	20,2
		Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Dépôts sur livrets	336,3	0,2	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	336,8
		Dépôts à terme	4,3	1,8	0,3	1,6	5,5	4,8	—	—	—	—	7,8	0,1	0,2	—	—	26,4
		Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
		Obligations (y compris les bons de caisse)	69,4	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	0,8	—	—	—	—	70,9
		Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2
		Divers	3,4	—	0,1	—	—	—	0,1	—	—	—	0,2	10,2	—	—	—	14,1
		(Actions et parts)	(3,4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(4,7)
		Total ...	427,2	2,0	0,4	3,6	8,0	4,8	0,8	—	0,2	11,3	0,9	10,6				469,8
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)		Réserves de sécurité sociale	47,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	47,4
		Réserves mathématiques	226,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	226,2
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Divers	21,2	—	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23,3
		(Actions et parts)	(2,7)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(2,8)
		Total ...	294,8	—	0,4	—	—	—	—	—	0,5	—	—	1,1				296,9
Organismes publiques de crédit non monétaires (11)		Dépôts à vue	7,6	—	—	0,2	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	7,9
		Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	0,3	—	—	—	1,1
		Dépôts sur livrets	22,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,4
		Dépôts à terme	6,8	2,2	—	4,6	6,3	0,7	2,4	—	—	—	0,7	0,5	1,0	—	—	25,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	0,1	—	—	—	7,0
		Obligations accessibles à tout placeur	204,8	0,3	—	0,1	6,8	—	33,2	0,9	25,3	24,1	5,0	—	—	—	—	300,5
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	2,7	10,4	5,2	—	17,9	22,3	3,3	4,8	—	—	—	66,6
		Divers	5,8	—	17,7	—	—	—	—	—	0,1	—	0,3	15,7	—	—	—	39,5
		(Actions et parts)	(0,1)	—	(1,5)	(0,7)	—	—	(0,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	(2,5)
		Total ...	247,4	2,5	17,7	4,9	15,8	11,1	42,0	0,9	49,9	47,1	9,5	21,5				470,3
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		.....	.....	5,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	67,2
(13) (1) à (12)		Total des créances	2.121,1	43,0	66,4	51,3	83,0	474,1	1.402,8	27,2	492,2	272,2	475,0	117,6				5.625,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1973

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
..... données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opérations non effectuées															
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers														
	Entreprises privées et particuliers (1)		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,3	—	—	—	0,3	147,0	—	6,0	—	4,5	0,5	158,6
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	14,5	—	—	—	—	218,4	—	0,3	—	3,0	—	236,2
			Obligations	39,6	—	—	0,1	—	6,5	—	13,7	26,9	—	—	86,8
			Autres emprunts à plus d'un an	—	0,2	—	—	—	—	—	269,5	66,0	254,5	—	591,2
			Divers	—	6,0	9,4	—	—	—	—	2,4	23,6	1,3	—	92,2
			(Actions et parts)	(384,6)	(3,4)	(0,5)	—	—	(3,0)	(—)	(1,1)	(7,0)	(...)	(...)	(399,8)
			Total ...	54,1	6,5	9,4	—	0,3	371,9	—	291,9	116,5	263,3	0,5	1.165,0
	Organismes publics d'exploitation (2)		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	0,3	0,8	—	0,6	—	1,6	—	3,3
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	0,4	—	—	—	0,1	8,2	—	—	—	0,7	—	9,4
			Obligations accessibles à tout placeur	23,0	2,3	—	—	0,3	13,0	1,9	13,8	7,7	1,7	—	64,7
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	0,2	0,1	0,6	6,2	7,8	6,7	3,3	2,9	27,9
			Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	0,1	—	—	—	1,3	0,2	35,1	—	38,4
			Divers	14,5	0,2	7,2	0,7	—	—	—	—	—	—	3,8	31,0
			(Actions et parts)	(1,0)	—	(20,3)	(11,6)	(...)	(0,2)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,8)	(0,9)	(35,7)
			Total ...	37,9	2,6	7,2	1,0	0,4	28,2	1,9	23,5	14,6	42,4	6,7	174,7
	Etat (Trésor) (3)		Fonds de tiers	5,5	—	—	4,6	—	6,1	64,0	—	—	0,6	18,0	98,8
			Certificats à un an au plus	—	1,1	—	0,2	—	10,9	14,8	9,1	13,0	7,3	—	56,4
			Obligations accessibles à tout placeur	189,7	3,6	—	2,5	6,8	3,8	180,3	8,5	70,2	65,3	3,8	564,3
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	—	—	3,3	65,1	—	7,1	1,6	— 0,1	79,1
		Divers	—	1,4	—	—	—	2,1	1,2	—	7,7	1,9	0,5	21,0	
		Total ...	195,2	6,3	—	7,3	8,9	25,3	330,4	17,6	98,0	68,8	40,1	819,6	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)		Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses .	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	0,4	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	23,6	—	—	—	—	—	23,6	
		Obligations accessibles à tout placeur	53,0	0,3	—	0,1	0,2	0,3	25,8	4,1	18,7	14,3	4,4	121,2	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	4,8	—	16,3	0,4	3,4	25,1	
		Autres emprunts à plus d'un an	—	7,3	—	—	—	—	—	—	12,8	—	141,7	161,8	
		Divers	3,3	1,2	5,5	—	—	—	—	—	—	—	0,4	20,7	
		Total ...	56,3	8,8	5,5	0,1	0,2	0,3	54,6	4,1	47,8	14,7	149,9	352,8	
Sécurité sociale (5)		Acceptations, effets commerciaux et promesses .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	0,4	
		Réserves de sécurité sociale	33,0	—	—	—	—	9,7	—	—	—	—	—	42,7	
		Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Divers	38,5	—	2,7	—	—	0,1	1,7	—	0,2	1,2	—	3,2	
		Total ...	71,5	—	2,7	—	0,1	10,0	3,2	—	0,9	3,3	0,5	57,4	
Etranger (6)		Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	3,8	—	—	—	—	—	3,8	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	47,2	—	4,1	—	6,1	0,4	58,2	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	76,7	—	—	—	—	—	76,7	
		Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Obligations	19,0	—	—	—	—	505,0	—	—	—	—	—	505,0	
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	16,3	—	—	48,1	—	1,4	5,2	—	—	73,9	
		Divers	—	—	—	—	—	24,0	—	—	—	—	—	40,3	
		(Actions et parts)	—	3,4	10,4	—	—	3,7	—	0,6	—	—	—	19,5	
		Total ...	—	(0,2)	(0,5)	—	—	(5,4)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(...)	(7,5)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													(1) à (12)	
Organismes monétaires	(7)	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	15,1	3,9	...	0,3	—	—	—	19,3
		Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	541,5	—	—	—	—	—	—	541,5
		Dépôts en devises des résidents	11,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,9
		Dépôts sur livrets des résidents	158,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	158,7
		Dépôts à terme des résidents	133,9	—	—	...	...	—	—	—	5,5	0,3	3,9	...	143,6
		Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	99,5	...	—	—	—	...	99,5
		Obligations (y compris les bons de caisse)	41,4	—	—	...	—	—	—	—	0,1	0,3	—	...	41,8
		Divers	0,3	...	0,3	...	...	...	21,3	...	8,0	0,5	3,7	60,1	94,2
		(Actions et parts)	(22,4)	—	(0,2)	—	—	—	(2,3)	(—)	(0,3)	(0,6)	—	—	(25,8)
		Total ...	857,3	6,2	6,4	41,6	2,5	556,6	124,7	...	21,4	2,3	8,4	60,1	1.687,5
Fonds des Rentes	(8)	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	3,5	1,2	—	2,4	—	0,8	0,1	8,0
		Certificats à un an au plus	—	—	—	0,1	—	—	8,4	—	4,3	—	—	—	12,8
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	3,0
	Total ...	—	—	2,8	0,1	—	3,5	9,6	—	6,7	—	0,8	0,3	-23,8	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	(9)	Dépôts à vue	15,1	...	...	3,8	1,8	...	...	—	...	1,8	1,2	0,2	23,9
		Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
		Dépôts sur livrets	382,2	0,2	—	0,3	...	—	—	—	—	—	—	—	382,7
		Dépôts à terme	6,8	1,9	0,4	0,1	7,4	2,7	...	...	...	10,4	0,6	...	31,3
		Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	...	0,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	1,0	—	—	—	—	...	1,0
		Obligations (y compris les bons de caisse)	83,1	...	—	...	...	...	0,8	—	0,1	0,8	...	...	84,8
		Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,3
		Divers	3,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	0,1	...	0,2	13,0	16,7
		(Actions et parts)	(3,8)	—	—	—	—	—	—	—	(0,8)	(0,3)	—	—	(4,9)
	Total ...	491,7	2,1	0,5	5,2	9,2	2,8	2,0	...	0,2	13,0	2,0	13,2	541,9	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension	(10)	Réserves de sécurité sociale	54,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54,9
		Réserves mathématiques	241,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	241,2
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Divers	24,5	...	0,4	...	...	...	...	...	0,2	...	...	2,1	27,2
		(Actions et parts)	(2,8)	—	—	—	—	—	—	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(2,8)
	Total ...	320,6	...	0,4	...	...	...	...	...	0,2	...	...	2,1	323,3	
Organismes publics de crédit non monétaires	(11)	Dépôts à vue	9,3	...	—	0,7	...	...	0,1	—	...	0,3	...	...	10,4
		Argent à très court terme	—	—	—	...	...	...	0,1	...	...	—	...	...	0,1
		Dépôts sur livrets	27,5	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	27,5
		Dépôts à terme	8,1	3,6	—	10,8	8,7	0,7	2,4	—	...	1,5	0,3	0,5	36,6
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	...	—	...	...	...	0,4	—	7,6	...	0,4	...	8,4
		Obligations accessibles à tout placeur	232,8	0,4	...	0,3	7,3	...	31,2	1,2	27,1	26,2	6,0	...	332,5
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	3,1	7,4	9,4	...	19,9	22,8	3,3	4,6	70,5
		Divers	5,0	...	18,8	...	...	...	...	...	0,2	...	0,2	17,2	41,4
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,5)	
	Total ...	282,7	4,0	18,8	11,8	19,1	8,1	43,6	1,2	54,8	50,8	10,2	22,3	527,4	
Secteur indéterminés et ajournements	(12)		8,5	...	...	4,3	...	44,7	1,2	14,4	6,9	8,1	—	88,2	
(13) = (1) à (12)		Total des créances	2.386,3	48,4	80,4	67,2	96,9	615,6	1.721,4	26,0	566,1	297,3	531,8	147,9	6.585,2

note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2 — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1973

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Etranger (6)	Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
															données non disponibles	... nihil ou inférieur à 50 millions	— opérations non effectuées
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		+ 0,1	—	.....	.....	- 0,1	+ 15,7	—	- 2,3	.....	- 0,5	- 2,7	+ 10,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances ..	+ 5,0	.....	.....	.....	.....	+ 46,3	—	.....	.....	+ 0,6	.....	.....	+ 51,9
	Obligations	+ 3,3	.....	.....	.....	.....	+ 1,0	—	+ 1,5	+ 2,6	.....	.....	.....	+ 8,4
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	—	+ 36,8	+ 6,6	+ 23,2	.....	.....	+ 66,6
	Divers	+ 0,9	+ 1,9	+ 5,6	+ 34,7 ¹	—	+ 0,5	+ 3,1	+ 0,2	+ 46,9
	(Actions et parts)	(+ 9,3)	(+ 0,3)	(...)	(...)	(+ 3,4) ²	(+ 0,8)	(—)	(+ 0,3)	(+ 0,6)	(...)	(...)	(...)	(+ 14,7)
	Total ...	+ 8,3	+ 1,0	+ 1,9	.....	+ 5,6	+ 34,6	+ 63,0	—	+ 36,6	+ 12,3	+ 23,5	- 2,7	+ 184,0
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	—	.....	.....	+ 0,2	- 0,5	—	+ 0,1	.....	+ 1,1	.....	+ 0,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances ..	- 0,1	.....	.....	.....	.....	- 0,2	+ 4,4	.....	.....	+ 0,7	.....	.....	+ 4,8
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,8	+ 0,2	.....	.....	.....	- 1,2	+ 0,7	+ 0,1	+ 3,9	+ 0,6	- 0,6	.....	+ 4,5
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	+ 0,9	+ 0,4	- 0,1	- 0,2	+ 0,9
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	.....	—	+ 1,4	- 0,1	+ 6,0	.....	+ 7,6
	Divers	+ 1,8	.....	+ 0,4	+ 0,1	.....	+ 0,1	- 0,1	—	.....	.....	.....	+ 1,0	+ 3,3
(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,4)	(+ 0,4)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,9)	
	Total ...	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,1	.....	- 0,8	+ 4,4	+ 0,1	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,1	+ 0,8	+ 22,0
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 1,6	.....	—	+ 2,3	.....	+ 3,8	- 0,4	.....	.....	.....	+ 0,5	+ 5,5	+ 13,3
	Certificats à un an au plus .....	.....	+ 0,1	—	- 0,1	.....	+ 1,3	- 5,2	+ 0,8	- 1,8	.....	+ 0,8	.....	+ 4,1
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 8,9	.....	—	+ 0,1	+ 1,3	- 0,6	+ 33,5	- 0,3	+ 8,9	+ 5,5	+ 3,2	+ 1,0	+ 61,5
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	—	.....	.....	- 1,0	- 1,5	.....	+ 0,5	+ 0,2	- 1,1	.....	+ 2,9
	Divers .....	.....	.....	—	.....	+ 1,0	.....	+ 6,2	.....	+ 2,4	- 0,3	- 0,5	.....	+ 8,8
	Total ...	+ 10,5	+ 0,1	—	+ 2,3	+ 2,3	+ 3,5	+ 32,6	+ 0,5	+ 10,0	+ 5,4	+ 2,9	+ 6,5	+ 76,6	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	—	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ..	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances ..	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,3
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,3	- 0,1	.....	.....	.....	.....	+ 8,9	+ 0,4	+ 5,3	+ 0,8	- 0,2	.....	+ 19,4
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,8	.....	- 0,4	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	+ 1,9
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	- 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,6	.....	+ 15,8	.....	+ 17,1
Divers	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,2	.....	.....	.....	- 0,2	.....	.....	.....	.....	+ 3,8	+ 5,4	
	Total ...	+ 4,7	- 0,1	+ 1,2	.....	.....	.....	+ 13,1	+ 0,4	+ 6,6	+ 0,4	+ 16,5	+ 3,6	+ 46,4
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ..	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Engagements en comptes courants ou d'avances ..	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1
	Réserves de sécurité sociale	+ 4,8	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,8 ⁴	.....	.....	.....	.....	.....	+ 5,6
	Obligations accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,5	.....	- 0,2	- 0,3	- 0,6	.....	- 0,6
Divers	+ 4,5	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,9	.....	- 0,1	+ 0,7	+ 0,1	+ 2,8	+ 8,9	
	Total ...	+ 9,3	.....	.....	.....	.....	+ 0,8	+ 1,3	.....	- 0,3	+ 0,4	- 0,5	+ 2,8	+ 13,8
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 2,6	.....	.....	.....	.....	.....	- 2,6
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,4	+ 3,2	.....	+ 1,1	.....	+ 0,2	.....	+ 4,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances ..	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 15,7	.....	.....	.....	.....	.....	+ 15,7
	Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 124,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 124,3
	Obligations	+ 6,2 ³	.....	.....	.....	.....	.....	+ 16,5	.....	+ 0,3	+ 0,6	.....	.....	+ 23,6
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ..	.....	.....	+ 1,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,1	+ 1,1
	Divers	+ 19,4 ³	+ 0,5	+ 1,4	.....	+ 0,1	.....	- 1,1	.....	.....	.....	.....	.....	+ 20,7
(Actions et parts)	(+ 25,2) ³	(...)	(...)	.....	(...)	(...)	(-)	(+ 1,1)	(-)	(- 0,1)	(...)	(-)	(...)	(+ 26,2)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												
Organismes monétaires (7)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	+ 0,7	+ 0,1	—	+ 0,3	—	—	—	— 1,4
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	+ 140,6	—	—	—	—	—	+ 140,6
	Dépôts en devises des résidents	+ 2,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 24,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 24,8	
	Dépôts à terme des résidents	+ 28,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 32,7	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	+ 2,2	+ 0,3	+ 1,5	+ 29,3	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 6,0	—	—	—	—	—	—	+ 29,3	—	—	—	+ 6,0	
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 36,7	
	(Actions et parts)	+ 1,9	—	—	—	—	—	+ 13,6	—	+ 5,3	+ 0,5	+ 2,5	+ 14,8	
		(+ 1,9)	—	—	—	—	—	(+ 0,7)	—	(- 0,1)	(...)	—	(+ 2,6)	
	Total ...	+ 98,1	- 0,7	+ 5,7	+ 5,1	+ 0,9	+ 141,3	+ 43,0	- 2,5	+ 8,9	- 0,2	+ 3,8	+ 14,8	+ 318,2
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	+ 1,1	- 2,2	—	+ 0,1	—	—	- 1,0	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	+ 3,4	—	- 1,0	—	- 0,5	+ 1,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 2,5	—	—	—	—	- 2,5	
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	+ 0,1	
	Total ...	—	—	—	—	—	+ 1,1	- 1,4	—	- 0,9	—	- 0,5	+ 0,1	- 1,5
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 2,5	—	—	+ 2,1	- 0,7	—	—	—	—	- 1,0	+ 0,7	+ 0,1	+ 3,7
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Dépôts sur livrets	+ 45,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 45,9
	Dépôts à terme	+ 2,6	+ 0,1	+ 0,1	- 0,5	+ 1,9	- 2,0	—	—	—	+ 2,7	+ 0,4	- 0,2	+ 5,1
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	+ 0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,9	—	—	—	—	—	+ 0,9
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 13,7	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	- 0,1	+ 0,1	—	—	+ 13,9
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Divers	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1
	(Actions et parts)	- 0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,7	+ 2,4
		(+ 0,5)	—	—	—	—	—	—	—	(- 0,2)	(- 0,1)	—	—	(+ 0,2)
	Total ...	+ 64,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,6	+ 1,2	- 2,0	+ 1,2	—	- 0,1	+ 1,8	+ 1,1	+ 2,6	+ 72,1
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 7,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,5
	Réserves mathématiques	+ 15,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 15,1
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Divers	+ 3,2	—	—	—	- 0,1	—	—	—	- 0,2	—	—	+ 0,9	+ 3,8
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	—	—	—	—	—	—	—	(- 0,1)	(...)	(- 0,1)	(...)	(...)
	Total ...	+ 25,8	—	—	—	- 0,1	—	—	—	- 0,2	—	—	+ 0,9	+ 26,4
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 1,7	—	—	+ 0,5	—	—	—	—	—	+ 0,3	—	—	+ 2,5
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	- 0,5	—	- 0,2	—	- 0,3	—	- 1,0
	Dépôts sur livrets	+ 5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,1
	Dépôts à terme	+ 1,3	+ 1,3	—	+ 6,2	+ 2,4	—	- 0,1	—	—	+ 0,8	- 0,1	- 0,4	+ 11,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	+ 1,3	—	+ 0,3	—	+ 1,5
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 27,9	+ 0,2	—	+ 0,2	+ 0,5	—	- 2,0	+ 0,3	+ 1,8	+ 2,1	+ 1,0	—	+ 32,0
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	+ 0,4	- 3,0	+ 4,2	—	+ 2,0	+ 0,5	—	- 0,2	+ 3,9
	Divers	- 0,7	—	+ 1,1	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	+ 1,5	+ 1,8
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(- 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)
	Total ...	+ 35,3	+ 1,5	+ 1,1	+ 6,9	+ 3,3	- 3,0	+ 1,6	+ 0,3	+ 4,9	+ 3,6	+ 0,8	+ 0,9	+ 57,2
Secteurs Indéterminés et ajustements (12)		—	+ 2,7	—	—	+ 0,5	+ 1,2	+ 15,0	—	+ 0,6	- 0,1	+ 2,1	—	+ 22,0
(13) = (1) à (12)	Total des créances	+ 284,6	+ 5,3	+ 12,9	+ 16,0	+ 13,8	+ 176,3	+ 329,3	- 1,2	+ 73,9	+ 25,1	+ 56,8	+ 31,4	+ 1.024,1

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.

2 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

3 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises privées et particuliers ».)

4 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	45,8	5,5	7,5	...	44,9	103,7	0,3	309,0	—	255,3	104,3	239,8	908,4	3,3	1.015,7
2. Organismes publics d'exploitation	35,4	2,4	6,8	1,0	0,4	46,0	9,1	23,8	1,7	17,2	13,7	35,3	91,7	5,9	152,7
3. Etat (Trésor)	184,7	6,2	—	5,0	6,5	202,4	20,6	297,8	17,2	87,9	63,4	37,2	503,5	15,3	741,8
4. Secteur public non compris ailleurs	51,6	8,8	4,3	0,1	0,2	65,0	0,4	41,5	3,7	41,3	14,3	133,4	234,2	6,8	306,4
5. Sécurité sociale	62,2	...	2,7	...	0,1	65,0	9,3	1,8	...	1,4	4,2	1,0	8,4	7,3	90,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	379,7	22,9	21,3	6,1	52,1	482,1	39,7	673,9	22,6	403,1	199,9	446,7	1.746,2	38,6	2.306,6
7. Etranger	12,9	2,9	23,1	...	1,5	40,4	0,7	563,8	...	4,6	4,6	6,0	579,0	0,4	620,5
8. Organismes monétaires	759,1	6,9	0,7	36,6	1,6	804,9	415,4	81,7	2,5	12,5	2,4	4,6	103,7	45,3	1.369,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	2,4	11,0	—	7,6	—	1,3	19,9	0,1	25,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	427,2	2,0	0,4	3,6	8,0	441,2	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,9	13,2	10,6	469,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	294,8	...	0,4	...	0,1	295,3	...	...	...	0,5	...	...	0,5	1,1	296,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	247,4	2,5	17,7	4,9	15,8	288,3	11,1	42,0	0,9	49,9	47,1	9,5	149,4	21,5	470,3
13. Total des intermédiaires financiers	1.728,5	11,4	22,0	45,2	25,5	1.832,6	433,7	135,5	3,4	70,7	60,8	16,3	286,7	78,6	2.631,6
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	5,8	...	...	3,8	9,6	.....	29,6	1,2	13,8	6,9	6,1	57,6	—	67,2
15. Total des créances	2.121,1	43,0	66,4	51,3	83,0	2.364,8	474,1	1.402,8	27,2	492,2	272,2	475,0	2.669,4	117,6	5.625,9
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.105,4	- 109,7	- 675,4	- 255,1	- 7,0	+ 58,2	- 146,4	+ 33,5	+ 1,9	+ 22,4	- 24,7	+ 4,7	+ 37,8	+ 50,4	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1973

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	54,1	6,5	9,4	...	50,6	120,6	0,3	371,9	—	291,9	116,5	263,3	1.043,6	0,5	1.165,0
2. Organismes publics d'exploitation	37,9	2,6	7,2	1,0	0,4	49,1	8,3	28,2	1,9	23,5	14,6	42,4	110,6	6,7	174,7
3. Etat (Trésor)	195,2	6,3	—	7,3	8,9	217,7	25,3	330,4	17,6	98,0	68,8	40,1	554,9	21,7	819,6
4. Secteur public non compris ailleurs	56,3	8,8	5,5	0,1	0,2	70,9	0,3	54,6	4,1	47,8	14,7	149,9	271,1	10,5	352,8
5. Sécurité sociale	71,5	...	2,7	...	0,1	74,3	10,0	3,2	...	1,1	4,5	0,5	9,3	10,1	103,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	415,0	24,2	24,8	8,4	60,2	532,6	44,2	788,3	23,6	462,3	219,1	496,2	1.989,5	49,5	2.615,8
7. Etranger	19,0	3,4	26,7	...	1,6	50,7	0,4	708,5	...	6,1	5,2	6,1	725,9	0,4	777,4
8. Organismes monétaires	857,3	6,2	6,4	41,6	2,5	914,0	556,6	124,7	...	21,4	2,3	8,4	156,8	60,1	1.687,5
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	3,5	9,6	—	6,7	—	0,8	17,1	0,3	23,8
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	491,7	2,1	0,5	5,2	9,2	508,7	2,8	2,0	...	0,2	13,0	2,0	17,2	13,2	541,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	320,6	...	0,4	...	...	321,0	...	...	...	0,2	...	...	0,2	2,1	323,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	282,7	4,0	18,8	11,8	19,1	336,4	8,1	43,6	1,2	54,8	50,8	10,2	160,6	22,3	527,4
13. Total des intermédiaires financiers	1.952,3	12,3	28,9	58,7	30,8	2.083,0	571,0	179,9	1,2	83,3	66,1	21,4	351,9	98,0	3.103,9
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	8,5	...	...	4,3	12,8	.....	44,7	1,2	14,4	6,9	8,1	75,3	—	88,2
15. Total des créances	2.386,3	48,4	80,4	67,2	96,9	2.679,2	615,6	1.721,4	26,0	566,1	297,3	531,8	3.142,6	147,9	6.585,2
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.221,3	- 126,3	- 739,2	- 285,6	- 6,8	+ 63,4	- 161,8	+ 33,9	+ 2,2	+ 24,2	- 26,0	+ 4,4	+ 38,7	+ 59,7	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1973

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 8,3	+ 1,0	+ 1,9	...	+ 5,6	+ 16,8	+ 34,6	+ 63,0	—	+ 36,6	+ 12,3	+ 23,5	+ 135,4	- 2,7	+ 184,1
2. Organismes publics d'exploitation	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,1	...	+ 3,2	- 0,8	+ 4,4	+ 0,1	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,1	+ 18,8	+ 0,8	+ 22,0
3. Etat (Trésor)	+ 10,5	+ 0,1	—	+ 2,3	+ 2,3	+ 15,2	+ 3,5	+ 32,6	+ 0,5	+ 10,0	+ 5,4	+ 2,9	+ 51,4	+ 6,5	+ 76,6
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 4,7	- 0,1	+ 1,2	...	...	+ 5,8	...	+ 13,1	+ 0,4	+ 6,6	+ 0,4	+ 16,5	+ 37,0	+ 3,6	+ 46,4
5. Sécurité sociale	+ 9,3	...	...	...	...	+ 9,3	+ 0,8	+ 1,3	...	- 0,3	+ 0,4	- 0,5	+ 0,9	+ 2,8	+ 13,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 35,3	+ 1,2	+ 3,5	+ 2,4	+ 7,9	+ 50,3	+ 38,1	+ 114,4	+ 1,0	+ 59,2	+ 19,4	+ 49,5	+ 243,5	+ 11,0	+ 342,9
7. Etranger	+ 25,6	+ 0,5	+ 2,5	...	+ 0,1	+ 28,7	- 0,4	+ 155,4	...	+ 1,5	+ 0,6	...	+ 157,5	+ 1,1	+ 186,9
8. Organismes monétaires	+ 98,1	- 0,7	+ 5,7	+ 5,1	+ 0,9	+ 109,1	+ 141,3	+ 43,0	- 2,5	+ 8,9	- 0,2	+ 3,8	+ 53,0	+ 14,8	+ 318,2
9. Fonds des Rentes .....	—	—	...	...	—	...	+ 1,1	- 1,4	—	- 0,9	—	- 0,5	- 2,8	+ 0,1	- 1,6
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 64,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,6	+ 1,2	+ 67,5	- 2,0	+ 1,2	...	- 0,1	+ 1,8	+ 1,1	+ 4,0	+ 2,6	+ 72,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 25,8	...	...	...	- 0,1	+ 25,7	...	...	...	- 0,2	...	...	- 0,2	+ 0,9	+ 26,4
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 35,3	+ 1,5	+ 1,1	+ 6,9	+ 3,3	+ 48,1	- 3,0	+ 1,6	+ 0,3	+ 4,9	+ 3,6	+ 0,8	+ 11,2	+ 0,9	+ 57,2
13. Total des intermédiaires financiers	+ 223,7	+ 0,9	+ 6,9	+ 13,6	+ 5,3	+ 250,4	+ 137,4	+ 44,4	- 2,2	+ 12,6	+ 5,2	+ 5,2	+ 65,2	+ 19,3	+ 472,3
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	...	+ 2,7	...	...	+ 0,5	+ 3,2	+ 1,2	+ 15,0	...	+ 0,6	- 0,1	+ 2,1	+ 17,6	—	+ 22,0
15. Total des créances	+ 284,6	+ 5,3	+ 12,9	+ 16,0	+ 13,8	+ 332,6	+ 176,3	+ 329,3	- 1,2	+ 73,9	+ 25,1	+ 56,8	+ 483,9	+ 31,4	+ 1.024,1
16. Solde des créances et des dettes ..	+ 100,5	- 16,7	- 63,7	- 30,4	...	- 10,3	- 10,6	+ 11,1	+ 0,4	+ 1,8	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	+ 9,4	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII^e année, vol. II, nos 2-3, août-

septembre 1962, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963 et XLIX^e année, vol. II, nos 1-2, juillet-août 1974. —
Statistiques économiques belges 1960-1970. — Statistiques financières de l'O.C.D.E.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 4
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises												(9)	(10)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18)	(14)		
1965	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3
1966	389,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	- 13,5	- 16,2
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1970	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,8	219,7	232,4	5,4	35,2	- 25,6	- 27,1
1971 (Ancienne série)	460,7	198,7	9,7	...	669,1	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 28,1
(Nouvelle série) 5	465,0	198,7	9,7	...	673,4	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 23,8
1972	530,2	242,6	9,2	...	782,0	148,7	297,8	44,3	307,4	320,6	8,5	34,4	- 35,8	- 23,3
1973 Juin	582,2	268,7	10,6	...	861,5	149,6	345,3	52,6	333,9	343,0	12,9	32,4	- 38,1	- 27,1
Septembre	559,2	285,4	11,6	...	856,2	149,9	326,1	55,4	350,6	359,2	5,9	31,4	- 40,1	- 23,0
Décembre	577,0	298,4	11,9	...	887,3	151,9	330,4	60,1	371,5	378,3	9,6	26,5	- 41,8	- 20,9
1974 Mars	595,9	314,1	17,7	...	927,7	131,8	370,8	59,8	382,2	391,4	10,7	31,0	- 43,6	- 15,0
Juin	621,3	313,2	17,3	...	951,8	124,2	372,6	64,6	386,7	397,7	22,6	38,4	- 45,5	- 11,8
Septembre	612,5	312,9	18,2	...	943,6	129,7	350,0	65,5	391,3	400,5	17,5	42,8	- 46,5	- 6,7
Décembre	627,7	321,8	17,5	...	967,0	132,5	348,5	80,3	404,3	421,5	10,1	42,2	- 48,7	- 2,2
1975 Mars	645,5	336,9	18,0	...	1.000,4	p 144,6	p 366,8	p 81,1	399,4	424,8	6,0	p 54,2	- 50,8	p- 0,9
Juin	700,1	336,9	19,9	...	1.056,9	p 153,1	p 393,9	p 84,1	425,2	440,9	5,0	p 56,2	- 53,3	p- 7,3

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

5 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O.C.I.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4. — Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

— 67 —

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	75,4	73,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,9	25,1	24,0	22,2	22,5	24,9	24,9	25,5	25,6	26,4
— Prêts ¹	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	10,2	20,3	26,1	29,4	30,5	30,9	26,7	27,9	28,4	28,4	29,9	30,0
3. Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4
4. Obligations	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	7,6	8,0	14,2	9,8	1,9	5,8	16,5	11,0	16,9	15,2	17,4	12,2	12,0	4,6	0,7	1,2
6. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	12,6	3,5	...	0,4	3,7	...	7,3	3,6	...
b) CEE : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,6	6,5
7. Autres :																
a) en monnaies étrangères	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	80,8	75,9	67,8	65,2	81,6	88,6	99,2	106,8	106,4
b) en francs belges	1,5	3,0	0,3	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	125,4	137,8	124,1	129,2	144,4	168,3	196,3	232,7	222,6	207,9	204,0	222,1	232,2	243,3	245,0	244,7
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,5	...	...	...	0,9	...	2,1	3,0	1,9	0,5	0,2	0,1	2,2	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ² :																
a) à moins d'un an	9,6	2,7	15,3	15,5	13,2	4,9	1,1	...	0,5	13,4	16,0	0,2	5,1	2,5	20,5	11,5
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,7	2,6	2,5	2,3	1,9	2,0	2,2	2,2	2,5	2,5	2,5	2,7	3,1	3,0	3,0
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	40,2	40,2	40,2	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	4,0	0,8	1,8	1,9	1,5	4,5	6,3	4,6	7,9	7,6	5,9	5,1	5,2	1,6	0,1	0,9
b) effets commerciaux	3,9	5,0	10,0	6,9	3,2	4,8	10,6	8,1	15,2	9,3	6,6	10,9	14,9	3,5	3,4	1,6
c) avances .....	...	...	0,1	...	0,2	0,3	0,2	...	0,3	...	...	0,1	0,5	...	...	...
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	0,3	...	...	...	...	...	2,5	...	...	4,5	17,0	3,7	...	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à moins d'un an .....	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	1,7	0,5	...	...	...	...
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	38,4	53,8	37,2	58,4	55,9	41,9	28,3	44,4	37,8	30,2	27,0	24,8	24,2	23,6	25,9	26,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	328,3	331,0	321,0	325,1	313,6	325,6	318,4	340,7	328,6

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes

monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-8-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	3,4	...	2,8	...	...	...	...	...	...
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,7	1,0	0,7	1,0	3,5	1,7	2,1	2,3	1,8	1,8	2,8	3,0	2,4	2,2	3,5
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	0,7	0,9	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,9	1,2	0,9	1,3	3,8	2,0	6,5	3,5	5,4	2,2	3,2	3,4	2,8	2,3	3,6
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,5	4,0	4,4	4,9	5,0	5,4	5,8	5,7	7,0	6,4	6,7	6,9	7,2	7,0	8,3	7,3
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,8	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,3	2,2	0,8	1,0	1,2	1,0	1,1	...	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	...	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	171,8	173,6	178,8	178,1	183,2	196,4	216,8	224,6	231,5	226,4	243,9	236,8	248,9	248,3	274,0	267,7
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	0,6	0,6	0,4	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,6	0,6	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	3,1	6,8	8,8	8,9	5,2	4,1	4,1	2,7	1,3	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	0,9	2,1	3,0	3,3	1,9	1,6	1,6	1,1	0,6	—
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	...	—
D. Autres	41,0	56,8	40,7	64,4	65,1	55,5	46,4	63,7	54,3	47,2	45,5	44,0	44,2	44,1	47,8	49,3
TOTAL DU PASSIF ...	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	328,3	331,0	321,0	325,1	313,6	325,6	318,4	340,7	328,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-11-74	31-12-74	31-1-75	28-2-75	31-3-75	30-4-75	31-5-75	30-6-75	31-7-75	31-8-75	30-9-75	31-10-75	30-11-75
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	25,2	24,9	24,4	24,9	25,5	25,4	25,3	25,6	26,6	26,4	26,4	26,4	26,7
— Prêts ¹ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	28,4	28,4	28,4	28,4	28,4	28,8	28,9	29,9	29,9	29,9	29,9	29,9	29,9
3. Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	2,4	2,4
4. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	12,6	12,0	3,6	4,4	4,6	5,5	5,4	0,7	4,3	5,1	1,2	4,1	6,0
6. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	...	...	1,7	6,2	7,3	7,5	7,9	3,6	...	...	...	...	...
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,6	6,6	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
7. Autres :													
a) en monnaies étrangères	92,7	88,6	92,8	98,0	99,2	100,6	104,9	106,8	107,9	110,0	106,4	107,7	105,9
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	230,7	232,2	229,2	240,2	243,3	246,1	250,8	245,0	247,0	249,7	244,6	248,8	249,2
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
2. Autres :													
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	1,9	0,2	7,2	...	0,1	...	0,2	2,2	...	0,1	0,1	...	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :													
1. Sur l'Etat ² :													
a) à moins d'un an	0,2	5,1	...	...	2,5	...	3,7	20,5	5,1	...	11,5	...	...
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,7	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
— autres	40,2	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :													
a) à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :													
a) acceptations bancaires	4,4	5,2	1,8	1,4	1,6	1,8	0,9	0,1	1,3	2,1	0,9	0,9	1,8
b) effets commerciaux	10,4	14,9	7,0	5,0	3,5	8,2	7,9	3,4	3,8	5,8	1,6	6,2	9,3
c) avances	0,4	0,5	0,3	0,3	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an .....	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :													
a) à moins d'un an	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	26,2	24,2	25,3	24,2	23,6	23,8	24,2	25,9	24,2	25,1	26,3	25,6	25,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	319,9	325,6	316,2	314,9	318,4	323,6	331,3	340,7	325,2	326,5	328,6	325,2	330,0

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismesmonétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation XLIII^e année. vol. II, no 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-11-74	31-12-74	31-1-75	28-2-75	31-3-75	30-4-75	31-5-75	30-6-75	31-7-75	31-8-75	30-9-75	31-10-75	30-11-75
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	3,2	3,0	3,0	2,7	2,4	2,4	2,5	2,2	2,2	3,0	3,5	2,9	3,6
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	3,6	3,4	3,4	3,1	2,8	2,8	2,9	2,3	2,3	3,1	3,6	3,0	3,7
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets ²	6,3	7,2	6,7	6,3	7,0	7,2	6,9	8,3	6,9	6,3	7,3	p 7,0	p 7,3
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	15,9	14,7	14,1	11,5	11,6	11,6	8,8	5,8	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	...	0,9	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :													
1. Monnaie fiduciaire ³	239,8	248,9	242,0	245,3	248,3	254,4	264,1	274,0	268,4	267,8	267,7	p266,7	p269,3
2. Monnaie scripturale :													
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,4	0,3	0,6	0,4	0,5	0,7	0,4	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :													
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :													
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :													
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :													
— réserve monétaire	4,2	4,1	4,2	2,7	2,7	2,7	2,0	1,3 ¹	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	2,5	...	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	...	0,1	0,1
d) envers les caisses d'épargne privées :													
— réserve monétaire	1,6	1,6	1,6	1,1	1,1	1,1	0,9	0,6	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :													
— réserve monétaire	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	...	...	...	—	—	—	—	—
D. Autres	45,5	44,2	43,4	44,1	44,1	43,2	45,4	47,8	47,2	48,7	49,2	p 48,0	p 49,0
TOTAL DU PASSIF ...	319,9	325,6	316,2	314,9	318,4	323,6	331,3	340,7	325,2	326,5	328,6	325,2	330,0

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C6a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	3,2	...	3,0	...	0,1	0,1	0,3	0,4	1,8	0,1
5. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	3,2	...	3,0	...	0,1	0,1	0,3	0,4	1,8	0,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,3	0,8	0,1	0,5	0,8	0,4	0,1	1,2	0,6	0,4
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,2	0,5	...	...	0,5	0,1	...	0,5	2,7	2,7	0,9	...	...	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat :															
a) à moins d'un an	48,5	48,8	57,4	62,1	64,9	64,8	74,0	65,0	68,3	74,1	67,5	57,5	65,1	70,7	72,0
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur	6,5	6,6	6,3	6,7	6,9	7,1	7,6	8,2	8,1	8,0	8,5	8,7	8,3	8,4	8,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para- étatiques administratifs :															
a) à moins d'un an	9,6	8,0	10,0	11,4	14,5	16,0	23,2	24,9	26,7	20,1	24,0	29,9	36,6	30,4	35,2
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	0,9	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	0,4	0,8	0,1	1,5	0,9	0,1	0,1	0,6	...	...	...	0,1	0,7	0,5	...
b) effets commerciaux	0,5	1,2	1,3	1,3	1,1	2,2	0,4	3,6	2,8	5,7	5,5	2,8	2,4	5,8	1,7
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	0,3	0,5	...	...	...	...	...	2,4	1,7	1,4	3,5	5,7	0,6	1,5	2,8
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an .....	...	...	...	...	...	...	2,9	...	0,5	0,5	0,5	...	...	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à moins d'un an .....	...	...	...	0,1	0,3	0,3	0,6	...	...	0,8	0,2	...	...	0,7	1,1
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,9	0,9	2,3	0,7	0,7	0,7
D. Autres	4,9	4,0	4,6	3,0	1,0	8,2 ²	6,7	9,3	10,4	12,8	12,2	16,5	13,1	16,1	17,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	102,9 ²	117,0	117,7	120,1	129,1	127,4	125,3	129,6	137,7	140,8

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,0 et pour le total de l'actif à 98,7.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,9	0,2	0,3	0,3	0,2	...	0,3	...
Total des engagements envers l'étranger	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,9	0,2	0,3	0,3	0,2	...	0,3	...
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets ²	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,3	0,8	0,1	0,5	0,8	0,4	0,1	1,2	1,1	0,4
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
— autres	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	8,5	6,2	5,4	1,3	3,1	4,7	3,5	4,0	6,4	1,9
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire ³	6,9	6,5	6,6	7,0	7,5	8,1	8,5	8,9	9,1	8,8	9,0	9,2	9,5	9,5	9,8
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴	41,9	39,5	46,8	44,8	50,7	51,3	63,3	60,4	65,5	63,9	68,6	65,6	66,9	70,0	77,0
b) détenue par les pouvoirs publics	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁵	37,9	41,6	43,2	51,7	44,0	45,7	47,6	49,9	51,3
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	0,2	...	...	1,1	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	102,9⁵	117,0	117,7	120,1	129,1	127,4	125,3	129,6	137,7	140,8

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 98."

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,9	2,3	6,1	7,3	14,6	24,8	31,9	40,9	48,1	55,7	57,3	54,0	53,7	40,2	40,0
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	5,6	6,4	6,4	6,5	12,6	13,9	11,8	10,9	11,1	13,6	14,1	14,6	17,0	20,1	19,4
5. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	52,6	60,1	85,6	134,4	198,1	235,3	297,0	337,6	391,4	454,7	478,1	488,4	489,5	520,8	536,1
b) en francs belges	8,3	11,3	18,2	19,9	20,8	22,3	27,1	32,5	35,4	37,3	43,2	41,0	38,6	40,1	44,6
Total des créances sur l'étranger ...	68,4	80,1	116,3	168,1	246,1	296,3	367,8	421,9	486,0	561,3	592,7	598,0	598,8	621,2	640,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	3,4	3,9	4,4	4,8	5,0	5,3	5,7	5,6	6,9	6,3	6,6	6,8	7,1	6,9	8,2
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,7
— autres	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	1,0	1,1	...	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	...
b) sur les organismes publics	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	8,5	6,2	5,4	1,3	3,1	4,7	3,5	4,0	6,5	1,9
c) sur les banques de dépôts	6,2	7,9	12,9	20,2	28,6	46,5	60,3	79,9	92,9	105,6	109,4	103,4	107,4	104,7	99,4
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à moins d'un an	34,0	34,9	28,1	37,1	28,0	17,8	9,4	11,4	10,0	25,3	22,6	p 11,5	p 8,3	p 11,1	p 10,3
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur	37,9	44,7	54,0	61,5	71,3	103,3	137,2	173,4	170,0	177,7	185,6	p 190,7	p 188,0	p 200,0	p 208,8
— autres	30,7	33,4	33,9	32,5	33,8	29,7	32,6	32,1	31,1	29,7	29,7	p 33,6	p 32,6	p 32,6	p 32,6
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :															
a) à moins d'un an	—	—	0,3	0,6	1,9	0,4	1,1	2,1	2,6	3,6	4,0	p 4,4	p 5,9	p 6,5	p 4,4
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,9	2,0	3,7	4,7	9,3	12,6	15,5	22,7	24,7	28,9	28,9	p 28,9	p 30,1	p 37,1	p 35,2
— autres	1,1	2,6	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	4,7	5,1	5,3	5,7	p 6,5	p 6,3	p 6,0	p 8,3
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	7,3	6,9	4,2	3,9	6,3	8,6	9,1	7,3	5,9	9,3	9,5	8,6	7,9	10,1	17,2
b) effets commerciaux	55,5	64,6	67,1	82,3	91,7	93,7	106,3	113,4	116,5	126,0	126,4	118,8	117,0	119,7	123,9
c) avances	63,3	77,7	98,0	99,4	114,8	141,6	174,3	212,9	222,8	224,3	232,8	244,9	255,6	258,1	279,7
d) autres créances à moins d'un an	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	0,1	0,1	...	0,1	1,0	1,9	p 4,2	p 4,1	p 5,1	p 3,4
e) autres créances à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	2,9	4,3	4,4	6,7	8,9	11,5	10,6	12,1	11,9	11,8	p 11,6	p 14,4	p 15,9	p 16,4
— autres	2,0	3,0	3,7	4,6	6,0	7,1	12,0	12,3	12,6	13,1	14,3	p 15,0	p 16,8	p 17,3	p 17,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	4,3	4,2	6,8	5,4	6,4	4,4	5,6	5,9	9,1	5,8	5,1	13,8	10,8	—	—
5. Sur les para-étatiques de crédit :															
a) à moins d'un an	1,0	1,0	2,1	2,2	2,8	3,2	2,8	3,7	2,3	3,1	2,7	p 4,2	p 3,5	p 4,9	p 6,5
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur ² ...	13,2	14,1	17,0	20,2	27,3	31,8	31,6	31,6	31,2	31,9	32,3	p 34,1	p 37,3	p 41,8	p 41,5
— autres	1,4	2,0	2,2	4,2	6,0	4,6	5,2	8,5	8,5	8,5	8,5	p 8,5	p 8,9	p 8,9	p 10,2
D. Autres	49,0	50,1	59,6	62,4	71,6	86,8	90,6	98,1	103,4	105,7	121,6	p 115,8	p 136,3	p 134,0	p 141,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.281,4	1.377,0	1.509,7	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963).

² A partir du 30-6-72, y compris des bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.L.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	384,7	434,3	490,7	514,1	523,2	525,9	551,3	567,0
b) en francs belges ¹	24,3	29,8	38,7	34,7	50,2	64,0	80,1	115,6	118,6	141,2	156,0	164,2	169,6	167,2	163,7
Total des engagements envers l'étranger	102,6	119,1	152,6	204,3	286,7	331,0	413,3	500,3	552,9	631,9	670,1	687,4	695,5	718,5	730,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	0,5	...	...	...	0,9	...	2,1	3,0	1,9	0,5	0,2	...	2,2
b) envers les organismes publics .....	...	0,2	0,5	...	...	0,5	0,1	...	0,5	2,6	2,8	0,9	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,2	7,9	12,9	20,1	28,6	46,5	60,3	79,9	92,9	105,6	109,4	103,4	107,4	104,8	99,3
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entrepr. privées et particuliers	103,6	113,1	122,8	130,3	151,5	174,7	203,2	223,2	227,1	244,5	255,2	254,9	254,5	267,1	287,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	136,6	141,8	156,0	154,3	152,2	152,3	157,9	144,6
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	148,8	156,6	158,1	158,9	160,7	169,5	179,1	192,3
— dépôts en devises	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,6	11,9	17,7	17,2	18,2	17,5	18,0	19,9
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	40,1	41,8	43,6	45,5	46,6	48,7	50,8	53,3
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	2,5	...	...	...	...	...	0,7	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	3,9	4,2	2,3	1,2	1,6	3,5	0,5	2,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	69,4	74,7	87,1	93,2	105,6	122,1	127,1	137,0	145,2	144,4	159,0	156,7	166,9	163,4	179,9
TOTAL DU PASSIF ...	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.281,4	1.377,0	1.509,7	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	75,4	73,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	
2. F.M.I. — Participation	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,9	25,1	24,0	22,2	22,5	24,9	24,9	25,5	25,6	
— Prêts ¹	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	10,2	20,3	26,1	29,4	30,5	30,9	26,7	27,9	28,4	28,4	29,9	
3. Obligations	2,0	2,4	6,1	7,3	14,6	24,8	31,9	40,9	48,1	55,7	57,3	54,0	53,7	40,2	40,0	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	13,3	14,7	20,7	18,2	18,0	22,9	28,3	24,9	28,0	28,9	31,6	27,1	29,4	26,5	20,2	
5. a) Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	12,6	3,5	...	0,4	3,7	...	7,3	3,6	
b) C.E.E. : Concours fin. à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,6	
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	74,0	96,2	103,7	170,0	237,1	270,3	349,4	418,4	467,3	522,5	543,3	570,1	578,1	620,0	642,9	
b) en francs belges	9,8	14,3	18,5	19,9	21,0	22,3	27,1	32,5	35,4	37,3	43,2	41,0	38,6	40,1	44,6	
Total des créances sur l'étranger ...	193,9	218,2	240,5	299,2	394,0	467,8	564,1	657,6	708,6	769,3	796,8	820,5	831,4	866,3	885,2	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,7	6,1	6,1	7,3	6,9	7,1	7,3	7,6	7,5	8,7	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,7	
— autres	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	1,0	1,1	...	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	...	
b) sur les organismes publics	6,2	5,9	5,9	10,3	7,8	8,8	7,0	5,5	1,8	3,9	5,1	4,3	5,2	7,1	2,3	
c) sur les banques de dépôts	6,2	8,1	13,9	20,2	28,6	47,0	61,3	79,9	95,5	111,3	114,0	104,8	107,6	104,8	101,6	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ² :																
a) à moins d'un an	92,1	86,4	100,8	114,7	106,1	87,5	84,5	76,4	78,8	112,8	106,1	p 74,4	p 78,5	p 84,3	p102,8	(7)
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	47,1	54,0	62,9	70,7	80,5	112,3	146,8	183,8	180,3	188,2	196,6	p 201,9	p 199,0	p 211,5	p220,2	(7)
— autres	64,7	67,4	67,9	66,5	67,8	63,7	66,6	66,0	71,3	69,9	69,9	p 73,8	p 70,9	p 70,9	p 70,9	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	9,6	8,0	10,3	12,0	16,4	16,4	24,3	27,0	29,3	23,7	28,0	p 29,1	p 42,5	p 36,9	p 39,6	(8)
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	1,3	2,5	4,2	5,3	9,9	13,3	16,6	23,8	25,8	30,0	30,0	p 30,0	p 31,2	p 38,2	p 36,3	(8)
— autres	1,1	2,5	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	4,7	5,1	6,0	6,6	p 6,5	p 6,3	p 6,0	p 8,3	(8)
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	11,7	8,5	6,1	7,3	8,7	13,1	15,5	12,5	13,8	16,9	15,5	13,8	13,8	12,2	17,3	(9)
b) effets commerciaux	59,9	70,8	78,4	90,5	96,0	100,8	117,3	125,1	134,5	141,0	138,4	132,4	134,3	129,0	129,0	(9)
c) avances	63,3	77,7	98,1	99,4	115,0	141,9	174,5	212,9	223,1	224,3	232,8	245,0	256,1	258,1	279,7	(9)
d) autres créances à moins d'un an	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	0,1	0,1	...	0,1	1,0	1,9	p 4,2	p 4,1	p 5,1	p 3,4	(14)
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	2,9	4,5	4,7	7,2	9,4	12,4	11,5	13,0	12,8	12,7	p 12,5	p 15,3	p 16,8	p 17,3	(14)
— autres	2,3	3,5	3,7	4,6	6,0	7,4	12,0	14,8	14,3	14,5	17,8	p 17,4	p 18,8	p 18,8	p 19,9	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an ³	4,6	4,3	6,8	5,4	6,4	4,4	11,0	5,9	9,6	10,7	22,6	17,5	10,8	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à moins d'un an	1,0	1,3	2,1	2,3	3,1	3,5	3,4	3,7	2,3	3,9	4,6	p 4,7	p 3,5	p 5,6	p 7,6	(12)
b) à un an et plus :																
— oblig. accessibles à tout placeur ⁵	13,2	14,1	17,1	20,3	27,5	32,1	31,9	31,9	31,5	32,2	32,6	p 34,4	p 37,6	p 42,1	p 41,8	(12)
— autres	1,5	2,1	2,3	4,3	6,1	4,7	5,3	8,6	8,6	9,4	9,4	p 10,8	p 9,6	p 9,6	p 10,9	(12)
D. Autres	92,3	107,9	101,4	123,8	128,5	136,9 ⁴	125,6	151,8	151,6	148,8	160,8	p 157,1	p 173,6	p 173,7	p184,8	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6 ⁴	1.498,5	1.727,4	1.828,1	1.959,8	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	2.193,3	

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).
² Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

³ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

⁴ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 132,7 et pour le total de l'actif à 1.276,4.

⁵ A partir du 30-6-72, y compris des bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées.

	81-12-66	81-12-67	81-12-68	81-12-69	81-12-70	81-12-71	81-12-72	80-9-78	81-12-78	81-8-74	80-6-74	80-9-74	81-12-74	81-3-75	80-6-75	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le Fonds Européen de Coop. Monét.	—	—	—	—	—	—	—	3,4	...	2,8	...	...	...	...	...
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	384,7	434,3	490,7	514,1	523,2	525,9	551,3	567,0	
b) en francs belges ¹	26,2	31,6	40,3	35,8	52,5	68,0	81,8	118,6	121,1	143,3	158,1	167,2	172,6	169,9	165,9	
c) réserve monétaire : G.-D. du Luxemb.	—	—	—	—	—	—	—	0,7	0,9	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	104,7	121,1	154,4	205,6	289,3	335,3	415,3	507,7	556,6	637,6	672,6	690,8	698,9	721,6	733,0	(6)
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,7	6,1	6,1	7,3	6,9	7,1	7,3	7,6	7,5	8,7	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	0,5	...	...	...	0,9	...	2,1	3,0	1,9	1,2	0,2	...	2,2	
b) envers les organismes publics	0,4	0,5	1,1	0,2	0,7	0,8	0,9	0,1	1,0	3,4	3,2	1,0	1,2	1,1	0,4	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,8	
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	13,3	15,7	19,0	31,2	36,9	56,0	67,6	85,3	94,8	108,8	114,2	107,1	112,3	111,3	101,2	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	178,7	180,1	185,4	185,1	190,7	204,5	225,3	233,5	240,6	235,2	252,9	246,0	253,4	257,8	283,8	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises privées et particuliers ⁴	146,0	153,0	170,4	175,5	202,6	226,6	267,1	284,0	293,1	309,0	324,3	320,8	321,7	337,7	365,0	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁶	37,9	41,6	43,2	51,7	44,0	45,7	47,6	49,9	51,3	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises privées et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	136,6	141,8	156,0	154,3	152,2	152,3	157,9	144,6	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	148,8	156,6	158,1	158,9	160,7	169,5	179,1	192,3	(2)
— dépôts en devises	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,6	11,9	17,7	17,2	18,2	17,5	18,0	19,9	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	40,1	41,8	43,6	45,5	46,6	48,7	50,8	53,3	(13)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	0,2	...	...	1,1	...	2,5	...	...	...	...	...	0,7	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	3,1	6,8	8,8	8,9	5,2	4,1	4,1	2,7	1,3	(12)
— autres .....	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	3,9	4,2	2,3	1,2	1,6	3,5	0,5	2,2	(12)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	(7)
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	0,9	2,1	3,0	3,3	1,9	1,6	1,1	0,6	(12)
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	...	(14)
D. Autres	110,4	131,5	127,8	157,6	170,7	177,6	173,5	200,7	199,5	191,6	204,5	200,7	211,1	207,5	227,7	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6 ⁶	1.498,5	1.727,4	1.828,1	1.959,8	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	2.193,3	

Colonne du tableau XIII.
« Biens intégrés des organismes monétaires » dans lequel le la rubrique est comprise.

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

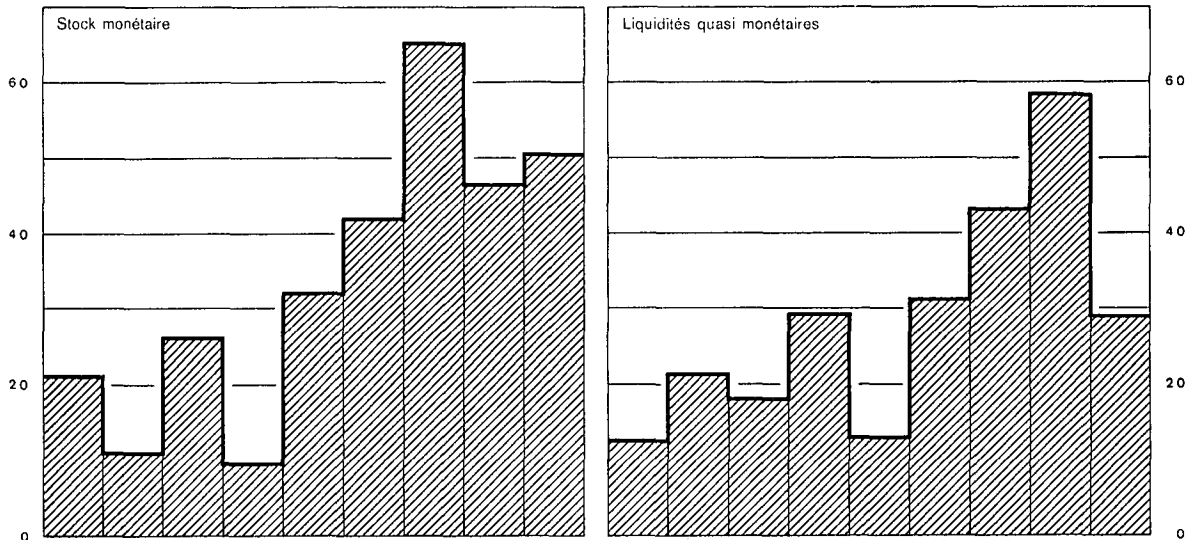
⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C6a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

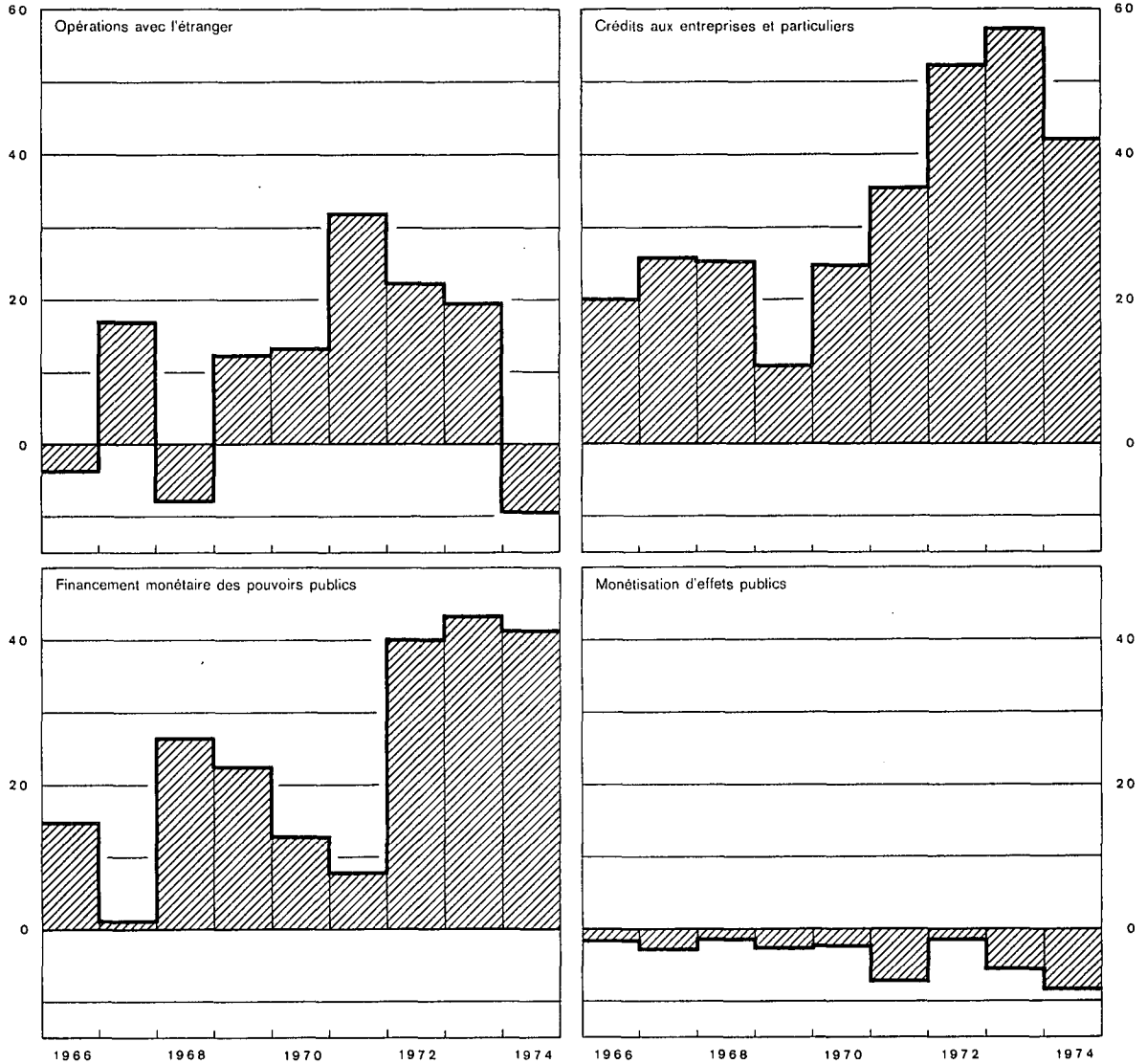
⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 1.276,4.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunte obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1967	+ 11,0	+ 21,6	+ 32,6	+ 17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,6	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 0,2
1971	+ 42,1	+ 31,4	+ 73,5	+ 32,1	+ 35,7	+ 3,0	+ 0,3	+ 4,1	+ 3,9	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 2,8
1972	+ 65,3 ⁵	+ 43,4	+ 108,7 ⁵	+ 22,6	+ 52,6	+ 0,7	- 0,9	+ 28,6	+ 11,7	- 1,7	+ 0,3	- 3,9	- 5,3	+ 4,0 ⁵
1973	+ 46,7	+ 58,5	+ 105,2	+ 19,8 ⁶	+ 57,6	- 1,0	+ 6,5	+ 28,6 ⁷	+ 14,9	- 4,0	- 1,7	- 7,6	- 6,0	- 1,9 ⁸
1974	+ 50,7	+ 29,0	+ 79,7	p- 6,4 ⁹	+ 42,3	- 5,9	- 10,4	+ 21,2	+ 20,3	- 6,3	- 1,1	+ 16,2	- 6,9	+ 16,7 ¹⁰
1973 2 ^e trimestre	+ 37,9	+ 13,8	+ 51,7	+ 2,0	+ 15,8	+ 2,0	+ 2,0	+ 26,5	+ 8,8	+ 0,5	- 2,7	+ 2,3	- 1,6	- 3,9
3 ^e trimestre	- 23,1	+ 17,7	- 5,4	+ 2,3	+ 16,1	- 1,4	+ 0,5	- 26,4	+ 2,5	- 1,4	+ 2,1	- 2,0	- 1,9	+ 4,2
4 ^e trimestre	+ 17,8	+ 13,3	+ 31,1	+ 11,5 ⁶	+ 19,1	+ 2,5	+ 1,8	+ 7,8 ⁷	+ 5,0	- 3,4	- 4,7	- 4,8	- 1,7	- 2,0 ⁸
1974 1 ^{er} trimestre	+ 18,9	+ 21,5	+ 40,4	- 13,6 ⁹	+ 13,1	- 3,1	- 2,3	+ 40,2	...	- 1,5	+ 0,8	+ 4,6	- 1,8	+ 4,0 ¹⁰
2 ^e trimestre	+ 25,4	- 1,4	+ 24,0	- 7,7	+ 6,4	+ 0,3	- 1,9	+ 12,1	+ 4,7	- 3,3	+ 3,9	+ 7,8	- 2,0	+ 3,7
3 ^e trimestre	- 8,8	+ 0,6	- 8,2	+ 5,8	+ 2,8	- 1,2	+ 1,8	- 30,7	+ 0,8	+ 0,4	+ 2,2	+ 4,3	- 1,0	+ 6,6
4 ^e trimestre	+ 15,2	+ 8,3	+ 23,5	+ 9,1	+ 20,0	- 1,9	- 8,0	- 0,4	+ 14,8	- 1,9	- 3,0	- 0,5	- 2,1	+ 2,4
1975 1 ^{er} trimestre	+ 17,8	+ 15,6	+ 33,4	p+ 17,0	+ 3,3	- 2,8	- 8,2	p+ 18,9	p+ 0,9	p- 1,4	- 5,0	p+ 12,4	- 2,1	p+ 0,4
2 ^e trimestre	+ 54,6	+ 1,9	+ 56,5	p+ 7,9	+ 16,1	- 1,0	+ 9,7	p+ 24,7	p+ 3,1	p- 0,6	- 2,9	p+ 1,7	- 2,5	p+ 0,3

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau XIII-5.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

3 Y compris le Fonds des Routes.

4 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

5 A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'O.C.P.

6 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la

Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

7 A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

8 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 6 et 7 ci-dessus (3,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

9 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

10 Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Monnaie scripturale				Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³		détenue par les entreprises et particuliers ¹						
					comptes courants à la B.N.B. ³	avoirs à l'O.C.P. ³	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ³	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1965	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 (Ancienne série)	8,1	201,8	204,5	29,6	0,6	49,6	176,4	226,6	256,2	460,7	44,4
1971 (Nouvelle série ⁴)	8,1	201,8	204,5	33,9	0,6	49,6	176,4	226,6	260,5	465,0	44,0
1972	8,5	222,6	225,3	37,9	0,6	60,3	206,1	267,0	304,9	530,2	42,5
1973 Juin	8,8	237,2	239,6	39,6	0,5	64,2	238,3	303,0	342,6	582,2	41,2
Septembre	8,9	230,3	233,5	41,6	0,4	57,0	226,7	284,1	325,7	559,2	41,8
Décembre	9,1	238,5	240,7	43,2	0,5	61,4	231,2	293,1	336,3	577,0	41,7
1974 Mars	8,8	232,8	235,2	e 51,7	0,6	e 60,0	248,4	e 309,0	360,7	595,9	39,5
Juin	9,0	250,6	252,9	e 44,1	0,5	e 64,0	259,8	e 324,3	368,4	621,3	40,7
Septembre	9,2	243,7	246,0	e 45,6	0,4	e 60,8	259,7	e 320,9	366,5	612,5	40,2
Octobre	9,2	243,1	246,1	e 41,7	0,2	e 64,1	248,7	e 313,0	354,7	600,8	41,0
Novembre	9,3	246,1	249,1	e 46,2	0,2	e 62,0	250,5	e 312,7	358,9	608,0	41,0
Décembre	9,5	256,1	258,4	e 47,6	0,3	e 61,5	259,9	e 321,7	369,3	627,7	41,2
1975 Janvier	9,5	248,7	251,5	e 42,8	0,4	e 73,7	251,5	e 325,6	368,4	619,9	40,6
Février	9,4	251,6	254,7	47,5	0,5	64,5	250,7	315,7	363,2	617,9	41,2
Mars	9,5	255,3	257,8	49,9	0,6	64,6	272,5	337,7	387,6	645,4	39,9
Avril	9,6	261,6	264,0	47,7	0,4	79,4	273,9	353,7	401,4	665,4	39,7
Mai	9,7	271,0	273,8	47,2	0,3	70,2	281,3	351,8	399,0	672,8	40,7
Juin	9,8	282,3	283,8	51,3	0,6	70,2	294,2	365,0	416,3	700,1	40,5
Juillet	9,8	275,3	278,2	47,1	0,4	71,3	286,1	357,8	404,9	683,1	40,7
Août	9,9	274,1	277,7	44,4	0,5	68,1	288,6	357,2	401,6	679,3	40,9
Septembre	9,9	275,1	277,6	48,6	0,6	67,6	298,4	366,6	415,2	692,8	40,1
Octobre	9,9	273,7	277,1	47,8	0,3	70,4	287,6	358,3	406,1	683,2	40,6

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs et des organismes publics de crédit.

² Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

³ Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

⁴ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

XIII - 5 — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger 3 (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1967	136,9	-39,8	97,1	+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁶⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁶⁹	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972	194,3	-45,6	148,7	+26,4 ⁸	-13,7	+12,7	-10,5	- 0,1	+ 0,7	+22,6	+ 7,8	+20,5
1973	219,1	-67,2	151,9	+35,4 ¹⁰	-21,2	+14,2	- 4,6	...	- 1,0	+19,8	+19,1	+33,3
1974	228,9	-96,4	132,5	+ 8,2	-24,2	-16,0	- 3,7	...	- 5,9	- 6,4	+40,6	+24,6
1973 2 ^e trimestre ..	220,0	-70,4	149,6	+ 8,5	- 5,0	+ 3,5	- 0,5	...	+ 2,0	+ 2,0	- 4,4	- 0,9
3 ^e trimestre ..	226,2	-76,3	149,9	+ 6,2	- 5,9	+ 0,3	- 0,6	...	- 1,4	+ 2,3	+ 8,9	+ 9,2
4 ^e trimestre ..	219,1	-67,2	151,9	+ 3,5 ¹⁰	+ 9,2	+12,7	- 1,3	...	+ 2,5	+11,5	+ 7,6	+20,3
1974 1 ^{er} trimestre ..	202,5	-70,7	131,8	-16,4	- 1,6	-18,0	- 1,3	...	- 3,1	-13,6	+25,0	+ 7,0
2 ^e trimestre ..	201,7	-77,5	124,2	- 0,9	- 7,0	- 7,9	- 0,5	...	+ 0,3	- 7,7	+14,2	+ 6,3
3 ^e trimestre ..	219,0	-89,3	129,7	+16,4	-12,6	+ 3,8	- 0,8	...	- 1,2	+ 5,8	+17,9	+21,7
4 ^e trimestre ..	228,9	-96,4	132,5	+ 9,1	- 3,0	+ 6,1	- 1,1	...	- 1,9	+ 9,1	-16,5	-10,4
1975 1 ^{er} trimestre ..	240,5	-95,9	144,6	+10,1	+ 3,0	+13,1	- 1,1	...	- 2,8	+17,0	p+ 4,8	p+17,9
2 ^e trimestre ..	242,7	-89,6	153,1	+ 1,0	+ 5,3	+ 6,3	- 0,6	...	- 1,0	+ 7,9	p- 7,7	p- 1,4

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-8.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubrique 6.2.

6 Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

7 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

8 Non compris une augmentation de 3,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

9 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

10 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Ces tableaux font actuellement l'objet d'une révision et seront publiés incessamment

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1978 31 décembre	1974 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	76,2	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :									
Participation				7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9
Prêts .....				...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....				...	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4
Total des éléments de couverture ¹ ...	76,2	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3	125,1
Monnaies étrangères	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6
Monnaies étrangères et or à recevoir	11,5	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3	...	...	...
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1,5	3,0	—	—	—	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Union Européenne des paiements	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	—	—
Fonds Monétaire International :									
Participation	15,2	14,7	10,3	...	...	...	...	...	...
Prêts ²	3,4	1,9	5,0	...	0,1	...	...	...	...
Autres accords .....	...	...	0,1	...	...	...	...	3,5	...
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen ter- me	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5
Débiteurs pour change et or, à terme	21,3	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5
Effets de commerce	15,5	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4	40,1	32,2
Avances sur nantissements	0,3	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3	3,5	2,4	0,6
Effets publics :									
Effets publics belges	9,6	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1
Effets publics luxembourgeois	—	—	0,2	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	2,8	0,9
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	—	—	—	—	—	—	3,4	3,4
Fonds publics	3,2	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8
Immeubles, matériel et mobilier	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pension du Per- sonnel	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5
Divers	1,7	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0	1,4	2,0	2,8
	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6
Compte d'ordre :									
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte des Ministres de l'Education na- tionale (Pacte scolaire)	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8
PASSIF									
Billets en circulation	175,3	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1
Comptes courants :									
Trésor public									
compte ordinaire ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
taxe exceptionnelle de conjoncture ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
compte spécial liqui- dation U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ord.	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4
Comptes courants divers et valeurs à payer	2,3	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2	3,5	3,7	5,4
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,2	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1	0,7	2,0	2,6
Autres accords	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0	0,7	...	...
Total des engagements à vue ...	178,5	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	3,5	7,0	10,5	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire ³ .....	...	...	...	...	...	...	11,8	34,5	21,0
Monnaies étrangères et or à livrer	32,8	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5	26,5	11,1
Caisse de Pensions du Personnel	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5
Divers	2,4	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5	4,3	5,6	8,1
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	2,9	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7	3,8	4,4	4,8
	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6
Compte d'ordre :									
Ministres de l'Education nationale : Avoir pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

³ Jusqu'au 31 décembre 1971 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1974 9 septembre	1975 8 septembre	1974 7 octobre	1975 6 octobre	1974 4 novembre	1975 7 novembre	1974 9 décembre	1975 8 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :								
Participation	24,6	26,4	24,9	26,4	24,9	26,3	25,2	26,5
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	27,1	30,0	27,9	30,0	27,9	30,0	28,5	29,9
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	123,5	128,2	124,6	128,2	124,6	128,1	125,5	128,2
Monnaies étrangères	75,3	110,0	83,3	106,4	84,5	106,6	93,6	108,3
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux :								
Avance au F.M.I.	—	—	—	2,4	—	2,4	—	2,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire	8,2	...	4,1	...	4,1	...	...	...
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	6,5	—	6,5	—	6,5	—	6,5
Débiteurs pour change et or, à terme	13,5	13,0	13,4	13,0	13,4	13,0	15,0	12,6
Effets de commerce	27,1	3,8	28,2	17,5	23,0	14,0	29,8	16,9
Avances sur nantissement	3,3	...	2,3	2,3	2,2	...	0,4	1,3
Effets publics :								
Effets publics belges	4,4	10,1	3,6	...	...	...	...	1,3
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	2,8	0,9	2,8	0,9	2,8	0,9	2,8	0,9
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	4,8	5,3	4,8	5,3	4,8	5,3	4,8	5,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	5,0	6,0	5,0	6,0	5,0	5,9	5,0	5,9
Divers	3,4	3,3	3,4	3,3	3,7	4,8	3,9	4,5
Compte d'ordre :	311,3	327,2	315,6	331,9	308,2	327,6	320,9	334,2
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education na- tionale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	1,5	8,0	3,1	7,4	5,7	9,9	8,5	13,8
PASSIF								
Billets en circulation	246,3	275,8	246,6	280,1	238,0	276,0	246,7	279,2
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	...	...	...	0,1	2,5	0,1	2,2	...
{ taxe exceptionnelle	...	...	...	...	...	...	...	...
{ de conjoncture .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord.	0,4	0,7	0,4	0,7	0,4	0,7	0,3	0,5
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,4	1,6	1,4	1,1	2,4	1,3	1,7	1,9
Accords internationaux	1,9	1,9	2,1	2,3	2,1	2,2	2,7	2,7
<i>Total des engagements à vue</i> ...	250,0	280,0	250,5	284,3	245,4	280,3	253,6	284,3
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire	...	...	...	...	...	...	...	...
Réserve monétaire :								
Belgique	19,4	...	22,2	...	21,1	...	21,9	...
Grand-Duché de Luxembourg	0,3	...	0,3	...	0,3	...	0,3	...
Monnaies étrangères et or à livrer	11,1	10,6	11,0	10,6	11,1	10,6	12,7	12,8
Caisse de Pensions du Personnel	5,0	6,0	5,0	6,0	5,0	5,9	5,0	5,9
Divers	10,5	15,1	11,6	15,5	10,3	15,3	12,4	15,7
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	4,4	4,9	4,4	4,9	4,4	4,9	4,4	4,9
Compte d'ordre :	311,3	327,2	315,6	331,9	308,2	327,6	320,9	334,2
Ministres de l'Education nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	1,5	8,0	3,1	7,4	5,7	9,9	8,5	13,8

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définies par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 30 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)				(milliards de francs)		
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.022	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.031	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1973 3 ^e trimestre	1.088	102,9	58,6	192,8	317,3	196,4	317,3	1.023,9	94
4 ^e trimestre	1.092	100,8	58,1	201,9	327,6	195,8	327,6	1.052,9	95
1974 1 ^{er} trimestre	1.095	129,7	64,0	206,8	381,1	207,4	381,1	1.176,4	95
2 ^e trimestre	1.094	116,0	64,2	219,3	378,9	215,2	378,9	1.192,3	94
3 ^e trimestre	1.099	121,8	59,6	225,4	391,8	227,6	391,8	1.236,5	95
4 ^e trimestre	1.101	121,4	61,4	229,0	399,0	220,0	399,0	1.247,0	95
1975 1 ^{er} trimestre	1.102	142,6	62,6	236,3	453,0	242,7	453,0	1.385,0	95
2 ^e trimestre	1.102	135,8	68,0	261,3	455,4	259,6	455,4	1.431,8	94
3 ^e trimestre	1.107	132,7	66,4	233,5	419,2	234,9	419,2	1.306,8	95
1974 Novembre	1.101	110,9	60,8	207,5	370,3	209,5	370,3	1.157,6	95
Décembre	1.101	127,0	63,0	243,5	401,2	210,9	401,2	1.256,7	95
1975 Janvier	1.101	150,3	61,5	248,5	463,8	229,2	463,8	1.405,3	95
Février	1.102	151,4	61,9	236,8	467,7	270,0	467,7	1.442,2	96
Mars	1.102	127,0	64,3	223,6	427,5	228,8	427,5	1.307,4	94
Avril	1.102	138,4	65,4	270,4	482,6	259,6	482,6	1.495,2	95
Mai	1.102	132,7	71,8	261,3	459,3	265,9	459,3	1.445,9	95
Juin	1.102	136,2	66,9	252,2	424,3	253,4	424,3	1.354,2	93
Juillet	1.104	146,7	66,6	263,3	456,7	264,8	456,7	1.441,4	95
Août	1.106	125,5	66,8	207,1	385,8	214,5	385,8	1.193,3	95
Septembre	1.111	125,9	66,2	230,1	415,1	225,4	415,1	1.285,8	95
Octobre	1.115	150,5	65,9	281,6	501,5	281,3	501,5	1.566,0	96
Novembre	1.117	126,9	64,8	234,0	429,4	228,6	429,4	1.321,5	96

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI 3).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 30 sept.	1975 30 sept.	1974 31 oct.	1975 31 oct.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	11,8	18,4	31,3	25,5	25,1	9,3	22,9	8,7
Prêts au jour le jour	9,9	14,4	11,4	26,9	30,9	26,5	22,1	15,3
Banquiers	163,8	245,2	341,4	338,3	365,6	392,1	350,9	391,3
Maison-mère, succursales et filiales	55,5	48,4	71,8	143,4	119,7	153,5	131,1	148,0
Autres valeurs à recevoir à court terme ²	27,1	21,9	23,4	26,7	23,8	29,3	21,1	25,3
Portefeuille-effets	147,4	149,4	158,9	183,1	182,4	224,5	186,3	194,6
a) Effets publics	25,2	16,7	21,0	32,0	35,5	58,5	40,8	39,1
b) Effets commerciaux *	122,2	132,7	137,9	151,1	146,9	166,0	145,5	155,5
Reports et avances sur titres	1,9	2,7	2,5	1,4	1,6	1,6	1,4	1,8
Débiteurs par acceptations	45,5	48,3	45,9	52,2	46,5	55,0	49,6	56,6
Débiteurs divers	198,0	232,7	296,8	355,7	344,7	432,6	354,7	445,4
Valeurs mobilières	224,4	280,0	343,8	386,0	383,7	423,9	383,6	422,0
a) Fonds publics belges	197,4	240,6	285,8	320,4	318,7	369,3	319,8	366,7
b) Autres titres d'emprunt	26,7	38,9	56,9	64,8	64,2	53,6	62,9	54,1
c) Actions et parts de sociétés	0,1	0,3	0,9	0,6	0,6	0,8	0,7	1,0
d) Autres valeurs mobilières	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Valeurs de la réserve légale	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Participations	8,4	9,1	11,0	12,6	12,2	12,3	12,1	12,5
a) Filiales	2,7	3,0	4,1	5,0	5,0	4,7	5,0	4,9
b) Autres participations	5,7	6,1	6,9	7,6	7,2	7,6	7,1	7,6
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,3	0,2	0,3
Immeubles	5,9	7,4	9,3	11,2	10,6	14,0	10,7	14,2
Participations dans les filiales immobilières	0,3	0,4	0,5	0,7	0,4	0,7	0,4	0,7
Créances sur les filiales immobilières	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	0,9	1,1	1,3	1,6	1,6	2,3	1,6	2,3
Divers	12,6	16,1	26,1	49,6	32,6	39,7	32,8	36,5
Total de l'actif ...	915,0	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.583,1	1.819,2	1.583,1	1.777,1
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	21,3	28,8	31,9	42,9	35,3	28,5	37,2	37,4
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	—	—	—	2,3	1,4	1,3	1,6	1,5

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger

apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».
² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

XIII · 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Passif

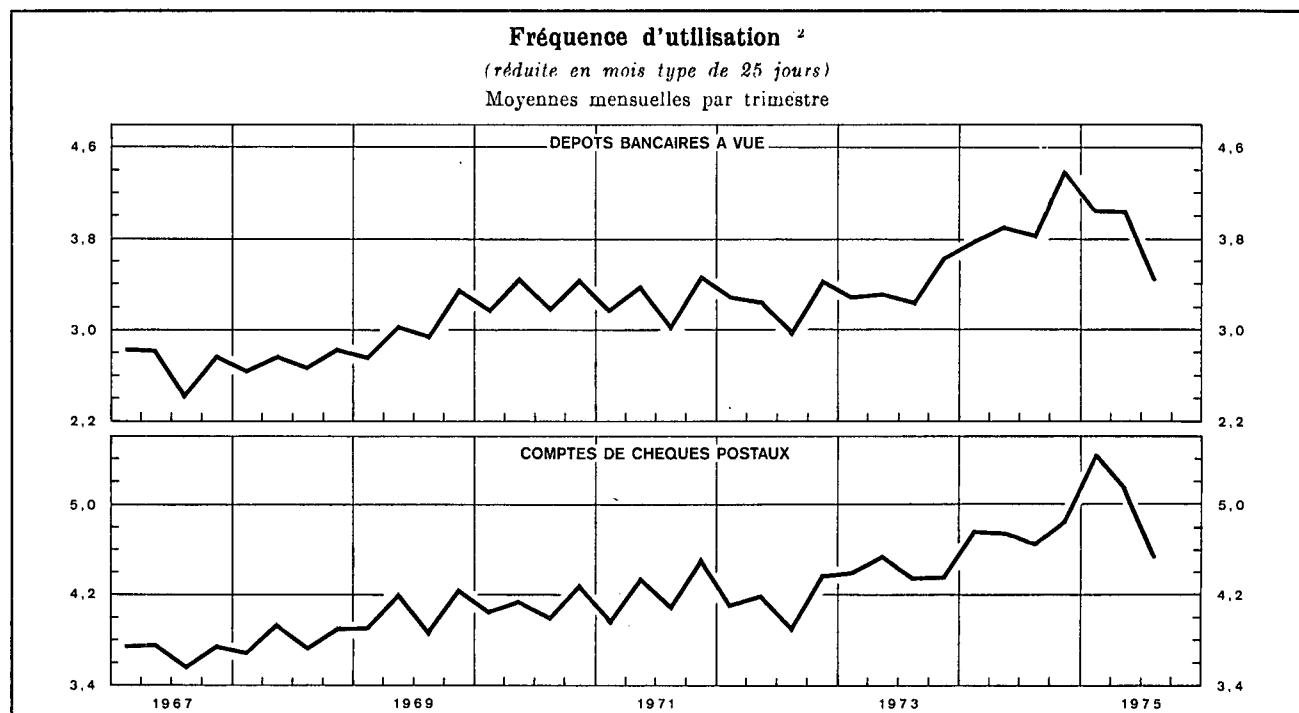
Rubriques	1971	1972	1973	1974	1974	1975	1974	1975
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 sept.	30 sept.	31 oct.	31 oct.
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,4	2,1	3,9	2,4	2,4	12,7	5,6	1,8
a) Créanciers garantis par des privilèges	0,9	1,0	1,3	1,9	1,2	1,4	1,1	1,3
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,5	1,1	2,6	0,5	1,2	11,3	4,5	0,5
Emprunts au jour le jour	13,2	20,9	22,1	43,9	37,0	50,3	32,2	36,4
a) Couverts par des sûretés réelles	2,6	2,9	4,4	8,5	5,3	5,1	6,5	4,1
b) Non couverts par des sûretés réelles	10,6	18,0	17,7	35,4	31,7	45,2	25,7	32,3
Banquiers	286,4	371,9	511,0	599,5	593,3	636,9	594,8	646,2
Maison-mère, succursales et filiales	34,1	37,4	49,5	86,7	79,4	115,0	84,5	97,0
Acceptations	45,5	48,3	45,9	52,2	46,5	55,0	49,6	56,6
Autres valeurs à payer à court terme ²	17,0	8,9	10,2	9,3	8,7	20,7	10,2	12,3
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1,7	1,6	2,5	6,3	2,0	2,7	2,0	2,3
Dépôts et comptes courants	422,7	501,9	605,1	665,8	666,9	757,9	659,4	754,6
a) A vue	164,0	193,5	208,0	221,2	223,5	259,2	208,2	248,6
b) A un mois au plus	36,8	36,2	51,4	74,3	75,9	81,6	80,2	85,4
c) A plus d'un mois	96,9	105,2	151,1	169,0	172,3	175,3	177,6	176,7
d) A plus d'un an	15,0	19,1	17,5	13,9	15,1	16,4	14,6	16,7
e) A plus de deux ans	11,2	13,1	17,3	14,9	16,4	16,9	16,6	17,1
f) Carnets de dépôts	96,6	132,4	157,6	170,5	161,6	206,2	160,2	207,8
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,2	2,4	2,2	2,0	2,1	2,3	2,0	2,3
Obligations et bons de caisse	28,4	33,9	40,2	47,2	45,1	53,2	45,7	53,5
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,4	1,4	1,7	1,9	1,6	1,8	1,7
Divers	23,3	26,5	37,8	49,9	49,7	56,4	45,8	55,7
Total de l'exigible ...	875,2	1.054,8	1.329,6	1.564,9	1.532,9	1.762,4	1.531,6	1.718,1
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	3,7	3,6	3,3	3,6	3,7	8,7	3,7	8,7
Non exigible :								
Capital	21,7	22,8	25,4	27,2	26,5	27,1	26,7	27,9
Fonds indisponibles par prime d'émission	4,1	4,2	5,6	5,7	5,6	5,6	5,6	3,2
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Réserve disponible	8,4	9,7	11,1	12,2	12,3	13,0	12,4	12,0
Autres réserves ³	—	—	—	—	—	—	—	4,8
Provisions	0,7	0,6	0,6	1,6	0,6	0,9	1,6	0,9
Total du non exigible ...	36,1	38,6	44,1	48,2	46,5	48,1	47,8	50,3
Total du passif ...	915,0	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.583,1	1.819,2	1.583,1	1.777,1

La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

³ Nouvelle rubrique. Avant le 31 octobre 1975, les montants repris sous cette rubrique étaient recensés, en partie, sous la rubrique « Fonds indisponible par prime d'émission », et en partie sous la rubrique « Réserve disponible ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1973 3 ^e trimestre	515,7	282,5	798,2	3,30	3,26	4,35
4 ^e trimestre	562,7	290,5	853,2	3,68	3,64	4,36
1974 1 ^{er} trimestre	586,5	346,4	932,9	3,84	3,79	e 4,77
2 ^e trimestre	655,2	362,7	1.017,9	3,87	3,92	e 4,75
3 ^e trimestre	636,7	339,9	976,6	3,95	3,85	e 4,65
4 ^e trimestre	708,0	365,2	1.073,2	4,45	4,39	e 4,87
1975 1 ^{er} trimestre	673,9	415,8	1.089,7	4,04	4,04	e 5,44
2 ^e trimestre	738,1	430,9	1.169,0	4,04	4,03	5,15
3 ^e trimestre	658,6	370,9	1.029,5	3,44	3,44	4,53
1974 Octobre	693,0	355,7	1.048,6	4,64	4,29	e 4,74
Novembre	654,6	356,2	1.010,8	4,03	4,20	e 4,85
Décembre	776,4	383,7	1.160,1	4,68	4,68	e 5,03
1975 Janvier	709,4	366,0	1.075,4	4,43	4,26	e 4,91
Février	662,9	483,2	1.146,1	3,88	4,05	6,43
Mars	649,5	398,0	1.047,5	3,82	3,82	5,00
Avril	759,6	423,3	1.182,9	4,40	4,23	5,23
Mai	722,8	461,8	1.184,6	3,85	4,01	5,33
Juin	732,0	407,5	1.139,5	3,86	3,86	4,90
Juillet	708,7	389,2	1.097,9	3,83	3,68	4,69
Août	605,6	353,5	959,1	3,21	3,21	4,36
Septembre	661,6	369,9	1.031,5	3,56	3,42	4,53
Octobre	743,3	400,8	1.144,1	4,30	3,98	4,96

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.o. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. 11, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XIe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241 - *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Sources : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1966	6,4	3,3	...	...	...	4,5	1,6	0,3
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972 Septembre	12,9	...	...	...	1,6	10,8	...	...
Décembre	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5
1973 Mars	15,7	8,7	...	...	0,9	21,6	...	...
Juin	13,8	9,1	...	...	2,5	17,0	1,9	2,5
Septembre	15,4	0,9	...	...	...	11,2	1,2	...
Décembre	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...
1974 Janvier	15,9	9,1	...	...	...	11,5	4,1	4,9
Février	16,1	9,1	...	...	...	12,0	5,2	3,7
Mars	15,8	9,1	...	...	...	11,7	4,4	4,4
Avril	16,2	9,1	...	...	...	12,1	0,2	8,4
Mai	15,9	9,1	14,3	...	...	9,5	7,3	17,9
Juin	15,5	9,1	7,8	...	...	7,3	3,5	17,0
Juillet	14,7	7,2	...	...	...	7,0	1,2	9,5
Août	15,1	9,1	...	...	...	11,7	1,2	6,6
Septembre	14,7	9,1	...	...	...	14,7	1,2	3,7
Octobre	13,0	4,2	...	...	9,4	22,3	...	...
Novembre	12,5	0,2	...	...	13,3	21,4	...	...
Décembre	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...

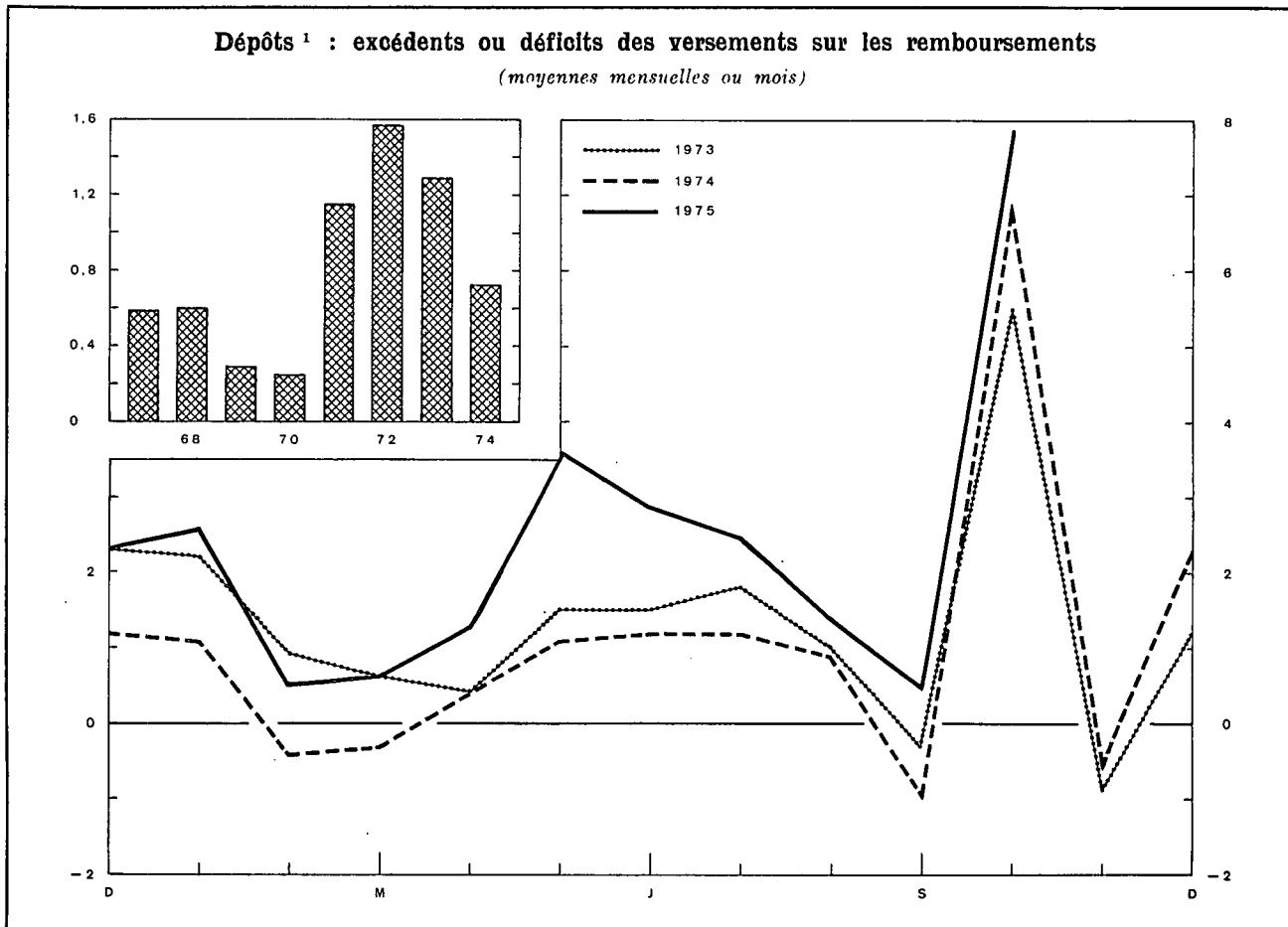
XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.



Périodes	Dépôts 1			Solde 4	Bons d'épargne 2	Total
	Versements 3	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)		Montant en circulation	
				à fin de période		
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1967	45,4	38,3	7,1	131,1	—	131,1
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7	144,0
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6	154,0
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2	165,9
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1973 3 ^e trimestre	35,5	33,0	2,5	212,5	18,1	230,6
4 ^e trimestre	43,9	38,1	5,8	225,4	20,1	245,5
1974 1 ^{er} trimestre	43,0	42,6	0,4	225,8	23,1	248,9
2 ^e trimestre	48,7	46,0	2,7	228,5	24,9	253,4
3 ^e trimestre	46,6	45,4	1,2	229,7	26,2	255,9
4 ^e trimestre	57,8	49,0	8,8	248,5	29,8	278,3
1975 1 ^{er} trimestre	53,8	50,1	3,7	252,3	35,2	287,7
2 ^e trimestre	60,6	52,8	7,8	260,1	37,8	297,9
3 ^e trimestre	56,4	52,1	4,3	264,4	39,2	303,6
1974 Octobre	25,3	18,4	6,9	236,6	28,0	264,6
Novembre	15,0	15,4	— 0,4	236,2	29,0	265,2
Décembre	17,5	15,2	2,3	248,5	29,8	278,3
1975 Janvier	19,1	16,5	2,6	251,2	31,3	282,5
Février	17,2	16,7	0,5	251,7	33,1	284,8
Mars	17,5	16,9	0,6	252,3	35,2	287,7
Avril	19,1	17,8	1,3	253,6	36,4	290,0
Mai	20,0	16,4	3,6	257,2	37,0	294,2
Juin	21,5	18,6	2,9	260,1	37,8	297,9
Juillet	20,9	18,4	2,5	262,6	38,3	300,9
Août	16,7	15,3	1,4	264,0	38,9	302,9
Septembre	18,8	18,4	0,4	264,4	39,2	303,6
Octobre	30,3	22,4	7,9	272,3	39,6	311,9

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1974, les intérêts capitalisés s'élèvent à 10,0 milliards de francs.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0	2,1
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4	50,8
Avances à l'industrie	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3	10,5
Crédit agricole	0,1	0,2	0,5	0,4	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6	4,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	0,1	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1	1,0
Acceptations bancaires	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9	0,3
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5	15,0
Prêts au jour le jour .....	...	1,4	...	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2	2,7
Total ...	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0	85,2
Placements définitifs ² :									
Dettes directes de l'Etat	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5	47,2
Dettes indirectes de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0	55,8
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9	9,2
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0	6,2
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2
Prêts hypothécaires	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2	37,6
Crédit agricole	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8	7,2
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4	38,3
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	—	1,5	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9	31,7
Total ...	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8	234,4
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9	9,4
Valeurs échues du portefeuille	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0	3,8
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	1,8	5,1	2,2
Divers	0,3	1,3	2,1	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1	19,7
Total de l'actif ...	146,8	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ³ :									
Particuliers	120,3	131,2	144,1	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6	270,7
Etablissements publics et autres	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0	29,8
Total ...	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6	300,5
Dépôts en comptes courants ³	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0	13,4
Fonds de développement des universités libres	—	—	—	—	—	0,8	1,6	3,6	6,0
<i>Non exigible ²</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision diverses, fonds de réserve et provisions	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5	21,2
Divers	1,2	2,5	2,8	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2	15,7
Total du passif ...	146,8	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour

dépréciation du portefeuille ». Les amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

³ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE
5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5	8,8
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7	13,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,5
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,1	0,2	0,2	...	...	...	...	...
Total ...	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2	22,9
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9	} 23,3 ⁴	23,2	23,1	23,2
Réserves mathématiques ²	13,8	14,4	9,8 ³	9,8	10,3				
Fonds de réserve	—	—	—	—	—	0,9	1,0	1,0	1,1
Total ...	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1	24,3

¹ Le fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements

pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

⁴ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE
5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0	4,4
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3	6,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Obligations de sociétés belges	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	0,4	1,0	1,9	3,0
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1	2,1
Total ...	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4	16,5
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1	11,0
Fonds de réserve et de répartition	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5	5,9
Total ...	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6	16,9

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels de la S.N.C.I.*

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1° garantis par l'Etat	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5	36,9
2° garantis par banques et organismes financiers .	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1
3° dont le risque est à charge de l'Institution	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,5	0,3	0,1	...	—	—	—	—	—
Crédits commerciaux	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8	8,0
Placements divers à court terme	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8	18,0
Divers	5,3	5,0	3,0	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9	6,9
Total de l'actif ...	80,6	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5

PASSIF

Obligations	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1
Bons de caisse	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5	22,3
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2	6,5
Divers	10,6	14,0	13,8	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8	18,3
Total du passif ...	80,6	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'In-

dustrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1974 30 sept.	1975 30 sept.	1974 31 oct.	1975 31 oct.
I. Disponible et réalisable :								
1. Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,5	2,0	4,3	3,0	2,3	0,8	2,4	1,0
2. Prêts au jour le jour	0,7	0,2	0,4	0,4	0,4	0,5	0,1	0,2
3. Dépôts auprès d'intermédiaires financiers	5,6	6,4	7,8	7,7	9,6	9,9	6,5	8,1
4. Créances à court terme	1,1	1,2	1,6	1,7	2,0	1,6	1,9	1,6
5. Portefeuille d'effets de commerce et de factures escomptés	1,9	1,3	1,4	3,5	2,0	2,1	3,5	1,5
6. Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	8,2	9,3	12,1	16,3	15,0	18,8	15,4	19,5
7. Portefeuille-titres et participations	63,8	82,8	93,1	103,0	99,7	130,0	101,2	132,4
a) Certificats de Trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à 1 an au plus ...	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(1,8)	(0,9)	(3,3)	(1,6)	(2,6)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées 1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge 2. Dette garantie et autres valeurs assi- milées	(24,2)	(31,0)	(34,0)	(37,2)	(38,2)	(46,0)	(37,8)	(48,9)
c) Obligations de sociétés belges	(3,6)	(6,6)	(7,4)	(8,0)	(8,1)	(12,3)	(8,2)	(12,6)
d) Actions de sociétés belges	(1,2)	(1,4)	(1,6)	(2,4)	(2,3)	(2,9)	(2,3)	(2,9)
e) Autres titres et participations	(1,6)	(2,0)	(2,2)	(2,3)	(2,4)	(2,9)	(2,4)	(3,0)
8. Prêts et ouvertures de crédit hypothécaire	83,5	93,6	109,8	126,4	122,8	136,1	124,1	138,1
9. Actionnaires ou sociétaires	1,1	1,4	1,6	1,9	1,9	2,3	2,1	2,3
10. Débiteurs divers	1,5	1,6	1,8	2,0	2,7	2,9	1,9	2,3
opérations à l'encaissement sur emprunteurs hypothécaires	(0,9)	(0,9)	(1,0)	(0,9)	(1,5)	(1,0)	(0,9)	(0,7)
opérations à l'encaissement sur emprunteurs non hypothécaires	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(0,2)	(0,3)	(0,1)	(0,1)
autres	(0,5)	(0,6)	(0,7)	(0,9)	(1,0)	(1,6)	(0,9)	(1,5)
11. Divers	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0
II. Immobilisé :								
1. Frais d'établissement et immobilisations incor- porelles	0,1	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1
2. Terrains et immeubles	2,2	2,5	3,2	3,6	3,5	4,0	3,6	4,0
3. Matériel et mobilier	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
III. Comptes transitoires ¹	2,9	4,3	5,2	6,4	4,2	5,7	4,3	6,4
Total de l'actif ...	174,3	207,9	243,7	277,4	267,5	316,2	268,3	319,0

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Passif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1974 30 sept.	1975 30 sept.	1974 31 oct.	1975 31 oct.
I. Fonds d'épargne :								
Dépôts inférieurs à 2 ans	89,1	113,2	136,7	155,6	145,2	174,3	145,9	176,2
Dépôts à 2 ans et plus	25,2	27,9	30,3	31,8	31,2	34,6	31,1	35,1
Obligations et bons de caisse	41,8	46,0	53,5	64,4	61,8	73,3	62,7	74,0
	156,1	187,1	220,5	251,8	238,2	282,2	239,7	285,3
II. Réserves techniques	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,2
III. Fonds de reconstitution	2,0	2,1	2,3	2,5	2,5	2,7	2,5	2,8
IV. Autres passifs exigibles :								
1. Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,3	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Emprunts :								
au jour le jour .....	...	...	...	...	1,0	0,5	...	0,3
auprès d'intermédiaires financiers	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	0,1
autres emprunts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Mobilisation de crédits visés à la rubr. I-8 de l'actif	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4
4. Autres engagements à court terme	0,4	0,5	0,6	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2
5. Créanciers divers	0,9	1,1	1,0	1,1	1,2	1,8	1,2	1,5
6. Provisions pour charges	0,3	0,5	0,6	0,5	0,6	1,3	0,6	1,3
7. Divers	1,1	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
	3,5	4,1	4,1	4,1	4,7	5,6	3,8	4,9
V. Fonds propres :								
1. Capital	4,1	5,0	5,2	5,6	5,4	6,3	5,5	6,3
2. Réserve légale	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
3. Autres réserves	4,1	4,4	5,5	6,2	6,1	6,6	6,2	6,6
	8,5	9,8	11,2	12,3	12,0	13,4	12,2	13,4
VI. Provisions pour dépréciation	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3
VII. Comptes transitoires ¹	3,0	3,5	4,1	5,2	8,6	10,8	8,6	11,1
Total du passif ...	174,3	207,9	243,7	277,4	267,5	316,2	268,3	319,0

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)		
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »											Moyenne des soldes globaux journaliers		
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique				créditeurs	débiteurs	Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total				(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)				(12)	(13)	(14)
Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)						(7)	(6) + (7) = (8)				
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1967	4,4	10,1	2,4	2,0	14,5	0,3	12,8	13,1	5,8	87,1	8,9	2,4	4,5	54,0
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1
1973 3 ^e trimestre	11,2	7,1	0,8	1,8	9,7	0,1	8,3	8,4	12,5	172,3	20,2	5,0	13,4	29,5
1973 4 ^e trimestre	12,5	7,6	1,1	1,7	10,4	0,3	9,5	9,8	13,1	178,6	20,5	6,2	13,6	33,4
1974 1 ^{er} trimestre	13,1	7,0	1,1	2,2	10,3	0,3	8,8	9,1	14,3	183,2	23,0	8,4	13,6	42,6
1974 2 ^e trimestre	14,3	8,1	1,0	2,1	11,2	0,3	9,8	10,1	15,4	190,2	23,1	8,7	15,1	34,2
1974 3 ^e trimestre	15,4	8,1	1,4	2,1	11,6	...	11,3	11,3	15,7	197,4	20,3	5,9	21,4	37,4
1974 4 ^e trimestre	15,7	8,3	1,2	2,9	12,4	0,3	12,3	12,6	15,5	204,4	18,0	7,4	19,7	37,9
1975 1 ^{er} trimestre	15,5	6,6	1,2	2,9	10,7	0,3	10,4	10,7	15,5	209,1	19,0	7,8	23,9	58,9
1975 2 ^e trimestre	15,5	10,0	1,2	2,4	13,6	0,2	11,3	11,5	17,6	217,1	22,6	8,0	22,6	43,8
1975 3 ^e trimestre	17,6	9,6	1,4	2,3	13,3	0,3	11,9	12,2	18,7	227,2	23,2	5,9	29,1	47,3
1974 Septembre	15,3	2,6	0,5	0,7	3,8	...	3,4	3,4	15,7	197,4	20,3	6,5	20,8	8,3
1974 Octobre	15,7	3,7	0,4	1,1	5,2	0,1	5,0	5,1	15,8	199,0	18,4	6,5	20,7	13,1
1974 Novembre	15,8	2,5	0,4	0,8	3,7	...	3,4	3,4	16,1	202,1	18,0	7,2	19,8	9,2
1974 Décembre	16,1	2,1	0,4	1,0	3,5	0,2	3,9	4,1	15,5	204,4	18,0	8,6	18,7	15,6
1975 Janvier	15,5	2,2	0,4	1,1	3,7	0,1	3,3	3,4	15,8	204,3	18,3	8,5	23,0	26,1
1975 Février	15,8	2,5	0,4	0,9	3,8	0,1	3,6	3,7	15,9	207,0	17,9	7,0	26,1	13,1
1975 Mars	15,9	1,9	0,4	0,9	3,2	0,1	3,5	3,6	15,5	209,1	19,0	7,9	22,5	19,7
1975 Avril	15,5	2,6	0,6	0,7	3,9	...	3,1	3,1	16,3	210,4	19,1	9,2	21,1	17,3
1975 Mai	16,3	2,6	0,4	0,6	3,6	0,1	3,0	3,1	16,8	213,3	22,0	7,4	22,4	13,1
1975 Juin	16,8	4,8	0,2	1,1	6,1	0,1	5,2	5,3	17,6	217,1	22,6	7,5	24,2	13,4
1975 Juillet	17,6	3,3	0,4	0,5	4,2	...	4,1	4,1	17,7	218,5	23,7	6,6	28,1	24,2
1975 Août	17,7	2,5	0,3	0,9	3,7	0,1	3,3	3,4	18,0	221,1	24,7	5,8	28,6	10,4
1975 Septembre	18,0	3,8	0,7	0,9	5,4	0,2	4,5	4,7	18,7	227,2	23,2	5,2	30,5	12,7

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
Immeubles	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9	16,3
Prêts hypothécaires	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2	34,4
Prêts sur polices	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3	3,9
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6	} 23,3	} 24,5	} 26,7	} 28,8
Titres des organismes parastataux de crédit	6,3	6,9	8,1	8,2					
Titres des autres organismes parastataux	2,2	2,6	2,5	2,5					
Titres des provinces et communes	1,6	1,9	2,3	1,9					
Valeurs étrangères	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0	4,1
Obligations de sociétés belges	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9	18,9
Actions de sociétés belges	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5	6,9
Total des valeurs mobilières ...	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0	58,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9
Réserves mathématiques ¹	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0	114,6

Sociétés étrangères

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
Immeubles	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5	3,9
Prêts hypothécaires	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9	8,6
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4	} 8,9	} 9,2	} 9,3	} 9,9
Titres des organismes parastataux de crédit	1,1	1,4	1,5	1,5					
Titres des autres organismes parastataux	1,0	1,0	1,0	1,1					
Titres des provinces et communes	0,4	0,4	0,5	0,4					
Valeurs étrangères	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8
Obligations de sociétés belges	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7	2,7
Actions de sociétés belges	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3
Total des valeurs mobilières ...	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3	14,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Réserves mathématiques ¹	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3	28,0

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de*

Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :							
Caisse d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8
Doubles emplois ³ ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :							
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :							
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1
E. <i>Emissions de capitaux</i> :							
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne

dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	— 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	— 2,9	62,7
	p 1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	1,9	1,9	...	9,7
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	2,5	2,9 ⁵	— 0,4	6,6
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	2,6	2,4	0,2	5,4
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	4,4	3,7	0,7	8,7
	1971	...	4,4	— 4,4	—	— 4,4	4,9	3,4	1,5	— 2,9
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	6,5	3,9	2,6	9,7
	1973	—	3,8	— 3,8	—	— 3,8	8,7	7,4	1,3	— 2,5
	p 1974	—	5,0	— 5,0	—	— 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,8	12,9	6,3	2,4	3,9	16,8
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	— 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	— 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	p 1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	— 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	— 0,1	19,5
	1971	17,0	3,1	13,9	12,8	26,7	3,6	0,1	3,5	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,4	...	0,4	37,6
	p 1974	8,5	5,1	3,4	19,8	23,2	0,9	0,1	0,8	24,0
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,7	1,8	0,9	6,4
	p 1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	3,7	1,3	2,4	9,4
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	13,0	8,2	4,8	50,2
	1968	66,0	29,5	36,5	22,0	58,5	12,6	8,6	4,0	62,5
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	17,1	8,9	8,2	52,9
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	18,9	13,2	5,7	67,1
	1971	147,0	65,8	81,2	33,5	114,7	28,5	11,8	16,7	131,4
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	25,5	8,8	16,7	135,8
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,2	15,2	4,0	124,2
	p 1974	140,5	66,2	74,3	36,0	110,3	34,5	18,4	16,1	126,4

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,4; en 1973 : - 3,7; en 1974 : 8,5 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973 et 1974 : « Intermédiaires financiers publics » : - 0,3, 2,2, - 2,3, 3,9, 3,7, 1,0, 0,7 et 0,6 milliards : « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 1,6, 1,2, 2,4, 5,9, 4,9, 3,7, 3,7 et 4,5 milliards.

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ^{3 4}	Roulement pour le porteur		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09	7,16
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	—	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	—	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	—	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	—	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	—	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55	6,63
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1972-82	6,75	99,00	10 ans	5.000	6,90	—	6,89
	Septembre	11	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	14 ans 6 mois	16.050	6,80	—	6,78
	Septembre	11	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	6 a. 6 m. ou 14 a. 6 m.	23.950	6,62	6,56	6,64
	Octobre	12	R.T.T. 1972-87	6,75	99,75	15 ans	8.000	6,79	—	6,78
	Novembre	13	Fonds des Routes 1972-85	6,75	98,25	12 ans 2 mois	12.200	7,01	—	6,96
						141.240				
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	—	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08	7,13
	Février	12	Intercom. Autor. E3 1973-84	7,25	98,50	10 ans et 321 jours	7.000	7,50	—	7,46
	Mars	12	S.N.C.B. 1973-83	7,25	98,50	10 ans	3.000	7,52	—	7,47
	Mars	12	Interc. Autor. des Ardennes E9/E40 1973-83	7,25	98,50	10 ans	4.000	7,50	—	7,47
	Avril	13	Etat belge 1973-85	7,25	98,50	12 ans	20.300	7,50	—	7,44
	Avril	13	Etat belge 1973-80-85	7,00 — 7,25 ⁵	98,75	7 ou 12 ans	14.700	7,26	7,23	7,24
	Mai	21	Intercom. Autor. E5 1973-85	7,25	98,50	12 ans	5.000	7,47	—	7,44
	Mai	21	Interc. Autor. Périphérie de Bruxelles B1 1973-85	7,25	98,50	12 ans	4.000	7,47	—	7,44
	Septembre	6	Etat belge 1973-87	7,75	98,25	13 ans 6 mois	22.500	8,05	—	7,98
	Septembre	6	Etat belge 1973-81-87	7,50 — 7,75 ⁵	98,75	7 a. 6 m. ou 13 a. 6 m.	15.500	7,75	7,74	7,74
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	4.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Liège 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	2.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Gand 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	1.200	8,08	—	8,05
	Novembre	12	R.T.T. 1973-85	7,75	98,25	12 ans	11.000	8,08	—	8,04
	Décembre	10	S.N.L. 1973-84	7,75	98,25	11 ans	6.000	8,11	—	8,12
	Décembre	26	C.N.C.P. 1974-86	7,75	98,25	12 ans	1.000	—	—	8,04
						151.200				
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 ⁵	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Interc. Autor. des Ardennes E9/E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	10,02	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	10,19	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	10,24	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	10,12	—	10,10
						139.500				
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 ⁵	100,00	6 ou 10 ans	42.000	9,95	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	10,00	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	10,00	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	9,10	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	8,75	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	8,25	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 j.	41.100	8,77	—	8,69

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ²	Dettes reprises de la République du Zaïre ³	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ²
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ²	à moyen et court terme	totale ²	Total de la dette directe ²				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)					(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13) = (11) + (12)
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973 Juin	537,1	16,4	84,9	66,0	704,4	5,7	...	5,7	710,1	63,8	773,9	1,2	775,1
1973 Septembre	568,4	16,3	50,6	58,5	693,8	5,6	...	5,6	699,4	63,2	762,6	1,0	763,6
1973 Décembre	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974 Mars	580,2	14,0	95,6	61,8	751,6	5,4	...	5,4	757,0	61,9	818,9	0,9	819,8
1974 Juin	607,0	13,8	92,9	66,6	780,3	4,9	...	4,9	785,2	60,6	845,8	0,9	846,7
1974 Septembre	625,8	19,7	50,1	62,7	758,3	4,7	...	4,7	763,0	59,9	822,9	0,8	823,7
1974 Octobre	621,4	19,7	49,3	65,5	755,9	4,7	...	4,7	760,6	59,8	820,4	0,8	821,2
1974 Novembre	616,8	19,7	58,2	63,9	758,6	4,6	...	4,6	763,2	59,6	822,8	0,8	823,6
1974 Décembre	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975 Janvier	653,3	19,7	42,6	76,2	791,8	4,5	...	4,5	796,3	58,5	854,8	0,8	855,6
1975 Février	647,9	19,7	69,1	66,6	803,3	4,5	...	4,5	807,8	58,1	865,9	0,7	866,6
1975 Mars	645,4	19,7	92,0	66,0	823,1	4,5	...	4,5	827,6	57,8	885,4	0,6	886,0
1975 Avril	674,9	19,7	76,8	80,5	851,9	4,4	...	4,4	856,3	57,5	913,8	0,6	914,4
1975 Mai	671,6	19,5	88,3	71,1	850,5	4,3	...	4,3	854,8	57,7	912,5	0,6	913,1
1975 Juin	658,4	19,3	110,5	71,1	859,3	4,1	...	4,1	863,4	57,4	920,8	0,5	921,3
1975 Juillet	654,8	18,2	82,3	71,9	827,2	4,0	...	4,0	831,2	56,0	917,2	0,6	917,8
1975 Août	652,8	17,7	91,0	69,1	830,6	3,9	...	3,9	834,5	55,8	920,3	0,5	920,8
1975 Septembre	649,7	17,6	108,6	68,5	844,4	3,9	...	3,9	848,3	55,4	933,7	0,5	934,2
1975 Octobre	687,0	17,6	67,9	71,5	844,0	3,9	...	3,9	847,9	55,6	933,5	0,5	934,0

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dettes reprises de la République du Zaïre ²	Dettes totales ³	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat de la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor ⁷	Four mémoires : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes ⁷
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ⁴	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. ⁵	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ⁶	Divers				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) - (4) à (7)	(9)	(10) = (8) - (9)	(11)	
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	+ 22,2	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	+ 33,1	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	+ 29,9	...	+ 29,9	- 1,8
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	+ 23,8	...	+ 23,8	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	+ 33,8	...	+ 33,8	...
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 ¹⁰	+ 63,7	...	+ 63,7	...
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	...	- 2,1	+ 2,8 ¹¹	+ 51,1	...	+ 51,1	...
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	...	...	- 1,9 ¹¹	+ 59,3	...	+ 59,3	...
1974 10 premiers mois	+ 56,7	- 0,2	+ 56,5	- 1,3	...	...	...	+ 57,8	+ 2,7	+ 55,1	...
1975 10 premiers mois	+ 112,9	- 0,3	+ 112,6	- 2,0	...	...	...	+ 114,6	+ 7,1	+ 107,5	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI - 3a.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès de la

B.N.B. A partir d'octobre 1973 l'avoir précité n'est plus compris dans le chiffre de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

7 Le total des colonnes (10) et (11) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) de l'ancienne série et à la colonne (3) de la nouvelle série « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-3.

8 Réévaluation du mark allemand.

9 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,3; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

10 B.I.R.D.

11 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S. le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,3
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,0
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,3
1972	498,2	58,0	—	101,4 ⁵	315,1	972,7 ⁵	—
1973	560,5	63,7	—	120,9 ⁵	352,6	1.097,7 ⁵	—
1974 p	611,1	71,2	—	124,9 ⁵	406,4	1.213,6 ⁵	—

Titres non accessibles à tout placeur

1967	66,4	10,8	5,2	16,3	31,8	130,5	—
1968	67,0	11,9	4,2	16,5	34,8	134,4	—
1969	71,8	13,3	3,8	16,9	37,1	142,9	—
1970	70,9	19,4	3,3	17,3	39,7	150,6	—
1971	72,2	22,7	3,3	22,0	47,8	168,0	—
1972	78,1	26,2	3,9	21,4	55,8	185,4	—
1973	76,1	27,3	3,2	22,9	59,8	189,3	—
1974 p	80,1	30,0	3,2	27,1	63,1	203,5	—

Total

1967	364,4	43,8	5,2	55,7	197,1	666,2	11,3
1968	389,7	49,9	4,2	63,1	225,8	732,7	11,0
1969	412,4	53,0	3,8	70,5	246,5	786,2	10,9
1970	431,7	62,9	3,3	79,8	288,5	866,2	10,6
1971	494,5	72,6	3,3	98,6	337,6	1.006,6	10,3
1972	576,3	84,2	3,9	122,8 ⁵	370,9	1.158,1 ⁵	—
1973	636,6	91,0	3,2	143,8 ⁵	412,4	1.287,0 ⁵	—
1974 p	691,2	101,2	3,2	152,0 ⁵	469,5	1.417,1 ⁵	—

1 Sont considérées comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

5 Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs 2	Sécurité sociale	Organismes monétaires 3	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	

Titres accessibles à tout placeur 1

1967	294,2	3,8	3,0	6,4	74,8	5,0	54,2	84,6	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	6,7	91,0	7,1	61,4	87,7	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	7,0	102,4	6,9	64,5	89,2	18,7	643,3
1970	385,7	4,7	2,9	7,6	128,2	6,0	68,9	93,2	18,4	715,6
1971	428,9	5,1	2,6	9,4	170,2	8,2	85,3	98,6	30,3	838,6
1972 4	471,9	6,2	2,7	11,2	212,0	15,2	110,7	104,2	38,6	972,7
1973 4	520,5	6,6	3,0	13,1	254,0	15,7	129,8	113,1	41,9	1.097,7
1974 4 p	579,9	6,5	3,5	13,8	283,9	12,1	146,9	123,4	43,6	1.213,6

Titres non accessibles à tout placeur

1967	5,8	0,4	0,1	2,6	64,2	—	23,6	32,9	0,9	130,5
1968	6,4	0,2	0,2	2,1	64,4	—	25,8	34,1	1,2	134,4
1969	5,8	0,3	0,2	2,5	65,0	—	28,3	34,3	6,5	142,9
1970	9,4	0,4	0,3	2,4	67,8	—	31,0	34,3	5,0	150,6
1971	9,2	0,3	0,3	2,8	72,5	—	40,2	33,8	8,9	168,0
1972	9,0	0,3	0,2	2,8	79,8	—	48,4	32,4	12,5	185,4
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	81,6	—	51,3	32,8	11,6	189,3
1974 p	9,6	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,1	32,9	13,8	203,5

Total

1967	300,0	4,2	3,1	9,0	139,0	5,0	77,8	117,5	10,6	666,2
1968	325,7	4,6	3,2	8,8	155,4	7,1	87,2	121,8	18,9	732,7
1969	353,0	4,7	3,2	9,5	167,4	6,9	92,8	123,5	25,2	786,2
1970	395,1	5,1	3,2	10,0	196,0	6,0	99,9	127,5	23,4	866,2
1971	438,1	5,4	2,9	12,2	242,7	8,2	125,5	132,4	39,2	1.006,6
1972 4	480,9	6,5	2,9	14,0	291,8	15,2	159,1	136,6	51,1	1.158,1
1973 4	523,9	6,8	3,2	16,3	335,6	15,7	181,1	145,9	53,5	1.287,0
1974 4 p	589,5	6,8	3,7	17,7	369,6	12,1	204,0	156,3	57,4	1.417,1

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

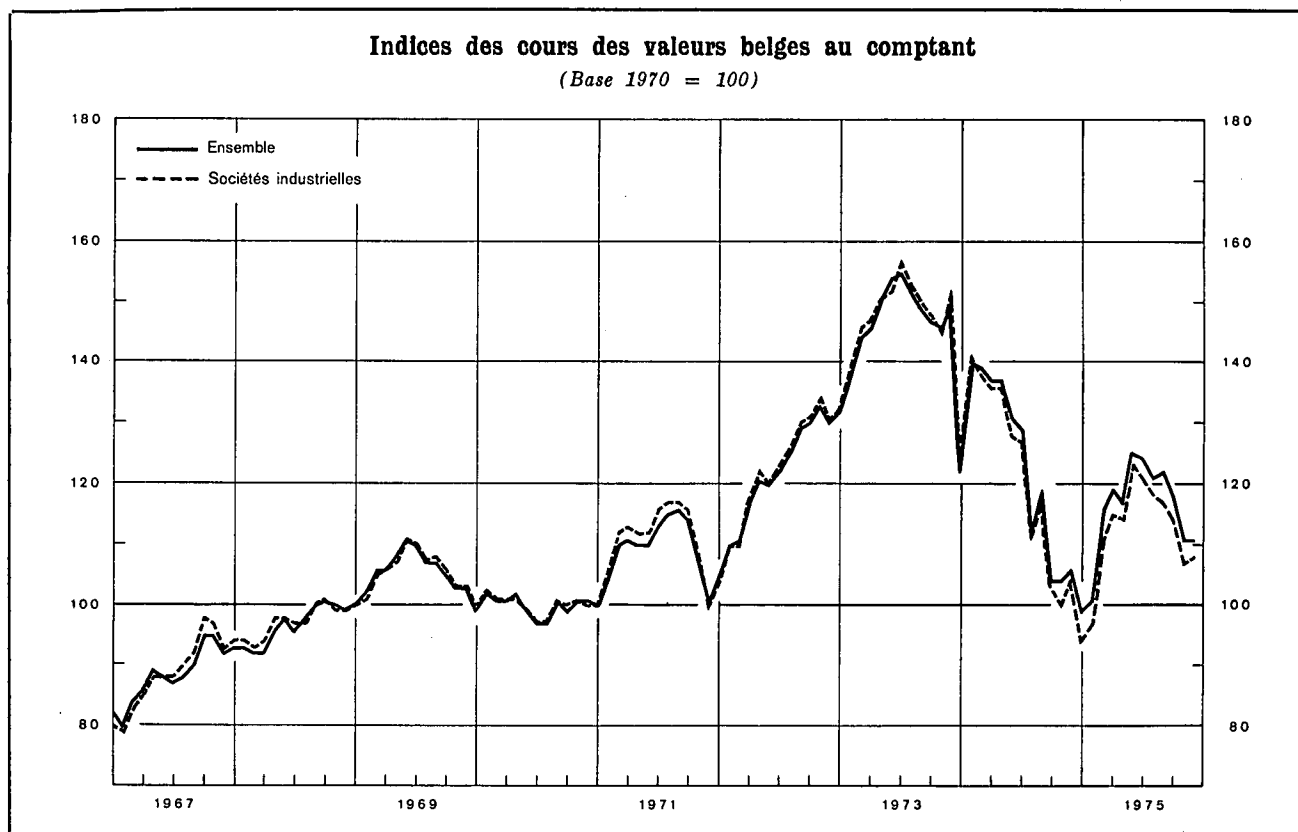
3 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

4 Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XL^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement

des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, n° 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

**XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE
ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS**
1. EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS
ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités		Valeurs belges									
	moyennes par séance (millions de francs) 1		Indices des cours 2				Taux de rendement 3					
			Au comptant		A terme	Ensemble		Sociétés industrielles				
			Ensemble	Sociétés industrielles		Ensemble	Sociétés industrielles					
			(Base 1970 = 100)								en p.c.	
1967	81		89	90	83			4,2 ⁴		4,0 ⁴		
1968	134		97	97	92			3,8		3,8		
1969	149		105	106	105			3,7		3,4		
1970	112		100	100	100			4,9		5,2		
1971	169		110	111	103			5,2		5,9		
1972	199		123	124	118			4,1		3,9		
1973	276		147	148	144			3,8		3,7		
1974	185		121	119	125			5,3		5,4		
		1974	1975	1974	1975	1974	1975	1974	1975	1974	1975	
Janvier	314	165	140	101	141	97	135	104	4,1	5,9	4,0	6,3
Février	276	197	139	116	138	111	142	122	4,2	5,8	4,2	6,3
Mars	231	197	137	119	136	115	144	125	4,2	5,8	4,2	6,3
Avril	212	226	137	117	136	114	144	125	4,5	5,5	4,5	5,8
Mai	189	277	131	125	128	123	137	133	5,0	5,8	5,1	6,6
Juin	164	243	129	124	127	121	133	135	5,3	5,8	5,3	6,4
Juillet	148	229	113	121	112	118	118	130	5,4	5,5	5,5	6,5
Août	128	169	119	122	117	117	125	127	5,9	5,5	5,8	6,7
Septembre	156	185	104	118	103	114	110	122	6,2	5,9	6,1	7,2
Octobre	138	172	104	111	100	107	110	113	6,3	6,0	6,7	7,3
Novembre	147	207	106	111	104	108	109	114	6,2	5,8	6,7	6,9
Décembre	125		99		94		103		6,5		7,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles).

4 Ancienne série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)							(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0

Sociétés financières et immobilières ⁵

1966	1 819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1 865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1 892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1 940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1 981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2 077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2 121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	54,4	3,3

Industries des fabrications métalliques

1966	1 396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1 391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1 361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1 352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1 336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1 356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1 391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	4,8	0,2

Métallurgie du fer

1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2

Industrie textile

1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1

Industrie chimique

1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3

Electricité

1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5

Industrie du charbon

1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	148,6	8,5

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	5,1	0,2

C. — Total général ⁶

1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	153,7	8,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 3 premiers mois	1.489	33,2	25,8	6,6	0,9	2,8	1,1
6 premiers mois	10.439	306,3	169,3	43,3	6,6	20,5	2,3
9 premiers mois	11.693	322,1	179,7	45,6	7,1	21,2	3,2
12 mois	12.892	345,2	193,6	49,1	7,8	23,0	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972 1 ^{er} mois	185	3,2	2,0	0,4	0,1	0,1	0,6
2 premiers mois	429	14,6	13,4	2,6	0,5	0,9	1,2
3 premiers mois	1.963	41,2	33,1	7,2	1,5	3,0	1,9
4 premiers mois	5.281	124,7	83,0	17,4	3,6	7,4	2,5
5 premiers mois	10.492	264,3	149,4	34,1	9,0	14,7	3,0
6 premiers mois	13.738	351,3	205,2	46,4	11,0	21,4	3,6
7 premiers mois	14.560	363,0	213,5	47,9	11,4	21,9	4,1
8 premiers mois	14.812	366,0	214,9	48,4	11,5	22,1	4,5
9 premiers mois	15.262	369,6	219,4	49,4	11,7	22,3	5,1
10 premiers mois	15.817	380,1	228,4	51,1	12,1	22,9	5,6
11 premiers mois	16.200	386,4	233,4	52,2	12,3	23,4	6,2
12 mois	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7

Notes voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 3 premiers mois	15	0,4	0,2	...	...	...	0,1
6 premiers mois	160	34,9	23,4	6,5	0,2	3,4	0,1
9 premiers mois	188	37,4	25,9	6,6	0,2	3,5	0,1
12 mois	223	41,9	28,4	7,0	0,3	3,8	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972 1 ^{er} mois	1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	...	...	...	...	0,1
3 premiers mois	14	0,3	0,2	...	...	...	0,1
4 premiers mois	32	2,5	0,7	0,1	...	0,1	0,1
5 premiers mois	84	21,8	11,2	2,6	...	1,9	0,2
6 premiers mois	163	39,4	26,9	4,8	0,1	3,4	0,2
7 premiers mois	187	41,9	28,5	5,0	0,2	3,5	0,2
8 premiers mois	190	42,3	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
9 premiers mois	194	42,5	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
10 premiers mois	209	44,0	29,9	5,2	0,2	3,6	0,2
11 premiers mois	216	45,2	30,7	5,2	0,2	3,7	0,2
12 mois	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2

C. — Total général ⁴

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 3 premiers mois	1.504	33,6	26,0	6,6	0,9	2,8	1,2
6 premiers mois	10.599	341,2	192,7	49,8	6,8	23,9	2,4
9 premiers mois	11.881	359,5	205,6	52,2	7,3	24,7	3,3
12 mois	13.115	387,1	222,0	56,1	8,1	26,8	5,3
12 mois (avec supplément) ⁵	16.924	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972 1 ^{er} mois	186	3,2	2,0	0,4	0,1	0,1	0,6
2 premiers mois	431	14,6	13,4	2,6	0,5	0,9	1,3
3 premiers mois	1.977	41,5	33,3	7,2	1,5	3,0	2,0
4 premiers mois	5.313	127,2	83,7	17,5	3,6	7,5	2,6
5 premiers mois	10.576	286,2	160,6	36,7	9,0	16,6	3,2
6 premiers mois	13.901	390,7	232,1	51,2	11,1	24,8	3,8
7 premiers mois	14.747	404,9	242,0	52,9	11,6	25,4	4,3
8 premiers mois	15.002	408,3	243,8	53,4	11,7	25,6	4,7
9 premiers mois	15.456	412,1	248,3	54,4	11,9	25,8	5,3
10 premiers mois	16.026	424,1	258,3	56,3	12,3	26,5	5,8
11 premiers mois	16.416	431,6	264,1	57,4	12,5	27,1	6,4
12 mois	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émisions nominales	émisions nettes	émisions non continues			émisions continues nettes	Total des émisions nettes	Total des émisions nettes	Total des émisions nettes (I.N.S.)
			émisions	amortisse- ments	émisions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1965	22,8	11,0	6,1	2,0	4,1	1,3	5,4	16,4	17,8
1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	p 15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	p 28,9	43,2
1972	40,8	.....	p20,3	p 3,7	p16,6	p 4,6	p21,2	.....	p 50,9

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1965	0,5	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	-0,4	-0,4
1971	4,4	p 2,6	0,2	1,6	-1,4	...	-1,4	p 1,2	1,2
1972	0,5	.....	p 2,9	p 0,1	p 2,8	p ...	p 2,8	.....	p 2,9

Total général

1965	23,3	11,0	6,6	2,1	4,5	1,3	5,8	16,8	18,2
1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	p 17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	p 30,1	44,4
1972	41,3	.....	p23,2	p 3,8	p19,4	p 4,6	p24,0	.....	p 53,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émisions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émisions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émisions (partie effectivement mise au cours de l'année) plus reliquats d'émisions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émisions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continuées brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continuées brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)
1973 3 premiers mois	5,4	3,4	4,1	7,5	...	...	...	...
6 premiers mois	15,4	6,7	6,9	13,6	1,3	0,2	...	0,2
9 premiers mois	20,8	9,3	9,3	18,6	9,0	0,3	...	0,3
12 mois	39,1	16,7	p 12,6	p 29,3	9,4	0,3	p ...	p 0,3
1974 3 premiers mois . p	6,4	3,2	1,0	4,2	...	...	...	...
6 premiers mois . p	21,0	7,2	4,0	11,2	...	...	...	...
9 premiers mois ... p	31,2	12,8	4,3	17,1	...	...	...	...
12 mois	49,7	19,2	9,3	28,5	...	...	...	...
1975 3 premiers mois ... p	6,8	3,1	0,8	3,9	...	...	...	...
1974 Mai	3,3	1,4	...	1,4	...	...	...	...
Juin	8,9	1,8	1,5	3,3	...	...	...	...
Juillet	4,8	3,7	0,1	3,8	...	...	...	...
Août	2,1	0,8	0,2	1,0	...	...	...	...
Septembre	3,3	1,1	...	1,1	...	...	...	...
Octobre	3,6	1,5	4,0	5,5	...	...	...	...
Novembre	3,8	2,4	...	2,4	...	...	...	...
Décembre	11,1	2,5	1,0	3,5	...	...	...	...
1975 Janvier	2,2	1,2	...	1,2	...	...	...	...
Février	1,8	0,6	0,8	1,4	...	...	...	...
Mars	2,8	1,3	...	1,3	...	...	...	...
Avril	2,8	0,7	2,3	3,0	...	...	...	...
Mai	3,1	0,7	2,5	3,2	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continuées.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement (pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4).

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires					Total général
	Banques	B.N.B.	Total 2	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Total	
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1965	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,9
1969	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970	230,1	2,3	232,4	174,5	57,8	128,8	84,2	445,3	677,7
1971	264,9	3,2	268,1	187,4	65,3	142,2	91,4	486,3	754,4
1972	317,2	3,4	320,6	199,5	72,8	166,5	102,6	541,4	862,0
1973 Juin	341,1	2,0	343,1	209,3	78,5	177,5	111,5	576,8	919,9
Septembre	357,6	1,5	359,1	215,1	80,6	183,2	116,7	595,6	954,7
Décembre	374,7	3,6	378,3	222,9	81,5	193,5	121,4	619,3	997,6
1974 Mars	388,8	2,6	391,4	227,8	84,7	195,7	126,7	634,9	1.026,3
Juin	396,3	1,4	397,7	236,9	87,9	202,4	133,0	660,2	1.057,9
Septembre	399,6	1,1	400,7	248,7	90,8	208,6	137,5	685,6	1.086,3
Décembre	418,5	3,0	421,5	252,3	90,5	216,9	142,0	701,7	1.123,2
1975 Mars	422,0	2,8	424,8	256,6	93,9	217,2	145,1	712,8	1.137,6
Juin	439,5	1,4	440,9	267,1	96,9	222,3	149,2	735,5	1.176,4
Septembre	452,0	0,5	452,5	278,1	99,6	229,5	154,1	761,3	1.213,8

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la CGER d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. (4).

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

**XVII - 7. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1967	4,9
1968	5,1
1969	5,9
1970	4,9
1971	5,6
1972	7,4
1973	10,1
1974	10,4
1973 3 ^e trimestre ...	10,3
4 ^e trimestre ...	9,7
1974 1 ^{er} trimestre ...	9,3
2 ^e trimestre ...	10,4
3 ^e trimestre ...	12,0
4 ^e trimestre ...	9,9
1975 1 ^{er} trimestre ...	7,0
2 ^e trimestre ...	8,0
3 ^e trimestre ...	10,7

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8)=(1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1967	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0	6,4
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1973 3 ^e trimestre	7,4	0,2	4,1	2,7	5,8	2,6	0,6	11,7
4 ^e trimestre	5,2	0,3	4,4	3,5	3,2	2,5	0,7	9,9
1974 1 ^{er} trimestre	5,8	...	4,5	2,9	6,1	0,9	0,4	10,3
2 ^e trimestre	5,4	...	4,6	2,5	5,8	1,3	0,4	10,0
3 ^e trimestre	7,5	...	3,7	2,7	3,4	4,3	0,8	11,2
4 ^e trimestre	6,1	5,7	3,8	4,5	0,3	10,2	0,6	15,6
1975 1 ^{er} trimestre	6,9	5,3	3,3	4,1	...	10,4	1,0	15,5
2 ^e trimestre	6,9	4,9	3,7	4,4	...	10,0	1,1	15,5
3 ^e trimestre	5,8	5,0	3,5	4,1	0,5	8,9	0,8	14,3
1974 Novembre	3,8	11,0	4,0	5,2	...	13,3	0,3	18,8
Décembre	9,7	3,9	4,9	3,8	...	13,8	0,9	18,5
1975 Janvier	8,6	0,5	3,8	3,0	0,1	9,1	0,7	12,9
Février	3,6	8,5	3,1	6,2	...	8,2	0,8	15,2
Mars	8,0	7,0	3,3	3,1	...	13,7	1,5	18,3
Avril	9,6	1,0	3,2	2,7	...	10,1	1,0	13,8
Mai	4,3	9,0	4,0	6,8	...	9,4	1,1	17,3
Juin	6,9	4,7	3,8	3,5	...	10,7	1,2	15,4
Juillet	8,3	2,9	3,2	3,1	1,3	9,0	1,0	14,4
Août	4,1	6,5	3,4	5,0	...	8,4	0,6	14,0
Septembre	5,0	5,5	3,9	4,2	...	9,4	0,8	14,4
Octobre	4,9	9,7	2,5	5,4	...	10,3	1,4	17,1
Novembre	6,8	8,9	3,9	3,2	...	15,7	0,7	19,6

* Du 17 novembre 1969 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,7	171,6
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1973 3 ^e trimestre	139,8	2,1	22,1	23,7	187,7
4 ^e trimestre	141,8	2,7	22,5	29,7	196,7
1974 1 ^{er} trimestre	153,9	0,8	27,2	29,0	210,9
2 ^e trimestre	164,0	1,4	28,7	27,9	222,0
3 ^e trimestre	161,7	4,1	26,0	27,3	219,1
4 ^e trimestre	153,5	11,8	29,0	24,7	219,0
1975 1 ^{er} trimestre	156,8	7,5	47,0	11,3	222,6
2 ^e trimestre	165,3	5,6	43,0	10,1	224,0
3 ^e trimestre	175,4	9,2	30,1	7,9	222,6

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parasétatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.
² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Fin de période	Plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	En pour cent des moyens d'action retenus 1	Montants (2)		Effets visés 2 (3)	Effets non visés réescomptés 3 (4)	Total (5) = (3) + (4)				Sous-plafond A 7 (2a)	Sous-plafond B 7 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b)
							(1)	(6) = (2) - (5)		
(milliards de francs)										
1969	12	44,0		29,7	4,2	33,9				10,1
1970	9	38,0		20,7	6,2	26,9				11,1
1971	9	43,9		19,0	9,4	28,4				15,5
1972	8	46,2		20,4	14,6	35,0				11,2
1973 Juin	7 1/4	45,4 ⁴		16,0 ⁴	12,3 ⁴	28,3 ⁴				17,1 ⁴
Septembre ...	6 1/2	42,6		17,4	17,0	34,4				8,2
Décembre ...	5 1/2	37,8		14,4	18,0	32,4				5,4
1974 Mars	5 1/4	37,4 ⁵		13,8 ⁵	18,5 ⁵	32,3 ⁵				5,1 ⁵
Juin	4 1/2	32,1 ⁶		2,6 ⁶	25,6 ⁶	28,2 ⁶				3,9 ⁶
		Sous-plafond A 7 (2a)	Sous-plafond B 7 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b)	Sous-plafond A 7 (3)	Sous-plafond B 7 (4)	Total (5) = (3) + (4)	Sous-plafond A 7 (6a)	Sous-plafond B 7 (6b)	Total (6) = (6a) + (6b) = (2) - (6)
Septembre ...	4	15,4	15,4	30,8	14,0	11,6	25,6	1,4	3,8	5,2
Novembre ...	4	15,3 ⁸	15,3 ⁸	30,6 ⁸	14,6 ⁸	14,2 ⁸	28,8 ⁸	0,7 ⁸	1,1 ⁸	1,8 ⁸
Décembre ...	4	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1
1975 Janvier	4	15,8	15,8	31,6	14,2	12,0	26,2	1,6	3,8	5,4
Février	4 1/4	24,1	10,3	34,4	17,6	7,1	24,7	6,5	3,2	9,7
Mars	4 1/4	24,1 ⁹	10,3 ⁹	34,4 ⁹	14,8 ⁹	6,3 ⁹	21,1 ⁹	9,3 ⁹	4,0 ⁹	13,3 ⁹
Avril ¹⁰	4 3/4	—	—	38,3	—	—	26,8	—	—	11,5
Mai	4 3/4	—	—	38,4 ¹¹	—	—	25,7 ¹¹	—	—	12,7 ¹¹
Juin	4 3/4	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4
Juillet	4 3/4	—	—	39,3	—	—	18,7	—	—	20,6
Août	5 1/4	—	—	39,3 ¹²	—	—	17,5 ¹²	—	—	21,8 ¹²
Septembre ...	5 1/4	—	—	43,1	—	—	18,3	—	—	24,8
Octobre	5 1/4	—	—	43,1	—	—	29,3	—	—	13,8
Novembre ...	5 1/4	—	—	46,4 ¹³	—	—	28,8 ¹³	—	—	17,6 ¹³

¹ Formule générale uniquement. Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

² Cette rubrique comprend :

- a) jusqu'au 30 mars 1970, les effets visés réescomptés ou non ayant moins de deux ans à courir (y compris les effets Creditexport);
- b) du 31 mars 1970 au 31 mars 1974, les effets visés Creditexport réescomptés ou non ayant un an au plus à courir et les autres effets visés réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir;
- c) à partir du 1er avril 1974 les effets visés ou certifiés Creditexport ayant un an au plus à courir non nourris par le Pool et les autres effets visés, réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir.

³ Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G. (à partir du 1er avril 1974 à l'exclusion des effets certifiés Creditexport).

⁴ Situation au 29 juin 1973.

⁵ Situation au 29 mars 1974.

⁶ Situation au 28 juin 1974.

⁷ Du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, le plafond de chaque banque était utilisable :

— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A);

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

Du 1er février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 80 p.c. pour le sous-plafond B.

⁸ Situation au 29 novembre 1974.

⁹ Situation au 28 mars 1975.

¹⁰ La répartition en sous-plafonds A et B, dont question à la note 7, ayant été supprimée, chaque banque dispose, depuis le 1er avril 1975, d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement auprès de la Banque, aux taux d'escompte officiels de celle-ci, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir; — soit auprès de l'I.R.G. et aux taux et autres conditions fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant maximum un an à courir.

¹¹ Situation au 30 mai 1975.

¹² Situation au 20 août 1975.

¹³ Situation au 28 novembre 1975.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970 — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1959 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962. « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin*

de la Banque Nationale de Belgique. XLVI^e année, tome I, no 1, janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». XLIX^e année, tome I, no 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances » — Le année, tome I, no 8, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique ».

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur			Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit 7		
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrante	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours 1	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 374 jours 1	autres effets publics 2	Dates des changements	Taux	
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque							
Taux en vigueur au 31-12-1968	4,50	4,50	4,00		5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	1974 8 juillet	13,25
			pays de la C.E.E.	autres pays								15 juillet	14,00
1969 1er janvier	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	16 juillet	13,75
6 février	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,75	6,00	6,25	17 juillet	13,50
6 mars	5,00	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	7,00	7,00	6,50	6,75	7,00	23 juillet	13,00
10 avril	5,50	5,50	5,50	5,00	6,25	6,75	7,50	7,50	7,00	7,25	7,50	14 août	13,25
29 mai	6,00	6,00	6,00	5,50	6,75	7,25	8,00	8,00	7,50	7,75	8,00	19 août	13,00
31 juillet	7,00				9,00				8,50	8,75	9,00	22 août	12,75
18 septembre	7,50				9,50				9,00	9,25	9,50	3 septembre	12,50
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées 3 ou certifiées 4 représentatives d'opérations de commerce extérieur												
1970 1er juin	7,50				9,50				9,00	9,25	9,50	6 septembre	12,00
22 octobre	7,00				9,00				8,50	8,75	9,00	18 septembre	11,75
10 décembre	6,50				8,50				8,00	8,25	8,50	10 octobre	11,50
1971 25 mars	6,00				7,50				7,00	7,25	7,50	21 octobre	11,25
23 septembre	5,50				7,00				6,50	6,75	7,00	29 octobre	11,00
1972 6 janvier	5,00				6,50				6,00	6,25	6,50	30 octobre	10,75
3 février	4,50				6,00				5,50	5,75	6,00	4 novembre	10,50
2 mars	4,00				5,00				5,00			5 novembre	10,25
23 novembre	4,50				5,50				5,50			1975 10 janvier	10,00
21 décembre	5,00				6,00				6,00			13 janvier	9,75
1973 10 mai	5,50				7,00				7,00			30 janvier	9,25
5 juillet	6,00				7,50				7,50			13 mars	8,25
2 août	6,50				8,00				8,00			15 avril	8,00
4 octobre	7,00				8,50				8,50			25 avril	7,75
29 novembre	7,75				8,50				8,50			16 mai	7,50
1974 1er février	8,75				9,50				9,50			29 mai	7,00
	5				5				5			17 juin	6,75
8 juillet	8,75				9,50				9,50			9 juillet	7,00
1975 30 janvier	8,25				9,00				9,00			21 août	6,50
13 mars	7,50				8,00				8,00				
24 avril	7,00				7,50				7,50				
29 mai	6,50				6,50				6,50				
21 août	6,00				6,00				6,00				

1 Quotité maximum : 95 p.c.

2 Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

3 Quotité maximum : 80 p.c.

4 Le visa a été supprimé le 1er avril 1974.

5 La procédure de certification a débuté le 1er juin 1970.

6 Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-3).

7 Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la Banque leur a attribué.

8 Taux existant depuis le 8 juillet 1974.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁶				
	1 mois	2 mois	3 mois	4	5		6 mois	9 mois	12 mois		
	(fin de période)			6	6						
1967	3,19										
1968	2,84										
1969	5,40	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1970	6,25	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1971	3,70	1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1972	2,48	1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1973	4,81	1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1974	9,25	1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1973 3 ^e trimestre	5,77	1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
4 ^e trimestre	7,11	1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
1974 1 ^{er} trimestre	8,50	1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1973 12 juin	5,80	6,20	6,50
2 ^e trimestre	9,45	1973 3 ^e trim.	6,75	7,05	7,35	7,65	6,97	11 sept.	*	*	7,30
3 ^e trimestre	9,86	4 ^e trim.	7,05	7,35	7,65	7,95	7,89	11 déc.	*	*	8,10
4 ^e trimestre	9,25	1974 1 ^{er} trim.	8,50	8,75	9,00	9,40	8,55	1974 11 mars	9,50	*	8,50
1975 1 ^{er} trimestre	5,15	2 ^e trim.	11,00	11,25	11,25	11,50	9,87	11 juin	*	*	*
2 ^e trimestre	4,55	3 ^e trim.	11,50	11,75	11,75	12,00	11,96	10 sept.	12,00	11,75	9,00
3 ^e trimestre	4,79	4 ^e trim.	10,00	10,25	10,50	11,00	11,60	10 déc.	*	*	*
1974 Novembre	9,50	1975 1 ^{er} trim.	6,90	7,15	7,30	7,40	9,46	1975 14 janv.	10,75	10,75	*
Décembre	9,04	2 ^e trim.	5,25	5,50	6,00	6,25	7,03	11 févr.	9,50	9,25	*
1975 Janvier	6,47	3 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,32	11 mars	8,00	*	*
Février	5,46	1974 Nov.	10,25	10,50	10,75	11,25	11,25	8 avril	7,75	8,00	*
Mars	3,92	Déc.	10,00	10,25	10,50	11,00	11,16	13 mai	7,50	7,50	*
Avril	4,53	1975 Janv.	9,00	9,25	9,50	10,00	10,68	10 juin	6,50	6,75	*
Mai	4,77	Févr.	8,00	8,25	8,50	9,00	9,40	8 juill.	6,50	6,75	*
Juin	4,30	Mars	6,90	7,15	7,30	7,40	7,71	12 août	6,75	7,00	*
Juillet	4,93	Avril	6,75	7,00	7,15	7,25	7,30	9 sept.	6,75	7,00	*
Août	5,10	Mai	6,20	6,40	6,60	6,75	7,10	14 oct.	6,75	6,90	*
Septembre	4,33	Juin	5,25	5,50	6,00	6,25	6,37	13 nov.	6,75	6,90	*
Octobre	4,50	Juill.	5,75	6,00	6,25	6,50	6,41	9 déc.	6,75	*	*
Novembre	3,88	Août	5,55	5,80	6,05	6,20	6,44				
		Sept.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20				
		Oct.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20				
		Nov.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20				

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.)

² Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8233).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par des banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes par des institutions du secteur public, des banques et des caisses d'épargne privées. Ces deux

types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁶ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1969	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25	6,75
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00	6,75
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75	6,25
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25	5,75
2 novembre	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75	5,50
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50	5,40
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75	5,00
1 ^{er} décembre	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25
4 juin	0,50	1,75	2,90	4,00	5,00	5,50
16 août	0,50	2,75	3,90	5,00	5,75	6,25
15 décembre	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paie-

ments et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Période	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1970 et 1971	3,50	1,00	2,50	1,00
1 ^{er} janvier au 15 mars 1972	3,50	0,75	2,50	0,75
16 mars 1972 au 31 mai 1973	3,25	0,75	2,25	0,75
1 ^{er} juin au 31 août 1973	3,50	0,75	2,50	0,75
1 ^{er} septembre au 31 décembre 1973	4,00	0,75	3,00	0,75
1 ^{er} janvier au 15 février 1974	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février au 31 mai 1974	4,50	0,75	3,50	0,75
1 ^{er} juin au 15 septembre 1974	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre au 31 décembre 1974 ⁴	4,75	1,50	3,75	1,50
1 ^{er} janvier au 15 mars 1975	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars au 30 avril 1975	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai au 15 juin 1975	4,50	1,25	3,50	1,25
A partir du 16 juin 1975	4,25	1,25	3,25	1,25

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au ¹.
³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an est attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1967	—	—	6,76	6,81	2	6,80
1968	—	—	6,58	6,68	7,62	6,64
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1973 Juillet	6,82	6,90	7,21	7,24	7,88	7,20
Octobre	7,31	7,32	7,62	7,74	8,33	7,63
1974 Janvier	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
Avril	7,90	8,10	8,36	8,46	9,66	8,34
Juillet	8,56	8,87	8,86	9,15	10,90	8,93
Octobre	9,06	9,55	9,12	9,65	11,95	9,32
Décembre	8,79	9,26	9,00	9,42	11,00	9,13
1975 Janvier	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
Février	8,74	9,20	9,24	9,51	10,78	9,26
Mars	8,23	8,74	8,79	9,04	10,27	8,80
Avril	8,16	8,64	8,71	8,86	9,94	8,69
Mai	8,21	8,35	8,42	8,69	9,83	8,48
Juin	7,94	7,91	8,09	8,31	9,84	8,14
Juillet	7,75	7,73	8,07	8,17	9,57	8,05
Août	8,00	7,90	8,21	8,29	9,94	8,21
Septembre	8,18	8,20	8,41	8,47	9,98	8,41
Octobre	8,28	8,39	8,50	8,61	10,38	8,53
Novembre	8,12	8,41	8,50	8,65	10,28	8,51
Décembre	8,12	8,33	8,53	8,66	10,24	8,52

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

² Vu le nombre restreint des emprunts de sociétés privées cotées à la bourse, la moyenne des taux de rendement de la série n'est pas publiée mais les taux de rendement des emprunts individuels ont été pris en considération pour le calcul du « Taux moyen pondéré ».

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1968	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre ..	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ...	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXI^e année, vol. I, n° 2, février 1956 :

« Statistique des rendements des principaux types d'obligations »; XXXII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Royaume-Uni		Italie 2		Pays-Bas 3		Canada		Suisse		
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	
Taux en vigueur au 31-12-71 ...		4,00		4,50		6,50		5,00		6,00		5,00		4,75		3,75	
1972 Janvier ...					13	6,00					6	4,50					
Février ...	25	3,00									2	4,00					
Mars					6	5,75			10	5,50							
Avril								22	6,00								
Juin											8	3,00					
Septembre .																	
Octobre ..	9	3,50					13	7,25 ⁴									
Octobre ..							27	7,50									
Novembre .	3	4,00			2	6,50					6	4,00					
Novembre .					30	7,50											
Décembre .	1	4,50					1	7,75									
Décembre .							8	8,00									
Décembre .							22	9,00									
1973 Janvier ...	12	5,00 ⁵	15	5,00			19	8,75							22	4,50	
Février ...			26	5,50													
Mars							23	8,50									
Avril							13	8,00					9	5,25			
Avril							19	8,25									
Mai	4	6,00	4	5,75			11	8,00									
Mai			11	6,00			18	7,75					14	5,75			
Juin	1	7,00	11	6,50			22	7,50					11	6,25			
Juin											4	4,50					
Juillet			2	7,00	5	8,50	20	9,00			28	5,00					
Juillet							27	11,50			18	6,00					
Août			14	7,50	2	9,50							8	6,50	7	6,75	
Septembre .					20	11,00			17	9,50				13	7,25		
Octobre ..							19	11,25			16	7,00					
Novembre .							13	13,00					6	8,00			
Décembre .																	
1974 Janvier ...							4	12,75								21	5,50
Février ...							1	12,50									
Mars									20	12,00							
Avril							5	12,25									
Avril			25	8,00			11	12,00						15	8,25		
Mai							24	11,75						13	8,75		
Juin					20	13,00											
Juillet														24	9,25		
Septembre .							20	11,50									
Octobre ..	25	6,50									28	7,00					
Novembre .														18	8,75		
Décembre .	20	6,00	9	7,75					27	11,00							
1975 Janvier ...			10	7,25	9	12,00	17	11,25						13	8,25		
Janvier ...							24	11,00									
Février ...	7	5,50	5	6,75			7	10,75									
Février ...					27	11,00	14	10,50									
Mars	7	5,00	10	6,25			7	10,25			7	6,00			3	5,00	
Mars							21	10,00									
Avril					10	10,00	18	9,75									
Mai	23	4,50	16	6,00			2	10,00	28	10,00					20	4,50	
Juin					5	9,50											
Juillet							25	11,00									
Août	15	4,00									15	5,50			25	4,00	
Septembre .	12	3,50			4	8,00			15	9,00	15	4,50 ⁶	3	9,00	29	3,50	
Octobre ..							3	12,00							29	3,00	
Novembre .							14	11,75									
Novembre .							28	11,50									

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

¹ Federal Reserve Bank of New York.

² Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

³ Le 1^{er} septembre 1973, la Nederlandsche Bank a instauré une commission spéciale applicable aux banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée. Cette commission, qui s'élevait à l'origine à ¼ p.c. par mois, a été réduite à 2 p.c. l'an à partir du 16 octobre 1973 et à 1 p.c. à partir du 1^{er} mars 1974. A partir du 13 décembre 1973, ce taux pénalisateur ne concerne plus que les dépassements à concurrence de 75 p.c. de la quotité et à partir du 1^{er} mars 1974,

il ne s'applique plus qu'à des dépassements de 50 p.c. Au-dessus de ces pourcentages, ce taux augmente; la Nederlandsche Bank s'adapte de façon souple.

⁴ En principe, la Bank of England annonce, depuis le 13 octobre 1972, chaque vendredi un taux minimum de prêt, qui est basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

⁵ Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

⁶ Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 5,50 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1974 10 octobre	1975 9 octobre	1974 7 novembre	1975 6 novembre
ACTIF				
Or et créances sur l'étranger	41.720	99.998	41.876	102.237
Or	}	69.183	}	69.183
Disponibilités à vue à l'étranger	} 36.267	23.665	} 36.377	25.646
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes (1) (2)	5.073	6.959	5.157	7.250
Annuités de prêt de la B.I.R.D. et de l'Export Import Bank	380	191	342	158
Créances sur le Trésor	18.032	26.624	16.455	21.083
Monnaies divisionnaires	193	201	180	142
Comptes courants postaux	336	245	185	106
Concours au Trésor Public (3) (4)	17.503	25.347	16.090	19.974
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M.	—	831	—	861
Créances provenant d'opérations de refinancement	83.493	43.260	79.054	47.566
Effets escomptés (5)	13.812	16.799	13.737	17.474
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations (5)	65.739	22.235	59.186	24.053
Avances sur titres	43	43	45	47
Effets en cours de recouvrement	3.899	4.183	6.086	5.992
Divers	2.570	2.921	2.590	3.142
Total ...	145.815	172.783	139.975	174.028
PASSIF				
Billets en circulation	93.448	103.357	95.304	104.351
Comptes créditeurs extérieurs	4.991	6.382	4.974	6.732
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	916	1.171	899	1.321
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	2.694	2.411	2.694	2.411
Dépôts en devises des banques et institutions étrangères	1.381	2.800	1.381	3.000
Compte courant du Trésor public	1	1	1	1
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	39.321	8.261	30.046	7.414
Compte courant des établissements astreints à la constitution de réserves	37.465	6.488	28.041	5.642
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	1.856	1.773	2.005	1.772
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	—	49.568	—	49.568
Capital et fonds de réserve	1.021	1.243	1.021	1.243
Divers	7.033	3.971	8.629	4.719
Total ...	145.815	172.783	139.975	174.028

(1) Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

(2) Concours au Fonds Monétaire	2.561	2.820	2.506	2.821
Acquisition de droits de tirage spéciaux	1.123	1.224	1.123	1.224
Autres opérations	1.389	2.915	1.528	3.205

(3) Convention du 17 septembre 1978 approuvée par la loi du 21 décembre 1978.

(4) Montant maximum des concours au Trésor public : 23,4 milliards de F, dont 13,4 milliards de F non rémunérés.

(5) Décomposition des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :				
Effets publics .....	...	9.170	148	11.519
Obligations	21	17	21	17
Bons à moyen terme	1.908	327	3.096	717
Crédits à moyen terme	25.566	21.820	25.762	22.231
— Prêts spéciaux à la construction	91	74	90	26
— Crédits à l'exportation	13.812	16.799	13.737	17.474
— Autres crédits	11.663	4.947	11.935	4.731
Crédits à court terme	49.056	7.700	43.896	7.043
— Crédits à l'exportation	14.137	2.820	9.011	2.375
— Autres crédits	31.919	4.880	34.885	4.668

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1971 February 28	1972 February 28	1973 February 28	1974 February 28	1974 October 9	1975 October 8	1974 November 7	1975 November 5
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------	--------------------	--------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.450	3.217	3.486	3.513	4.869	5.285	4.966	5.237
Other Securities	239	497	703	1.076	295	579	223	652
Total ...	3.700	3.725	4.200	4.600	5.175	5.875	5.200	5.900

Notes Issued :								
In Circulation	3.662	3.698	4.187	4.573	5.137	5.846	5.182	5.861
In Banking Department	38	27	13	27	38	29	18	39
Total ...	3.700	3.725	4.200	4.600	5.175	5.875	5.200	5.900

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	700	419	1.096	1.645	1.201	1.253	1.241	1.257
Advances and Other Accounts	74	27	37	155	270	251	233	254
Premises, Equipment and Other Securities	44	94	88	188	76	85	94	85
Notes	38	27	14	27	38	29	18	39
Coin	2	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	858	567	1.235	2.015	1.585	1.618	1.586	1.635

Capital	15	15	14	15	15	15	15	15
Rest	3	—	—	—	—	—	—	—
Public Deposits	18	56	60	82	18	21	15	20
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	398	—	714	1.368	922	980	917	977
Bankers Deposits	195	199	177	250	258	185	287	271
Reserves and other Accounts	229	297	270	300	372	417	352	352
Total ...	858	567	1.235	2.015	1.585	1.618	1.586	1.635

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1971 December 31	1972 December 31	1973 December 31	1974 December 31	1975 October 9	1975 October 8	1974 November 6	1975 November 5
ASSETS								
Gold certificate account	9.875	10.303	11.460	11.652	11.460	11.599	11.460	11.599
Special Drawing Rights certificate account	400	400	400	400	400	500	400	500
Cash	261	313	271	240	234	414	235	384
Discounts and advances	39	1.981	1.258	298	800	155	842	52
Acceptances :								
Bought outright	80	70	68	579	311	703	214	747
Held under repurchase agreement	181	36	...	420	4	...	192	229
Federal agency obligations :								
Bought outright	485	1.311	1.937	4.702	4.011	5.789	4.011	6.072
Held under repurchase agreement	101	13	42	511	...	...	580	40
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	30.156	29.664	36.897	36.765	32.762	32.857	36.295	30.446
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	131	...
Notes	35.554	36.681	38.412	40.009	39.719	43.400	39.719	43.400
Bonds	3.286	3.463	3.149	3.284	3.097	5.104	3.097	5.104
Total bought outright ...	68.996	69.808	78.458	80.058	75.578	81.361	79.242	78.950
Held under repurchase agreement	1.222	98	58	443	...	...	759	614
Total U.S. Government securities ...	70.218	69.906	78.516	80.501	75.578	81.361	80.001	79.564
Total loans and securities	71.104	73.317	81.821	87.011	80.704	88.008	85.840	86.704
Cash items in process of collection	11.887	9.172	7.954	8.312	7.993	7.562	8.477	8.108
Bank premises	150	194	223	263	250	307	255	313
Operating equipment	—	—	—	—	—	4	—	11
Other assets	918	1.066	929	2.932	3.076	3.075	3.224	3.399
Total assets ...	94.595	94.765	103.058	110.810	104.117	111.469	109.891	111.018
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	53.819	58.757	64.262	70.916	67.278	73.355	68.071	73.895
Deposits :								
Member bank reserves	27.788	25.647	27.060	25.825	25.891	25.506	31.938	24.701
U.S. Treasurer - general account	2.020	1.855	2.542	3.113	1.179	3.691	...	3.066
Foreign	294	325	251	418	296	234	318	355
Other	999	840	1.419	1.275	798	568	707	692
Total deposits :	31.101	28.667	31.272	30.631	28.164	29.999	32.963	28.814
Deferred availability cash items	7.544	5.198	4.855	6.328	5.573	5.069	5.811	5.246
Other liabilities and accrued dividends ...	647	557	981	1.141	1.181	1.081	1.165	1.145
Total liabilities ...	93.111	93.179	101.370	109.016	102.196	109.504	108.010	109.100
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	742	793	844	897	887	914	891	918
Surplus	742	793	844	897	844	897	844	897
Other capital accounts .....	...	...	...	...	190	154	146	103
Total liabilities and capital accounts ...	94.595	94.765	103.058	110.810	104.117	111.469	109.891	111.018
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	254	179	581	981	1.509	...	2.064	...

¹ Consolidated statement of condition of twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1971 31 december	1972 31 december	1973 31 december	1974 31 december	1974 7 oktober	1975 6 oktober	1974 4 november	1975 10 november
ACTIVA								
Goud	6.875	6.829	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.287	4.557	9.339	8.782	9.857	8.859	9.769	9.320
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	1	1
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F. Reservepositie in het I.M.F.	2.063	2.352	1.595	1.630	1.449	1.648	1.608	1.623
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	—	—	1.038	1.482	1.009	2.093	1.169	2.056
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	17	171	134	62	...	45	31	306
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	1.681	...	...	...	...	...	...	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	180	673	1.256	1.258	859	1.452	1.194	713
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	28	37	19	13	13	13	13	16
Belegging van kapitaal en reserves	345	382	424	462	462	515	462	515
Gebouwen en inventaris	179	195	195	235	208	235	208	235
Diverse rekeningen	182	104	140	870	395	86	546	85
Totaal ...	12.837	15.300	20.989	21.643	21.101	21.795	21.850	21.719

PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	10.251	11.251	11.873	12.827	12.477	14.072	12.530	13.945
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.080	1.944	3.757	4.971	5.042	3.241	5.676	3.535
's Rijks schatkist	1.001	1.858	3.694	4.890	4.998	3.188	5.615	3.468
Banken in Nederland	39	47	26	34	10	17	36	12
Andere ingezetenen	40	39	37	47	34	36	25	55
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	152	358	388	159	147	154	135	149
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	128	224	282	84	95	99	86	97
Andere niet-ingezetenen	24	134	106	75	52	55	49	52
's Rijks schatkist, bijzondere rekening u.h.v. overdracht I.M.F.-positie	—	—	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400
Krediet van het I.M.F. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	4	52	1.574	1	1	4	1	6
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	587	856	793	793	793	749	793	737
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	357	404	404	442	442	495	442	495
Diverse rekeningen	386	415	780	1.030	779	1.660	853	1.432
Totaal ...	12.837	15.300	20.989	21.643	21.101	21.795	21.850	21.719

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

14	14	14	13	13	13	13	13
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1971 dicembre	1972 dicembre	1973 dicembre	1974 dicembre	1974 agosto	1975 agosto	1974 settembre	1975 settembre
ATTIVO								
Oro	1.802	1.802	1.804	1.804	1.804	1.804	1.804	1.804
Cassa ¹	45	67	76	107	148	126	92	148
Portafoglio	9	44	93	156	155	9	140	10
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ²	1.047	1.104	1.142	1.178	1.165	1.204	1.164	1.204
Anticipazioni ³	885	2.312	2.033	3.058	1.346	1.864	1.493	2.145
Attività verso l'estero in valuta	2	2	3	6	6	5	7	6
Ufficio italiano dei cambi	2.970	2.518	5.655	7.696	7.129	7.179	8.582	8.840
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	4.462	5.246	6.251	10.677	9.672	15.068	10.595	14.123
Certificati di credito del Tesoro	—	—	—	1.748	—	151	—	67
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁵	385	438	525	556	576	642	581	652
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	1.380	1.908	2.913	2.962	3.147	2.676	2.584	3.674
Servizi diversi per conto dello Stato	357	499	650	747	730	326	730	326
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Partite varie	217	275	292	317	179	209	215	345
Spese	325	371	429	508	267	475	287	496
Totale attivo ...	14.225	16.925	22.205	31.859	26.663	32.077	28.613	34.179
PASSIVO								
Circolazione dei biglietti ⁶	7.281	8.748	10.029	11.160	9.958	11.461	9.848	11.309
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁷ ..	106	316	148	178	118	89	90	80
Conti correnti liberi ⁸	266	180	650	547	133	198	149	1.354
Conti correnti vincolati	4.327	4.336	5.384	6.639	6.655	10.259	6.567	10.671
Conti speciali	—	—	—	1.748	—	274	—	109
Conti dell'estero in lire e valuta ⁹	623	1.377	3.858	7.743	6.766	7.040	8.418	7.802
Ufficio italiano dei cambi : c/c ordinario ..	—	—	—	165	—	—	—	44
Servizi diversi per conto dello Stato	149	139	194	171	49	40	48	42
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	274	428	158	91	36	97	33	76
Fondi accantonati	505	641	815	845	821	851	820	851
Partite varie ¹⁰	314	319	453	1.955	1.765	1.174	2.255	1.223
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	17	23	29	37	36	48	36	48
Fondo di riserva straordinario	14	21	28	37	36	46	36	46
Rendite	349	397	459	543	290	500	313	524
Utile provvisorio del precedente esercizio ..	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	14.225	16.925	22.205	31.859	26.663	32.077	28.613	34.179
Depositanti di titoli e valori	7.593	10.526	14.386	20.708	16.740	20.064	17.589	20.992
1 Di cui : biglietti e monete di Stato	12	10	23	24	24	17	22	18
2 » aziende di credito	649	687	711	734	725	750	725	750
» istituti speciali	398	417	431	444	440	454	440	454
3 » aziende di credito	861	2.298	2.019	1.953	1.335	1.849	1.481	2.126
» istituti speciali	—	—	—	10	—	10	10	16
» altri	24	14	14	1	11	3	—	3
» anticipazioni a scadenza fissa	—	—	—	1.094	—	2	498	—
4 » titoli di stato e ob- } BOT e titoli bligaz. p/c Tesoro } a breve ...	549	207	1.669	6.162	6.309	9.481	7.194	8.558
» altri	3.726	4.853	4.395	4.072	3.176	5.220	3.214	5.203
5 » titoli di stato e obblig. p/c Tesoro ..	216	250	295	325	338	416	335	416
6 » biglietti presso il Tesoro	6	12	15	—	—	—	—	—
7 » vaglia cambiari	25	43	45	57	47	84	51	62
8 » aziende di credito	—	—	227	491	110	176	130	1.332
» istituti speciali	—	—	475	43	15	13	9	10
9 » depositi in valuta vincolati a fronte di prestiti esteri di : aziende credito	—	—	152	338	—	247	343	254
» istituti speciali	—	—	2.322	3.747	—	3.177	3.811	3.265
» altri enti non statali	—	—	589	97	—	100	112	103
10 » depositi vincolati per importazioni (Decreto Interministeriale 2 mag- gio 1974)	—	—	—	—	922	—	1.154	—

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1971 31. Dez.	1972 31. Dez.	1973 31. Dez.	1974 31. Dez.	1974 7. Oktober	1975 7. Oktober	1974 7. Nov.	1975 7. Nov.
AKTIVA								
Währungsreserven	57.910	72.908	88.179	71.805	87.745	70.445	78.029	71.303
Gold	14.688	13.971	14.001	14.002	14.002	14.002	14.002	14.002
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte	5.581	6.712	8.354	8.055	9.222	8.939	8.827	8.921
Devisen und Sorten	37.641	52.225	65.824	49.748	64.521	47.504	55.200	48.381
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4.309	4.480	4.279	11.636	2.475	11.083	11.279	11.083
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	18.811	20.178	11.216	15.516	19.381	7.173	15.741	5.731
Inlandswechsel	15.802	17.847	10.435	12.305	12.345	5.273	14.139	4.703
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	...	...	...	457
Auslandswechsel	1.612	1.185	460	877	639	533	709	558
Lombardforderungen	1.397	1.146	321	2.334	6.397	17	893	13
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	11.149	9.123	11.535	9.915	8.683	8.683	9.343	8.683
Kassenkredite (Buchkredite)	2.349	440	2.852	1.232	...	...	660	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	76	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	41	—	—	—	—	—	—	—
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	—	318	300	...	...	...	...	...
Kassenkredite (Buchkredite) .....	—	...	...	...	...	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	—	318	300	...	...	...	...	...
Wertpapiere	588	53	25	469	590	5.917	575	7.957
Deutsche Scheidemünzen	251	344	584	423	453	999	478	1.067
Postcheckguthaben	367	525	466	647	185	261	242	179
Sonstige Aktiva	1.653	4.686	4.882	7.115	4.281	4.536	4.789	4.212
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und -ver- bindlichkeiten — Bilanzverlust	3.101	3.101	10.279	14.004	6.773	8.931	6.773	8.931
Insgesamt ...	98.139	115.716	131.745	131.530	130.566	118.028	127.249	119.146
PASSIVA								
Banknotenumlauf	39.494	44.504	46.247	50.273	47.838	52.166	46.587	51.951
Einlagen von Kreditinstituten	32.609	46.388	51.913	46.504	43.115	38.665	44.603	37.421
auf Girokonten	32.590	46.364	51.892	46.483	43.091	38.642	44.580	37.401
sonstige	19	24	21	21	24	23	23	20
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	10.943	7.083	11.298	11.742	16.612	12.600	14.247	15.001
Bund	69	97	204	139	801	2.323	51	6.267
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	286	197	174	163	503	486	539	454
Länder	510	2.543	2.403	643	4.494	4.854	2.793	4.213
Andere öffentliche Einleger	67	58	51	44	33	32	29	33
Sondereinlagen	10.011	4.188	8.466	10.753	10.781	4.905	10.835	4.034
Einlagen von anderen inländischen Einle- gern	2.227	3.214	2.932	2.739	2.426	2.230	2.819	2.107
Bundesbahn	5	5	16	5	5	6	4	3
Bundespost (einschl. Postcheck- und Postsparkassenämter)	1.735	2.703	2.455	2.227	2.077	1.871	2.480	1.683
Sonstige Einleger	487	506	461	507	344	353	335	421
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	—	1.336	244	127	286	256	200	230
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	967	916	918	1.284	2.985	439	1.077	727
Einlagen ausländischer Einleger	941	898	735	1.268	2.949	435	1.051	680
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit	—	—	—	—	—	—	—	—
Sonstige	26	18	183	16	36	4	16	47
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonder- ziehungsrechte	1.364	1.855	1.747	1.600	1.746	1.600	1.746	1.600
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobili- sierungs- und Liquiditätspapieren	6.477	4.465	9.860	8.867	9.159	4.573	9.277	4.701
Rückstellungen	2.402	1.296	1.296	1.485	1.485	1.670	1.485	1.670
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.080	929	929	929	929	929	929
Sonstige Passiva	286	3.289	4.071	5.690	3.695	2.610	3.989	2.519
Insgesamt ...	98.139	115.716	131.745	131.530	130.566	118.028	127.249	119.146

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 7 octobre	1975 7 octobre	1974 7 novembre	1975 7 novembre
ACTIF								
Encaisse or	11.879	11.880	11.893	11.893	11.893	11.893	11.893	11.893
Devises	10.323	12.323	12.520	11.571	9.797	10.078	8.373	9.747
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	4.278	4.278	4.613	5.403	5.283	5.403	5.403	5.403
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	81	784	898	2.210	756	229	831	226
Bons du Trésor de la Confédération ...	...	152	200	484	...	...	...	...
Avances sur nantissement	29	419	558	700	80	16	32	6
Titres :								
pouvant servir de couverture	6	—	—	...	...	...	...	...
autres	5	—	—	92	115	...	122	...
Correspondants en Suisse	72	142	282	167	70	37	47	10
Correspondants à l'étranger	23	27	—	—	—	—	—	—
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	1.244	1.244	1.243	622	1.243	622	1.244	622
Autres postes de l'actif	50	89	66	94	99	112	99	98
Total ...	27.990	31.338	32.273	33.236	29.336	28.390	28.044	28.005

PASSIF								
Fonds propres	63	64	65	66	66	67	66	67
Billets en circulation	14.310	16.635	18.296	19.436	17.250	17.308	17.137	17.338
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	10.702	9.313	8.235	9.505	5.955	5.998	5.282	5.641
Autres engagements à vue	1.153	1.708	801	862	756	1.526	675	1.424
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	—	1.449	1.600	...	603	...	392	...
les engagements envers l'étranger	516	580	1.272	348	644	185	384	172
Engagements à terme :								
Restrictions de stérilisation	313	73	121	247	490	916	490	915
Comptes spéciaux	—	2	83	986	951	14	914	5
Comptes de stérilisation de l'adminis- tration fédérale	—	—	26	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	933	1.514	1.774	1.786	2.621	2.376	2.704	2.443
Total ...	27.990	31.338	32.273	33.236	29.336	28.390	28.044	28.005

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 31 octobre	1975 31 octobre	1974 30 novembre	1975 30 novembre
I. Or	4.289	4.136	4.205	3.972	4.161	3.957
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	65	143	71	58	59	54
III. Bons du Trésor	8	515	334	438	511	361
IV. Dépôts à terme et avances	22.053	30.034	28.590	31.317	29.353	31.208
a) à 3 mois au maximum	19.515	22.578	21.372	23.520	22.148	23.844
b) à 3 mois au maximum (or)	2	2	2	69	2	76
c) à plus de 3 mois	2.536	7.385	7.147	7.728	7.134	7.288
d) à plus de 3 mois (or)	—	69	69	—	69	—
V. Titres à terme	5.750	8.253	6.499	4.484	6.936	4.663
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	4.734	7.838	4.863	3.918	6.369	4.005
b) à plus de 3 mois	1.016	415	1.636	566	567	658
VI. Divers	3	80	13	200	35	206
<i>Total de l'actif</i> ...	32.168	43.161	39.712	40.469	41.055	40.449

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 31 octobre	1975 31 octobre	1974 30 novembre	1975 30 novembre
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	548	666	666	821	666	821
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	253	309	309	371	309	371
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	75	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre	190	252	252	345	252	345
III. Dépôts (or)	3.694	3.572	3.589	3.391	2.596	3.376
1. Banques centrales :						
a) à vue	2.573	3.134	3.419	2.954	3.244	3.004
b) à 3 mois au maximum	1.088	199	137	404	113	339
c) à plus de 3 mois	—	206	—	—	206	—
2. Autres déposants :						
a) à vue	7.371	33	33	33	33	33
b) à 3 mois au maximum	25.712	—	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies)	26.770	37.479	34.180	34.837	35.439	34.831
1. Banques centrales :						
a) à vue	110	193	138	320	302	405
b) à 3 mois au maximum	23.848	29.092	25.519	29.316	26.825	29.510
c) à plus de 3 mois	2.419	7.173	6.718	4.204	7.174	3.522
2. Autres déposants :						
a) à vue	12	22	24	31	30	27
b) à 3 mois au maximum	265	877	1.644	825	954	1.127
c) à plus de 3 mois	116	122	137	141	154	240
V. Effets	521	667	584	639	621	629
a) à 3 mois au maximum	521	667	584	639	621	629
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
VI. Divers	250	379	303	409	338	424
VII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
VIII. Provisions	84	97	89	71	94	67
<i>Total du passif ...</i>	32.168	43.161	39.712	40.469	41.055	40.449

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 27 octobre 1975

fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société nationale terrienne sur les tranches de ses emprunts à lever durant l'année 1975 (Moniteur du 13 novembre 1975, p. 14232).

Article 1^{er}. — Sur les tranches de ses emprunts à lever durant l'année 1975, le taux de l'intérêt simple à supporter par la Société nationale terrienne est fixé à 6,25 p.c. l'an et ce, dès la levée des fonds.

A partir du 1^{er} janvier 1976, la Société nationale terrienne supportera une annuité comprenant l'intérêt ci-dessus et l'amortissement en trente ans.

Arrêté royal du 27 octobre 1975

portant règlement de contrôle des caisses d'épargne privées (Moniteur du 19 novembre 1975, p. 14622).

.....

Chapitre I^{er}. — De l'autorisation

Article 1^{er}. — Les entreprises visées à l'article 1^{er} des dispositions coordonnées relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, adressent au Ministre des Finances, par la voie de

L'Office central de la Petite Epargne, en double exemplaire, une requête aux fins d'autorisation de fonctionner dans le Royaume.

La requête est signée par le collège statutairement chargé de l'administration de l'entreprise requérante ou par une ou plusieurs personnes ayant reçu un mandat spécial à cet effet. Cette délégation doit être établie par la production de l'extrait de la délibération de ce collège.

Les documents justificatifs à produire à l'appui de la requête sont mis, en double exemplaire, dûment certifiés et signés par les requérants.

Art. 2. — L'entreprise doit établir qu'elle remplit les conditions prévues par l'article 4 et, le cas échéant, par l'article 4bis des dispositions coordonnées relatives au contrôle des caisses d'épargne privées. Elle se conforme aux prescriptions de l'article 5 des mêmes dispositions coordonnées.

A cette fin, elle produit à l'appui de sa requête :

1° le texte de ses statuts, avec l'indication des annexes au *Moniteur belge* où ils ont été publiés;

2° lorsque l'entreprise est constituée sous une forme de société autre que de droit belge, la preuve qu'elle est autorisée dans son pays d'origine à exercer les opérations prévues à l'article 1^{er} des dispositions coordonnées relatives au contrôle des caisses d'épargne privées.

Si l'entreprise est constituée sous la forme de société par actions selon le droit d'un Etat autre qu'un des Etats membres de la Communauté économique européenne, elle mentionnera en outre, si ce pays reconnaît ou non des avantages équivalents aux entreprises belges;

3° le texte des conditions générales et les taux d'intérêt qu'elle applique ou se propose d'appliquer aux fonds recueillis de la manière prévue à l'article 1^{er} des dispositions coordonnées relatives au contrôle des caisses d'épargne privées;

4° tous documents relatifs à sa situation financière, à la manière dont elle a investi ses disponibilités, à son organisation interne et à ses projets d'organisation;

5° si son activité comprend des opérations pour lesquelles une gestion, une caisse et une comptabilité distinctes sont requises, elle expose dans sa requête, avec tous documents à l'appui, les mesures qu'elles a prises en vue de se conformer à cette obligation.

Art. 3. — L'Office central de la Petite Epargne transmet au Ministre des Finances, après enquête au siège de l'entreprise requérante, un exemplaire de la requête et des documents justificatifs en même temps que son avis motivé à ce sujet.

Pour les entreprises étrangères, cette enquête se fera au siège visé à l'article 4.

Art. 4. — Les entreprises étrangères mentionnent dans leur requête le siège d'opérations en Belgique où elles font élection de domicile, ainsi que le nom et l'adresse du fondé de pouvoirs chargé par procuration spéciale de les représenter; ce fondé de pouvoirs aura sa résidence en Belgique.

Les entreprises étrangères font publier leurs statuts aux annexes au *Moniteur belge*, ainsi que la procuration donnée au fondé de pouvoirs. Cette procuration sera préalablement soumise à l'approbation de l'Office.

L'arrêté royal d'autorisation ne sera pris qu'après les publications susvisées.

Art. 5. — La publication prévue à l'article 6 des dispositions coordonnées est faite par les soins du Ministre des Finances.

Chapitre II. — Du contrôle

Art. 6. — § 1^{er}. Les caisses d'épargne privées sont tenues de communiquer à l'Office les documents, renseignements et justifications qui leur sont demandés au sujet de leur situation financière, de leurs opérations et de leurs activités.

Les livres et pièces comptables sont vérifiés au siège des entreprises par les organes de contrôle compétents, qui peuvent aussi se faire produire tous autres documents propres à faciliter leur mission. Pour les entreprises étrangères autorisées, ce siège est le siège d'opérations établi en Belgique.

L'obligation imposée aux caisses d'épargne privées dont l'activité n'est pas limitée aux opérations visées à l'article 1^{er} des dispositions coordonnées, d'établir pour certaines de ces opérations une gestion, une caisse et une comptabilité distinctes, ne restreint pas le droit de contrôle des organes compétents sur l'ensemble des activités de ces entreprises.

§ 2. Sans préjudice à l'application de l'article 73 de la loi du 30 juin 1975 relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certains autres intermédiaires financiers, l'Office central de la Petite Epargne détermine la forme dans laquelle les caisses d'épargne privées sont tenues de présenter et de publier les situations périodiques, les comptes sociaux et le compte rendu annuel de leurs opérations.

Art. 7. — Les caisses d'épargne privées sont tenues de soumettre à l'avis de l'Office, préalablement à leur mise en vigueur, les modifications qu'elles se proposeraient d'apporter à leurs statuts ou aux conditions et taux d'intérêt prévus au 2^o de l'article 5 des dispositions coordonnées relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, ainsi que le texte et les modifications y afférents des livrets, contrats, prospectus, circulaires, affiches, enseignes ou écrits destinés au public et qui se rapportent ou font mention des opérations visées à l'article 1^{er} des mêmes dispositions, en les appuyant de toutes les justifications nécessaires.

Art. 8. — § 1^{er}. Les caisses d'épargne privées communiquent à l'Office :

a) dans la huitaine de la décision de leur conseil d'administration ou de leur comité de direction délégué à cette fin, et au moins trois semaines avant la réunion de l'assemblée générale, le projet de bilan, le projet de compte de profits et pertes et le rapport des commissaires, ainsi que les décisions dont l'adoption sera proposée à l'assemblée générale statutaire;

b) dans le mois de la réunion de l'assemblée générale annuelle, le compte rendu annuel de leurs opérations.

§ 2. Les entreprises étrangères autorisées à traiter dans le Royaume les opérations visées à l'article 1^{er} des dispositions coordonnées relatives au contrôle des caisses d'épargne privées communiquent à l'Office :

a) dans la huitaine de la décision de leur conseil d'administration ou de leur comité de direction délégué à cette fin, et au moins trois semaines avant la réunion de l'assemblée générale et dans la forme déterminée par l'Office, le projet de la situation comptable des fonds reçus en Belgique soumis à une gestion distincte et le compte de profits et pertes relatif à cette gestion, ainsi que le rapport des réviseurs agréés.

Seuls les frais généraux se rapportant à cette gestion peuvent être portés en compte.

b) dans le mois de la réunion de l'assemblée générale annuelle, le bilan et le compte de profits et pertes se rapportant à l'ensemble de leurs opérations.

Art. 9. — A la fin de chaque exercice les frais résultant de la surveillance et du contrôle de l'Office central de la Petite Epargne sont répartis entre les différentes caisses d'épargne privées. Cette répartition se fait pour chacune d'elles en fonction du montant des fonds recueillis de la manière prévue à l'article 1^{er} des dispositions coordonnées relatives au contrôle des caisses d'épargne privées.

Si, en vertu des dispositions prévues à l'article 10 du présent règlement ou de l'article 17bis des dispositions coordonnées relatives au contrôle des caisses d'épargne privées l'Office doit engager des frais exceptionnels de contrôle et de surveillance, il peut mettre ceux-ci à charge de la caisse d'épargne privée en cause, en plus de la quote-part qui incombe à celle-ci en vertu des dispositions de l'alinéa précédent.

Les frais réclamés aux caisses d'épargne privées ne peuvent dépasser 1 p.m. du montant total des fonds recueillis de la manière prévue à l'article 1^{er} des dispositions coordonnées par l'ensemble des caisses d'épargne privées.

Chapitre III. — *De la radiation de l'autorisation*

Art. 10. — La demande de retrait de l'autorisation introduite par l'Office auprès du Ministre des Finances dans les cas prévus à l'article 20 des dispositions coordonnées relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, contiendra également les mesures propres à sauvegarder les droits des épargnants.

Art. 11. — Si une caisse d'épargne privée renonce à traiter des opérations visées à l'article 1^{er} des dispositions coordonnées relatives au contrôle des caisses d'épargne privées et désire être dispensée des obligations découlant de l'autorisation, elle adresse au Ministre des Finances, par la voie de l'Office central de la Petite Epargne, en double exemplaire, une requête à cette fin.

L'Office transmet au Ministre des Finances l'original de la requête en même temps que son avis au sujet de celle-ci et propose les mesures propres à sauvegarder les droits des épargnants.

Chapitre IV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 12. — A partir de la date de dissolution de l'Office central de la Petite Epargne qui sera fixée par arrêté royal pris conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi du 30 juin 1975 relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certains autres intermédiaires financiers, les mots « L'Office central de la Petite Epargne », et « L'Office » seront remplacés dans les dispositions de ce règlement de contrôle par les mots « La Commission Bancaire ».

Art. 13. — L'arrêté royal du 28 juin 1967 portant règlement général de contrôle des caisses d'épargne privées, est abrogé.

Art. 14. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

.....

Arrêté ministériel du 28 octobre 1975

approuvant l'arrêté de la Commission Bancaire du 7 octobre 1975 portant règlement d'agrèation et de discipline des reviseurs de banques, de caisses d'épargne privées et d'entreprises régies par le chapitre I de la loi du 10 juin 1964 (Moniteur du 8 novembre 1975, p. 14124).

Arrêté ministériel du 5 novembre 1975

abrogeant l'arrêté ministériel du 24 juin 1967 désignant les catégories de sociétés dans lesquelles les caisses d'épargne privées sont autorisées à acquérir des actions, parts ou participations (Moniteur du 25 novembre 1975, p. 14890).

Arrêté ministériel du 5 novembre 1975

désignant les institutions publiques de crédit auprès desquelles les caisses d'épargne privées peuvent effectuer des dépôts (Moniteur du 25 novembre 1975, p. 14890).

Article 1^{er}. — Les placements prévus par l'article 12, § 1^{er}, 2^o, des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967, et modifiées par l'arrêté royal n^o 57, du 10 novembre 1967 et par les lois des 23 décembre 1970 et 30 juin 1975, peuvent être effectués dans les institutions visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, 1^o, de l'arrêté royal n^o 185, du 9 juillet 1935, sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

Art. 2. — L'arrêté ministériel du 24 juin 1967 désignant les institutions publiques de crédit auprès desquelles les caisses d'épargne privées peuvent effectuer des dépôts est abrogé.

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 25 juillet 1975

contenant le règlement définitif du budget des services d'administration générale de l'Etat de l'année 1969 et de budgets d'organismes d'intérêt public pour l'année 1969 ou pour les années antérieures (Moniteur du 4 novembre 1975, p. 13804).

Arrêté royal du 23 octobre 1975

prolongeant jusqu'au 1^{er} janvier 1977 l'existence de la Caisse autonome des dommages de guerre (Moniteur du 18 novembre 1975, p. 14549).

Arrêté royal du 14 novembre 1975

fixant, pour 1975 et 1976, les chiffres correspondant aux critères de répartition de la somme globale réservée aux dépenses de la politique régionale (Moniteur du 26 novembre 1975, p. 14959).

Article 1^{er}. — Pour l'application, pour les années budgétaires 1975 et 1976, de l'article 11, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} août 1974, créant des institutions régionales, à titre préparatoire à l'application de l'article 107 quater de la Constitution, sont fixés les chiffres ci-après :

	Wallonie	Flandre	Bruxelles
Population au 31 décembre 1973	3.192.010	5.501.306	1.063.274
Superficie, en ha, au 31 décembre 1970	1.684.251	1.350.964	16.178
Rendement, en millions de francs, de l'impôt des personnes physiques pour l'exercice 1973, arrêté au 31 décembre 1974	43.205,5	76.252,6	25.041,9

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 19 novembre 1975

réglementant les prix des viandes bovines et porcines (Moniteur du 21 novembre 1975, p. 14814).

Arrêté ministériel du 25 novembre 1975

déterminant le prix de vente des viandes porcines salées, séchées, cuites ou fumées (Moniteur du 28 novembre 1975, p. 15109).

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de novembre 1975. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

**

Le mouvement de la population en 1974.

(In : *Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 9, septembre 1975, pp. 1029-1040.*)

BELG. 44

Chronique de conjoncture.

(In : *Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles, n° 148, octobre 1975, pp. 9-12.*)

BELG. 27 C

330.580. - 333.841. - 333.111.0
333.420.1

331.30

MEYSKENS, M.

Economie van nu en straks.

(Antwerpen, *Nederlandse Boekhandel, 1975, 319 blz.*)

La récession a dépassé son point le plus bas.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 42, 7 novembre 1975, pp. 1-8.*)

BELG. 33

331.030. - 331.31

331.30

GRAF, G.

Hypothesen zur internationalen Konjunkturtransmission.

(In : *Weltwirtschaftliches Archiv, Tübingen, Nr. 3, 1975, S. 529-563.*)

ALL. 29

RIST, M.

Remarques générales sur la conjoncture internationale.

(In : *S.E.D.E.I.S.-Chroniques d'Actualité, Paris, n° 18, 31 octobre 1975, pp. 530-537.*)

FR. 10 B

331.30

331.30

The Belgian Economy and the Recession in Europe.

(In : *Report from Brussels - Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles, n° 21, novembre 1975, pp. 1-2.*)

BELG. 34 D

Situation actuelle et perspectives de l'économie belge.

(In : *Bulletin Financier, Bruxelles, n° 35, 17 octobre 1975, pp. 1-3.*)

BELG. 34 A

331.31

333.111.42

LOEWENTHAL, P. e.a.

Le plan gouvernemental de redressement économique.

In : Service de Conjoncture de Louvain, Louvain, octobre 1975, pp. 1-3.)

BELG. 87

PEETERS-BELLENS, A.

De evolutie van de internationale monetaire reserves van 1969 tot 1974.

(In : Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, 4, augustus 1975, blz. 469-478.)

BELG. 64 B

332.11 - 347.754.

333.112.

ARETS, P.

Une source de droit en plein développement : les conventions collectives.

In : Orientations, Bruxelles, n° 7, août-septembre 1975, pp. 207-217.)

BELG. 120

SCHEFFER, C.F.

Nationale instellingen voor industrieel investeringskrediet in Europa.

Amsterdam, Nederlands Instituut voor het Bank- en Effectenbedrijf, 1975, 83 blz.

332.27 - 332.26

333.138.1

LINTERMANS, J.

Regionale loonverschillen in de Belgische nijverheid.

In : ERA-Berichten, Antwerpen, n° 3, september 1975, blz. 121-137.)

BELG. 65

CHRISTIAENS, P.

Archeologie van de beleggingsfondsen in België (II).

(In : Tijdschrift voor het Bankwezen, Brussel, n° 6, september 1975, blz. 497-508.)

BELG. 134

333.111.38 - 333.432.8

333.139. - 347.734. - 333.24
333.78

VAN DEN BERG, R.F.M.J.

Bankieren in SDRs : een terreinverkenning.

In : Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, n° 182, oktober 1975, blz. 371-374.)

P.B. 3 A

DE CLERCQ, W.

Réforme du statut des banques et des caisses d'épargne privées.

(In : Revue de la Banque, Bruxelles, n° 6, septembre 1975, pp. 441-449.)

BELG. 134

333.169. - 333.137.

333.453. - 334.152. - 333.632.3

TEUBER, U.

Internationalisatie in het bankwezen.

(In : *Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, n° 182, oktober 1975, blz. 377-382.*)

P.B. 3 A

Euro-devises et euro-marchés.

(In : *Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles, n° 148, octobre 1975, pp. 1-8.*)

BELG. 27 C

333.451.1 - 333.841. - 333.830.

333.52 - 368.03 - 658.324.
332.832.

VAN VEEN, P.

Relaties tussen wisselkoersen, inflatiepercentages en rentestanden bij verschillende wisselkoerssystemen.

(In : *Economie, Tilburg, 11-12, augustus-september 1975, blz. 557-565.*)

P.B. 5

Les fonds de pension d'entreprises en Belgique.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 40, 24 octobre 1975, pp. 1-6.*)

BELG. 33

333.451.5 - 333.830.

333.610. - 339.4

VERWILST, H.C.

Interestpariteitstheorie in het dubbele wisselmarktsysteem.

(In : *Economie, Tilburg, 11-12, augustus-september 1975, blz. 591-595.*)

P.B. 5

LECONTE, J.C.

A quoi sert la Bourse ?

Paris, Edit. du Seuil, 1975, 154 p.

333.451.5 - 330.3

333.632.2

VERWILST, H.C.

A Model of Exchange Rate Determination in a Dual Exchange Rate Mechanism.

(In : *De Economist, Leiden, No. 3, september 1975, pp. 352-368.*)

P.B. 12

DIF, J.

Les primes des obligations convertibles.

(In : *Analyse Financière, Paris, n° 22, 1975, pp. 45-54.*)

FR. 1

ROUSSELLE, R. et VIDAL-MADJAR, D.

Obligations convertibles : de l'évaluation à la gestion.

(In : *Analyse Financière, Paris, n° 22, 1975, pp. 38-44.*)

FR. 1

LOEWENTHAL, P.

L'inflation du chômage.

(In : *L'entreprise et l'homme, Bruxelles, n° 8, octobre 1975, pp. 384-391.*)

BELG. 39

333.632.3 - 333.453. - 334.152.

333.841. - 657.33

FALLON, P. et DEWEIRDT, E.

Comment juger l'euro-marché après deux ans de crise énergétique ?

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 6, septembre 1975, pp. 451-476.*)

BELG. 134

WESTON, F. T.

Accounting for Inflation.

(In : *The CPA Journal - Certified Public Accountants, New York, No. 9, September 1975, pp. 21-25.*)

333.78 - 333.823. - 333.634.

334.13 - 382.254.

KRUIJMEEL, B.J.

Schatkistpapier en indirecte kredietbeheersing.

(In : *Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, n° 3024, 22 oktober 1975, blz. 1025-1026.*)

P.B. 10

LOUIS, J.V.

Le fonds de soutien financier de l'organisation de coopération et de développement économiques.

(In : *Studia Diplomatica, Bruxelles, n° 4, avril 1975, pp. 357-438.*)

BELG. 50

333.820. - 333.846.0

334.150.

La politique monétaire en Belgique.

(In : *Notes et Etudes Documentaires, Paris, n° 4214-4215, 16 septembre 1975, pp. 55-61.*)

FR. 51 F

BERTHAUD, Cl.

Le Marché Commun.

Paris, Masson et Cie, 1975, 288 p.

GEELHOED, L.A.

De Europese Unie.

(In : *S.E.W. - Tijdschrift voor Europees en Economisch Recht, Gent, n° 11, november 1975, blz. 669-712.*)

POURVOYEUR, R.

Het Britse « ja » aan Europa.

Brussel, Economische Hogeschool Sint-Aloysius, 1975, 40 blz.

334.150.

334.152.

LEJEUNE, M.A.

Un droit des temps de crise : les clauses de sauvegarde de la C.E.E.

(Université Catholique de Louvain, Centre d'Etudes européennes.)

Bruxelles, Bruylant, 1975, 385 p.

BARATTIERI, V. and THOMAS, A.

Monetary and Economic Co-operation in the EEC.

(In : *International Affairs, London, No. 4, October 1975, pp. 499-517.*)

G.B. 26 A

334.150.

334.152. - 333.820. - 333.846.0

Organigramme de la Commission des Communautés européennes (septembre 1975).

(In : *Bulletin des Communautés Européennes, Luxembourg, supplément hors série, 1975, pp. 1-87.*)

C.E.E. 1 A

CHEVALLIER, G. e.a.

La politique monétaire des pays de la Communauté Européenne.

(In : *Documentation française - Notes et Etudes Documentaires, Paris, n°s 4214-4215, 16 septembre 1975, 71 p.*)

FR. 51 F

334.150. - 341.242.

334.152. - 338.43

PATIJN, S.

De Europese Unie.

(In : *S.E.W. - Tijdschrift voor Europees en Economisch Recht, Gent, n° 11, november 1975, blz. 655-668.*)

LIGUE EUROPEENNE DE COOPERATION ECONOMIQUE.

La politique régionale dans l'optique de l'union économique et monétaire.

Bruxelles, L.E.C.E., 1973, 38 p.

334.154.

334.158. - 338.342.0

Compte-rendu sténographique de la XXVIII^e Table Ronde. « Face aux nouvelles perspectives mondiales Repenser la politique agricole européenne ».

(In : *Problèmes de l'Europe, Paris, n° 69, 1975, pp. 17-143.*)

FR. 50 B

Die Europäische Gemeinschaft als Exportmarkt für die Entwicklungsländer; Vorzugsbehandlung sollte wirksamer sein.

(In : *Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung - Wochenbericht, Nr. 41, 9 Oktober 1975, S. 337-340.*)

ALL. 34 B

334.157.

334.81 - 382.30

BENTIL, J.K.

E.E.C. Commercial Law and « Charges Having Equivalent Effect to Customs Duties ».

(In : *Journal of World Trade Law, Geneva, No. 4, July-August 1975, pp. 458-463.*)

GEN. 10 D

REULAND, J.M.

GATT and State-Trading Countries.

(In : *Journal of World Trade Law, Geneva, No. 3, May-June 1975, pp. 318-340.*)

GEN. 10 D

334.157.

334.81

KOPPENSTEINER, H.-G.

International enterprises under the Antitrust Law of the European Economic Community.

(In : *Journal of World Trade Law, Geneva, No. 3, May-June 1975, pp. 287-317.*)

GEN. 10 D

ROESSLER, Fr.

GATT and Access to Supplies.

(In : *Journal of World Trade Law, Geneva, No. 1, January-February 1975, pp. 25-40.*)

GEN. 10 D

334.157.

336.223.

THOMPSON, D.

The Competition Policy of the European Community.

(In : *Journal of World Trade Law, Geneva, No. 1, January-February 1975, pp. 79-88.*)

GEN. 10 D

SCHREUDER, E.

Devenir et avenir de l'impôt successoral.

(In : *Revue du Notariat Belge, Bruxelles, n° 2631, septembre 1975, pp. 442-465.*)

DONCKELS, R.

Towards an Efficient Sectoral Subsidizing Policy for the Belgian Industry.

(In : Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n° 3, 1975, blz. 343-371.)

BELG. 171

GOL, J.

La face wallone de la crise.

(In : Wallonie 75, Namur, n° 6, 1975, pp. 371-380.)

BELG. 186

338.041.

338.43

BOISIVON, J.-P.

Les avantages financiers de la croissance externe.

(In : Analyse Financière, Paris, n° 22, 1975, pp. 82-102.)

FR. 1

JONGE EKONOMISCHE KAMER.

Hagelandse bedrijven.

Leuven, Jonge Economische Kamer, 1975, 320 blz.

338.043. - 382.36 - 658.40

338.731.1 - 333.453. - 382.242.0
334.152.

VLAAMS EKONOMISCH VERBOND.

VEV kongres 1975. Naar een kwalitatief ondernemingsbeleid voor Vlaanderen - Notulen.

Antwerpen, V.E.V. , 1975, 102 blz.

CAIRNCROSS, F. and McRAE, H.

The Second Great Crash : How the Oil Crisis could destroy the World's Economy.

London, Methuen, 1975, 94 p.

338.046.2

339.0

OLIVIER, L.

Une politique pour les petites et moyennes entreprises.

(In : Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, n° 11, novembre 1975, pp. 13-26.)

BELG. 99

Les comptes nationaux de la Belgique 1966-1974.

(In : Etudes Statistiques - I.N.S., Bruxelles, n° 40, 1975, 65 p.

BELG. 67

339.311.2 - 333.21 - 333.831.3
339.311.5

341.242.

VAN OSSEL, P.

Structure des dépôts d'épargne par le biais de la prime de fidélité.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles*, n° 6, septembre 1975, pp. 509-514.)

BELG. 134

WASSERMANN, U.

Multi-Commodity Approach to International Agreement.

(In : *Journal of World Trade Law, Geneva*, No. 4, July-August 1975, pp. 463-467.)

GEN. 10 D

339.325.1

347.70 - 334.150. - 334.152.

Le budget des ménages en Belgique.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 41, 31 octobre 1975, pp. 1-6.)

BELG. 33

SENGEANT, V.

Le droit économique des Etats membres dans une union économique et monétaire.

(In : *Cahiers de Droit Européen, Bruxelles*, n° 4, 1975, pp. 464-478.)

339.325.1

347.720.1

Enquêtes sur les budgets des ménages 1973-1974 (II).

(In : *Etudes statistiques - I.N.S., Bruxelles*, n° 41, 1975, 142 p.)

BELG. 67

The New Sovereigns : Multinational Corporations as World Powers.

Englewood Cliffs (N.J.), Prentice Hall, 1975, VI+186 p.

339.4 - 347.720.1

347.720.1

GLAIS, M.

Analyse financière; étude théorique et statistique du cas des entreprises multinationales.

Paris, Masson et Cie, 1975, 215 p.

SPENCER, W.I.

Who Controls MNCs ?

(In : *Harvard Business Review, Boston*, No. 6, November-December 1975, pp. 97-108.)

USA 26

WILCZYNSKI, J.

Multinational Corporations and East-West Economic Co-operations.

(In : Journal of World Trade Law, Geneva, No. 3, May-June 1975, pp. 266-286.)

GEN. 10 D

GOLD, J.

Recent International Decisions to Prevent Restrictions On Trade and Payments.

(In : Journal of World Trade Law, Geneva, No. 1, January-February 1975, pp. 63-78.)

GEN. 10 D

368.4 - 339.21

382.51 - 305.4

DELEECK, H.

Sociale zekerheid en inkomensverdeling.

(In : Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n^o 4, Augustus 1975, blz. 403-420.)

BELG. 64 B

PAGOULATOS, E. and SORENSEN, R.

Two-Way International Trade : An Econometric Analysis.

(In : Weltwirtschaftliches Archiv, Tübingen, Nr. 3, 1975, S. 454-465.)

ALL. 29

382.250.

385.20

McKENZIE, G.W.

Shorter-Run Problems of the Balance of Payments.

(In : Weltwirtschaftliches Archiv, Tübingen, Nr. 3, 1975, S. 423-438.)

ALL. 29

VLAAMS EKONOMISCH VERBOND.

Aspekten van de Vlaamse economie. 8. Openbaar vervoer.

Antwerpen, V.E.V., 1975, 127 blz.

382.32 - 382.36

658.40

MURRAY, T. and WALTER, I.

The Impact of Export Subsidy and Tax Programs on Effective Protection.

(In : Weltwirtschaftliches Archiv, Tübingen, Nr. 3, 1975, S. 439-453.)

ALL. 29

HUNAUULT, P.

La gestion de la trésorerie au jour le jour dans l'entreprise.

(In : Analyse Financière, Paris, n^o 22, 1975, pp. 10-23.)

FR. 1



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

PUBLICATION MENSUELLE

TABLE DES MATIERES

L^e Année — Tome II — Juillet-décembre 1975

BELGIQUE

*Numéro
du Bulletin*

La courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale et l'évolution économique : un examen critique	1-2
La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1974	1-2
Réduction des taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	1-2
Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale	3
La monnaie, le système financier et la politique du crédit	5
Cent vingt-cinquième anniversaire de la Banque Nationale de Belgique. Discours prononcés à la séance académique du 10 décembre 1975	6

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1974	1-2
--	-----

Réserve monétaire	1-2
Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale	1 à 6

STATISTIQUES

Principales abréviations utilisées.

Signes conventionnels.

I. — Population et comptes nationaux.

1. Population	I - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3
4. Affectation du produit national :	
a) Estimations à prix courants	I - 4a
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b

II. — Emploi et chômage.

Demandes et offres d'emploi	II
-----------------------------------	----

III. — Agriculture et pêche.

1. Production agricole	III - 1
2. Pêche maritime	III - 2

IV. — Industrie.

1. Indices de la production industrielle	IV - 1
2. Indices de la production manufacturière industrielle par secteur	IV - 2
3. Energie	IV - 3
4. Métallurgie	IV - 4
5. Construction	IV - 5
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6

V. — Services.

- 1. Transports :
 - a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena V - 1a
 - b) Navigation maritime V - 1b
 - c) Navigation intérieure V - 1c
- 2. Tourisme V - 2
- 3. Commerce intérieur :
 - a) Indices des ventes V - 3a
 - b) Ventes à tempérament V - 3b
- 4. Activités des Chambres de compensation V - 4

VI. — Revenus.

- 1. Rémunérations des travailleurs VI - 1
- 2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie VI - 2
- 3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie VI - 3

VII. — Indices de prix.

- 1. Indices des prix mondiaux VII - 1
- 2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit VII - 2
- 3. Indices des prix de gros en Belgique VII - 3
- 4. Indices des prix à la consommation en Belgique :
 - a) Base 1966 = 100 VII - 4a
 - b) Base 1971 = 100 VII - 4b

VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.

- 1. Tableau général VIII - 1
- 2. Exportations selon la nature des produits VIII - 2
- 3. Importations selon l'usage des produits VIII - 3
- 4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes VIII - 4a
- b) Indices du volume VIII - 4b
- 5. Orientation géographique VIII - 5

IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.

- 1. Chiffres annuels IX - 1
- 2. Soldes trimestriels IX - 2
- 3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés IX - 3
- 4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme IX - 4

X. — Marché des changes.

- | | |
|--|-------|
| 1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles | X - 1 |
| 3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges | X - 3 |
| 4. Marché du dollar U.S.A. à Bruxelles | X - 4 |

XI. — Finances publiques.

- | | |
|--|--------|
| 1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires | XI - 1 |
| 2. Résultats de caisse du Trésor et son financement | XI - 2 |
| 3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture ... | XI - 3 |
| 4. Recettes fiscales (par année civile) | XI - 4 |
| 5. Détail des recettes fiscales | XI - 5 |

XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.

- | | |
|--|----------|
| 1. Encours des créances et des dettes : | |
| a) au 31 décembre 1971 | XII - 1a |
| a) au 31 décembre 1972 | XII - 1a |
| b) au 31 décembre 1972 | XII - 1b |
| b) au 31 décembre 1973 | XII - 1b |
| 2. Mouvements des créances et des dettes en 1972 | XII - 2 |
| Mouvements des créances et des dettes en 1973 | XII - 2 |
| 3. Encours des créances et des dettes (totaux sectoriels) : | |
| a) au 31 décembre 1971 | XII - 3a |
| a) au 31 décembre 1972 | XII - 3a |
| b) au 31 décembre 1972 | XII - 3b |
| b) au 31 décembre 1973 | XII - 3b |
| 4. Mouvements des créances et des dettes en 1972 (totaux sectoriels) | XII - 4 |
| Mouvements des créances et des dettes en 1973 (totaux sectoriels) | XII - 4 |

XIII. — Organismes monétaires.

- | | |
|---|-----------|
| 1. Bilans intégrés des organismes monétaires | XIII - 1 |
| 2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts : | |
| a) Banque Nationale de Belgique | XIII - 2a |
| b) Organismes publics monétaires | XIII - 2b |
| c) Banques de dépôts | XIII - 2c |
| d) Ensemble des organismes monétaires | XIII - 2d |
| 3. Origines des variations du stock monétaire | XIII - 3 |
| 4. Stock monétaire | XIII - 4 |
| 5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires | XIII - 5 |
| 6. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger (destination économique apparente) | XIII - 6 |

7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger (forme et localisation) ...	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne (opérations des ménages)	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne ...	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite ...	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions : chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions : chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés : chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés : chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

Produit national brut calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4a - b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année budgétaire	XI - 4
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Fréquence d'utilisation	XIII - 13
Caisse Générale d'Épargne et de Retraite — Caisse d'épargne (opérations des ménages)	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

LEGISLATION ECONOMIQUE

- | | |
|-------------------------------|--|
| 1. Economie générale. | 7. Commerce intérieur. |
| 2. Monnaie, crédit et banque. | 8. Commerce extérieur. |
| 3. Finances publiques. | 9. Transports. |
| 4. Agriculture. | 10. Prix et salaires. |
| 5. Industrie. | 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers. |
| 6. Travail. | 12. Communauté Economique Européenne. |

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES
ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE**

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 250,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 300,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 25,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 30,—.

Paiement par virement bancaire ou postal (C.C.P. n° 000-0000500-15) à la Banque Nationale de Belgique, 1000 Bruxelles, avec la mention « Bulletin de la B.N.B. », en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise ».
